Année 1960. — N° 15. Le Numéro : 1 NF 10 Septembre 1960.

JOURNAL OFFICIEL

DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

AVIS ET RAPPORTS

DU

CONSEIL ÉCONOMIQUE ET SOCIAL

ABONNEMENTS : FRANCE ET OUTRE-MER : 8 NF ; ETRANGER : 12 NF
(*Compte chèque postal :* 9063.13, Paris.)

PRIÈRE DE JOINDRE LA DERNIÈRE BANDE aux renouvellements et réclamations | DIRECTION, REDACTION ET ADMINISTRATION 26, RUE DESAIX, PARIS-15e | POUR LES CHANGEMENTS D'ADRESSE AJOUTER 0,20 NF

SESSION DE 1960

Séances des 28 et 29 Juin 1960.

CONJONCTURE ÉCONOMIQUE AU PREMIER SEMESTRE 1960

SOMMAIRE

I. — Etat de la situation économique. — Rapport présenté par M. Jacques Dumontier.
II. — Prévisions économiques pour le deuxième semestre 1960, et politique économique à suivre. — Rapport présenté par M. André Malterre.
III. — Avis adopté par le Conseil économique et social sur l'état de la situation économique au premier semestre 1960, les prévisions économiques pour le deuxième semestre 1960 et la politique économique à suivre.
IV. — Annexes statistiques :
A. — France.
B. — Données étrangères comparatives.

I. — ETAT DE LA SITUATION ECONOMIQUE

Rapport présenté, au nom du Conseil économique et social, par M. Jacques Dumontier.

SOMMAIRE

INTRODUCTION GÉNÉRALE
PREMIÈRE PARTIE. — L'ÉVOLUTION DE LA CONJONCTURE INTERNATIONALE
Chapitre Ier. — *La demande.*
A. — Demandes intérieures.
1° Demandes privées.
2° Les dépenses publiques.
B. — Demande extérieure.
Chapitre II. — *Les ressources.*
A. — La production.
1° Production agricole.
2° Production industrielle.
3° Secteur tertiaire.
B. — Les importations.
Chapitre III. — *L'équilibre.*
A. — L'équilibre extérieur.
1° Balance des paiements courants.
2° Balance des opérations en capital.
B. — L'équilibre intérieur.
CONCLUSION DE LA PREMIÈRE PARTIE
DEUXIÈME PARTIE. — LE MOUVEMENT DE LA PRODUCTION EN FRANCE
Titre Ier. — *La production agricole.*
I. — Production végétale.
1° Céréales.
2° Plantes sarclées.
3° Cultures diverses.
4° Légumes.
5° Cultures fruitières.
II. — Production animale.

Titre II. — *La production industrielle.*

Chapitre Ier. — L'évolution de la production industrielle.

I. — Analyse de l'indice de la production industrielle.

A. — Etude de la production industrielle, mois par mois, depuis octobre 1959.

1° Critique de l'indice.
2° Mouvement réel.

B. — Etude de l'évolution de l'indice de la production industrielle depuis janvier 1959.

II. — Etude des autres indices représentatifs de l'activité économique.

A. — Etude de la production de certaines branches de l'économie considérées comme représentatives de la conjoncture économique générale.

1° La consommation d'électricité.
2° Les wagons chargés.
3° Les carnets de commande du carton.

B. — Les indices de l'emploi.

C. — Les jugements et prévisions des chefs d'entreprises.

Chapitre II. — Les causes de l'évolution de la production industrielle.

I. — La consommation privée.

A. — La consommation alimentaire.
B. — La consommation non alimentaire.

II. — Les investissements.

A. — Les investissements des entreprises privées.
B. — Les investissements publics et semi-publics.
C. — La construction de logements.

III. — Les exportations.

A. — Les exportations vers l'étranger.
B. — Situation des activités d'exportations.

IV. — Les stocks.

TROISIÈME PARTIE. — LES ÉQUILIBRES FONDAMENTAUX DE L'ÉCONOMIE FRANÇAISE

Chapitre Ier. — Les prix, les revenus et le pouvoir d'achat.

I. — Les prix.
II. — Revenus et pouvoir d'achat.

Chapitre II. — Finances publiques et marché monétaire.

I. — Les finances publiques.

1° Exécution du budget de 1959.
2° La loi de finances pour 1960.

II. — L'aisance du marché monétaire.

1° Les disponibilités.
2° Les contreparties.
3° Ressources monétaires et investissements.

III. — Le crédit et l'investissement.

Chapitre III. — Les échanges extérieurs.

I. — La balance commerciale.

A. — Les échanges avec la zone franc.
B. — Les échanges avec les pays étrangers.

II. — La balance des paiements.

Chapitre IV. — Les disparités régionales.

I. — Le questionnaire de la commission de la conjoncture.
II. — Dispersions dans la situation de l'emploi.
III. — Caractéristiques régionales.
IV. — Conclusion.

CONCLUSION GÉNÉRALE

INTRODUCTION GENERALE

Les problèmes que pose l'analyse de la conjoncture économique au premier semestre de 1960 sont nettement différents de ceux qui étaient posés dans le dernier rapport du conseil ou dans ceux du Conseil économique.

Il ne s'agit plus en effet d'essayer de déterminer dans quelle mesure l'économie française est ou n'est pas en situation d'inflation. Il ne s'agit pas non plus de définir quelle est la profondeur de la dépression de l'économie.

L'inflation comme une importante récession paraissent pour le moment exclues. Le problème à résoudre est cependant délicat. Il est de définir quel est dans l'immédiat l'allure exacte de l'évolution économique. Celle-ci s'oriente-t-elle vers la baisse ? Notre économie connaît-elle au contraire la stabilité ou bien, y a-t-il eu, malgré certaines apparences un progrès de la production dans les derniers mois ? Ces trois thèses peuvent être défendues selon les données statistiques ou les impressions d'ordre qualificatif sur la conjoncture que l'on retient.

Pour répondre à cette question centrale, l'examen direct de la situation de la production est primordiale. Mais l'observation doit déborder le cadre national. Comme dans le rapport sur la situation économique, à la fin de 1959, il convient de placer d'abord l'évolution française dans un cadre international.

La troisième partie du rapport étudiera la situation financière intérieure et extérieure de notre pays qui semble ne pas avoir suscité de difficulté en ce premier semestre de 1960.

Enfin, en annexe, nous présenterons une analyse de la conjoncture régionale, en fonction des quelques éléments qui peuvent être actuellement réunis sur celle-ci.

PREMIERE PARTIE

L'EVOLUTION DE LA CONJONCTURE INTERNATIONALE

A la suite de la légère récession de 1957/1958, qui avait été ressentie dans les principaux pays d'Europe et aux Etats-Unis, l'année 1959 a été, en général *favorable*.

C'est, par exemple, ce qu'ont unanimement constaté, pour les pays de la Communauté, les représentants de l'association des instituts de conjoncture européens, à leur session de Liège des 28 et 29 avril 1960, dans le communiqué final suivant : « l'année 1959 a été, dans tous les pays membres, une année de **croissance équilibrée** dans l'ensemble, au cours de laquelle se sont réalisées simultanément une expansion de la production et une stabilité suffisante des prix, avec des balances de paiements courants excédentaires. Cette expansion s'est maintenue au cours du premier trimestre de 1960 et se poursuit actuellement ».

Cette amélioration se constate également pour les autres pays de l'Europe continentale de l'Ouest, pour le Royaume-Uni, les Etats-Unis, le Canada, le Japon ; les progrès se poursuivent en Europe orientale et en U. R. S. S., la Chine continentale, qui semble avoir surmonté partiellement certaines difficultés fondamentales, s'apprête à un nouveau « bond en avant ». Enfin, même dans les régions insuffisamment développées non soumises à une planification autoritaire, et qui avaient gravement souffert de la détérioration des « termes de l'échange », la situation apparaît comme un peu moins mauvaise.

Là où existent des données statistiques en nombre suffisant pour pouvoir calculer le *produit national*, c'est celui-ci, semble-t-il, qui reflète le mieux la synthèse de cette conjoncture favorable (dans les cas, bien entendu, où ces données ne sont pas trop anciennes). Pour se limiter aux principaux pays d'Occident, la différence entre 1958 et 1959, est importante : alors qu'en 1958 le volume du produit national brut (aux prix du marché) n'avait augmenté que de 2 p. 100 pour la Communauté européenne il était resté sans changement au Royaume-Uni, et avait fléchi de plus de 2 p. 100 aux Etats-Unis ; en 1959, les pourcentages d'augmentation ont été de 4 p. 100 ou un peu plus pour la Communauté et le Royaume-Uni et de près de 7 p. 100 pour les Etats-Unis. Le tableau ci-dessous précise les différences par pays.

TABLEAU N° 1

Produit intérieur brut (aux prix du marché) à prix constants (1954).

(Pourcentage de variation par rapport à l'année précédente.)

PAYS DE LA COMMUNAUTÉ	ÉTATS-UNIS ET ROYAUME-UNI	POURCENTAGE
	Année 1958.	
Italie		+ 4
Allemagne de l'Ouest		+ 2,8
France		+ 2,1
Pays-Bas		+ 1,8
	Royaume-Uni (1)	0
Belgique (1)		— 1,0
	Etats-Unis	— 2,3
	Année 1959.	
	Etats-Unis (2)	(+ 6,8)
Italie		+ 6,6
Allemagne de l'Ouest		+ 5,7
Pays-Bas		(+ 5,0)
	Royaume-Uni (1)	(+ 4,0)
Belgique (1)		(+ 2,5)
France		(+ 1,5)

(1) Au coût des facteurs.
(2) Premier trimestre 1960, par rapport au premier trimestre 1959 : + 4 p. 100.
Source : D'après l'Association des instituts de conjoncture européenne, U. S. A. : *Economic indicators* (avril 1960).

Dans le cadre de ce mouvement général, il sera étudié successivement l'aspect physique du mouvement de la production et de la consommation, puis l'aspect monétaire et financier, en y rattachant quelques considérations sur le commerce extérieur et les finances extérieures des mêmes pays.

CHAPITRE Ier

LA DEMANDE

La reprise s'est fait sentir dans le volume de la demande et dans celui des ressources.

L'analyse de la demande globale est certes insuffisante pour rendre compte de tous les détails de l'évolution. Cependant nous étudierons successivement les demandes intérieures et la demande extérieure.

A. — Demandes intérieures.

On peut classer celles-ci en demandes privées et demande publique.

1° DEMANDES PRIVÉES

a) *Les consommateurs.*

De tous les éléments qui constituent la demande, la consommation privée est de beaucoup le plus important : elle représente à elle seule, selon les pays, de 60 à 70 p. 100 de la dépense nationale ; de par sa masse même, elle est un stabilisateur économique essentiel.

En Europe occidentale, la reprise a été facilitée, au début de 1959, par la consommation privée, « dont le niveau relativement élevé constituait un facteur de soutien de la conjoncture » (1). Aux Etats-Unis, on surveille également de très près le volume des dépenses de consommations personnelles, dont le rôle de

(1) Communauté économique européenne, rapport trimestriel, mars 1960 : La situation économique de la Communauté et les perspectives pour 1960, page 12.

volant est unanimement apprécié, et les autorités observent si celles-ci se maintiennent même s'il y a momentanément fléchissement du produit national. Il en a été ainsi en 1958, et de nouveau en 1959, au moment de la grève de la sidérurgie.

TABLEAU N° 2

Etats-Unis.

Pourcentages de variation du *taux annuel* du produit national brut et des dépenses de consommation personnelles (par trimestre, et par rapport au trimestre précédent, corrections effectuées pour variations saisonnières).

	1957	1958			1959		
	4e trim.	1er trim. (1)	2e trim.	3e trim.	2e trim.	3e trim.	4e trim.
Produit national brut	— 1,2	— 2,6	+ 0,5	+ 2	+ 3	— 1,3	+ 1
Dépenses de consommation personnelles...	0	— 0,5	+ 1,3	+ 1,3	+ 2,3	+ 0,4	+ 1,2

(1) Trimestre où le taux annuel a été minimum.
Source: U. S. A., Economic Indicators.

Mais si la consommation privée, par son niveau relativement élevé, a favorisé la reprise du mouvement d'expansion, elle a, ensuite, assez faiblement progressé (en partie sous l'effet de l'action des pouvoirs publics, ainsi qu'il apparaîtra), ce n'est plus elle, sous réserve de quelques exceptions, qui a joué le rôle moteur essentiel dans le développement de l'économie, mais d'autres facteurs qui seront analysés plus loin : investissements, commerce extérieur.

En ce qui concerne la *Communauté*, « la consommation privée s'est modérément développée, au cours de l'année, dans la plupart des pays membres... (et elle) n'a pas progressé au même rythme que les autres éléments de la demande » (1).

Le *Royaume-Uni* constitue la principale des exceptions auxquelles il vient d'être fait allusion. « Le Gouvernement a encouragé, en 1959, la consommation des ménages, tant au moyen des instruments budgétaires — réduction des impôts — que par les outils de la politique monétaire — élargissement des crédits à la consommation. C'est cette demande, en particulier celle des biens de consommation durables, qui a été une des causes principales de l'expansion économique » (2). De fait, le produit national brut (aux prix des facteurs) et les dépenses des consommateurs, dont celles de biens durables à fort effet multiplicateur, ont ainsi évolué :

TABLEAU N° 3

Royaume-Uni.

(En millions de livres sterling aux prix de 1954.)

	PRODUIT national brut.	DÉPENSES des consommateurs.	
		Totales.	Dont biens durables.
Année 1958.....	16,69	13,13	1,039
Année 1959.....	17,16	13,63	1,237
Augmentation en pourcentage.....	3	4	19

Source: Central Statistical Office: Monthly digest of statistics.

(1) Communauté économique européenne, *op. cit.* Le rapport précise de quelle manière et pourquoi il en a été ainsi. « Au premier semestre, l'augmentation des ressources des ménages a été limitée. D'une part, les taux de salaires, fixés généralement par des conventions collectives conclues alors que la conjoncture était encore médiocre, n'ont été que faiblement relevés. D'autre part, le nombre d'heures travaillées a été inférieur à celui de l'année précédente. Au second semestre et surtout à la fin de l'année, les revenus des ménages se sont accrus plus rapidement. L'augmentation de l'emploi et l'allongement de la durée du travail, imputables à l'essor de la conjoncture, ainsi que les relèvements de salaires, ont d'autant plus contribué à développer les dépenses de consommation qu'apparemment la formation de l'épargne ne les freinait plus autant qu'auparavant. Toutefois, la hausse des prix des produits alimentaires, intervenue durant l'été, devait temporairement limiter la croissance de la consommation ».

(2) Conjoncture européenne (Bulletin S. E. D. E. I. S., 10 mai 1960).

L'austérité imposée des années antérieures à 1959, motivée par la raison impérieuse de la défense prioritaire de la livre, avait entraîné une « inflation refoulée » chez les consommateurs, qui s'est fait sentir dès que, pour un temps, les autorités ont pu relâcher leur pression par suite de l'amélioration des conditions économiques.

Aux *Etats-Unis* enfin, les dépenses de consommation personnelles ont également été relativement modérées en 1959 et, à l'inverse de ce qui s'était passé pendant la phase récessionnelle de 1957-1958, elles ont moins augmenté que le produit national (les données de base du tableau ci-dessous sont exprimées en dollars courants).

TABLEAU N° 4

Etats-Unis.

Evolution du produit national brut et des dépenses de consommation personnelles.

	ANNÉE 1959 par rapport à l'année 1958.	1er TRIMESTRE 1960 (1) par rapport.	
		au 1er trimestre 1959 (1).	au 4e trimestre 1959 (1).
Produit national brut.....	8,5	5,5	3,0
Dépenses de consommation personnelles.....	6,5	3,0	1,0

(1) En taux annuels, corrigés des variations saisonnières.

Ce manque de tonicité de la consommation privée — qui n'est pas sans affecter, à son tour, la vigueur de l'expansion — n'est pas seulement la conséquence de l'attitude des autorités monétaires, qui ont maintenu un certain nombre de mesures restrictives dans leur crainte d'une inflation possible (mesures en général non dirigées contre la consommation, mais affectant plus ou moins celle-ci par répercussion). D'autres causes ont joué. Notamment une certaine modification dans le comportement d'une fraction des consommateurs, recherchant moins des objets de prestige (grosses voitures) ou ayant terminé leur installation (électrification des « fermes » presque achevée). D'où une progression très lente des « biens durables », d'autant que, par souci d'un plus grand confort, les « services » (transports, loisirs, coiffure, blanchisserie, restaurant, etc.) continuent à se développer à une cadence rapide.

TABLEAU N° 5

Etats-Unis.

Indices du « revenu personnel » des dépenses en « biens durables » et en « services » (données de base exprimées en dollars courants.

Les trimestres sont corrigés des variations saisonnières).

(Moyenne 1957 = 100.)

	1959				1960
	1er trimestre.	2e trimestre.	3e trimestre.	4e trimestre.	1er trimestre.
Revenu personnel..	106	108	108	110	112
Biens durables.....	102	109	108	106	108
Services	110	112	114	117	119

Cette évolution est normale en ce sens qu'elle est un des signes d'une économie extrêmement développée, où la part du « tertiaire » tend à s'accroître d'une manière considérable. Mais elle tend à diminuer la productivité moyenne, à augmenter les frais généraux de la nation et ne favorise pas (en ce qui concerne les aspects envisagés ici) un taux de croissance soutenu à long terme.

b) *La formation de capital.*

Celle-ci porte soit sur les stocks, soit sur le capital fixe.

En ce qui concerne l'évolution des *stocks*, une différence importante doit être constatée entre l'Europe occidentale et les Etats-Unis, différence qui fait ressortir les caractères particuliers de leur expansion réciproque.

Dans les pays de la Communauté, il y a « une forte reconstitution de stocks. Celle-ci s'est effectuée tant au stade du commerce que dans les industries de transformation. Elle s'est étendue, quoique assez tardivement, aux stocks de matières premières ». Au Royaume-Uni, il y a également reconstitution notable des stocks.

Aux Etats-Unis, le mouvement est plus lent. Après avoir atteint, dans l'industrie et le commerce, près de 91 milliards de dollars en 1957, les stocks avaient fléchi à 85,1 dollars en 1958 ; ils sont remontés à 89,4 dollars en 1959 (taux annuel : janvier 1960 : 90,5 milliards de dollars ; février 91,4 dollars).

Les industriels ne craignent plus une inflation prochaine, ne cherchent plus à se couvrir contre la hausse des prix comme dans les phases précédentes de haute conjoncture et préfèrent conserver leurs liquidités. On mesure mieux, d'autre part, ce que coûtent des réserves inemployées. De plus la technique évolue, en matière d'armement par exemple, et exige souvent moins de matières premières. La consommation ne faisant pas preuve d'une grande vitalité, producteurs et intermédiaires se méfient et ne veulent pas recommencer à leurs dépens l'expérience du marché automobile, encombré jusqu'à ces derniers temps de modèles neufs invendus. Enfin, un certain attentisme semble se généraliser.

Aussi, malgré la lente hausse des prix et l'accroissement de la population, la valeur des stocks est-elle du même ordre, en février 1960, qu'en 1957 (90,7 milliards de dollars) ; que ce soit chez les producteurs, dans le commerce de gros ou au stade du détail. Les commandes des grossistes plafonnent. Enfin, le rapport des stocks aux ventes dans l'industrie — rapport « conjoncturel » dont les économistes font grand état outre-Atlantique pour apprécier la santé de l'économie — continue à fléchir : la valeur des stocks, qui représentait environ 1,88 mois de vente en 1956, 1957 et même 1958, ne correspondait plus, en moyenne, qu'à 1,77 mois de vente en 1959, à 1,72 en janvier 1960, à 1,70 en février.

La formation brute de capital fixe privé a enregistré des progrès dans la plupart des cas, mais dans des proportions et avec des modalités très variables.

Le tableau ci-dessous, en ce qui concerne tout d'abord les pays de la Communauté et le Royaume-Uni, fait apparaître le redressement de 1959.

TABLEAU N° 6

Formation brute de capital fixe.

(Accroissement de volume en pourcentage par rapport à l'année précédente.)

ANNÉE 1958		ANNÉE 1959	
Allemagne Ouest	+ 4,3	Allemagne Ouest	+ 10,5
France	+ 2,2	Pays-Bas	+ 10,0
Royaume-Uni	+ 0,4	Italie	+ 8,4
Italie	+ 0,1	Royaume-Uni	+ 4,5
Belgique	— 6,7	Belgique	+ 4,0
Pays-Bas	— 9,2	France	— 1,0

Les investissements fixes, cependant, étaient encore déprimés au début de 1959 du fait de la stagnation de 1958, mais ils ont « marqué » une reprise vigoureuse au cours de l'année. La forte expansion de la demande extérieure et intérieure n'a pas été la seule cause de ce revirement ; celui-ci a tenu également aux pénuries de main-d'œuvre apparues dans certains pays et a été facilité par l'abondance des liquidités des entreprises, des banques et des marchés des capitaux (1). En cas d'investissement privé estimé suffisant par les autorités (Belgique), ou *a fortiori* défaillant au cours d'une certaine période (France), le secteur public, ainsi qu'il apparaîtra plus loin, a pris sa relève dans le cadre d'une politique anticyclique.

Aux *Etats-Unis*, il y a également une reprise des investissements fixes privés, en apparence vigoureuse : 12 p. 100 de plus, environ, en 1959 (au lieu de — 7 p. 100 en 1958). Mais cette reprise a eu lieu surtout en 1958 et au début de 1959, et depuis le deuxième trimestre de cette dernière année, elle marque nettement un temps d'arrêt. Le taux annuel par trimestre, corrigé des variations saisonnières mais exprimé en dollars courants, oscille en effet, depuis lors, autour de $ 67 milliards (1).

Cette modération relative des investissements fixes a un bon et un mauvais côté.

La conséquence heureuse de cette évolution est que l'on a évité précisément les excès de la formation de capital qui ont lieu généralement, en période de reprise, et qui viennent en concurrence avec la demande de biens de consommation, créant ainsi des tensions inflationnistes. Cette formation de capital, d'ailleurs, peut pousser le potentiel productif, en peu de temps au-delà des possibilités d'absorption de la demande limitée par les mesures monétaires, ce qui provoque une récession. C'est ce qui s'est passé, par exemple, après le « boom » des investissements de 1956/1957. Aussi l'administration se félicite-t-elle, grâce à sa politique modérément restrictive (crédit limité...) d'avoir *contribué* à maintenir le volume des investissements en de sages limites. Elle n'a fait qu'y contribuer, car les industriels eux-mêmes sont prudents. Ils constatent notamment que la consommation ne repart pas franchement alors que dans bien des branches l'excès de capacité productrice n'est pas encore résorbé (les enquêtes de la firme Mc Graw Hill, par exemple, donnent une mesure approchée de cet écart) et qu'ils doivent déjà supporter une réduction des marges bénéficiaires par gonflement des frais généraux. En bornant la vision au court terme, cette prudence des hommes d'affaires, cette modération de l'administration qui se meut dans le cadre conjoncturel, peuvent être considérés comme louables.

Mais, à plus long terme, il y a un mauvais côté : le taux de croissance est affecté par une telle politique. La remarque n'est pas particulière aux Etats-Unis, sa portée est générale. On sait depuis longtemps que les investissements ont un fort effet multiplicateur — surtout les investissements en matériel, en outillage, en « bien durables » — et que s'ils sont trop modérés, le rythme de l'expansion, à la longue, s'en ressent (le taux élevé de formation de capital, en Europe occidentale et en U. R. S. S., est la raison déterminante de la vitesse plus grande de leur développement). Or, aux Etats-Unis, il y a un changement très net dans la nature des investissements : leur montant global croît, mais dans une proportion plus forte que pour les fonds consacrés au matériel et à l'outillage.

TABLEAU N° 7

Etats-Unis.

Indices des investissements fixes (exprimés en dollars courants).

(Moyenne 1957 = 100.)

	1958	1959	1er TRIMESTRE 1960 (désaisonnalisé).
Investissements fixes totaux	91	102,5	106
Investissements en matériel et outillage	80,5	91,5	98,5

Une autre série statistique de nature analogue, celle des « dépenses pour installations nouvelles », recoupe cette observation.

TABLEAU N° 8

Etats-Unis.

Montant global en milliards de dollars courants des dépenses pour installations nouvelles.

1957	1958	1959	1960 (prévisions).
36,96	30,53	32,54	37,02

(1) Communauté économique européenne, op. cit.

(1) $ 67 milliards au deuxième trimestre ; 68,0 au troisième ; 66,7 au quatrième ; 68,5 au premier trimestre 1960.

Il est fait grand état, outre-Atlantique, des prévisions pour 1960, dont les $ 37 milliards représenteraient un « record absolu ». Cependant, il faudrait tenir compte que, depuis 1957, les prix ont augmenté de 3 à 4 p. 100 et la population de 5 p. 100 environ. D'autre part, et surtout, dans ces dépenses pour installations nouvelles, celles en « biens durables » des industries, qui étaient de $ 8,02 milliards en 1957, ont fléchi davantage ; 5,47 en 1958 ; 5,77 en 1959 ; 7,66 (prévisions pour 1960). Ce sont les constructions (logements), les moyens de transport, les « investissements sociaux » qui sont poussés, de préférence au matériel et à l'outillage quoique un certain mouvement se développe en faveur de l'automation, permettant d'accroître la productivité et d'abaisser le prix de revient.

2° Les dépenses publiques

Les autorités se sont donc partout efforcées de *discipliner* la conjoncture, en la freinant si elles craignaient un emballement de l'économie, en la favorisant au contraire si elles estimaient insuffisant le volume de la consommation ou des investissements.

Dans les pays de la Communauté « les mesures de relance, prises par les pouvoirs publics dans le climat de stagnation qui régnait encore à la fin de 1958, ont accru les dépenses de travaux publics et stimulé la construction de logements pendant le premier semestre » (1). Il y a eu des mesures d'encouragement en matière de crédit, des primes diverses, une tendance à la baisse des taux d'intérêt. Les engagements de dépenses budgétaires ont été, en 1959, partout plus élevés qu'en 1958. Dans la deuxième moitié de l'année, cependant « les pouvoirs publics ont été amenés par la reprise conjoncturelle à modifier leur attitude » (1). Puisqu'il y avait reprise des investissements, des exportations du produit national, l'administration pouvait relâcher son effort.

Une politique compensatrice du même ordre a été suivie aux Etats-Unis. Un exemple en a déjà été donné en ce qui concerne les investissements. Malgré leur répugnance pour tout déficit budgétaire, l'administration pour arrêter la phase descendante du cycle, a porté ce déficit, en deux ans, à 15 milliards. La santé revenue, le budget est à nouveau en équilibre. Et les statistiques font ressortir le mouvement de bascule des « dépenses gouvernementales en biens et services », relativement en avance sur le produit national quand les affaires ne vont pas, et en retard lorsque l'activité économique reprend.

Tableau n° 9

Etats-Unis.

Indices du P. N. B. et des dépenses gouvernementales de biens et services.

	PREMIÈRE PÉRIODE (dépression) (moyenne 1958, par rapport à moyenne 1957 = 100).	DEUXIÈME PÉRIODE (reprise) (taux annuels désaisonnalisés par trimestre) 4e trimestre 1958 = 100.				
		1959				1960
		1er trim.	2e trim.	3e trim.	4e trim.	1er trim.
P. N. B.	99,8	103	106	105	106	109
Dépenses gouvernementales	107,5	101	101	102	101	102

B. — Demande extérieure.

Une fois qu'elle a été amorcée — c'est-à-dire vers le deuxième trimestre de 1959 — « l'expansion de la demande extérieure a été l'un des principaux facteurs du retournement de la conjoncture dans la Communauté, après le fléchissement plus ou moins marqué de l'année précédente » (2). Aux Etats-Unis, notamment les ventes de la Communauté, en 1959, ont été de 43 p. 100 supérieures à celles de 1958. Cet accroissement généralisé des exportations a contribué très efficacement à la diffusion de l'expansion conjoncturelle à l'extérieur de la Communauté et à l'intérieur de celle-ci, elle a également favorisé la reprise de l'expansion « en atténuant les tensions apparues dans certains pays membres, par l'utilisation de capacités de production restées inemployées chez leurs partenaires... Cette évolution s'est poursuivie pendant les premiers mois de 1960 » (2).

(1) Communauté économique européenne, *op. cit.*, page 11.
(2) Communauté économique européenne, *op. cit.*, page 2.

Toutefois ce bilan, très favorable pour les pays les plus industrialisés de l'Europe de l'Ouest, l'est beaucoup moins pour les autres : les moins industrialisés « ont à peine participé à cette expansion » (1) à l'exception de la Turquie.

Aux Etats-Unis, enfin, les exportations, en forte baisse depuis le deuxième trimestre 1957, sensiblement étales au cours de 1958 et de 1959, n'ont repris leur progression qu'à la fin de 1959 et au début de 1960. Comme les importations, d'autre part, ont augmenté, balance commerciale et balance des paiements en ont été sérieusement affectées ; cet aspect financier sera traité plus loin.

Le tableau ci-dessous précise l'évolution par trimestre dans les principaux pays :

Tableau n° 10

Indice des exportations fob par trimestre désaisonnalisé.

(Base : premier trimestre 1958 = 100.)

	PREMIER trimestre.	DEUXIÈME trimestre.	TROISIÈME trimestre.	QUATRIÈME trimestre.
1. Communauté :				
1958	100	98	101	104
1959	102	113	115	122
1960	(*b*) 133			
2. Royaume-Uni :				
1958	100	94	102	99
1959	97	103	104	109
1960	113			—
3. Etats-Unis (*a*) :				
1958	100	103	95	107
1959	94	101	99	105
1960	108			

(*a*) Non désaisonnalisé janvier 1960 = 107.
(*b*) Moyenne janvier-février.
Source : O. E. C. E.

Les parts relatives des différents courants d'exportation se sont quelque peu modifiées. Une étude complète devrait envisager ces modifications par pays et par trimestre ; on se bornera à donner les grands traits de l'évolution annuelle pour l'ensemble de l'O. E .C. E.

Tableau n° 11

Exportations Fob de l'ensemble des pays membres de l'O. E. C. E. au total et par destinations principales.

(En indices.)

(Moyenne 1957 = 100.)

	POIDS en 1957.	1958	1959 (dix premiers mois).
	P. 100.		
Avec l'Amérique du Nord	18	107	131
Avec l'Europe Orientale	6	104	105
Ensemble de l'O. E. C. E.	100	97	104
Avec les pays de la Communauté (1)	54	95	105
Avec la zone sterling non O. E. C. E.	20	101	97
Avec l'Amérique latine	10	99	96
Avec les pays associés d'outre-mer	18	100	88

(1) Non totalisable avec les autres groupes.
Source : O. E. C. E.

Recul, par conséquent, des ventes vers les pays associés ; on retrouve sous cette forme la forte augmentation avec l'Amérique du Nord, la légère amélioration également avec l'Europe de l'Est. Au total, et par rapport à 1958, l'augmentation est de 7 p. 100 pour les dix premiers mois (elle est sûrement plus forte pour l'année entière).

Ainsi, la *demande* s'est accrue dans toutes ses composantes : demande intérieure ou exportations. Il convient d'examiner si l'*offre*, en contrepartie, a pu répondre à l'augmentation de cette demande.

(1) Note du centre d'information des Nations-Unies (31 mars 1960).

CHAPITRE II

LES RESSOURCES

Le fait essentiel est que, dans l'ensemble, l'offre globale — production + importations — s'est adaptée assez facilement à l'accroissement de la demande.

A. — La production.

Celle-ci sera examinée dans ses trois secteurs traditionnels : le primaire (agriculture), le secondaire (industrie), le tertiaire (services), en insistant sur le deuxième de ces secteurs, le plus important.

1° Production agricole

La campagne 1958/1959 avait été excellente pour les pays de la Communauté (+ 6 p. 100), assez faible pour le Royaume-Uni (+ 1 p. 100) et moyenne aux Etats-Unis (+ 3 p. 100). Mais il s'agit, dans ce dernier cas, d'un pays qui souffre chroniquement de surplus agricoles.

Les données d'ensemble pour la campagne 1959/1960 ne sont pas encore connues. Cependant, en ce qui concerne l'Europe, les récoltes n'ont pas bénéficié du même progrès que l'activité économique générale ; « la production agricole plus ou moins affectée... par la sécheresse de l'été, n'a participé que dans une faible mesure à la croissance du produit intérieur brut (1).

2° Production industrielle.

Celle-ci fait preuve de souplesse. « L'activité productive s'est adaptée à l'expansion de la demande avec assez d'élasticité surtout grâce à des marges de capacité inutilisées et à une augmentation substantielle de la productivité » (2). Cette constatation relative aux pays de la Communauté est valable également pour le Royaume-Uni et les Etats-Unis. Toutefois, un léger et sans doute très court fléchissement se manifeste à l'époque la plus récente et l'année 1959 doit être séparée des premiers mois de 1960.

a) En 1959, la reprise est générale, ainsi qu'il ressort du tableau ci-dessous.

Tableau n° 12

Indices généraux de production industrielle, par trimestres ajustés par rapport aux variations saisonnières.

(Premier trimestre 1958 = 100.)

	1er trimestre.	2e trimestre.	3e trimestre.	4e trimestre.
Communauté européenne :				
1958	100	98	99	101
1959	102	104	106	112
Royaume-Uni :				
1958	100	98	98	98
1959	100	102	105	109
Etats-Unis :				
1958	100	99	105	109
1959	113	120	(1) 116	(1) 116

(1) Grève de la sidérurgie.
Source : O. E. C. E.

(1) Communauté économique européenne, *op. cit.*, page 13 (céréales + 7 p. 100 ; vin + 18 p. 100 ; betteraves sucrières : — 27 p. 100) ; diminution pour les pommes de terre, les légumes, les cultures fruitières. Il y a eu un abattage prématuré de bovins.
(2) Association des instituts de conjoncture européenne : *Conjoncture européenne* (Bulletin S. E. D. E. I. S., 10 mai 1960).

La reprise a été plus ou moins forte selon les branches d'activité. Pour les pays de l'O. E. C. E., les textiles, les industries extractives et métallurgiques de base, qui avaient diminué de 7, de 2 et de 4 p. 100 en 1958, ont plus que compensé cette diminution. La transformation des métaux, sensiblement stationnaire en 1958, avait augmenté de plus de 7 p. 100 dès le troisième trimestre 1959. Quant aux industries chimiques, qui avaient continué à se développer en 1958 (+ 6 p. 100), leur progression rapide continue.

b) Depuis la fin de 1959, une légère pause, voire quelques reculs, se constatent dans un certain nombre de pays parmi les plus importants. Au Royaume-Uni, la progression se poursuit.

Tableau n° 13

Indice général ajusté de la production industrielle.

(Décembre 1959 = 100.)

	Janvier	Février	Mars
Allemagne fédérale	99	99	102
Royaume-Uni	102	102	103
Etats-Unis	102	101	100

En dehors des milieux spécialisés, ce fléchissement a surpris. Il était cependant normal et l'on retrouve ici la distinction entre le court et le long terme.

C'est le long terme, cette fois-ci, qui réagit sur le court terme. Les autorités veillent, pour des raisons monétaires, à ce que la croissance moyenne ne dépasse pas un taux relativement modéré (quoique plus élevé en Europe qu'aux Etats-Unis). Si donc il se produit, à court terme une très vive reprise dans une première période, une compensation est inévitable. En l'espèce, le nouvel essor de l'économie avait été si rapide, sous l'effet, notamment, des importants investissements de 1956/1957, que la demande effective n'a pu suivre. En ce qui concerne la France, par exemple, la Division de la conjoncture de l'I. N. S. E. E., a précisé que le rythme de progression de l'indice, au cours des six mois qui ont précédé janvier 1960, a été de 17 p. 100 par an ; au cours des trois mois d'automne, le rythme de progression, même ralenti par l'usage de moyennes mobiles, *atteint encore près de* 30 p. 100 *par an.*

Le contre-coup était inévitable. En France, c'est le tassement du début de 1960 « après la période exagérément euphorique des derniers mois de 1959 » (I. N. S. E. E.) ; le motif serait analogue pour les Etats-Unis et les autres pays qui marquent un temps d'arrêt. On n'est donc pas parvenu à discipliner suffisamment le court terme, dont les à-coups trop accusés subsistent, avec la multitude d'inconvénients qui en résultent pour les pouvoirs publics et les particuliers. Et comme l'action et la réaction sont réciproques, le taux de croissance du long terme s'en trouve à nouveau affecté.

Il ne faudrait pas s'exagérer l'importance de cette pause : les chiffres les plus récents montrent déjà une remontée.

3° Secteur tertiaire

Dans les pays de la Communauté, l' « activité du secteur des *services* a progressé. L'accroissement du parc automobile et le développement du tourisme, qui a été considérable, ont entraîné une progression de l'activité dans les diverses branches qui leur sont liées, telles que les services d'entretien et de réparations mécaniques. D'autres branches, comme les banques et les assurances, ont marqué une expansion parallèle à celle de l'activité industrielle et commerciale » (1).

(1) Communauté économique européenne, *op. cit.*, pp. 13-14.

Aux Etats-Unis, le développement du secteur tertiaire se poursuit également. Si l'on considère pour une année récente, par exemple 1956 (on pourrait prendre n'importe quelle autre année : les conclusions seraient les mêmes), la répartition du revenu national selon l'optique du produit, les données sont les suivantes :

TABLEAU N° 14

Etats-Unis.

(Année 1956.)

	MILLIARDS de dollars.	POURCENTAGE
Primaire (agriculture)	16,1	4,5
Secondaire (industrie)	109,0	31,0
Tertiaire (1)	197,6	56,5
Divers non classés	28,3	8,0
Revenu national	351,0	100

(1) Commerce, assurances, finances, transports, services publics, etc.

Les deux principales composantes étaient donc l'industrie et le tertiaire, celui-ci ayant un volume sensiblement double de celle-là. (On a déjà noté que ce gonflement du tertiaire était une des caractéristiques des pays très développés.) Depuis lors, cette tendance structurelle s'est renforcée.

TABLEAU N° 15

Etats-Unis.

Evolution du secondaire et du tertiaire.

(En indices 1956 = 100.)

	1956	1957	1958	1959
Secondaire	100	104	95	109
Tertiaire	100	106	109	118

Même quand il y a eu une récession en 1957-1958, qui a provisoirement entraîné une diminution du secondaire, le tertiaire a continué sa progression.

Or, si la productivité du tertiaire est élevée, elle l'est déjà depuis longtemps et les *nouveaux gains* en productivité sont, au mieux, modérés. La situation est différente dans le secondaire, où de fortes améliorations de rendement peuvent être obtenues grâce au progrès technique, même en dehors des cas où l'automation pourrait être appliquée. A l'échelon national, cette transformation de structure tend donc à réduire peu à peu l'amélioration annuelle moyenne en productivité, puisque le secondaire progresse moins vite que le tertiaire et, au surplus, que son poids dans l'économie nationale est environ moitié moindre que celui de ce dernier.

B. — Les importations.

Dans les pays de la Communauté, tout d'abord, « l'activité productive plus intense et l'accroissement progressif de la demande globale ont entraîné une augmentation d'une certaine envergure dans les importations, surtout en volume. Pour ce qui est de la valeur, elles ont généralement eu lieu — du moins pour certains groupes de produits — à des prix inférieurs à ceux de 1958. En général, l'expansion des importations a été presque partout supérieure, en pourcentage, à celle de la production et du revenu ». (1) L'évolution par trimestre dans les principaux pays a été la suivante :

TABLEAU N° 16

Indices des importations C. A. F. par trimestres désaisonnalisés.

(Base: premier trimestre 1958 = 100.)

	PREMIER trimestre.	DEUXIÈME trimestre.	TROISIÈME trimestre.	QUATRIÈME trimestre.
Communauté :				
1958	100	92	97	99
1959	97	101	103	112
Royaume-Uni :				
1958	100	97	104	105
1959	104	104	108	116
Etats-Unis (*a*) :				
1958	100	100	99	108
1959	112	121	120	125

(*a*) Non désaisonnalisé. Janvier 1960 = 112.

Source : O. E. C. E.

Au Royaume-Uni, cette augmentation des importations a eu lieu dès le troisième trimestre 1958, elle s'est poursuivie depuis et oblige le Gouvernement à revenir en partie sur les mesures plus libérales qu'il avait pu prendre en 1959. Aux Etats-Unis, la poussée est encore plus forte : l'offensive des pays européens s'est développée, favorisée par le goût nouveau des Américains pour les petites voitures et, d'une façon plus générale par une meilleure compétitivité (prix de revient moins élevés). On envisagera plus loin les conséquences financières de cette évolution, tant pour les Etats-Unis que pour l'Europe.

Les parts relatives des différentes sources d'approvisionnement se sont également modifiées. Ainsi que pour les importations, il ne sera pas effectué une étude complète de ces transformations, par pays et par trimestres. Pour l'ensemble de l'O. E. C. E., l'évolution est la suivante :

TABLEAU N° 17

Importations caf de l'ensemble des pays membres de l'O. E. C. E. au total et par origines principales.

(En indices, moyenne 1957 = 100.)

	POIDS en 1957.	1958	1959 (dix premiers mois).
	P. 100.		
De la zone sterling non O. E. C. E.	25	96	125
De l'Europe orientale	7	104	114
Des pays de la Communauté (1)	61	99	109
Ensemble de l'O. E. C. E.	100	98	105
De l'Amérique latine	13,5	87	90
De l'Amérique du Nord	26	79	72
Des pays associés d'outre-mer	13,5	92	65

(1) Non totalisable avec les autres pays.

Source : O. E. C. E.

On retrouve, sous une autre forme, le recul prononcé de l'Amérique du Nord, les ventes des pays associés d'outre-mer ont cependant régressé davantage. Les fournitures de l'Europe orientale sont en sensibles progrès.

(1) Association des instituts de conjoncture européens: *Conjoncture européenne*, Bulletin S. E. D. E. I. S., 10 mai 1960.

CHAPITRE III

L'équilibre.

L'examen, précédemment effectué, des évolutions propres des principaux facteurs de l'*offre* et de la *demande*, a fait apparaître que, dans de nombreux cas, la situation s'était améliorée en 1959. Un point important reste à étudier : c'est celui de savoir, en procédant cette fois à la confrontation de ces deux évolutions, si les différences de rythme, les écarts, les tensions, les *déséquilibres* multiples (globaux ou partiels) qui existent toujours plus ou moins entre l'offre et la demande, ont eu tendance, au cours de l'année écoulée, à s'accroître ou à diminuer.

On peut dire que, dans l'ensemble, ils se sont réduits, soit d'eux-mêmes, soit par suite d'une action concertée, et que, par suite, le climat économique est meilleur.

Cette évolution se manifeste sur le plan extérieur comme sur le plan intérieur.

A. — L'équilibre extérieur.

Deux éléments largement interdépendants seront retenus : la balance des paiements courants et celle des opérations en capital.

1° Balance des paiements courants

Le commerce extérieur en est l'élément principal et, à cet égard, le déséquilibre fondamental à l'échelon mondial, qui s'accroissait en 1958 entre la situation des pays « industriels (1) et celle des « autres pays » (pour utiliser la terminologie des Nations-Unies) s'est atténué en 1959.

Les « termes de l'échange », ont continué, certes, à s'améliorer un peu pour les premiers et à se dégrader légèrement pour les seconds (2) :

Tableau n° 18

Termes de l'échange (1953 = 100).

	1957	1958	1959
Pays industriels	100	104	106
Autres pays	96	94	93

Source : Nations Unies (Bulletin mensuel de statistiques).

D'une année à l'autre, les variations relatives des valeurs unitaires sont donc faibles, mais en ce qui concerne les indices du volume, il apparaît que les « autres pays » ont contenu leurs importations tout en développant fortement leurs exportations (3) :

Tableau n° 19

Indices du quantum (1953 = 100) *des « autres pays »*.

	1957	1958	1959
Importations	134	131	130
Exportations	122	123	135

Source : Nations Unies (Bulletin mensuel de statistiques).

(1) Amérique du Nord septentrionale, Europe occidentale, Islande, Japon.

(2) En ce qui concerne ces derniers, un redressement modeste se constate néanmoins en fin d'année.

(3) Les indices du volume des pays industriels sont également en progrès, mais celui-ci, pour une grande part, est imputable au développement des échanges entre pays industriels eux-mêmes.

L'opposition entre les pays industriels et les « autres » s'est donc un peu atténuée en ce qui concerne les échanges extérieurs, moins défavorables pour les pays producteurs de produits primaires.

Dans ce cadre général, la situation des principaux groupes sera examinée d'une manière très résumée.

Pour l'ensemble des pays de l'O. E. C. E., la réduction du déficit commercial (exportations fob, moins importations caf) est notable. La moyenne mensuelle de ce déficit est passée de 317 millions de dollars en 1958 à 245 en 1959, soit une diminution de 72 millions de dollars.

Un des éléments importants de ce déficit est imputable au Royaume-Uni, dont la balance commerciale est structurellement négative. La moyenne mensuelle du solde passif qui était de 99 millions de dollars en 1958, s'est élevée à 124 en 1959, sous l'effet d'un accroissement prononcé des importations. On sait que le gouvernement britannique s'inquiète de cette évolution et va renforcer à nouveau les mesures restrictives.

Au sein de l'O. E. C. E., le groupe de la Communauté européenne, qui a bénéficié d'une vive reprise des échanges entre Etats membres et avec le reste du monde, a encore amélioré sa position. L'excès relatif des importations, déjà réduit en 1958, a fait place à un surplus d'exportations et, de négative, la balance est devenue positive.

Tableau n° 20

Balance commerciale de la Communauté européenne.
(Moyenne mensuelle en millions de dollars.)

Ajustée par rapport aux variations saisonnières.

1957	1958	1959
— 196	— 18	+ 90

C'est au cours des derniers trimestres que le mouvement s'est accentué avec un ralentissement au début de 1960 du fait de la reprise des importations.

Tableau n° 21

Importations de la Communauté.
(Millions de dollars.)

Données désaisonnalisées.

1959				1960
1er trimestre.	2e trimestre.	3e trimestre.	4e trimestre.	1er trimestre.
+ 2	+ 42	+ 125	+ 190	+ 58

Aux Etats-Unis, enfin, le très fort excès structurel des exportations sur les importations (1) a diminué : le surplus mensuel a été de 199 millions de dollars en 1959, au lieu de 414 en 1958. Toutefois, depuis la fin de 1959, l'écart positif tend à augmenter à nouveau.

(1) On sait cependant que cet excès apparent provient, pour une large part, de ce que les importations des Etats-Unis sont comptabilisés fob et non caf comme il est pratiqué dans la plupart des autres pays.

TABLEAU N° 22

Moyenne mensuelle des importations aux Etats-Unis.

(En millions de dollars.)

TROISIEME trimestre 1959.	QUATRIEME trimestre 1959.	MOYENNE JANVIER-FEVRIER	
		1959.	1960.
175	227	202	346

Pour l'année 1960, on s'attend, en ce qui concerne l'Europe occidentale, à ce qu'elle importe davantage et que le rythme d'accroissement de ses exportations se modère (en particulier ses ventes aux Etats-Unis) : le renforcement de ses réserves de change lui donne une certaine latitude. Les Etats-Unis, au contraire, exporteraient davantage. Les autorités espèrent porter le montant de leurs ventes à l'étranger à 18,5 milliards de dollars — ce qui correspondrait à une augmentation de 13,5 p. 100 par rapport à 1959.

2° BALANCE DES OPÉRATIONS EN CAPITAL

L'évolution, précédemment examinée, des éléments principaux de la balance des paiements courants, a entraîné des mouvements de capital d'un sens contraire : alors qu'aux Etats-Unis les sorties nettes de capitaux ont diminué en 1959 (malgré la continuation de l'aide américaine à l'étranger et des investissements américains en Europe et dans d'autres parties du monde), celles de l'Europe occidentale ont augmenté. L'O. E. C. E., notamment, a pu rembourser aux Etats-Unis, à titre anticipé, une somme de 0,8 milliard de dollars et, d'autre part, le total de ses remboursements ou nouvelles souscriptions au fonds monétaire international a atteint 0,9 milliard de dollars.

Un aspect particulièrement important est l'état des réserves en or et en devises. La situation mondiale continue à s'améliorer lentement, en ce sens que la répartition des liquidités internationales est un peu moins déséquilibrée.

Aux Etats-Unis, le stock d'or diminue toujours, mais le mouvement s'est beaucoup ralenti (amélioration de la balance des biens et services). Le reste du monde a profité de cette diminution ; celle-ci cependant, préoccupe les Etats-Unis, car les dettes exigibles à court terme se sont au contraire accrues et au cas — certes hypothétique — où elles seraient rapatriées dans un court délai, il en résulterait de grandes difficultés, une partie du stock d'or devant, en tout état de cause, être conservée pour couvrir la monnaie. Cette perspective réagit sur le loyer de l'argent et contribue à le maintenir élevé. L'évolution a été la suivante :

TABLEAU N° 23

Etats-Unis.

(En milliards de dollars.)

	1956 — 31 décembre	1957 — 31 décembre.	1958 — 31 décembre.	1959 — 31 décembre.	1960 Janvier.	1960 Février.	1960 Mars.
Or	22,06	22,86	20,58	19,51	19,49	19,47	19,46
Plus pourcentage de variation par rapport à la période précédente	»	+ 4	— 10	— 5	»	»	»
Dettes à court terme	12,54	11,44	12,08	13,53	13,50	13,46	»
Différence	9,52	11,42	8,50	5,98	5,99	6,01	»

Source : International Financial Statistics (mai 1960).

En Amérique latine également, pour diverses raisons particulières (troubles politiques, inflation, excédent de ressources pétrolières, etc) les réserves en or et devises, au 31 décembre, ont fléchi de $ 4.25 milliards en 1957 à 3,56 en 1958 et à 3,29 en 1959.

Pour le reste du monde — en moyenne — l'amélioration est sensible en comparaison de 1958.

En 1958, en effet, par rapport à 1957, l'Europe continentale avait accru ses liquidités (de 15,84 à 19,15 = + 3,31 milliards de dollars ; 4,04 y compris le Royaume-Uni). Mais ce redressement considérable ne s'explique pas seulement par le reflux de capitaux en provenance des Etats-Unis (reflux favorisé par l'abandon progressif des mesures discriminatoires à l'égard de la zone dollar) ; l'évolution des termes de l'échange et du commerce international avait contribué à favoriser les pays industriels, au détriment de nombreuses régions moins évoluées. La zone sterling (Royaume Uni exclu), notamment, avait perdu en un an 1,2 milliard de dollars.

En 1959, il y a eu, ainsi qu'il a été précisé, une meilleure structure des échanges internationaux, en partie du fait des crédits plus importants consentis aux pays du « tiers monde » (la dotation du Fonds monétaire international a été portée, entre décembre 1958 et décembre 1959, de $ 8,27 à 13,36 milliards), de la reprise des importations de ces pays, etc. Aussi les réserves de ces régions se sont elles un peu reconstituées, alors que, pour l'Europe occidentale, l'accroissement se poursuit, mais beaucoup plus lentement que l'an dernier. Une exception importante : le Royaume-Uni, dont les réserves ont fléchi de $ 3,28 milliards à fin septembre 1959 à 2,68 à fin janvier 1960 (2,78 fin mars), d'où les avertissements et les précautions prises par les pouvoirs publics. Pour le groupe particulier de la Communauté européenne, enfin l'évolution a été la suivante.

TABLEAU N° 24

Evolution des réserves en devises de la Communauté économique européenne.

(En milliards de dollars, au dernier jour de l'année ou du mois.)

	1956	1957	1958	1959	1960		
					Janvier.	Février.	Mars.
Allemagne occidentale	4,39	5,83	6,65	5,67	5,73	5,65	»
Pourcentage du total	48,5	56,3	50,2	41,5			
Italie	1,31	1,53	2,32	3,29	»	»	»
Pourcentage du total	14,1	14,8	17,5	24			
Pays-Bas	1,21	1,22	1,68	1,78	1,83	»	»
Pourcentage du total	13,1	11,8	12,7	13			
France	1,18	0,64	1,05	1,72	1,74	1,78	1,85
Pourcentage du total	12,8	6,1	7,6	12,6			
Belgique	1,16	1,14	1,50	1,22	1,24	1,26	1,29
Pourcentage du total	11,5	11	12	8,9			
Communauté	9,25	10,37	13,20	13,69	»	»	»
+ pourcentage par rapport à l'année précédente.	»	+ 12	+ 26	+ 3,5			

Sources: International Financial Statistics (mai 1960).

En 1959, la part de l'Allemagne, toujours prépondérante, a cependant fléchi notablement (de 50 à 41,5 p. 100); l'Italie vient en deuxième position et détient le quart des réserves de la Communauté; la France améliore également sa situation (de 7,6 à 12,6 p. 100), mais le montant de ses liquidités est encore relativement faible.

Les prévisions sont incertaines pour 1960. Il semble que les sorties nettes de capitaux des Etats-Unis doivent être plus fortes qu'en 1959, celles de l'Europe au contraire, affectées par le déséquilibre accru de la balance commerciale, atteignant un niveau moins élevé. Les réserves en or et devises de l'Europe pourraient donc se maintenir et même progresser lentement — à moins que se traduise déjà, sur le plan pratique, l'intention de plus en plus affirmée de venir davantage en aide aux régions insuffisamment développées.

B. — L'équilibre intérieur.

C'est essentiellement au moyen de la politique financière et monétaire que les pouvoirs publics et les banques se sont efforcés d'harmoniser le plus possible l'offre et la demande, l'une et l'autre en augmentation.

Après le rappel succinct des principes de cette politique, il convient de se rendre compte des *résultats* de celle-ci et des mouvements propres de l'économie.

La caractéristique principale, en Europe occidentale, a été l'*abondance des liquidités*, largement facilitée par les excédents de la balance des paiements courants. Ces liquidités se sont partagées entre les entreprises et les banques. Au cours du premier semestre de 1959, la situation a été assez proche de celle de 1958, en ce sens que les banques ont été faiblement sollicitées d'octroyer des crédits directs à l'économie; elles en ont profité soit pour accroître leur portefeuille (Allemagne fédérale), soit pour alléger leur position vis-à-vis de la Banque centrale (France). Mais au cours du second semestre, la reprise généralisée de l'activité et surtout des investissements ont entraîné une demande accrue de crédits. Il en est résulté, d'une part, une réduction importante des exportations de capitaux à court terme et, d'autre part, une intervention des pouvoirs publics.

Celle-ci a été très nuancée. La gestion de la trésorerie a contribué à la résorption éventuelle des liquidités jugées excessives (Pays-Bas). La hausse du taux de l'escompte et des divers taux d'intérêt a été largement appliquée en Allemagne, en Autriche, au Danemark, aux Pays-Bas, etc., pour arrêter, réduire ou mieux éviter l'apparition de tensions dangereuses, dont la nature n'est pas toujours identique; en Allemagne, la « surchauffe » de l'économie risquait d'être telle qu'il a fallu, en outre, prendre des mesures pour limiter l'expansion de la demande intérieure; en Belgique, au Royaume-Uni, il fallait de plus en plus freiner les sorties de capitaux; mais dans d'autres pays (France, Italie), quoique « la demande de crédits des entreprises se soit faite également plus pressante en fin d'année, l'abondance des liquidités monétaires était telle qu'aucune tension particulière ne s'est manifestée sur le marché monétaire » (1).

Aux Etats-Unis, la courbe de l'évolution n'a pas été la même: l'intérêt des bons du Trésor à trois mois (cet exemple est représentatif du marché monétaire), relativement modéré en 1958 (moyenne de l'année: 1,84 p. 100), s'est relevé tout au long de l'année 1959 pour atteindre 4,57 p. 100 en décembre. Depuis, une détente se manifeste: en mars, le taux était à 3,44 p. 100.

Ces mouvements s'expliquent parce que, l'an dernier, le marché monétaire et financier a dû satisfaire à la fois à la reprise de l'activité économique, au lourd déficit du budget à combler par l'emprunt, au renouvellement habituel des échéances de la dette, extrêmement élevée aux Etats-Unis (plus de 291 milliards de dollars, pour un produit national brut de l'ordre de 500 milliards de dollars). Cette dette est, au surplus, en grande partie à court terme; le taux d'intérêt des obligations de plus de cinq ans est, en effet, limité à 4 1/4 p. 100 par le Congrès, de sorte que le Trésor éprouve de grandes difficultés pour consolider la dette publique.

Mais depuis le début de 1960, l'annonce d'un budget en équilibre et même excédentaire, la dissipation provisoire de la crainte de l'inflation, un certain relâchement de l'activité économique ont diminué la tension sur les taux. Le desserrement du marché monétaire en 1960 est d'ailleurs limité. L'aisance n'est pas revenue sur le marché à long terme et pour le court terme un certain freinage reste sensible du fait que les dépôts à vue des banques continuent à se contracter, les placements en fonds d'Etat ou en comptes d'épargne étant plus avantageux. Cependant — et c'est là qu'un desserrement apparaît — la courbe des prêts bancaires accuse un fort accroissement en volume: les banques ont pu répondre à ces demandes de crédit parce que la Banque fédérale de réserve, qui suit de près l'évolution de la conjonc-

(1) Communauté économique européenne, *op. cit.*, page 18.

ture, a estimé devoir soutenir le mouvement et a réduit l'endettement des banques, à son égard, de quelque 500 millions de dollars en 1959 à 200 millions de dollars au début d'avril. Cet exemple montre la souplesse de la politique monétaire appliquée par les autorités fédérales.

L'époque actuelle n'est plus celle de la « cheap money ». L'argent est cher, mais la situation est tout de même, dans certains cas, plus normale qu'en 1958-1959. Aux Etats-Unis, notamment, avant le réajustement du début de 1960, les titres à long terme rapportaient moins que les bons du Trésor, dont l'intérêt était resté lui-même supérieur à celui du réescompte à la Banque fédérale (maintenu à 4 p. 100) : situation doublement paradoxale.

Au cours des prochains mois, la politique monétaire, en Europe comme aux Etats-Unis, s'efforcera toujours de se modeler sur la conjoncture. Il est possible que, pour telle raison particulière, on constate de-ci de-là une diminution du loyer de l'argent : mais il semble que la tendance profonde se maintienne à la hausse parce que, aux yeux des pouvoirs publics, le principal danger reste l'inflation et que, pour différents motifs, ainsi qu'il apparaîtra plus loin, la tendance à l'augmentation des prix paraît devoir reprendre d'ici quelque temps.

CONCLUSION

En Europe, du moins, les experts des Nations Unies estiment que l' « expansion se poursuivra en 1960 et les taux d'intérêt auront de plus en plus tendance à monter automatiquement ; préoccupées à l'idée de voir se manifester à nouveau des pressions inflationnistes, les autorités monétaires d'un nombre de plus en plus élevé de pays risquent d'être amenées à adopter une politique de resserrement du crédit (1).

De même les experts des six pays de la Communauté européenne, rassemblés en juin à Bruxelles, ont reconnu que la poursuite de l'expansion dans la Communauté a tenu essentiellement au développement continu des exportations et à la progression des investissements fixes des entreprises, en l'absence de toute augmentation de revenus, et notamment de salaires, affaiblissant les demandes privées. C'est en France que ce caractère est moins accusé.

Ces caractères assez précis donneront à l'évolution conjoncturelle dans laquelle nous nous trouvons une allure plus « classique » et plus conforme au cycle théorique que lors des évolutions précédentes. Cette forme plus classique permet de se poser la question également classique. Comment la demande interne suivra-t-elle cet accroissement ? En outre, cette croissance peut se heurter à l'épuisement de la capacité de production.

Sur le premier point, la note citée du centre d'information des Nations Unies classe les pays suivant les marges possibles d'expansion.

PAYS	MARGE intérieure.	MARGE extérieure.	MARGE d'ensemble.
Italie	3	3	3
Allemagne occidentale	1	3	2
Belgique	3	2	2
Pays-Bas et Suisse	1	3	2
France, Angleterre	1	1	1

Le chiffre 3 représente une forte marge, 2 une marge moyenne et 1 une faible marge.

La marge extérieure est fonction des réserves en or et devises. La marge intérieure est fonction du chômage et des progrès estimés de productivité.

Sur le second, il semble que les réserves de main-d'œuvre constituées par l'Allemagne de l'Est ou le Sud de l'Italie soient beaucoup plus difficiles à utiliser. Dès maintenant, la prospection et la formation de nouveaux travailleurs est un souci des industries des pays occidentaux.

Au total, les problèmes qui se posent aux pays occidentaux tendent plutôt vers l'uniformité.

(1) Centre d'information des Nations Unies, 31 mars 1960. Cette note précise d'ailleurs que cette politique de resserrement du crédit, « dans la situation actuelle, est un moyen singulièrement inefficace et inapproprié de freiner la demande globale ou d'enrayer les hausses de salaires ».

DEUXIEME PARTIE

LE MOUVEMENT DE LA PRODUCTION EN FRANCE

L'étude de la production porte traditionnellement sur les deux grands secteurs de l'économie : l'agriculture et l'industrie.

La production agricole au premier semestre de l'année ne peut faire l'objet de longs développements : les prévisions sur les récoltes futures sont prématurées, car elles dépendent pour une large part de phénomènes météorologiques imprévisibles. Seule la production animale peut faire l'objet d'une étude détaillée.

L'incertitude sur le mouvement de la production porte tout entière, à l'heure actuelle, sur le secteur industriel. Les données statistiques brutes sur la production de ce secteur ne paraissent pas conformes aux impressions qualitatives que l'on peut avoir par ailleurs sur la marche des affaires industrielles. Il est donc nécessaire de procéder à une analyse détaillée et à une confrontation des diverses données disponibles sur ce secteur.

TITRE Ier

LA PRODUCTION AGRICOLE

I. — Production végétale.

Le mois d'avril et le commencement du mois de mai ont été caractérisés par une faible pluviosité aggravée par un vent de Nord-Est desséchant. La pluie de la deuxième quinzaine du mois de mai est arrivée en temps utile pour réparer les dégâts de la sécheresse qui allait commencer à hypothéquer les récoltes. Le froid de la fin d'avril et du commencement de mai ont retardé les travaux, jusqu'alors en avance. Les gelées tardives ont causé des dégâts locaux dans les cultures fruitières, notamment dans les vignes.

1° *Céréales.*

Les surfaces cultivées en 1960 sont voisines de celles de 1959, mais l'aspect des céréales était en mai moins bon que l'an dernier à pareille époque. On note cependant un accroissement des surfaces consacrées à l'orge et un recul de celles mises en avoine.

Les blés n'ont pas souffert considérablement de la sécheresse et du gel, mais par contre, les orges et les avoines ont eu leur développement retardé. L'apparence du maïs est régulière.

Les semis de riz semblent devoir être plus importants que l'année dernière, mais on n'a pu en effectuer les repiquages qu'à concurrence de 70 p. 100 des besoins et il a fallu recourir au semis à la volée.

2° *Plantes sarclées.*

Les plantations de betteraves ont été exécutées précocement et dans de bonnes conditions ; celles de pommes de terre ont été par contre retardées. On enregistre des plaintes sur la qualité des semences qui sont peut-être imputables à la sécheresse de 1959.

Dans l'ensemble, la sécheresse a retardé notablement la végétation et le gel a entraîné quelques accidents, notamment pour les primeurs.

3° *Cultures diverses.*

L'état des oléagineux est satisfaisant. Les cultures de colzas présentent des variations considérables à l'intérieur d'un même département. Les surfaces ont été réduites par suite de quelques accidents au départ.

4° *Légumes.*

Les conditions atmosphériques ont causé quelques dégâts aux cultures maraîchères et d'une manière générale retardé la végétation. Ensuite, les légumes ont souffert dans les sols durcis par la sécheresse.

Néanmoins, les marchés ont été, au printemps, correctement approvisionnés en légumes de saison.

5° *Cultures fruitières.*

La floraison avait été abondante, mais la sécheresse, les vents violents et le temps froid ont diminué les promesses de récolte. Les espèces les plus éprouvées sont les noyers, les pruniers et parfois les cerisiers.

Les travaux en retard dans la vigne ont pu se réaliser grâce au temps sec du mois d'avril. Les gelées ont occasionné des dégâts locaux, mais importants quand la végétation était en avance.

II. — Production animale.

1° *Produits laitiers.*

La production a été abondante de décembre à fin mars, puis un léger ralentissement a été constaté en fin avril avec un début de sécheresse. En juin, la production est partout ou presque partout au-dessus du niveau correspondant de 1959, et dépasse souvent le maximum local. Après la sécheresse de l'été 1959, l'hiver doux et humide a permis de produire une quantité de beurre importante au point qu'Interlait a dû soutenir le marché durant le mois d'avril. Si les conditions atmosphériques sont normales, les stocks de beurre pourraient être très importants en novembre 1960. Le stockage du beurre français pourrait être analogue à celui de 1958, auquel il faut ajouter les 11.500 tonnes de beurre importé au premier trimestre (que l'on n'a pas pu revendre à l'étranger).

2° *Viande de bœuf.*

La reprise très précoce de la pousse de l'herbe a permis d'atténuer fortement le déficit en avril-mai que les effets de la sécheresse de 1959 avaient laissé prévoir. Il semble que la petite sécheresse du printemps 1960 ait pesé sur les cours. Néanmoins, le bétail paraît abondant.

Les préoccupations actuelles se portent bien plus sur l'excédent possible que sur le déficit et ceci dès les mois de juillet-août et surtout en septembre-octobre. Dans le cas où nos exportations vers l'Allemagne ne seraient pas assurées, les capacités

de stockage ne suffiraient probablement pas si la campagne laitière est normale. La saison est en avance, les premières bêtes grasses arrivent sur le marché un peu plus tôt que d'habitude.

Après la régression très nette de la fièvre aphteuse au printemps, le nombre d'exploitations infectées n'atteindrait pas 1 p. 10.000. Cependant, des foyers nouveaux ont été signalés en mai et juin.

3° *Viande de porc.*

Tandis que les cours sont toujours bas et que la Sibev achète toujours, on prévoit cependant une diminution possible des disponibilités durant l'été, ce qui permettrait de dégager une partie des stocks importants actuels (19.000 t.) et faciliterait le stockage du bœuf en septembre-octobre 1960. Cependant, il est vraisemblable que la production de porc reprendra rapidement. On peut dès maintenant noter le cours élevé des porcelets. Dès lors, des problèmes de capacité de stockage pourraient se poser pour quelques mois. Pour l'année 1961, les constructions en cours d'entrepôts frigorifiques devraient suffire.

Tout arrêt du soutien des marchés par la Sibev (bœuf et porc) par manque d'entrepôts frigorifiques par suite d'excès d'accumulation des stocks, risquerait d'amener des difficultés graves à long terme car les éleveurs réduiraient « définitivement » leur élevage de bovins sans qu'il soit possible de relancer cette production. La nécessité des efforts pour obtenir la pleine ouverture du marché allemand à nos exportations de bœuf s'impose donc.

TITRE II

LA PRODUCTION INDUSTRIELLE

Après une période d'emballement à la fin de 1959, qui a brusquement pris fin en janvier 1960, le mouvement de la production industrielle paraît avoir retrouvé un rythme de progression analogue à celui des neuf premiers mois de 1959.

Cette évolution assez déconcertante de la production industrielle paraît due à une pression des divers éléments composants de la demande qui s'est révélée plus faible que prévue.

Cette situation de la production n'est pas propre à la France. Elle est caractéristique de l'évolution récente des économies occidentales, à l'exception d'une seule d'entre elles, l'économie allemande.

Telles sont les principales hypothèses qu'une analyse détaillée de la conjoncture française et internationale permet de confirmer.

CHAPITRE Ier

L'EVOLUTION DE LA PRODUCTION INDUSTRIELLE

Après une période d'emballement à la fin de 1959 la production industrielle paraît avoir retrouvé un rythme de progression analogue à celui des neuf premiers mois de l'année.

L'appréciation du mouvement de la production au premier semestre de 1960 exige une analyse très détaillée des divers indices qui sont traditionnellement retenus et la confrontation des résultats de cette analyse avec les informations qualitatives qui peuvent être recueillies, par ailleurs, sur l'état actuel de la conjoncture.

Cette étude portera en premier lieu sur l'indice de la production industrielle qui est la donnée statistique principale en ce domaine, puis sur d'autres indices significatifs du mouvement de la production : emploi, consommation d'électricité, mouvement des wagons chargés, prévisions des chefs d'entreprise.

I. — Analyse de l'indice de la production industrielle.

L'évolution de l'indice de la production industrielle au cours des derniers mois prend une signification tout à fait différente selon que l'étude de cette évolution est limitée à un examen de l'indice mois par mois depuis octobre dernier ou que l'évolution de la production industrielle depuis dix-huit mois est prise en considération.

A. — Etude de la production industrielle, mois par mois, depuis octobre 1959

L'examen du tableau n° 25 montre un brusque renversement du mouvement des indices de la production industrielle au cours des huit derniers mois. En effet, le niveau de l'indice de la production industrielle corrigé des variations saisonnières qui augmentait à un rythme très rapide depuis octobre, s'est stabilisé en janvier, puis a sensiblement diminué en février pour rester stable en mars et remonter en avril. Le changement est d'autant plus important que le rythme de la production dans les derniers mois de 1959 était particulièrement rapide, puisqu'il correspondait à un rythme d'accroissement d'environ 30 p. 100 par an.

1° *Critique de l'indice.*

Devant une telle situation, une première question se pose. L'indice de la production industrielle représente-t-il correctement le mouvement de la production de ces derniers mois ?

Tableau n° 25

Evolution de l'indice de la production industrielle (corrigé des variations saisonnières) d'octobre 1959 à avril 1960.

(Base 100 en 1952.)

OCTOBRE	NOVEMBRE	DECEMBRE	JANVIER	FEVRIER	MARS	AVRIL
165	170	177	171	169	169	171

L'indice actuellement calculé a pour base l'année 1952. Il représente un très grand progrès méthodologique sur l'indice précédemment calculé par l'I. N. S. E. E., dont la base était 1938. Depuis cette année antérieure à la guerre, en effet, la structure de l'industrie française s'est profondément modifiée. Le nouvel indice a tenu compte de ces transformations de sorte qu'il est beaucoup plus représentatif du mouvement réel de la production que l'ancien. Il n'en reste pas moins que, depuis 1952, la structure de l'industrie française s'est à nouveau sensiblement modifiée. L'indice n'est donc plus dès maintenant tout à fait adapté à la structure réelle de l'économie. Cependant cette insuffisance ne saurait en aucun cas rendre compte d'une brusque variation ; elle ne saurait entraîner qu'une divergence progressive des résultats obtenus avec la réalité.

Mais là n'est pas le défaut principal de l'indice. La principale cause d'erreur possible tient à la façon dont sont élaborés et rassemblés les renseignements statistiques de base : il faut noter d'abord que la collecte des statistiques ne permet pas de reprendre la production de tous les secteurs. Certains sont exclus ; par ailleurs, les statistiques sur le mouvement réel de la production ne peuvent être réunies dans le délai voulu pour tous les secteurs pris en charge dans l'indice. Ceci est vrai notamment pour le secteur de la mécanique : l'indice est établi partiellement à partir de la consommation des produits ferreux, qui seule peut faire l'objet de statistiques rapides. Cette méthode donne des indications en général satisfaisantes sur l'activité de ce secteur sur une longue période ; par contre, elle peut fournir des résultats mois par mois qui sont erronés, lorsqu'il y a des variations importantes de stocks dans les industries transformatrices d'acier.

Les chiffres donnés au tableau 25 ont été retouchés (sauf celui d'avril) pour tenir compte de renseignements directs concernant l'activité de la fabrication du matériel ferroviaire et celle de la fonderie, cette dernière est en recul.

Pour d'autres branches, telles que la construction électrique, l'I. N. S. E. E. reprend l'indice calculé par le syndicat professionnel. Ce dernier établit ses statistiques à partir non pas de la production exprimée en tonnes, mais des facturations évaluées en francs constants. Or il est certain que le mouvement des

facturations ne correspond pas nécessairement au mouvement de la production. Par ailleurs, les services statistiques de la profession de la construction électrique ont changé au début de l'année 1960 à la fois leurs bases et leurs méthodes. Le tableau 25 donne l'indice après le remaniement des calculs, pour tenir compte de ces changements.

Pour une autre branche importante enfin — le bâtiment — aucun renseignement direct sur la production n'est disponible : l'indice est calculé à partir du nombre d'heures ouvrées. Pour tenir compte de l'augmentation de la productivité, l'I. N. S. E. E. augmente de 2 p. 100 par an la progression telle qu'elle résulterait des seuls mouvements d'activité, mais il est évident que cette correction est arbitraire.

Ainsi l'indice de la production industrielle ne représente pas exactement le mouvement de la production, du fait de ses méthodes de calcul. Mais l'expérience montre que, d'une façon générale, les résultats que fournit l'indice sur le mouvement de la production sont conformes à ceux fournis par d'autres indices de l'activité économique et sont confirmés ensuite par les évaluations plus précises qui peuvent être établies à partir des statistiques sur le mouvement réel de la production.

Cette concordance jusqu'ici observée doit s'entendre non seulement du sens et de l'importance des variations, mais du taux exact d'accroissement. Le produit national s'accroît dans tous les pays d'un taux inférieur à celui de l'indice, ne serait-ce que parce que l'industrie n'est pas le seul élément de la production. Ainsi l'indice a monté de 60 p. 100 entre les années 1952 et 1960, alors que la production nationale entre ces deux années a augmenté de 30 à 40 p. 100.

Or, pour les derniers mois, une discordance s'est établie entre les résultats du calcul de l'indice et les autres informations qui sont dès maintenant disponibles.

Comment s'explique cette discordance ?

Il apparaît en premier lieu que les déformations du mouvement réel de la production dues aux méthodes de calcul de l'indice ont joué un rôle plus important que d'habitude. Il semble en effet que des facturations importantes ont été enregistrées dans le secteur de la construction électrique en novembre et décembre. Cet accroissement anormal des facturations semble avoir tenu en partie à l'influence des dégrèvements fiscaux dont bénéficiaient les entreprises jusqu'à la fin de l'année. A partir de janvier, les facturations ont brusquement diminué, de sorte que l'indice a baissé de plus de 20 p. 100 de décembre à février.

La construction mécanique dans son ensemble a, pour la même raison, enregistré une accélération des ventes de matériel d'équipement avant la fin de l'année et, dans certains cas même, une amélioration des enregistrements statistiques de la production.

Un accident analogue semble s'être produit dans un autre secteur, celui de la construction aéronautique, dont l'indice est également calculé sur la base des livraisons enregistrées. La cause de cet accident est différente de celle qui a, semble-t-il, produit le mouvement de l'indice de la construction électrique. Mais la conséquence est la même.

Dans une autre branche, l'indice a également enregistré une évolution qui n'est pas conforme à la connaissance concrète que l'on peut avoir par ailleurs du mouvement de la production au cours des six derniers mois. Il s'agit de la production d'éthylène. D'après l'indice, celle-ci a augmenté de 30 p. 100 entre octobre et décembre, puis elle a diminué de ce même pourcentage au cours du premier trimestre de cette année.

Il semble qu'il s'agisse là d'un phénomène accidentel, tenant à la mise en place d'une installation nouvelle de production, mais que le mouvement réel de la production n'ait pas suivi cette évolution saccadée.

Enfin, un dernier élément doit être pris en considération pour le seul mois de mars : la grève de Lacq, qui a entraîné une diminution de la production de gaz et, de ce fait, de l'activité de l'industrie pétrolière. La répercussion de cette grève sur l'indice peut être évaluée à 0,7 point d'indice.

2° *Mouvement réel.*

Mais ces divers facteurs expliquent-ils entièrement la brusque montée et la rapide descente de l'indice ? Autrement dit, n'y a-t-il eu qu'un accident statistique au cours des derniers mois ou bien la conjoncture s'est-elle effectivement « emballée » pendant deux mois pour se « tasser » ensuite ?

Une réponse approximative peut être donnée à cette question en calculant à nouveau l'indice de la production industrielle depuis octobre dernier, à partir des hypothèses suivantes éliminant l'action des phénomènes accidentels que nous venons de signaler : le niveau de la production de l'industrie de l'éthylène, de la construction électrique et de la construction aéronautique est resté stable depuis octobre dernier ; la production de gaz a augmenté en mars selon son rythme de progression normal.

Le tableau n° 26 donne les résultats des calculs effectués sur ces bases par l'I. N. S. E. E.

TABLEAU N° 26

(Base 100 en 1952.)

	OCTOBRE	NOVEMBRE	DÉCEMBRE	JANVIER	FÉVRIER	MARS	AVRIL
Indice de la production industrielle de l'I.N.S.S.E. (corrigé des variations saisonnières)	165	170	177	171	169	169	171
Indice corrigé sur la base des hypothèses ci-dessus posées	165	171	176	171	171	171	171

La correction ne change pas l'ordre de grandeur du phénomène. Les mois de novembre et de décembre ont été marqués par une progression extrêmement rapide de la production : + 3 p. 100 en novembre (par rapport à octobre), + 3,5 p. 100 en décembre (par rapport à novembre), et les premiers mois de 1960 se sont stabilisés au niveau de novembre.

Il semble donc y avoir eu effectivement un « emballement » de la production en décembre. Mais ce que montre cette analyse détaillée de l'indice, c'est qu'au premier trimestre un retour au calme s'est produit. Après un brusque « dégonflement » de la production, un léger mouvement de progression s'est fait jour de nouveau.

B. — ETUDE DE L'ÉVOLUTION DE L'INDICE DE LA PRODUCTION INDUSTRIELLE DEPUIS JANVIER 1959

L'analyse du mouvement de la production ne peut toutefois se limiter au cadre étroit des six derniers mois. Il est nécessaire de replacer cette évolution dans un cadre plus large, afin de déterminer quel est le sens du mouvement de la production à plus long terme.

La date de janvier 1959 semble être la meilleure référence pour une étude à plus long terme du mouvement de la production. L'ensemble des mesures de réforme économiques et monétaires décidées en 1958 par le Gouvernement a été appliqué en effet à partir de cette date.

Le tableau n° 27 retrace l'évolution de l'indice de la production industrielle sans bâtiment et corrigé des variations saisonnières depuis janvier 1959. Il ressort de ce tableau que, pendant les trois premiers trimestres de l'année, la production industrielle s'est accrue à un rythme lent, mais régulier, d'environ 1,5 p. 100 par mois.

Le graphique n° 1 joint à ce tableau montre qu'au travers de l'évolution quelque peu erratique de l'indice dans le dernier trimestre de 1959 et au premier trimestre 1960, le mouvement régulier d'accroissement de la production s'est poursuivi. En effet, la droite, qui représente la tendance fondamentale de la production industrielle pour les trois premiers trimestres de l'année dernière, si elle est prolongée jusqu'à mars 1960, recoupe les points qui représentent le niveau de l'indice des mois de février et mars, tels qu'ils ont été corrigés par les soins de l'I. N. S. E. E.

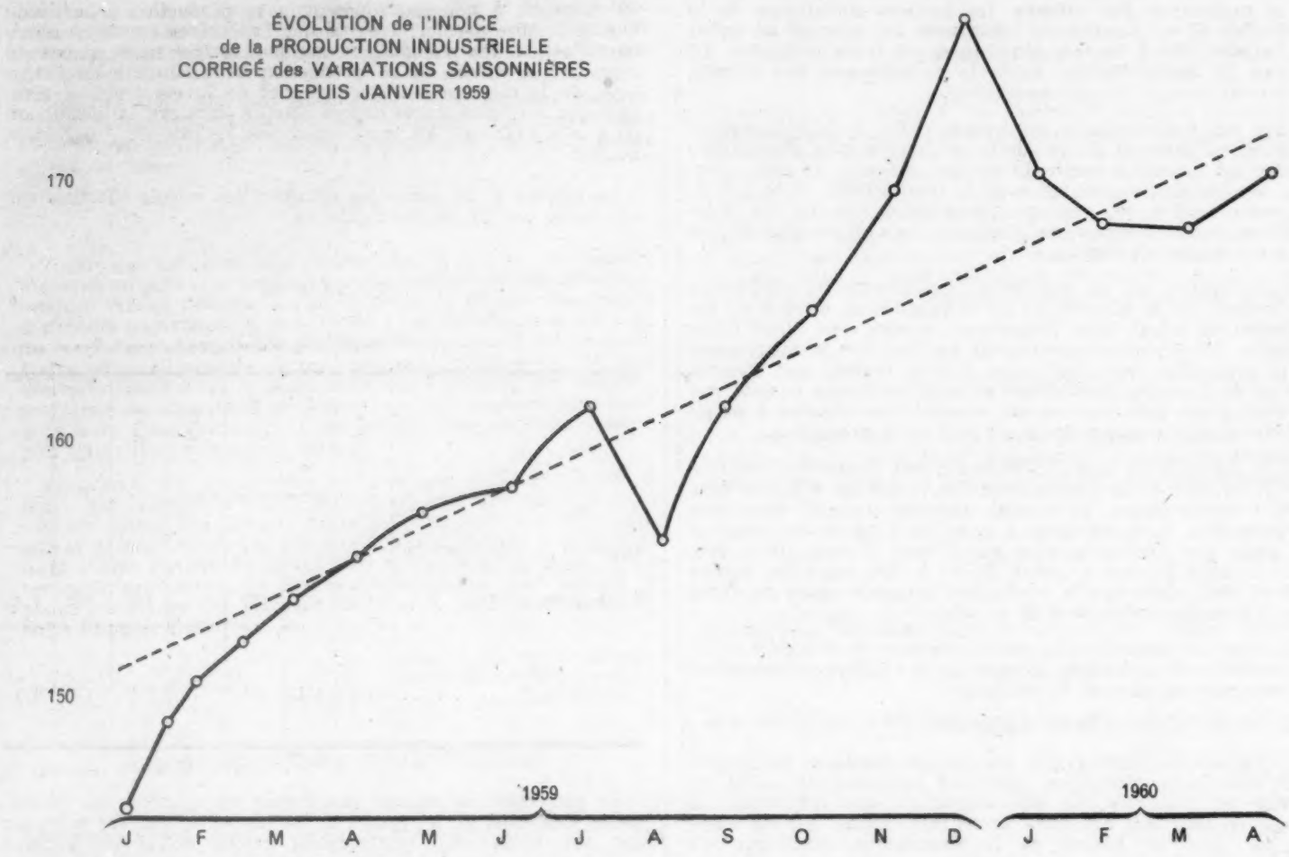

TABLEAU N° 27

Evolution de l'indice de la production industrielle depuis janvier 1959 (corrigé des variations saisonnières).

(Base 100 en 1952.)

ANNEES	JANVIER	FEVRIER	MARS	AVRIL	MAI	JUIN	JUILLET	AOUT	SEPT.	OCTOBRE	NOVEMBRE	DECEMBRE
1959.....	145	150	153	155	157	158	161	156	162	165	170	177
1960.....	171	169	169	171	»	»	»	»	»	»	»	»

Ainsi observé, le mouvement de la production en novembre et décembre derniers, semble, plus encore que dans le cadre de l'analyse précédente, avoir eu un caractère accidentel.

***

Cette augmentation régulière de la production marque des mouvements de sens différents selon les diverses branches du secteur industriel.

Le tableau n° 28 a pour objet de faire ressortir les mouvements propres de la production dans les principales de ces branches. Ce tableau reprend les indices de la production industrielle désaisonnalisés.

L'examen de ce tableau montre que l'emballement des derniers mois de 1959 n'a pas touché les seuls secteurs que nous avons évoqués ci-dessus. Il semble à peu près général. Si une différence existe dans l'évolution des divers secteurs, elle porte plus sur l'ampleur du mouvement que sur le sens de celui-ci. Les industries mécaniques et électriques ont progressé plus, d'après les données non corrigées de l'I. N. S. E. E., que l'industrie chimique et surtout que le textile et le papier carton, mais même dans ces industries, il y a eu une poussée de la production qui est sensible au moins au mois de décembre. Ceci est d'autant plus symptomatique que, rappelons-le, les données que nous analysons sont corrigées des variations saisonnières.

***

Dans la construction enfin, le premier trimestre de 1960 est apparu en ralentissement : le nombre de logements terminés s'est élevé à 69.700 contre 79.200 au premier trimestre 1959 marquant ainsi une baisse de 12 p. 100. Plus grave encore, les mises en chantier sont elles-mêmes inférieures à ce qu'elles étaient l'an passé : 72.600 logements contre 76.200.

Au deuxième trimestre, l'activité doit être plus soutenue ; le nombre de logements autorisés en mars, comme celui ayant fait l'objet de prêts, ont chacun augmenté. Aussi le trimestre présent doit-il connaître une activité normale.

TABLEAU N° 28

Indices de la production industrielle par branches (corrigés des variations saisonnières).

(Base 100 en 1952.)

	1959			
	Janvier.	Février.	Octobre.	Décemb.
Production des métaux	134	146	151	156
Transformation des métaux	163	170	174	187
Sidérurgie	126	139	147	151
Première transformation des métaux	146	153	164	183
Fonderie	113	114	118	128
Automobile	196	239	227	267
Construction électrique	212	202	218	238
Industrie chimique	208	209	256	279
Textiles	105	120	134	139
Papier-carton	188	197	196	207
Cuirs et peaux	93	113	106	105

	1960		
	Janvier.	Février.	Mars.
Production des métaux	155	160	160
Transformation des métaux	189	174	174
Sidérurgie	»	»	»
Première transformation des métaux	176	»	»
Fonderie	123	117	»
Automobile	251	248	255
Construction électrique	268	224	200
Industrie chimique	273	269	259
Textiles	135	133	134
Papier-carton	215	219	206
Cuirs et peaux	103	106	104

Enfin une mention spéciale doit être faite à la situation charbonnière. Le stock marchand disponible à terre qui était l'an dernier déjà de 3,5 millions de tonnes a atteint 5 millions de tonnes au commencement de juin. La production moyenne par jour ouvré s'élève à 200.000 tonnes en raison de l'augmentation du rendement. Aussi, de nouveaux jours chômés ont-ils été envisagés. La reconversion de l'économie sur le pétrole laisse cette activité en stagnation à peu près complète.

II. — Etude des autres indicateurs représentatifs de l'activité économique.

Les indicateurs qui sont considérés comme représentatifs de l'activité économique, autres que l'indice de la production industrielle sont de nature assez différente : les uns enregistrent l'activité de certaines branches de l'économie qui sont particulièrement sensibles à l'évolution de la conjoncture économique générale, d'autres ont trait à l'emploi de la main-d'œuvre. A ces indices, s'ajoutent les jugements des chefs d'entreprise sur l'activité de leur propre affaire et sur celle de l'industrie française en général, jugements qui sont recueillis par l'I. N. S. E. E. à l'occasion d'enquêtes auprès des chefs d'entreprise.

A. — ETUDE DE LA PRODUCTION DE CERTAINES BRANCHES DE L'ÉCONOMIE CONSIDÉRÉES COMME REPRÉSENTATIVES DE LA CONJONCTURE ÉCONOMIQUE GÉNÉRALE

Ainsi sont traditionnellement examinées l'évolution de la consommation d'électricité et celle des wagons chargés. A ces observations, on ajoute depuis quelques années celle des carnets de commandes du carton dont l'expérience a montré qu'elle était un bon indicateur de conjoncture.

1° *La consommation d'électricité.*

La consommation d'électricité est le mieux étudié et, semble-t-il, le moins mauvais de tous les indicateurs de conjoncture. La tendance à terme de la consommation d'électricité a fait l'objet d'études très poussées, qui ont montré que la consommation d'électricité dans les conditions actuelles d'utilisation de diverses formes d'énergie doublait tous les dix ans ; ce doublement correspond à une augmentation moyenne d'environ 7 p. 100 par an. Les phénomènes saisonniers et accidentels qui peuvent affecter la consommation semaine par semaine ont fait également l'objet d'études asez complètes par les soins d'Electricité de France.

On constate une progression régulière de la consommation d'électricité depuis le milieu de 1959. Cette progression correspond à une augmentation de 7 p. 100. Ainsi, au cours des derniers mois, la tendance à long terme de la consommation d'électricité n'a pas été affectée ni dans un sens ni dans l'autre, ce qui tendrait à prouver que pendant cette période l'économie française a connu un rythme d'expansion moyen, mais régulier.

TABLEAU N° 29

Evolution de la consommation d'électricité.

(Par rapport à la période correspondante de l'année précédente.)

(En pourcentage.)

1959							
Mars.	Juin.	Juillet.	Août.	Sept.	Octobre.	Novem.	Décem.
=	+ 4,5	+ 4,5	+ 6	+ 5,5	+ 9	+ 9	+ 9

1960					
Janvier.	Février.	Mars.	Avril.	Mai.	Variation janvier 1960 à avril 1960.
+ 7,5	+ 11,5	(1) + 12,5	(2) + 9	(3) + 9	=

(1) Après correction pour tenir compte de ce que les fêtes de Pâques en 1959 étaient à la fin de mars.

(2) Estimation pour tenir compte des fêtes de Pâques. De plus, la température a été beaucoup plus basse qu'en 1959. En outre, il faut tenir compte du fait que la reprise de l'activité a débuté en avril 1959, donc on se réfère à une période où la consommation d'électricité était assez élevée.

(3) Estimation faite pour les seuls jours du mois de mai comparables à ceux de mai 1959 (mois où les jours fériés avaient été assez nombreux). De plus, il faut noter que la température en mai avait été plus élevée en 1959 qu'en 1960.

2° *Les wagons chargés.*

L'indicateur des wagons chargés est beaucoup moins sûr que la consommation d'électricité. Un important secteur nouveau perturbe, en effet, le rapport entre le trafic ferroviaire et l'activité générale : le trafic routier dont la progression s'est révélée à l'expérience fort irrégulière et ne peut faire l'objet d'une mesure précise.

L'étude du trafic marchandises de la S. N. C. F. depuis le début de 1959 révèle pendant le premier semestre de 1959 une hausse supérieure à la hausse saisonnière habituelle. Par contre, depuis le mois d'octobre, le trafic s'est à peu près stabilisé au niveau qu'il avait atteint à cette date. Les chiffres du dernier trimestre de l'année dernière ne montrent aucune progression rapide du trafic, comme les résultats de l'indice de la production industrielle auraient pu le laisser penser. Les chiffres du trafic du premier trimestre de 1960 ne montrent, par contre, pas de baisse sensible.

Les indications fournies par la statistique des wagons chargés sont donc en nette contradiction avec celles que donne l'indice de la production industrielle. Mais il faut remarquer que le transport du charbon tient une place très grande dans le trafic « marchandises » de la S. N. C. F. Or, le recul de la production

charbonnière a été très sensible en 1959 et un nouveau fléchissement a été enregistré au premier trimestre de 1960 : néanmoins, les wagons chargés ont augmenté au cours de l'année 1959 : une baisse de 3,9 p. 100 des tonnes-kilométriques taxées entre janvier et mai 1959 par rapport à la même période de 1958 (pourtant elle-même très basse) a été suivie d'une baisse de 4,3 p. 100 entre juin et décembre 1959 par rapport à la même période de 1958, pourtant en reprise.

3° *Les carnets de commande du carton.*

L'expérience des dernières années a montré que le mouvement des carnets de commande du carton était un indicateur précurseur d'un renversement de la conjoncture, tout au moins dans le sens du passage de l'expansion à la crise.

L'étude de l'évolution de ce carnet au cours des six derniers mois montre que la courbe représentant cette évolution est toujours ascendante, à un rythme sans doute lent mais continu.

La tendance récente de mai-juin

Le mois de mai n'a pas encore révélé ses secrets statistiques. On peut cependant dès maintenant dénier toute valeur indicative au calcul de l'indice de la production industrielle et même à sa correction pour tenir compte des variations saisonnières. En effet, habituellement les fêtes du 1er et du 8 mai tombent en semaine, ce qui explique un comportement des chefs d'entreprises à l'égard de l'activité de ces jours fériés, des samedis du mois et du jeudi de l'Ascension, où l'on récupère en partie le chômage. En 1960, le 1er et le 8 mai tombant un dimanche, les réactions seront différentes et les corrections apportées à la mesure globale pour tenir compte du nombre de jours ouvrables seront vraisemblablement excessives.

Cependant, la consommation d'électricité qui s'établit à 9 p. 100 au-dessus de celle de 1959, la charge de wagons de 4 milions de tonnes hebdomadaires en moyenne, les indications sur l'emploi au 1er juin permettent de penser que l'activité de ce mois devrait continuer à s'inscrire sur le palier qui le caractérise depuis le début de l'année.

Seule la baisse progressive des demandes d'emploi non satisfaites — que cet indicateur soit ou non corrigé des variations saisonnières — comme on le verra plus loin — serait un signe de légère remontée.

B. — Les indices de l'emploi

Les résultats de l'enquête sur l'activité de la main-d'œuvre au premier trimestre de 1960 montrent que les effectifs comme la durée du travail sont restés à peu près stables pendant cette période (voir tableau n° 30).

Tableau n° 30

	1er JANV. 1960.	1er AVRIL 1960.	1er AVRIL 1960 / 1er JANV. 1959	1er AVRIL 1960 / 1er JANV. 1959
			P. 100.	P. 100.
Effectifs (indices 1954 = 100).....	104,1	104,5	+ 0,6	+ 0,4
Durée de travail (heures)	45,6	45,7	+ 1,3	+ 0,2
Activité (indices 1954 = 100).....	105	105,6	+ 1,8	+ 0,6

Cette évolution correspond au mouvement saisonnier normal de l'emploi pour ce trimestre, d'après les calculs de l'I. N. S. E. E. Ce mouvement est estimé, en effet, à 0,2 p. 100 pour les effectifs et à 0,1 p. 100 pour la durée du travail.

Il y aurait donc eu une stabilité du niveau de l'emploi pendant cette période et non pas une progression si faible soit-elle.

Cette situation paraît correspondre à un équilibre général de l'emploi dans les conditions actuelles de l'offre et de la demande d'emploi.

Les offres d'emploi non satisfaites qui s'étaient accrues à un rythme assez rapide en décembre et janvier se sont stabilisées en février et sont même descendues en mars et avril (voir tableau n° 31). Il n'y a donc pas de tension réelle sur le marché du travail, d'autant plus que le nombre total des offres d'emploi non satisfaites reste très faible, puisqu'il est inférieur de moitié à celui atteint au début de l'année 1958.

Tableau n° 31

Evolution des offres et demandes d'emploi non satisfaites et du chômage secouru depuis le 1er juillet 1959.

(Données corrigées des variations saisonnières.)

(En milliers, au 1er de chaque mois.)

	1959					
	Janvier.	Avril.	Sept.	Octobre.	Nov.	Déc.
Offres d'emploi.....	19	19	19	18,5	17,8	18,1
Demandes d'emploi...	133	135	137	139	145	146,5
Chômeurs secourus...	36,5	35,5	36	37,5	38,5	38,5

	1960					
	Janvier.	Février.	Mars.	Avril.	Mai.	Juin.
Offres d'emploi.....	22,2	24,6	25,2	24,5	22	24,6
Demandes d'emploi...	147,5	144	138	132	130	126
Chômeurs secourus...	39,5	39	37	36	36	34,5

Le nombre des chômeurs secourus qui avait augmenté au dernier trimestre de l'année dernière, même dans les calculs désaisonnalisés, tend à diminuer depuis le 1er janvier. Il en est de même des demandes d'emploi non satisfaites.

La situation de l'emploi n'a donc à cet égard aucun caractère inquiétant, l'offre d'emploi paraissant suffire actuellement à la demande.

Mais il ne faut pas oublier que depuis quelques années le volume de la population active tend à diminuer, comme le montrent les données statistiques suivantes, établies officieusement par les services compétents. Ces chiffres ne devront être pris qu'avec beaucoup de précaution, en ce qui concerne le rapport à l'année 1954 : l'ajustement global n'est fait qu'à une centaine de milliers près. En outre, les jeunes gens au service militaire, dont la durée a été prolongée depuis le recensement ne sont pas compris dans ces totaux. On a arrondi les évaluations récentes, mais laissé tels quels les chiffres officiels du recensement.

Tableau n° 32

La population française active civile en métropole.

(En milliers.)

	10 MAI 1954 (recensement).	1er JANVIER 1959.	1er JANVIER 1960.
Agriculture.			
Patrons et aides familiaux...	3.984	3.790	3.750
Salariés	1.137	940	900
Total	5.121	4.730	4.650
Secteur non agricole.			
Patrons et aides familiaux...	2.641	2.600	2.600
Salariés	10.864	11.240	11.270
Total	13.505	13.840	13.870
Total des emplois civils....	18.626	18.570	18.520
Chômeurs	327	250	280
Population dite active (1)....	18.953	18.820	18.800

(1) Qui comprend les chômeurs, comme le montrent les totaux.

En fait, du 1er janvier 1959 au 1er janvier 1960, la population active évaluée totale a dû baisser d'un peu moins de vingt mille personnes. Elle atteint en ce moment le point le plus bas de son évolution (même si l'on incluait les militaires, le point bas serait atteint cette année) et ne se relèvera que lentement en 1960 et 1961.

Pendant l'année 1959, l'exode rural a été d'environ 70.000 personnes et le chômage s'est élevé de 20.000 unités environ. La population occupée dans l'industrie et surtout dans les services se serait très légèrement augmentée.

Par rapport à 1954, le seul phénomène important est le départ de près de 500.000 personnes actives du secteur agricole. Ce chiffre, mal connu, doit être considéré comme très approximatif. Mais, en raison de la diminution de la population active totale due partiellement à une baisse en valeur absolue, en partie à l'allègement du service militaire, les secteurs non agricoles n'ont absorbé que 350.000 personnes.

C. — Les jugements et prévisions des chefs d'entreprise

Les résultats de l'enquête auprès des chefs d'entreprise effectuée par l'I. N. S. E. E. au début de mars montrent que le niveau de la production pour la période de novembre 1959 à janvier 1960 devrait dépasser de près de 10 p. 100 celui de la période correspondante de 1958-1959. Cependant les chefs d'entreprise estimaient que la tendance à l'augmentation de la production s'était un peu modérée par rapport à la progression accentuée de la période précédente.

Pour les trois mois à venir, les industriels s'attendaient dans leur ensemble à la continuation de la progression de la production, mais à un rythme ralenti. Le dépassement prévu du niveau de la production par rapport à l'an passé était d'un peu moins de 8 p. 100 pour la période février-avril, d'un peu moins de 7 p. 100 pour mai-juin. Mais à cette époque en 1959, la production industrielle était en reprise rapide ; la décroissance des pourcentages signifierait donc simplement que dans l'esprit des chefs d'entreprise le rythme de croissance de cette année devrait être moins fort que le rythme de l'an dernier durant les mêmes mois.

***

Donc, si les indices ne font pas ressortir le mouvement de hausse rapide de la fin de l'année dernière, ils confirment par contre la continuation au travers de ce qui semble être un accident conjoncturel d'un lent mouvement de progression de l'indice de la production industrielle selon le rythme poursuivi après le début de 1959.

L'étude détaillée de l'indice de la production industrielle indique très nettement qu'il y a eu un emballement temporaire de la production à la fin de l'année dernière, l'état des autres indices représentatifs de l'activité ne confirme pas de façon très nette ce mouvement qui paraît cependant incontestable.

CHAPITRE II

LES CAUSES DE L'EVOLUTION DE LA PRODUCTION INDUSTRIELLE

Au cours des deux derniers mois de 1959, il y a donc bien eu une progression très rapide de la production. Mais ainsi que nous l'avons vu dans le chapitre précédent, ce mouvement ne s'est pas poursuivi au-delà du mois de janvier. Comment ce phénomène s'explique-t-il ?

La raison fondamentale de cette évolution de la production est, semble-t-il, qu'aucun des éléments composants de la demande n'a exercé une pression telle sur le marché qu'elle aurait entraîné un mouvement de hausse rapide, et continu de la production.

La consommation, au cours du premier trimestre, paraît n'avoir que faiblement augmenté. Les investissements privés progressent sans doute, mais de façon assez lente ; les investissements publics ou semi publics sont plus élevés que l'année dernière, surtout en ce qui concerne les autorisations de programme, mais ils n'exercent pas cette année le rôle de soutien de la conjoncture qu'ils ont eu l'année dernière ; enfin les constructions de logement ont tendance à diminuer.

La demande à l'exportation est toujours aussi forte, mais elle atteint maintenant un plafond, de sorte qu'elle n'est pas une source de progrès nouveaux de la production.

Enfin le niveau des stocks, s'il est sans doute plus élevé que l'année dernière, reste inférieur au niveau qu'il atteint dans une période d'expansion, surtout lorsque celle-ci est accompagnée de poussées inflationnistes, comme cela a été le cas au cours des dernières années.

I. — La consommation privée.

L'évolution de la consommation est particulièrement difficile à saisir en ce début d'année. Non seulement la comparaison avec les mois correspondants de l'an dernier, où la reprise artificielle du premier trimestre avait été suivie d'un recul sensible au second, ne permet pas d'avoir un aperçu significatif de l'évolution sur trois ou quatre mois, mais encore les principales caractéristiques de la consommation, au cours de ces derniers mois, privent l'observateur de points de repère valables car, ayant favorisé l'activité du commerce intégré, notamment à Paris, elles enlèvent beaucoup de signification, même compte tenu des variations saisonnières, aux quelques rares indices qu'il a habituellement à sa disposition. Ceux-ci proviennent en effet le plus souvent de cette forme de commerce. Le Credoc a pu cependant établir une synthèse des divers renseignements disponibles et dégager les grandes lignes de l'évolution de la consommation.

Les consommateurs, sensibles au niveau des prix, par suite de la publicité parfois excessive accordée depuis quelque temps aux problèmes de la distribution, se sont tout naturellement orientés pour leurs achats, vers le commerce intégré, leur offrant, si l'on ne tient pas compte des services rendus, les prix les plus avantageux. Ce mouvement a eu notamment une influence marquante sur l'activité des magasins à prix uniques dont le volume des ventes est en augmentation de plus de 10 p. 100 ou de près de 15 p. 100 par rapport à l'an dernier, selon que l'on se réfère aux trois ou quatre premiers mois de l'année.

Ce déplacement des courants d'achat a été encore accentué par la politique commerciale de la plupart des grands magasins, qui, au moment des soldes ou des ventes publicitaires, ont offert de nombreux articles à un prix nettement inférieur au prix coûtant. Cette politique a porté préjudice aux formes traditionnelles du commerce. Toutefois, là encore, une distinction doit être faite ; une certaine sélection s'est produite, ce sont les entreprises marginales qui ont le plus souffert des déplacements d'achats, alors que celles, bien organisées, dont l'activité avait été relativement satisfaisante au cours de ces dernières années continuent à progresser.

Activité commerciale beaucoup plus soutenue dans les milieux urbains que dans les milieux ruraux, telle est la seconde caractéristique essentielle de la consommation en ce début d'année. La grève des achats, décidée en janvier dernier par les agriculteurs a été fidèlement suivie dans la plupart des régions agricoles et semble avoir entraîné un marasme certain dans l'Ouest, le Sud-Ouest et le Centre.

Toutefois, il ne faut pas exagérer l'influence de ce mot d'ordre ; la diminution des achats ne lui est que partiellement imputable, elle provient en majeure partie de la baisse des revenus agricoles et se serait fatalement produite sans lui. La régression de l'activité commerciale apparaît d'autant plus forte, que dans ces régions, le mouvement d'achats spéculatifs avait été le plus marqué l'an dernier.

D'autres circonstances sont également venues freiner l'activité commerciale :

Les événements d'Algérie, par l'effet de surprise qu'ils ont eu sur l'opinion publique dans la métropole ont poussé les consommateurs à différer, en février, la plupart de leurs achats importants, dans l'attente d'une solution.

Enfin, le climat économique ambiant au premier trimestre de cette année, a eu, sur l'activité les effets exactement contraires de celui du premier trimestre 1959. Alors que, pendant cette dernière période, la hausse des prix, la suppression des subventions, la crainte de l'avenir incitaient le consommateur à faire des achats anticipés, les perspectives rassurantes de ce début d'année, la stabilité relative des prix, l'ont au contraire poussé à thésauriser.

Compte tenu de ces considérations, l'évolution de l'activité commerciale paraît caractérisée par une relative stabilité du premier trimestre et une reprise marquée en mars et avril. Dans l'ensemble, la situation est assez satisfaisante.

A. — La consommation alimentaire

La consommation alimentaire, dont les variations au premier trimestre 1959 avaient été dans l'ensemble peu accusées, semble s'être accrue à un rythme légèrement plus rapide que celui de l'an dernier, enregistrant une augmentation de l'ordre de 1,5 p. 100 ; la progression aurait été quelque peu plus supérieure sur le marché des boissons que sur celui des denrées alimentaires.

La diminution de la consommation de fruits et légumes aurait été plus que compensée par une augmentation de la demande sur la viande et les articles d'épicerie.

Fruits et légumes.

La consommation de fruits et légumes se serait établie nettement en deçà du niveau de l'an dernier. L'offre ayant été insuffisante pour satisfaire pleinement la demande, l'indice des prix des fruits et légumes frais a accusé une hausse moyenne d'environ 20 p. 100, mais beaucoup plus forte sur les légumes. Cette situation provient en très grande partie de la sécheresse qui sévit depuis près d'un an en France et en Europe occidentale.

L'absence de pluie a nui l'été dernier à la production des fruits, dont une partie est commercialisée en début d'année, et cet hiver à la production de légumes, surtout celle de plein champ qui a été déficitaire, en ce qui concerne notamment les légumes « lourds » : pommes de terre, carottes.

Toutefois, grâce aux apports traditionnels d'agrumes et de bananes, et à des importations massives de pommes de variété moyenne mais de bonne qualité (160.000 tonnes depuis l'ouverture des frontières le 15 février), le volume des ventes sur le marché des fruits a pu s'établir, au cours des premiers mois, au niveau particulièrement élevé atteint l'an dernier. La légère diminution des ventes de pommes a été compensée par une augmentation sensible de celles des poires, agrumes, bananes.

L'activité a été plus faible sur le marché des légumes car, malgré la procédure des prix minima, les importations n'ont pas été suffisantes pour combler le déficit de la récolte métropolitaine, la production des pays étrangers étant, elle aussi, en diminution. De ce fait, le volume des ventes aurait été inférieur de 5 à 10 p. 100 à celui de l'an dernier. Le recul le plus marqué des transactions a porté sur les pommes de terre qui, contrairement aux prévisions des professionnels, se sont très mal conservées par suite de la sécheresse. Cette mauvaise conservation a entraîné des ventes relativement importantes de pommes de terre nouvelles dès le mois de mars.

Par contre, en raison des conditions climatiques favorables de la fin du printemps et du début de l'été, la récolte des artichauts, des tomates et des salades ont été ou seront excellentes.

Les perspectives du marché des fruits sont, en raison des conditions climatiques, moins bonnes que l'an dernier à cette même époque : les fruits rouges (fraises, framboises) ont été touchés par la sécheresse, les cerises et les prunes par les gelées tardives. La récolte de pêches s'annonce bonne, mais inférieure à celle de l'an dernier, en revanche les perspectives sont excellentes pour les fruits à pépins : pommes et poires.

Viandes.

Les difficultés concernant la soudure, que l'on pouvait redouter il y a quelques mois sur le marché de la viande, ont été en grande partie aplanies par la réalisation des stocks constitués à l'automne dernier et par la sécheresse actuelle qui a de nouveau contraint les éleveurs à se débarrasser d'une partie de leur bétail.

De ce fait, la tension sur les prix s'est maintenue dans d'étroites limites et la hausse n'a été que de l'ordre de 5,5 p. 100. Cette hausse n'aurait pas empêché une légère progression de la demande. D'après les professionnels, le volume des ventes, qui était resté stationnaire en janvier, a augmenté de 5 p. 100 en février et de 8 p. 100 en mars.

La demande aurait été en diminution sur le mouton, en légère hausse sur le bœuf et le veau, mais en forte augmentation sur le porc, bien que le marché n'ait pu absorber les surplus de la production.

Afin de favoriser la vente des bas morceaux, le syndicat de la boucherie a lancé l'opération « Dix millions » qui a consisté à publier à dix millions d'exemplaires, une brochure sur les meilleurs modes de préparation de ces morceaux. D'autre part, pour lutter contre la concurrence des magasins populaires qui vendent de la viande conditionnée, les bouchers ont décidé d'étendre leur activité à la vente de charcuterie, de salaisons et de conserves de viandes. Cette politique est conforme à l'évolution générale des entreprises commerciales qui tendent de plus en plus à la polyvalence.

Autres articles alimentaires.

L'activité des épiceries et magasins d'alimentation générale donne très souvent un aperçu des tendances de la consommation des articles alimentaires, autres que la viande et les fruits et légumes. Cependant, cette année, les statistiques des coopératives et des maisons à succursales ne peuvent être interprêtées qu'avec précaution, car l'évolution de l'activité semble avoir été assez différente dans ces deux formes de commerce et qu'il est, de plus, toujours très difficile d'avoir une idée des variations de prix de l'ensemble des articles.

Malgré ces imprécisions, il semble que le volume des ventes de ces deux catégories de commerces ait été à peu près identique à celui de l'an dernier. Cette stabilité aurait été provoquée par un ralentissement des achats sur les articles non alimentaires, car les statistiques sur l'évolution des quantités vendues des principaux articles d'épicerie, laissent apparaître un accroissement. Cette interprétation est confirmée par l'évolution de l'activité des rayons d'alimentation des magasins populaires qui a été en forte augmentation pendant tout le premier trimestre ainsi qu'en avril.

Le volume des ventes de sucre aurait été à peu près stable. La demande de pâtes, par suite d'une offre déficitaire sur le marché des légumes, se serait accrue de plus de 1 p. 100. Celle de café aurait encore plus fortement progressé que les années précédentes, la hausse dépasserait 2 p. 100.

Boissons.

D'après les statistiques des droits de circulation, la consommation de vin a augmenté de 3 p. 100 au premier trimestre. La baisse de 15 p. 100 en janvier a été plus que compensée par la hausse de 9 p. 100 en février et de 19 p. 100 en mars. Ces chiffres ne donnent pas une idée de l'évolution générale car les ventes de janvier 1959 avaient été artificiellement gonflées. En fait, la tendance à l'augmentation, enregistrée à la fin de l'an dernier s'est poursuivie au même rythme jusqu'en février pour s'accélérer ensuite. Cette évolution provient, semble-t-il de la diminution des prix de détail. Par rapport au premier trimestre 1959, la baisse dépasserait 5 p. 100 ; il n'y a pas de raison d'envisager un renversement de la tendance actuelle.

La consommation de bière a, elle aussi augmenté, mais à un rythme nettement inférieur à celui de l'an dernier : 2 p. 100 contre 6,7 p. 100 en 1959. Par suite de la concurrence du vin, les progrès enregistrés par la consommation de bière depuis plusieurs années, devraient se ralentir au cours des mois à venir ; il est vrai qu'en 1959, la demande avait atteint un niveau très élevé.

B. — LA CONSOMMATION NON ALIMENTAIRE

L'ensemble de la consommation non alimentaire, malgré la progression de la demande sur la plupart des services, semble s'être établie, au premier trimestre, au-dessous du niveau de la même époque en 1959, par suite d'un recul marqué des ventes de certains biens durables, qui est peut-être en rapport avec la grève des achats des agriculteurs.

Ce fléchissement, si l'on tient compte de l'activité exceptionnelle du premier trimestre 1959, ne doit pas soulever d'inquiétudes d'autant plus qu'il a été suivi d'une reprise qui semble devoir actuellement se maintenir.

Habillement.

La demande en ce domaine, pour autant qu'on puisse la saisir, en raison des bouleversements des circuits commerciaux, semble avoir accusé un recul relativement important. Toutefois, comme l'activité commerciale avait très fortement progressé au premier trimestre 1959, pour fléchir ensuite les deux mois suivants, il est probable que le retard accumulé au premier trimestre sera rattrapé à la fin du second et peut-être même dès la fin de ce mois.

La progression exceptionnelle du chiffre d'affaires au mois d'avril (10 à 35 p. 100 selon les entreprises commerciales) enlève beaucoup de signification aux médiocres résultats du premier trimestre.

A la fin de ce mois, la baisse du volume des ventes de l'ensemble des vêtements ne serait plus que de l'ordre de 5 p. 100.

Le recul serait toutefois moins marqué sur les articles de lingerie et bonneterie que sur les vêtements principaux. Sur ce dernier marché, les stocks constitués l'an dernier par les particuliers ont freiné fortement leurs achats. D'autre part, le temps relativement clément en février et mars, n'a pas été très favorable à la vente des articles d'hiver.

Le marché de la confection féminine se serait mieux comporté que celui de la confection masculine. La baisse aurait été moins forte aux premiers mois de l'année et la reprise plus marquée en avril. Il est vrai que ce marché, ayant souffert plus que les autres de la stabilisation des revenus, avait atteint un niveau très bas par suite de la concurrence des articles de bonneterie, favorisée par les nombreux caprices de la mode en 1958.

La réorganisation de la profession qui s'amorce actuellement, devrait porter ses fruits car elle intervient à un moment favorable.

Sur le marché de la bonneterie, lingerie et chemiserie, la progression des dernières années a fait place à une stabilité voire même à une légère baisse. La très mauvaise tenue de la saison de blanc a eu une influence déprimante sur l'ensemble de l'activité.

La reprise enregistrée en avril, semble devoir se poursuivre ; les professionnels pensent, que pour la prochaine saison d'été, les importants achats effectués l'été dernier ne pèseront pas trop sur le marché car ils ont porté sur des articles légers qui demandent à être renouvelés rapidement, de par leur tenue et les modifications de la mode.

L'évolution du marché de la chaussure au premier trimestre a été aussi peu favorable que celle du marché des vêtements. Dans ce domaine, le mouvement de recul est à peu près identique quelles que soient les formes du commerce. Malgré une hausse des prix, de l'ordre de 13 p. 100, le chiffre d'affaires de ce marché au premier trimestre, est à peine supérieur de 2 à 3 p. 100 à celui de l'an dernier. De ce fait, la baisse du volume des ventes serait de l'ordre de 10 p. 100. Elle n'a fait que s'accroître de mois en mois au cours du premier trimestre ; 4 à 5 p. 100 en janvier, 10 p. 100 en février, 15 p. 100 en mars. Le mouvement de reprise générale constaté en avril s'est également répercuté sur ce marché dont les ventes auraient augmenté de près de 30 p. 100 en valeur et 15 p. 100 en volume.

Comme dans la confection, le recul de la demande a été moins important sur les articles pour femmes et enfants que sur ceux pour hommes.

Habitation.

L'ensemble des dépenses d'habitation au premier trimestre semble s'être établi à un niveau inférieur à celui de la période correspondante de 1959, en dépit de la progression de la demande sur certains services, car la plupart des achats concernant l'aménagement du logement sont en baisse. La mévente a affecté plus ou moins fortement les principaux marchés : linge de maison, meubles, appareils ménagers et électro-ménagers. Il faut toutefois reconnaître que l'activité avait été artificiellement gonflée l'an dernier, mais pour certains articles la baisse de cette année a été plus importante que la hausse de 1958.

Le marché qui a connu le plus profond marasme paraît être celui du linge de maison. La saison du blanc, malgré tous les soins apportés à sa préparation par les entreprises commerciales, notamment les grands magasins, a été très mauvaise. La baisse a été telle, que le volume des ventes aurait été ramené à un niveau inférieur à celui de 1958 pour les draps et le linge de table, et à peine identique à celui de 1957 pour le linge de toilette et le linge d'office.

L'activité n'a guère été brillante sur le marché du meuble et a dû probablement s'établir en deçà du niveau du premier trimestre 1959. Ses variations semblent avoir été très différentes suivant les régions ; la demande aurait très fortement fléchi en province, notamment dans l'Ouest, tandis qu'elle serait restée à peu près stationnaire à Paris. Certains grands magasins de meubles de la capitale accusent même de notables progressions de leur chiffre d'affaires.

Le marché des appareils de chauffage et de cuisine a été affecté par une forte mévente. D'après certains professionnels la baisse serait de l'ordre de 30 p. 100.

De nombreux renseignements existent sur le marché de l'électro-ménager, mais ne permettent pas d'avoir une idée très exacte de la situation sur cet important secteur commercial très sensible aux variations de la conjoncture. La comparaison des ventes du salon de 1960 avec celles du précédent salon, en donne un aperçu probablement trop optimiste, car les ventes du salon de 1959 s'étaient établies à un niveau anormalement bas, par suite des achats spéculatifs du début d'année. En revanche, pour la même raison, la comparaison des ventes du premier trimestre 1960 avec celles du premier trimestre 1959 fait apparaître une baisse qui n'est pas significative.

Le nombre des visiteurs au dernier salon des arts ménagers s'est accru de 8,50 p. 100 par rapport à l'an dernier et l'augmentation du volume des ventes serait de 9 à 10 p. 100. Elles se décomposeraient ainsi : hausse de 30 à 35 p. 100 sur les réfrigérateurs, de 25 à 30 p. 100 sur l'équipement sanitaire, de 5 à 7 p. 100 sur le petit matériel, stabilisé sur les machines à laver.

La comparaison de l'activité commerciale au premier trimestre de cette année avec celle de la période correspondante de 1959 fournit un tout autre aperçu. La baisse du volume des ventes pour l'ensemble du marché dépasserait 10 p. 100 et atteindrait 7 à 8 p. 100 pour les réfrigérateurs, 10 p. 100 pour le petit matériel et plus de 20 p. 100 sur la machine à laver.

La baisse du premier trimestre 1960 étant nettement inférieure à la hausse du premier trimestre 1959, la situation de l'ensemble du marché paraît malgré tout relativement satisfaisante, et la reprise qui s'est manifestée en mars (+ 15 p. 100) semble devoir se poursuivre. Toutefois, les perspectives pour les mois à venir doivent être nuancées ; s'il faut s'attendre à des progrès de la demande, ces progrès seront probablement plus importants sur les réfrigérateurs et, dans une moindre mesure, sur le petit matériel électro-ménager, que sur les machines à laver.

Toutefois, cette augmentation de la demande ne se répercutera pas immédiatement sur l'activité de l'industrie, car les stocks chez les détaillants et grossistes seraient en augmentation.

Transports et communications.

Les dépenses de transports et de communications, pour lesquelles on dispose, pour le premier trimestre, de renseignements relativement précis, se seraient légèrement accrues, en volume. Cette augmentation proviendrait essentiellement des très importants progrès de la consommation d'essence.

Le marché de l'automobile, selon que l'on se réfère aux trois ou quatre premiers mois de l'année est en baisse ou en hausse de 3 p. 100. Le recul fort important de la demande au cours des deux premiers mois (— 17,5 p. 100 en janvier, — 13,5 pour 100 en février) a été suivi d'une très forte reprise en mars (+ 20 p. 100) qui, d'après les renseignements partiels en notre possession serait du même ordre pour avril. Les immatriculations ayant atteint un niveau très bas en mai et juin 1959, de nombreux professionnels s'attendent à ce que ce rythme de progression s'accélère et escomptent, pour les deux ou trois prochains mois une hausse de 20 à 25 p. 100. Ces perspectives sont du reste confirmées par la dernière enquête de l'I. N. S. E. E. sur les intentions d'achats des consommateurs. Ces prévisions incitent certains spécialistes à penser que l'augmentation du volume des ventes, pour l'ensemble de l'année serait de l'ordre de 15 p. 100.

Faisant suite au pessimisme exagéré de l'an dernier, cet optimisme actuel semble devoir être quelque peu tempéré. La reprise de mars et d'avril provient, en grande partie, de la reprise saisonnière qui s'est normalement manifestée cette année, contrairement à ce qui s'était passé en 1959. D'autre part, la demande semble avoir été artificiellement gonflée, quoique dans une faible mesure, par l'annonce de la hausse du prix de l'acier et la crainte de sa répercussion sur le prix des automobiles.

Enfin, les automobilistes, utilisant de moins en moins leur voiture, il faut prévoir qu'à plus ou moins long terme, le parc se renouvellera moins rapidement que les précédentes années, tout au moins dans la région parisienne.

Malgré cela, il est probable que les immatriculations de voitures neuves s'établiront cette année, à un niveau nettement supérieur à celui de 1959 et même à celui de 1958, mais l'augmentation par rapport à l'an dernier ne semble pas devoir atteindre 15 p. 100.

Les tendances opposées qui animent le marché des deux roues depuis plusieurs années ont continué à se manifester au premier trimestre.

Les ventes de cyclomoteurs ont poursuivi leur progression. La production qui en donne un assez fidèle reflet s'est accrue de 13 p. 100 au premier trimestre. Quant à la demande sur le marché du cycle, elle est restée soutenue surtout sur les bicyclettes d'enfants.

En revanche, une forte mévente a encore affecté les autres marchés. La baisse des immatriculations au premier trimestre est de l'ordre de 45 p. 100 pour les scooters, 47 p. 100 pour les motocycles et 55 p. 100 pour les vélomoteurs. Une certaine reprise s'est toutefois manifestée au cours du trimestre ; la baisse qui, pour les motos et les scooters, était d'environ deux tiers en janvier, moitié en février n'a plus été que d'un tiers en mars. Ces progrès relatifs s'expliquent par les conditions atmosphériques de la fin du trimestre particulièrement favorables aux ventes, et par l'évolution démographique qui amène de nouveaux acheteurs. Il semble que ce marché ait dépassé sa plus mauvaise période et que des perspectives relativement satisfaisantes s'offrent à lui dans un proche avenir.

Le rythme de progression de la consommation d'essence s'est fortement accéléré en ce début d'année ; l'augmentation atteint près de 6 p. 100 pour le premier trimestre et près de 8 p. 100 pour les quatre premiers mois. L'évolution mensuelle des ventes apparamment très irrégulière : — 0,5 p. 100 en janvier, + 12 pour 100 en février, + 6 p. 100 en mars et + 13 p. 100 en avril, s'explique, pour les deux premiers mois par des achats anormaux en janvier 1959, et pour les deux derniers mois, par le décalage des fêtes de Pâques. Les progrès réalisés sur ce marché proviennent essentiellement de l'accroissement des ventes de super-carburant qui atteint fin avril près de 20 p. 100 contre à peine 3 p. 100 pour l'essence ordinaire.

Le trafic voyageurs de la S. N C. F. a fléchi d'environ 2 p. 100 au premier trimestre, cette baisse n'est cependant pas significative, par suite du décalage des fêtes de Pâques qui a entraîné, en mars, un recul de plus de 10 p 100.

Autres dépenses.

Les statistiques sur l'évolution des autres dépenses des particuliers sont trop fragmentaires et imprécises pour permettre de fournir des renseignements détaillés. Toutefois il semble que la demande au premier trimestre ait été inférieure à celle de l'an dernier, sauf dans quelques rares secteurs, notamment le marché de la radio et de la télévision.

D'après les statistiques des redevances de la R. T. F., l'augmentation des ventes des appareils de télévision, atteint 20 p. 100 pour le premier trimestre et 32 p. 100 pour les quatre premiers mois de l'année. Le parc dépasse actuellement 1.600.000 appareils.

Les ventes de postes de radio auraient augmenté presqu'aussi fortement que celles d'appareils de télévision, tout au moins si l'on se réfère aux chiffres de production. La production de récepteurs, par suite d'un progrès remarquable en mars (+ 64 p. 100) s'est accrue de 25 p. 100 au premier trimestre. Cette hausse provient essentiellement des transistors dont la fabrication a plus que doublé, passant de 123.000 appareils au premier trimestre 1959 à 310.000 au premier trimestre 1960.

Sur le marché des spectacles, on assiste de nouveau à une régression de l'activité en ce qui concerne le cinéma. Le nombre de spectateurs est passé de 96,6 millions au premier trimestre 1959 à 92,7 millions au premier trimestre 1960, enregistrant ainsi une baisse de 4 p. 100. Ce recul aurait été moins important sans le décalage des fêtes de Pâques, et il est probable qu'un retournement de la tendance à la baisse enregistrée sur le marché du cinéma depuis deux ans, se manifestera dans un avenir plus ou moins rapproché.

Le marché de la bijouterie, qui avait accusé un assez net recul en janvier et dont l'activité s'était encore maintenue les deux mois suivants au-dessous du niveau de l'an dernier, n'a pas bénéficié en avril de la reprise générale. Le recul de la demande, malgré tout assez faible pour l'ensemble de la période, a affecté toutes les branches de la profession. Les prix, par suite de l'accroissement de la concurrence seraient restés stables.

Une certaine stagnation caractérise aussi l'évolution du marché de la maroquinerie, défavorisé par la hausse des prix du cuir. Les ventes assez actives en début d'année, sur la petite maroquinerie, et en fin de trimestre sur les articles de voyage, auraient été en revanche médiocres sur les autres articles, notamment les sacs de dames.

***

Dans l'ensemble, la demande de consommation privée n'a pas exercé une action inflationniste sur les marchés des produits alimentaires et des produits industriels. Les revenus distribués ont été en progression très légère et la confiance en la monnaie aidant, la propension à l'épargne est restée la même.

Cependant cette modération n'a pas permis, comme on l'espérait, de réserver une part plus grande aux investissements, qui auraient à leur tour induit un supplément de consommation. L'année 1959 a connu, en ce qui concerne les consommations, une marge de précaution excessive.

II. — Les investissements.

Trois catégories d'investissements doivent être distinguées : les investissements des entreprises privées, les investissements publics ou semi publics, la construction de logements.

A. — Les investissements des entreprises privées

Le volume des investissements en 1959 a été nettement inférieur à ce qu'il avait été en 1958, pour toutes les catégories d'investissements.

D'après l'enquête auprès des chefs d'entreprise de mars dernier, les investissements prévus par les entreprises pour 1960 devraient être nettement supérieurs à ceux qui ont été réalisés en 1959. L'augmentation moyenne peut être estimée à environ 8 p. 100, en ce qui concerne les projets d'investissements certains des entreprises.

La répartition de ces investissements selon la taille de l'entreprise montre des différences très sensibles, les projets des entreprises moyennes paraissant nettement en retrait par rapport à celles des autres catégories d'entreprises (voir tableau n° 33).

Tableau n° 33

Prévision du volume des investissements en 1960, par rapport à 1959, suivant la taille de l'entreprise.

(Indices base 100 en 1959.)

TAILLE DE L'ENTREPRISE estimée d'après le montant des investissements réalisés en moyenne de 1958-1959.	INVESTISSEMENTS réalisés en 1959.	INVESTISSEMENTS certains projetés pour 1960.
Investissements en anciens francs :		
De 1 à 5 milliards.....	100	111
De 400 millions à 1 milliard.	100	111
De 100 à 400 millions.....	100	101
De 40 à 100 millions.....	100	98
De 10 à 40 millions.....	100	120
Moins de 10 millions.....	100	135

La réalisation de ces projets n'amène aucun emballement des industries d'équipement. S'il y a une incontestable reprise des investissements des entreprises, celle-ci reste cependant très modérée.

Il semble d'ailleurs que les industriels ayant l'intention d'investir n'ont pas démarré leur action dès le début de l'année ou, s'ils l'ont fait, l'effet de leur commande ne s'est pas encore fait sentir.

L'augmentation du crédit à moyen terme parait un indice sûr de cette évolution.

D'après les indications fournies par le centre d'observations économiques de la chambre de commerce de Paris, la progression moyenne attendue de la production de biens d'équipement atteint 6 à 7 p. 100, mais le niveau de la production en 1959 était bas. Et il faut noter que la progression de la production dans ce secteur ne résulte pas seulement des investissements des entrepriess privées, mais également de ceux des entreprises nationalisées et de la demande étrangère.

Dans le domaine de l'équipement agricole la situation est peu satisfaisante. Le recul de la demande de tracteurs agricoles s'est encore accentué.

B. — Les investissements publics et semi-publics

Le budget de 1960 comportait un nouveau progrès des investissements des administrations. D'après les comptes prévisionnels de la nation pour 1960, la formation brute de capital fixe devait augmenter en volume de 9,5 p. 100 cette année, accroissement sans doute inférieur à celui de 1959 qui était de 13 p. 100, mais encore très élevé.

Mais les services administratifs ne paraissent avoir dépensé qu'une proportion encore assez faible de leurs crédits.

Les investissements des entreprises nationalisées devraient être maintenus à leur montant de 1959 et devraient même dans certains cas dépasser ce niveau. Mais il apparait que ces entreprises ne consomment qu'à un rythme assez lent les crédits dont elles peuvent disposer, de sorte que les investissements effectivement réalisés sont actuellement inférieurs à ce qui avait été prévu.

Enfin, dans le secteur des investissements routiers le Gouvernement a fait état de projets pour 1961, mais contraint par les règles de l'équilibre budgétaire, il n'a pu encore les engager. Il en résulte une attitude expectative dans l'ensemble des secteurs intéressés.

C. — La construction de logements

Les demandes de permis de construire sont restées stables au premier trimestre, la situation n'a donc pas évolué depuis le dernier trimestre de 1959. Au mois d'avril, par contre, le nombre de permis a sensiblement augmenté, passant de 22.000, chiffre atteint en mars à 34.000. Sans doute s'agit-il pour une part d'un mouvement saisonnier. Mais l'augmentation est tout de même nettement plus importante que celle qui résulterait du mouvement saisonnier normal.

En ce qui concerne les logements terminés, la baisse de ceux-ci au premier trimestre 1959 est très nette : 63.700 contre 79.200.

III. — Les exportations.

A. — Les exportations vers l'étranger

Depuis décembre, les exportations françaises vers l'étranger sont supérieures à 2 milliards de NF chaque mois. C'est là un résultat important, qui montre que la progression des exportations n'a pas été un phénomène temporaire, valable pour quelques mois.

Il semble en effet que les prix français restent avantageux sur le marché international. Par ailleurs le progrès de la mentalité d'exportateur des industriels français est très net et les efforts réalisés au cours des dernières années pour prospecter les marchés étrangers donnent maintenant des résultats incontestables.

La progression par rapport au premier trimestre de l'année dernière est à peu près générale. Sur un poste, le charbon, une baisse des exportations est enregistrée, mais il ne s'agit que d'une conséquence de la conjoncture charbonnière générale.

Pour tous les autres produits, le tableau n° 35 montre une hausse sensible.

Il en est ainsi en premier lieu des produits alimentaires, notamment des céréales et des produits animaux.

Sur l'ensemble des produits finis industriels, la hausse atteint en moyenne + 75 p. 100. Ce chiffre est valable en gros aussi bien pour l'industrie chimique que pour l'industrie textile et le bois.

Tableau n° 34

Evolution des exportations vers l'étranger.

	1960				
	Janvier.	Février.	Mars.	Avril.	Mai.
En millions de nouveaux francs	2.024	2.047	2.086	1.936	2.030
En volume (indices 1956 = 100).	165	166	170	160	»

En mars, cependant quelques postes ont enregistré des moins-values. La diminution la plus sensible porte sur les produits pétroliers, mais nos livraisons avaient été particulièrement élevées en février. Ce mouvement s'est précisé en avril, mais le mois de mai a été meilleur.

Sur d'autres postes, la baisse est moins forte, mais cependant réelle : il en est ainsi par exemple pour les machines et appareils et également pour l'automobile. De 54.460 voitures en février 1960, nos expéditions à l'étranger sont tombées en mars à 44.092 voitures, soit un fléchissement de l'ordre de 20 p. 100. Nos ventes aux pays européens n'ont pas été touchées par ce mouvement qui est dû à la diminution des exportations d'automobiles vers les Etats-Unis qui sont passées de 21.000 voitures par mois en janvier et février à 7.000 en mai.

Cette régression de nos exportations a été compensée par une progression sensible sur d'autres postes : le matériel de transport autre que l'automobile, et notamment le matériel aéronautique, le bois, les matières textiles.

Il n'en reste pas moins que dans ce tableau brillant de nos exportations une ombre apparaît, les deux postes touchés les plus importants sont les automobiles et les produits sidérurgiques ; le premier subit une baisse sérieuse, le second ne connaît pas d'augmentation en raison de la demande interne.

Or le total de ces deux postes forme une proportion importante de nos exportations, beaucoup plus forte que celle en général des deux premiers postes d'un pays industrialisé. Notre redressement a été trop spécialisé à l'égard de ces produits.

Si l'on considère les pays étrangers destinataires de nos exportations, on trouve également un autre motif de fragilité. L'Allemagne de l'Ouest arrive en tête suivie de la Belgique et de l'Angleterre. Ces trois pays comprennent à eux seuls plus du tiers de nos clients, et l'Allemagne seule reçoit 20 p. 100 de nos exportations. « Ayant placé beaucoup d'œufs dans le même panier, nous devons être attentifs au mouvement de l'anse ».

Enfin, nos envois en Sarre ont un peu repris et atteignent 11 à 12 milliards par mois contre 20 en 1958.

De toute façon, si sur certains postes, l'exportation est encore un facteur de croissance rapide ainsi que le montre la comparaison des résultats des derniers mois entre eux, globalement l'exportation n'est pas un facteur important de progrès *nouveaux* à l'heure actuelle.

Tableau n° 35

Exportations des marchandises pendant les quatre premiers mois des années 1959 et 1960.

(En millions de nouveaux francs.)

	4 mois 1959	4 mois 1960
Production animale	58	153
Produits du règne végétal	142	301
Boissons	206	267
Charbon	106	32
Produits pétroliers	124	158
Produits chimiques	173	275
Produits des industries parachimiques	265	362
Bois et ouvrages en bois	98	161
Matières premières textiles	216	277
Filés et fils textiles	180	292
Tissus	167	268
Produits sidérurgiques	1.152	1.413
Métaux non ferreux	96	172
Machines et appareils	357	652
Machines et appareils électriques	155	253
Véhicules automobiles, tracteurs et cycles	533	1.045
Autre matériel de transport	95	253

B. — Situation des activités d'exportations

La comparaison des coûts de main-d'œuvre dans l'industrie manufacturière des pays européens et aux Etats-Unis, faites par l'I. N. S. E. E., permet de penser que si nos salaires n'augmentent pas plus vite que ceux des pays voisins, le rapport de change actuel ne nous est pas défavorable. Bien entendu, une telle comparaison ne tient pas compte des différences de rendement qui sont différentes non seulement d'un pays à l'autre, mais d'une entreprise à une autre. Elle sert néanmoins à comparer celle des entreprises qui sont dans chaque pays à la pointe du progrès.

1° Pour *l'ensemble des industries manufacturières*, le coût de l'heure de travail d'un ouvrier est en France, en avril 1959, à peine inférieur au coût belge, mais moins élevé — de 8 à 10 p. 100 — que les coûts allemand, britannique et suisse ; par contre, l'heure de main-d'œuvre reste, en Italie et aux Pays-Bas, moins chère qu'en France (de 15 p. 100 et 20 p. 100 respectivement).

L'évolution des salaires peut être suivie jusqu'à la *fin de* 1959 : la hausse a été plus sensible en France, aux Pays-Bas et en Allemagne (4 à 5 p. 100) que dans les autres pays. Si l'on réévalue les coûts de main-d'œuvre en tenant compte de ces différences, le coût français est devenu *égal au coût belge*, il reste *moins élevé* que les coûts allemand (de 8 p. 100), suisse et britannique (de 4 à 5 p. 100) ; l'heure de travail coûte 17 p. 100 et 20 p. 100 plus cher en France qu'en Italie et aux Pays-Bas.

2° *L'étude par secteurs industriels* donne, pour avril 1959, les résultats suivants :

a) Le secteur *le plus favorable* à la France est la *production des métaux* (en raison principalement de la situation dans la sidérurgie), où le coût de main-d'œuvre français, un peu supérieur au coût italien, est sensiblement au-dessous de ceux des autres pays, même les Pays-Bas ; les différences par rapport au coût français, sont en effet de + 30 p. 100 pour l'Allemagne, près de + 50 p. 100 pour la Belgique, + 60 p. 100 pour le Royaume Uni ;

b) La France se classe *assez favorablement* dans les secteurs des *matériaux de construction* et des *produits agricoles* et *alimentaires*, où les coûts de main-d'œuvre sont inférieurs à ceux des pays européens, sauf les Pays-Bas et l'Italie ;

c) Dans les secteurs « Bois et ameublement », « Papier et carton », « Produits chimiques », « Cuirs et peaux », le coût de main-d'œuvre français est souvent égal à ceux de la Belgique et de l'Allemagne, inférieur à ceux du Royaume-Uni et de la Suisse, mais toujours plus élevé que ceux de l'Italie et des Pays-Bas ;

d) La situation est *moins favorable dans les textiles.*

En ce qui concerne les produits finis, si l'heure de travail est en France moins chère qu'au Royaume-Uni et en Suisse, elle est à peu près du même ordre qu'en Allemagne, en Belgique et aux Pays-Bas et plus chère qu'en Italie. Dans l'habillement et le travail des étoffes, la Suisse seule semble avoir un coût de main-d'œuvre plus élevé que la France, où celui-ci ne diffère pas beaucoup des coûts allemand, britannique et belge, mais est très supérieur aux coûts italiens et néerlandais ;

e) La comparaison relative aux *industries mécaniques* et *électriques* a été effectuée en prenant ce secteur au sens le plus large ; elle indique, pour la France un coût inférieur à ceux de la Belgique et du Royaume-Uni, à peu près égal à celui de l'Allemagne, supérieur à ceux de l'Italie et des Pays-Bas. Mais dans certaines branches particulières pour lesquelles les estimations ont pu être faites (machines-outils, radioélectronique), le coût français semble être supérieur de plus de 10 p. 100 au coût allemand.

Enfin, la France est *désavantagée par rapport à tous les pays européens* en ce qui concerne les *industries polygraphiques.*

C. — Les exportations vers la zone franc

Si elles n'interviennent pas directement dans l'approvisionnement en devises, les exportations vers la zone franc constituent néanmoins une partie de la demande. Celle-ci est d'ailleurs difficile à apprécier car il ne faut pas faire entrer en ligne de compte les achats payés par le Trésor français, déjà recensés ailleurs. Les ventes à la zone franc représentent en 1958 37 p. 100 des exportations totales soit 807 milliards d'anciens francs. L'Algérie recevait à elle seule 18 p. 100 de nos exportations. Le pourcentage a baissé en 1959, mais au premier trimestre 1960, les exportations vers la zone franc ont connu une augmentation en volume plus forte que celle vers l'étranger avec un indice de 173 en base 1956, représentant 277 milliards d'anciens francs, soit 31 p. 100 des exportations totales.

Il serait intéressant de séparer le mouvement des marchandises vers l'Algérie de celui vers les pays d'Afrique noire.

Tableau n° 36

Evolution des exportations vers la zone franc.

	1960				
	Janvier.	Février.	Mars.	Avril.	Mai.
En millions de nouveaux francs	902	951	918	814	»
En volume (indices 1956=100).	167	180	170	150	»

IV. — Les stocks.

Peu de renseignements sont disponibles sur les stocks. Les seuls stocks importants qui soient connus de façon précise sont les stocks de charbon sur le carreau des mines. Ils sont en forte augmentation, puisqu'ils sont passés de 3,4 millions de tonnes à 4 fin mai 1959 à 4,9 à la fin mai 1960.

Cette évolution n'est évidemment pas significative de l'ensemble de la conjoncture économique, elle est liée pour une large part au déclin de l'utilisation du charbon tant à usage domestique qu'à usage industriel.

En ce qui concerne les stocks de produits finis, il semble que les entreprises commerciales observent une très grande prudence et peut-être cette attitude explique-t-elle au moins en partie l'évolution quelque peu aberrante du mouvement de la production au cours des derniers mois. Il semble, en effet, que l'augmentation rapide de la production industrielle ait été commandée par la perspective que les commerçants, au moment où l'économie française paraissait à nouveau en expansion, allaient porter à nouveau leurs stocks au niveau atteint pendant les années 1957 et 1958. Cet espoir a été, semble-t-il, déçu et cette déception expliquerait le brusque mouvement de repli de la production industrielle.

Quoi qu'il en soit, la reconstitution des stocks n'est certainement pas à l'heure actuelle un facteur important de la conjoncture. Ceci est d'ailleurs normal dans la mesure où la valeur de la monnaie étant stable, les commerçants ne sont pas incités à accroître leurs stocks pour se protéger contre la dépréciation de la valeur de la monnaie ou spéculer sur celle-ci.

TROISIEME PARTIE

LES EQUILIBRES FONDAMENTAUX DE L'ECONOMIE FRANÇAISE

Au cours des années antérieures, le problème des équilibres fondamentaux de l'économie, prix et salaires, finances et monnaie, échanges extérieurs, était au premier plan des préoccupations.

La période récente a été, au contraire, calme dans ces secteurs. Si l'indice des 179 articles a dépassé une fois le niveau de déclenchement du S. M. I. G., la poussée sur les prix n'a pas été importante et l'évolution des salaires n'a jamais pu faire craindre l'apparition de tensions inflationnistes.

La situation du Trésor a été particulièrement satisfaisante au cours des derniers mois et la distribution du crédit n'a jamais soulevé de problèmes délicats, dans l'immédiat tout au moins, aucun déséquilibre en ce domaine n'a été, en effet, constaté.

Enfin, la situation de la balance des paiements n'a cessé de s'améliorer depuis le début de cette année, confirmant ainsi le net revirement constaté en 1959.

CHAPITRE Ier

LES PRIX, LES REVENUS ET LE POUVOIR D'ACHAT

L'étude des prix et des salaires doit être complétée par celle du pouvoir d'achat dont l'évolution est la conséquence du mouvement relatif des prix et des salaires. Sans doute, son étude ne donne-t-elle pas une vue complète de l'évolution des revenus réels de la production française puisque seul le mouvement des salaires horaires peut être connu et que, de ce fait, le pouvoir d'achat qui fait l'objet d'une évaluation est celui d'une catégorie sociale donnée, celle des salariés et, à l'intérieur de celle-ci, d'un groupe particulier, celui des travailleurs payés à l'heure.

Ces chiffres présentent cependant le plus grand intérêt car, en attendant la mise au point d'une comptabilité économique établie par trimestre, ils fournissent les seules indications précises disponibles sur l'évolution des revenus réels. A cet égard, ils sont représentatifs de l'un des équilibres fondamentaux de l'économie, celui des prix et des salaires.

I. — Les prix.

Alors qu'à la fin de l'année dernière, l'indice des prix augmentait sensiblement, les premiers mois de l'année ont été caractérisés par une très grande stabilité du niveau des prix tant au stade du gros qu'au stade du détail.

Le mouvement de hausse s'est poursuivi encore au mois de janvier ; il s'est traduit par un point et demi d'augmentation de l'indice des prix de gros, soit 0,8 p. 100 de hausse des prix de gros ; pour l'indice des prix de détail, l'augmentation a été un peu plus forte : 1,3 p. 100 du niveau des prix de décembre.

Mais ce mouvement, en ce qui concerne l'indice des prix de détail, s'explique pour près de moitié par l'augmentation du prix de la consultation médicale qui s'est produite en fait presque entièrement en 1959, mais qui n'a été prise en compte dans les statistiques qu'au début de 1960. Cette hausse de janvier est donc due pour moitié aux conséquences des méthodes de mesure du niveau des prix. Pour le reste, elle s'explique en partie par la hausse des prix des loyers, en janvier.

Après cette date, les indices ont montré une grande stabilité puisque la variation est de 0,3 p. 100 de janvier à mai pour l'indice des 250 articles.

L'indice des 179 articles a connu à peu près la même évolution, augmentant sensiblement en janvier, puis très faiblement en février. L'indice a ainsi dépassé le niveau qui déclenche la procédure d'indexation du S. M. I. G. Mais, après cette date, le niveau de l'indice a diminué très légèrement en mars, puis s'est stabilisé, de sorte que le S. M. I. G. n'a pas à être augmenté puisque le mécanisme de l'indexation prévoit que le salaire minimum ne sera augmenté que si l'indice dépasse le niveau prévu deux mois de suite. La légère baisse de mars a suffi à faire passer l'indice au-dessous du seuil de déclenchement de la procédure d'augmentation du S. M. I. G. En mai cependant, les prix de détail se sont relevés et le seuil de déclenchement du S. M. I. G. a été atteint par l'indice des 179 articles, cependant que l'indice des 250 articles baissait légèrement. Cette différence d'évolution tient à la manière différente dont sont prises en compte les pommes de terre nouvelles, dans les deux indices, et au fait qu'un seul des deux tient compte de l'évolution saisonnière.

En juin, les produits alimentaires sont restés élevés pendant la première quinzaine, notamment en raison de l'absence de répercussion au stade de détail, de la baisse saisonnière des légumes (ce qui a tendance à faire monter les indices désaisonnalisés, notamment celui des 179 articles). Une action gouvernementale énergique, la bonne volonté d'une partie du commerce a permis à cette répercussion de se produire pendant la deuxième quinzaine de juin.

La même caractéristique de stabilité se retrouve dans l'étude de l'évolution des prix par grandes catégories de produits. Les prix agricoles et alimentaires n'ont pas suivi une évolution différente des prix non alimentaires.

Seule, l'évolution des prix de gros paraît un peu plus irrégulière. Les prix des combustibles industriels ont sensiblement diminué en mars et en avril : la baisse au total est de 3 p. 100. Par contre, en avril les produits industriels montrent une certaine augmentation, due à la hausse du prix de l'acier. Le Gouvernement, en effet, a autorisé la répercussion de cette hausse qui atteint 4,75 p. 100 aux différents stades de la production. Pour les mois à venir, il y aura là un facteur de hausse légère des indices de prix.

L'indice des prix de gros alimentaires a également enregistré des hausses en avril et mai qui sont dues en gros à l'augmentation assez forte des prix des pommes de terre.

Mais l'ampleur de ces mouvements reste très faible en tout état de cause, si on le considère sur une période de plusieurs mois et relève en grande partie du caractère saisonnier.

TABLEAU N° 37

Evolution des indices généraux des prix.

	1959			1960				
	Octobre.	Novembre.	Décembre.	Janvier.	Février.	Mars.	Avril.	Mai.
Indice des prix de gros (1949 = 100)	177,9	178,4	179,2	180,6	179,2	178,4	180,1	181,9
Indice des prix de détail à Paris (250 articles) (1er juillet 1956-30 juin 1957 = 100)	127,6	128,4	128,4	130,1	130,4	130,4	130,6	130,3
Indice des 179 articles (juillet 1957 = 100)	121,15	121,37	121,24	122,12	122,51	122,26	122,28	122,73
Indice des prix de détail en province (1957 = 100)	»	»	121	»	»	121,9	»	»

TABLEAU N° 38

Evolution des prix agricoles et alimentaires au stade de la production, du gros et du détail.

	1959			1960				
	Octobre.	Novembre.	Décembre.	Janvier.	Février.	Mars.	Avril.	Mai.
Indices des prix de gros agricoles au stade de la production (base 100 en 1955)	138	139	134,9	141	139,4	141	141,9	»
Dont :								
Production d'origine végétale	144,9	145,9	143,2	148,9	147,3	150,3	153,9	»
Production d'origine animale	135,1	136	131,2	137,8	136,2	137,2	137	»
Indices des prix alimentaires :								
Stade de gros (1949 = 100)	166,6	167,5	168,4	170,1	166,3	165,5	168,4	117,3
Stade de détail :								
Paris (1er juillet 1956—30 juin 1957 = 100)	127,8	128,5	128,5	129,4	129,7	129,3	129,6	129,4
Province (1957 = 100)	122,6	123,2	123,2	123,9	123,9	123,4	123	123,5
Indices des prix des fruits et légumes frais à Paris :								
Gros (1957 = 100)	121,3	119,9	108,8	122,2	104,5	94,5	103,3	84
Détail (1957 = 100)	124	117,1	106,9	114,4	107,5	100,7	105,6	100,1

TABLEAU N° 39

Evolution des prix des produits non alimentaires.

	1959			1960				
	Octobre.	Novembre.	Décembre.	Janvier.	Février.	Mars.	Avril.	Mai.
Prix de gros (1949 = 100) :								
Combustibles industriels	197,2	199	199	199,2	200	197,2	193,1	193,4
Produits industriels	181,4	181,2	182,2	183,8	183,8	183,6	186,1	185,9
Prix de détail à Paris (250 articles) (1er juillet 1956—30 juin 1957 = 100) :								
Ensemble des produits non alimentaires	127,5	128,2	128,3	130,7	131,2	131,6	131,7	131,3
Dont :								
Habitation	128,8	130,3	130,3	132,3	133	133,3	133,1	131,6
Hygiène et soins	133	133	133,1	144,2	144,4	145,5	146,3	146,4
Transports	123,7	124	123,9	123,9	124,8	124,9	124,9	124,5
Habillement et linge	116,8	117,4	117,6	117,5	118	118,4	118,9	118,9
Distraction et divers	142,7	142,8	142,9	143,3	143,4	143,6	143,9	144,2

II. — Revenus et pouvoir d'achat.

Au cours du premier trimestre, l'indice des salaires horaires a augmenté de 1,5 p. 100 d'après les résultats de l'enquête trimestrielle du ministère du travail. Ce chiffre est très comparable à celui enregistré pour les trois derniers trimestres de 1959, ainsi que le montre le tableau n° 40.

TABLEAU N° 40

Evolution du taux horaire des salaires.

(Base 100 au 1er janvier 1956.)

1er AVRIL 1959.	1er JUILLET 1959.	1er OCTOBRE 1959.	1er JANVIER 1960.	1er AVRIL 1960.
131,3	133,1	134,1	137,2	139,3

Au total, depuis un an, c'est-à-dire depuis le 1er avril 1959, le taux horaire des salaires aurait augmenté d'environ 6 p. 100, soit à peine 0,5 p. 100 par mois en moyenne, et à peine plus que l'augmentation de la production moyenne du pays.

La progression de l'indice des 250 articles paraît avoir été légèrement inférieure à la progression des salaires horaires (voir tableau n° 37), de sorte que le pouvoir d'achat horaire moyen du salarié de l'industrie et du commerce aurait légèrement augmenté : + 2 p. 100 en un an.

La comparaison de l'indice des 250 articles avec les budgets types des organisations syndicales et de l'institut d'observation économique donne des pourcentages d'augmentation du pouvoir d'achat encore un peu inférieurs, de sorte que celui-ci paraît alors très proche de la stabilité.

Si l'on étudie l'évolution non plus seulement du salaire direct, mais celle du salaire indirect sous sa forme d'allocations familiales, un léger décalage en sens inverse apparaît entre prix et prestations sociales.

L'étude de l'évolution du pouvoir d'achat par référence à des périodes plus anciennes, 1er janvier 1956 et 1er juillet 1957, montre un décalage très sensible entre l'évolution des prix et celle des allocations familiales, notamment dans les exemples cités dans le tableau n° 41 pour le père de deux enfants. De même, pour ces mêmes périodes, si l'on compare l'évolution du budget de la famille de quatre personnes et celle du revenu mensuel net du père de famille de deux enfants, on constate un certain décalage.

Enfin, si l'on rapproche l'évolution moyenne depuis le 1er juillet 1957 des divers budgets types et de l'indice des prix, à celle des revenus mensuels nets des ouvriers, on remarque une assez sensible distorsion, les premiers ayant sensiblement plus augmenté que les seconds (voir tableau ci-après).

TABLEAU N° 41

Evolution du pouvoir d'achat depuis 1949.

(En pourcentages.)

	DE L'ANNÉE 1949 au 1er avril 1960.	DU 1er JANVIER 1956 au 1er avril 1960.	DU 1er JUILLET 1957 au 1er avril 1960.	DU 1er AVRIL 1959 au 1er avril 1960.	DU 1er OCTOBRE 1959 au 1er avril 1960.	DU 1er JANVIER 1960 au 1er avril 1960.
Indice général de l'activité des ouvriers.....	+ 9	+ 4,3	+ 1	+ 1,8	— 0,8	+ 0,6
.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....
Taux des salaires horaires.....	× 2,8	+ 39,3	+ 25	+ 6,2	+ 3,8	+ 1,5
Revenus mensuels nets dans la zone 0 (1) :						
Célibataire	× 3	+ 43,4	+ 21	+ 9,7	+ 3,5	+ 2,8
Père de deux enfants.....	× 2,7	+ 36,7	+ 19,5	+ 8,1	+ 2,6	+ 2,2
Père de cinq enfants (6).....	× 2,4	+ 30,3	+ 19	+ 8	+ 1,9	+ 1,5
Allocations familiales dans la zone 0 (3) :						
Père de deux enfants.....	× 1,6	+ 8,6	+ 8,6	+ 3,6	=	=
Père de cinq enfants (6).....	× 1,9	+ 17,9	+ 11,9	+ 6,6	=	=
Indice des 250 articles.....	»	»	+ 28,7	+ 4,1	+ 2,8	+ 1
Indice des 213 articles (2).....	× 1,9	+ 30,6	»	»	»	»
Budgets-types :						
C. G. T.-F. O.....	× 2,7	+ 56,5	+ 38,6	+ 5,7	+ 4,5	+ 2,7
C. F. T. C.....	× 2,4	+ 47,8	+ 34,2	+ 6	+ 2,8	+ 1
C. G. T. (4).....	»	+ 47,2	+ 28,9	+ 4,2	+ 1,3	=
I. O. E. budget du manœuvre (5).....	× 2,3	+ 46,4	+ 34,5	+ 7,1	+ 2,3	+ 0,7
U. N. A. F. (famille de 4 personnes).....	»	+ 41,8	+ 22	+ 10,7	+ 2,8	+ 0,5

(1) Ensemble (professionnels et manœuvres). Le revenu mensuel net des salariés est obtenu à partir des moyennes des salaires horaires, compte tenu de la durée du travail, des majorations pour heures supplémentaires, des retenues pour la cotisation ouvrière à la sécurité sociale, de la surtaxe progressive, de la prime de transport à Paris et des prestations familiales.

(2) Raccordé à l'indice des 250 articles selon la méthode adoptée par l'I. N. S. E. E.

(3) Les allocations familiales ont été revalorisées le 1er janvier 1955, le 1er avril 1956, le 1er janvier 1957, le 1er janvier 1958, le 1er août 1959.

(4) 15 avril 1960/15 décembre 1955. — 15 avril 1960/15 juillet 1957. — 15 avril 1960/15 avril 1959. — 15 avril 1960/15 octobre 1959. — 15 avril 1960/15 janvier 1960.

(5) 15 avril 1960/moyenne année 1949. — 15 avril 1960/15 janvier 1956. — 15 avril 1960/15 juillet 1957. — 15 avril 1960/15 avril 1959. — 15 avril 1960/15 octobre 1959. — 15 avril 1960/15 janvier 1960.

(6) Dont deux enfants de plus de dix ans.

TABLEAU N° 42

Variations comparées des rémunérations mensuelles nettes moyennes (salaires directs et prestations familiales) établies sur la base des chiffres publiés par le ministère du travail, ramenées à l'équivalence-adulte, ou unité de consommation.

(En indices.)

	1949	1956	1957 — 1er juillet.	1958 — 1er octobre.	1959		1960	
					1er avril.	1er octobre.	1er janvier.	1er avril.
Manœuvre (base 100: manœuvre célibataire).								
Manœuvre :								
Père de 2 enfants.....	58	52	50,4	50,5	50,2	47,4	49,8	49,4
Père de 5 enfants.....	63,5	53	49,9	49,8	49,4	49,6	49,4	48,7
Professionnel (base 100: manœuvre célibataire).								
Professionnel :								
Père de 2 enfants.....	72,2	67,4	65,3	65,4	64,6	64,7	64,4	64,3
Père de 5 enfants.....	72,5	62,8	59,4	59,4	58,7	59,1	58,8	58,3
Professionnel (base 100: professionnel célibataire).								
Professionnel :								
Père de 2 enfants.....	54,2	48,9	47,7	47,6	48	47,7	47,6	47,3
Père de 5 enfants.....	54,4	45	43,4	43,2	43,6	43,6	43,4	42,9

N. B. — Les comparaisons de ressources globales aux différentes dates, ou leur traduction habituelle en indices, fournissent des indications proportionnellement exactes pour un même cas pris isolément, mais qui sont dénuées de comparabilité entre elles d'une ligne à une autre à une même date.

En ramenant les rémunérations mensuelles nettes, dans chaque cas, à la ressource par unité de consommation, on obtient des indices rendus comparables entre eux à une même date.

Les chiffres sont par nature des chiffres globaux. Il serait souhaitable de pouvoir les différencier.

Malheureusement, on ne dispose pas de mise à jour de la remarquable étude de l'I. N. S. E. E., menée par M. Vacher sur les aspects de la structure des salaires horaires donnés dans l'industrie et le commerce en 1954, qui portaient à l'époque quatre types de disparités suivant : l'activité, la zone d'abattement, le sexe et la catégorie professionnelle.

Rappelons qu'à l'époque les gains horaires pour la France entière (par gains les statisticiens entendent l'ensemble des rémunérations) s'établissaient autour de la moyenne par une large fourchette :

En 1954.

Industrie polygraphique	131
Industrie mécanique et électrique	115
Industrie chimique et caoutchouc	112
Production des métaux	107
Industrie du verre	102
Bâtiment et travaux publics	101
Moyenne	101
Industrie textile	90
Industrie de l'ameublement	90
Cuirs et peaux	86
Habillement et travaux des étoffes	81

Si l'on ne dispose pas de données pour mettre à jour ce tableau, par contre, on peut suivre l'évolution des autres disparités.

La disparité par zone a relativement peu évolué ces dernières années comme le montre le tableau n° 43 malgré les diminutions officielles de zone de salaire. Elle aurait plutôt eu tendance à augmenter.

L'augmentation de la disparité par sexe est encore plus nette, comme le montre le tableau n° 44.

La disparité suivant les qualifications est remarquablement stable, comme le montre le tableau n° 45.

Il est remarquable que, tout au moins pour la gamme couverte par les statistiques, les disparités aient si peu varié dans le temps.

TABLEAU N° 43

Taux de salaires horaires.
Abattements moyens des salaires de province par rapport à ceux de Paris par zone d'abattement de salaires.

(Source, enquête trimestrielle du ministère du travail.)

(En pourcentage des salaires de Paris.)

DATE	ZONE 2,22 p. 100.	ZONE 4,44 p. 100.	ZONE 6,67 p. 100.	ZONE 8 p. 100.
Moyenne 1949	9,3	14,9	19	23,3
1er janvier 1956	12,9	16,4	20,5	22,6
1er juillet 1957	15,7	19,2	23,3	25,1
1er avril 1959	16,6	18,9	22,6	24,2
1er octobre 1959	17	19,2	23,2	24,9
1er janvier 1960	16,4	19,1	22,8	24,6
1er avril 1960	16,7	19	23,3	25

N. B. — Taux d'abattement en vigueur depuis le 1er avril 1956.

TABLEAU N° 44

Ecart moyen, à qualification égale, des salaires des femmes par rapport à ceux des hommes.

(En pourcentage des salaires masculins.)

Moyenne 1949	7,3	1er octobre 1959	9,2
1er janvier 1956	6,8	1er janvier 1960	8,9
1er juillet 1957	8,4		
1er avril 1959	8,8	1er avril 1960	9,2

TABLEAU N° 45

Taux de salaires horaires.
Ecart selon la catégorie professionnelle.

(Salaires masculins.)

(Enquête trimestrielle du ministère du travail.)

DATE	MANŒUVRE ordinaire.	MANŒUVRE spécialisé.	OUVRIER spécialisé.	OUVRIER qualifié.	OUVRIER hautement qualifié.
Moyenne 1949 (1)	100	107	117	132	154
1er janvier 1956 (1)	100	106	114	127	153
1er janvier 1956 (2)	100	105	114	128	147
1er juillet 1957 (2)	100	106	115	130	150
1er avril 1959 (2)	100	105	115	131	151
1er octobre 1959 (2)	100	106	115	131	152
1er janvier 1960 (2)	100	106	116	131	152
1er avril 1960 (2)	100	106	116	132	153

(1) Ancienne série.
(2) Nouvelle série.

CHAPITRE II

FINANCES PUBLIQUES ET MARCHE MONETAIRE

I. — Les finances publiques.

1° EXÉCUTION DU BUDGET DE 1959

Intégrée dans le cadre des mesures monétaires prises à la fin de l'année 1958, la politique budgétaire de 1959 avait été dominée par deux objectifs : la limitation de l'impasse et l'accroissement des investissements sur fonds publics.

a) *Limitation de l'impasse.*

On dispose de chiffres définitifs pour l'année 1959, ce qui permet de mettre au point les indications du précédent rapport : prévu à 587 milliards, le déficit public de 1959, c'est-à-dire le solde entre les charges et les ressources du Trésor, s'est élevé en définitive à 716 milliards de francs. Cependant, sur ce total, 98 milliards correspondent à la part payable en francs du quota de la France auprès du Fonds monétaire international, règlement qui a d'ailleurs été fait en bons du Trésor.

Pour estimer le déficit public et le comparer aux années précédentes, on le calculera suivant la présentation passée (en n'incluant pas le paiement au Fonds monétaire international pour l'année 1959) et on corrigera le chiffre obtenu de l'indice des prix de détail. L'évolution est la suivante :

TABLEAU N° 46

ANNÉES	IMPASSE	INDICE des prix de détail.	IMPASSE aux prix de 1952.	REVENU national prix courant.	POURCENTAGE de l'impasse au revenu national.
	(1)	(2)	(3 = 2 : 1)	(4)	(5 = 4 : 1)
1952.....	660	100	660	10.800	6,1
1953.....	652	99	658	11.290	5,8
1954.....	664	99	670	12.050	5,5
1955.....	662	99	668	13.080	5,1
1956.....	1.004	102	984	14.530	6,9
1957.....	1.041	104	1.000	16.170	6,4
1958.....	690	120	575	18.230	3,8
1959.....	(a) 780	127	614	19.590	3,9

(a) Le chiffre de 780 est calculé suivant la présentation antérieure à 1958.

Ces chiffres font ressortir que de 1952 à 1955, une impasse sensiblement égale correspondait à une part plus forte du revenu national. Après deux années de relâchement et le retour à un équilibre plus strict, l'impasse n'atteint pas 4 p. 100 du revenu national. Si l'on se rappelle que le déficit des comptes du Trésor correspond à des investissements productifs, on voit que sa signification économique est la suivante : le Trésor se charge de rassembler une épargne égale à 4 p. 100 du revenu national pour financer certains investissements du secteur nationalisé.

TABLEAU N° 47

Budget de 1959 (1).

(En milliards de francs.)

	1958 — Définitif.	1959 — Loi de finances.	1959 — Définitif.	VARIATIONS 59 définitif. / 58 définitif.
I. — *Dépenses budgétaires.*				
Dépenses civiles ordinaires	2.927	3.104	3.254	+ 11,2
Dépenses civiles en capital	532	618	628	+ 18,0
Dommages de guerre.....	165	173	173	+ 4,8
Dépenses militaires.....	1.450	1.576	1.644	+ 13,4
Total I.....	5.075	5.471	5.699	+ 12,3
II. — *Dépenses du Trésor.*				
F. D. E. S.....	233	335	355	+ 43,8
H. L. M.....	175	184	214	+ 22,3
Solde des comptes spéciaux	54	(2) 199	(2) 175	»
Total II.....	462	718	724	+ 56,7
Ensemble I et II.....	5.537	6.189	6.423	+ 16,0
Ressources		5.602	5.707	
Solde = charges — ressources...		587	716	

(1) Non compris les dépenses et recettes sur ressources affectées (116 milliards en 1959).

(2) Dont 160 milliards correspondant au montant net de la consolidation des prêts à moyen terme à la construction.

b) *Augmentation des investissements publics.*

Les investissements sur fonds publics ont été augmentés. Les crédits de paiement utilisés en 1959 se sont généralement inscrits à 17 p. 100 au-dessus de ceux de 1958. Comme l'augmentation des prix a été d'environ 6 p. 100, on peut dire que généralement l'augmentation en volume des investissements sur fonds publics a été de 10 p. 100 environ d'une année sur l'autre.

TABLEAU N° 48

	AUTORISATIONS DE PROGRAMME		
	1958 — Définitif.	1959 — Définitif.	Variation en pourcentage.
Investissements civils en métropole.	968,5	1.082,1	+ 11,7
Investissements civils hors métropole	228,0	259,0	+ 13,6
Investissements militaires.....	403	478	+ 18,6
	CRÉDITS DE PAIEMENT		
	1958 — Définitif.	1959 — Définitif.	Variation en pourcentage.
Investissements civils en métropole.	1.029,6	1.218,0	+ 18,3
Investissements civils hors métropole	221,6	268,1	+ 21,0
Investissements militaires.....	517	595	+ 15,1
Total	1.768,2	2.081,1	+ 17

2° LA LOI DE FINANCES POUR 1960

a) *Nouvelle présentation.*

La loi de finances pour 1960 est la première qui ait été préparée et votée en application des dispositions de la Constitution du 5 octobre 1958 et de l'ordonnance n° 59-12 du 2 janvier 1959 portant loi organique relative aux lois de finances.

Sur le plan général économique, la loi de finances abandonne l'obligation de fonder les perspectives budgétaires sur les comptes économiques et se borne à indiquer que le projet de loi des finances est accompagné d'un rapport économique et financier définissant l'équilibre économique et financier, les résultats connus et les perspectives d'avenir.

Cette différence tend à donner à l' « endettement net » du Trésor une limite voisine de celle de 1959 soit environ 6 milliards de nouveaux francs, l' « expérience de ces dernières années ayant montré qu'au-delà de cette limite, une telle charge ne pouvait être supportée normalement par le Trésor sans recourir à des procédés de financement de caractère inflationniste ». Précédemment, l'impasse était fixée par les conditions générales de l'équilibre économique.

Cette régression incontestable du point de vue scientifique ne doit pas faire oublier que sur le plan intérieur, l'assainissement financier a été réalisé par le budget de 1958, et que le chiffre de 600 milliards de francs avait alors correspondu à un calcul économique, exécuté en fonction d'une politique de restriction de crédit commencée fin 1957, calcul qui s'est montré parfaitement efficace sur le plan intérieur.

Par ailleurs, un certain nombre d'améliorations comptables ont été introduites dans la nouvelle présentation. Les dépenses qui étaient prévues sur ressources affectées (titre VIII) sont désormais incorporées dans le budget général ; les ressources correspondantes sont comprises maintenant dans l'évaluation des recettes : ainsi pour la deuxième année consécutive, le contenu du budget est étendu.

Enfin, dans la présentation nouvelle, les dépenses à caractère définitif sont désormais distinguées des opérations à caractère temporaire, qui en fait, retracent l'activité bancaire de l'Etat.

Cette distinction ne recouvre pas celle des dépenses ordinaires et des dépenses en capital, mais elle peut y être rattachée : les opérations de caractère définitif couvrent à la fois les dépenses ordinaires et certaines dépenses en capital. Ainsi, dans le budget de 1960, l'excédent des ressources de caractère définitif (essentiellement fiscal) sur les dépenses de caractère définitif est de 560 millions de nouveaux francs (contre 920 millions de nouveaux francs en 1959). Ceci veut dire que les recettes fiscales (et assimilées, à l'exclusion de tout remboursement de prêt) couvrent à la fois des dépenses ouvertes et les dépenses de l'Etat en capital, militaires comme civiles, comme cela fut en 1959. Le tableau général des charges et ressources de la loi de finances de 1960, ci-dessous, montre cette ventilation. Il a fallu reconstituer de la même manière un tableau représentant les opérations du budget 1959, parues sous une autre présentation.

Le solde général de la loi des finances — alias impasse — apparaît alors comme étant de 6.300 millions de nouveaux francs, pratiquement le même que l'année précédente (les chiffres donnés à l'alinéa précédent pour 1959 différaient légèrement car ils correspondaient à l'ancienne présentation).

TABLEAU N° 49

Tableau général des charges et des ressources de la loi de finances 1960.
(En millions de nouveaux francs arrondis.)

NATURE DES OPÉRATIONS	LOI DE FINANCES 1960		LOI DE FINANCES 1959	
	Charges.	Ressources.	Charges.	Ressources.
I. — OPÉRATIONS DE CARACTÈRE DÉFINITIF				
1° *Budget général.*				
Dépenses ordinaires civiles (titres I, II, III, IV)	33.611		31.319	
Dépenses civiles en capital (titres V, VI, VII)	7.866		7.583	
Dépenses militaires (titres III, IV, V)	16.534		15.900	
Total des dépenses	58.011		54.802	
Recettes fiscales		51.971		49.916
Autres recettes (remboursements de prêts exclus)		6.604		5.925
Total des recettes		58.575		55.841
Solde des opérations du budget général	+ 564		+ 1.039	
2° *Budgets annexes* (1).				
Total des charges et des recettes des budgets annexes	9.745	9.601	7.447	7.307
Solde des opérations des budgets annexes	— 144		— 140	
3° *Comptes d'affectation spéciale* (partie).				
Dépenses civiles ordinaires	1.313			
Dépenses en capital	609			
Dépenses militaires	620			
Total des dépenses	2.542			
Ressources affectées à ces comptes		2.682		
Solde des opérations des comptes d'affectation spéciale	+ 140		+ 21	
Solde des opérations de caractère définitif	+ 560		+ 920	
II. — OPÉRATIONS DE CARACTÈRE TEMPORAIRE				
1° *Comptes de prêts et de consolidation.*				
Prêts aux organismes d'H. L. M.	2.150	117	1.840	90
Consolidation des prêts spéciaux à la construction	1.450	»	1.600	»
Prêts du fonds de développement économique et social	3.250	606	3.350	510
Prêts divers de l'Etat :				
Prêts du titre VIII nouveau (ancien titre VI B)	273	»	327	»
Prêts directs du Trésor	35	2	41	41
Avances du Trésor consolidée par transformation en prêts	44	30	170	31
	7.202	755	7.328	672
Opérations d'ordre de consolidation	»	44	»	170
Montant brut des charges et des ressources	7.202	799	7.328	842
Variation nette d'encours des prêts	— 6.403		— 6.486	
2° *Comptes d'avances.*				
Variation nette d'encours des avances	— 94		— 97	
3° *Comptes d'affectation spéciale* (partie).				
Variation nette d'encours de ces prêts	— 79		— 78	
4° *Autres comptes spéciaux.*				
Solde des comptes de commerce	— 177		— 199	
Solde des comptes d'opérations monétaires	— 30		— 20	
Solde des comptes de règlement avec les gouvernements étrangers	— 40		— 60	
Comptes de liquidation	»		+ 12	
Solde des opérations des autres comptes spéciaux	— 247		— 267	
Solde des opérations de caractère temporaire	— 6.823		— 6.928	
Solde général des opérations de la loi de finances	— 6.263		(2) — 6.008	

(1) Caisse nationale d'épargne, Imprimerie nationale, Légion d'honneur, Ordre de la Libération, Monnaies et médailles, Postes et télécommunications, Prestations sociales agricoles, R. T. F., Essences, Poudres.

(2) Soit solde de la loi de finances de 1959: 587 milliards ou 5.870 millions de nouveaux francs + 140 millions de nouveaux francs du solde des budgets annexes.

On peut se rendre compte de la nature de cette impasse en reprenant les principaux postes.

Elle consiste essentiellement en :

Prêts aux organismes d'H. L. M.	2,15
Consolidation aux prêts à la construction	1,45
Prêts du fonds de développement économique et social	3,25
Milliards de nouveaux francs	6,85

dont une légère partie est couverte par l'excédent budgétaire des opérations à titre définitif, puisque le Trésor doit seulement à présent 6,26 millions de nouveaux francs.

On remarquera comment ces chiffres sont voisins de ceux de l'année dernière.

En fait le tableau ci-après compare, malgré leur différence de présentation effective, les investissements sur fonds publics (et les paiements de dommages de guerre) en 1959 et 1960. Seuls les crédits aux H. L. M. sont en progression.

TABLEAU N° 50

Investissements sur fonds publics.

(En millions de nouveaux francs.)

	LOI de finances 1959. (Crédits de paiement.)	LOI de finances 1960.
Investissements budgétaires (titres V et VI du budget général)	6.980	(1) 6.628
F. D. E. S.	3.350	3.250
H. L. M.	1.840	2.150
Consolidation des prêts à la construction	1.600	1.450
Dépenses civiles à caractère définitif des comptes d'affectation spéciale (2)	1.541	1.822
Dépenses à caractère temporaire	85	90
Pour mémoire : dommages de guerre	(1.730)	(1.570)

(1) Autorisations de programme.

(2) Ces comptes retracent en dehors de leurs opérations habituelles une partie des opérations de l'ancien titre VIII : fonds textile, fonds d'assainissement du marché de la viande, fonds du progrès agricole, fonds de soutien des hydrocarbures, fonds routier. En 1959, les crédits de paiements pour les dépenses, sur ressources affectées, les budgets annexes civils et les comptes spéciaux se montaient dans la loi de finances à 1.541 millions de nouveaux francs.

b) *Exécution du budget de* 1960.

Malgré la ressemblance de leurs prévisions chiffrées, les budgets de 1959 et 1960 ont connu pendant le premier semestre un déroulement fort différent. Au commencement de juin, l'impasse était négative d'un montant de 1 milliard de nouveaux francs. En d'autres termes pour les cinq premiers mois de l'année les recettes excédaient les dépenses (y compris les prêts), de 1 milliard de nouveaux francs. Ceci impliquerait, si les prévisions annuelles étaient respectées, un déficit de 8 milliards de nouveaux francs pour les seuls sept derniers mois de l'année. Comme le Trésor a continué à emprunter, notamment en raison des souscriptions des particuliers aux bons sur formules, ses disponibilités ont été très larges et il a remboursé des avances ou va augmenter ses comptes créditeurs aux correspondants notamment à la Caisse des dépôts et consignations (pour 2 milliards de nouveaux francs au total).

En 1959, l'impasse avait été sensiblement accélérée au premier trimestre par une politique consciente d'accélération de certaines dépenses (comptes de prêts et dépenses militaires). Faute d'une telle impulsion, l'exécution du budget de 1960 a repris et même accentué son caractère saisonnier suivant lequel les recettes sont supérieures aux sorties du Trésor pendant les cinq premiers mois.

Ainsi l'exécution du budget de 1960 ressemble beaucoup plus à celle de 1958 qu'à celle de 1959. En 1958, elle ne contribua pas ou peu à l'arrêt de l'expansion. Elle a certes contribué à modérer l'expansion au premier trimestre de l'année. Par contre comme en 1958, l'exécution du budget procurera vraisemblablement au deuxième semestre une « relance » non négligeable.

Certes des imprévus peuvent normalement changer l'équilibre des ressources et des dépenses. Il semble qu'en particulier les recettes et les dépenses devraient être nettement réévaluées en hausse. On peut à peine dire que cette rectification était pour la majeure partie imprévue. Du côté des recettes on enregistre dès à présent 150 millions de nouveaux francs de plus-value pour les trois premiers mois de l'année. Du côté des dépenses, l'aide à l'enseignement, puis les prêts aux H. L. M., l'accroissement des traitements des fonctionnaires et celui des dépenses militaires sont déjà envisagés. Cependant, la décision gouvernementale est de maintenir l'impasse effective et calculée suivant la nouvelle présentation à 7 milliards de nouveaux francs.

TABLEAU N° 51

Situation des opérations du Trésor à la fin des quatre premiers mois de 1959 (1) *et* 1960.

(En millions de nouveaux francs.)

CHARGES	1959	1960	RESSOURCES	1959	1960
Opérations à caractère définitif.					
Exercice précédent	262	254	Exercice précédent	114	96
Exercice courant	1.661	1.631	Exercice courant		
Dépenses civiles	1.014	1.117	Recettes du budget général et divers	1.839	2.017
Dépenses militaires	486	450			
Dommages de guerre	61	64			
Opérations à caractère provisoire.					
Comptes de prêts	187	155	Remboursements de prêts	16	23
Autres comptes spéciaux	64	»	Autres comptes spéciaux	»	1
			Solde général des lois de finances	+ 106	— 107
Total	2.074	2.040	Total	2.074	2.040

(1) Prémutation de la loi de finances.

TABLEAU N° 52

Financement du déficit ou excédent de trésorerie des quatre premiers mois de 1959 et 1960 (1).

	1959	1960
Emprunts à long terme :		
Emprunts auprès du public	»	»
Remboursement d'emprunts	— 59	— 44
Bons du Trésor :		
Sur formules (épargne)	81	109
En comptes courant dans les banques	98	71
Correspondants	— 4	— 102
Institut d'O. M.	— 30	— 24
En caisses et fonds de roulement	— 68	+ 22
Avances de la Banque de France	+ 76	— 164
Divers	+ 12	+ 25
Total (2)	+ 106	— 117

(1) L'excédent de trésorerie serait pratiquement le même pour les cinq premiers mois de 1960 (— 99) que pour les quatre premiers (— 107).
(2) Le déficit est affecté du signe + et l'excédent du signe —.

II. — L'aisance du marché monétaire.

1° LES DISPONIBILITÉS.

Le marché monétaire a connu depuis janvier 1959 une large aisance. Celle-ci s'était particulièrement manifestée pendant le dernier trimestre de l'année précédente.

Les disponibilités monétaires qui avaient augmenté de 4,53 milliards de francs pendant les neuf premiers mois (ce qui correspond à peu près en pourcentage à la cadence des années 1955 à 1957) ont progressé de 4,90 milliards de francs pendant les trois derniers. Cette évolution ne s'est pas maintenue pendant le premier trimestre de l'année 1960, période pendant laquelle les disponibilités monétaires se sont contractées de 0,95 milliard. Mais au cours du mois d'avril, la masse monétaire a repris son mouvement ascendant et subi une forte augmentation (1,37 milliard) : les dépôts à vue notamment sont passés de 48,36 à 49,51 milliards (+ 1,15 milliard).

La part des billets de banque et des monnaies divisionnaires dans les disponibilités monétaires est restée relativement faible en 1959. En effet, l'expansion de la circulation fiduciaire n'a atteint que 0,54 milliard de francs, soit 1,5 p. 100 en valeur relative. Le taux d'accroissement annuel qui, de la fin de la guerre à 1956, dépassait le plus souvent 10 p. 100 était déjà tombé à 5,1 p. 100 et 6,1 p. 100 en 1957 et 1958. Au cours des quatre premiers mois de 1960, la circulation fiduciaire est restée stable alors que durant la même période de 1959, elle avait diminué de 0,84 milliard.

2° LES CONTREPARTIES

a) L'accroissement des réserves en or et en devises, qui atteignait 6,53 milliards de francs pour les neuf premiers mois de 1959, s'est élevé à 0,70 milliard pendant le quatrième trimestre 1959 et 0,69 milliard pendant le premier trimestre 1960.

De fin mars à fin mai de nouveaux accroissements des réserves ont été enregistrés : 0,38 milliard en avril, 0,10 milliard en mai.

Depuis le 30 septembre 1959, la France a fait face à de fortes échéances de dettes extérieures, ainsi qu'à des remboursements anticipés importants. La dette française au Fonds monétaire international n'est plus à fin mai que de 126 milliards de dollars environ ;

b) Les créances sur le Trésor public ont diminué nettement. Leur fléchissement a atteint 1.64 milliard au cours du dernier trimestre 1959 et 0,83 milliard pendant les quatre premiers mois de 1960 ;

c) Quant aux crédits à l'économie portés par le système bancaire, ils ont augmenté de 6,23 milliards durant le dernier trimestre 1959. Pendant le premier trimestre 1960, leur fléchissement saisonnier (— 0,85 milliard) a été moins marqué que durant la même période de 1959 (— 1,82 milliard). Leur accroissement a été en avril particulièrement important (+ 2,01 milliards).

L'analyse des encours recensés par la Centrale des risques montre que la poussée a atteint à peu près tous les secteurs d'activité.

3° RESSOURCES MONÉTAIRES ET INVESTISSEMENTS

a) L'augmentation de l'ensemble des crédits à court et à moyen terme entre le 1er janvier 1959 et le 30 avril 1960, 8,57 milliards ou 17 p. 100, a été financée à concurrence de 6,86 milliards ou 80 p. 100 sur des ressources monétaires, car les crédits portés par les banques et la Banque de France qui avaient un peu diminué pendant les neuf premiers mois de 1959 ont connu un accroissement sensible pendant le quatrième trimestre 1959 et les quatre premiers mois de 1960. Les organismes spécialisés, et notamment la Caisse des dépôts et consignations grâce aux excédents de dépôts dans les caisses d'épargne, ont accru, en seize mois, leur portefeuille d'effets de 1,71 milliard.

TABLEAU N° 53

Disponibilités monétaires et dépôts à terme.

	SITUATIONS AU				VARIATIONS			
	31 décembre 1958 (1).	30 avril 1959 (2).	31 décembre 1959.	30 avril 1960 (2).	Année 1958.	4 mois 1959.	Année 1959.	4 mois 1960.
	(En millions de nouveaux francs.)				(En pourcentage.)			
Billets en circulation	34.390	33.580	34.950	34.870	+ 6,2	— 2,4	+ 1,6	— 0,2
Monnaies divisionnaires	780	750	760	810	+ 4	— 3,8	— 2,6	+ 6,6
Dépôts à vue	40.170	41.140	49.060	49.510	+ 6,7	+ 2,4	+ 22,1	+ 0,9
Dont :								
Dépôts en banques	30.750	31.790	38.420	38.390	+ 5,1	+ 3,4	+ 24,9	— 0,1
Dépôts aux C. C. P., au Trésor et à la Banque de France	9.420	9.350	10.640	11.120	+ 12,4	— 0,7	+ 13	+ 4,5
Total des disponibilités monétaires	75.340	75.470	84.770	85.190	+ 6,4	+ 0,2	+ 12,5	+ 0,5
Dépôts à terme	3.940	4.590	5.430	6.190	+ 7,8	+ 16	+ 38	+ 14
Total des disponibilités monétaires et des dépôts à terme	79.280	80.060	90.200	91.380	+ 6,5	+ 1	+ 13,8	+ 1,3

(1) Sarre exclue.
(2) Chiffres provisoires.

b) Il en est résulté une aisance incontestable de la trésorerie des banques.

Celles-ci n'ont toutefois pas diminué leur réescompte. Elles ont, au contraire, laissé leur papier commercial à la Banque de France, de manière à éviter une réduction éventuelle des plafonds à leur niveau effectif. Ainsi approvisionnées en espèces, les banques ont préféré nourrir elles-mêmes leur papier à moyen terme. Ce dernier, en effet, dans l'état actuel de la réglementation bancaire, est susceptible d'être escompté immédiatement par la Banque de France, sans limitation aucune.

En tout état de cause, les banques préfèrent d'ailleurs nourrir elles-mêmes le papier à moyen terme, sur lequel elles gagnent plus ;

c) Certes, des tensions sur le taux de l'argent au jour le jour se sont produites en février et en avril. Elles ont eu une cause purement momentanée. Les banques ont eu à verser d'un seul coup au Trésor le produit de l'emprunt E. D. F. et leurs clients ont dû payer l'impôt sur les sociétés ainsi que les deux tiers provisionnels. Il est résulté de cette échéance des difficultés momentanées de trésorerie pendant que les sommes virées n'avaient pas encore fait retour à la trésorerie des banques. C'est un simple phénomène de cadence de versement ;

d) Il n'en reste pas moins que, dans l'état actuel de la réglementation du marché monétaire, la possession en grande quantité d'effets de moyen terme ôte à la Banque centrale tout effet régulateur sur le volume du crédit. Celle-ci en effet ne pourrait refuser le papier à moyen terme que les banques ne manqueraient pas de lui offrir si leur trésorerie était compromise, notamment par l'augmentation de crédits à court terme. Sans présenter aucun danger inflationniste immédiat, cette absence de mécanisme régulateur, jointe à l'aisance actuelle des disponibilités monétaires, poserait un problème au cas où une activité accrue et la réalisation de l'impasse au deuxième semestre relanceraient rapidement le marché.

III — Le crédit et l'investissement.

a) *Fin* 1959.

Pendant le dernier trimestre 1959, les besoins de l'économie en matière de crédit n'ont pas été limités au court terme ; il a été fait appel également à 2,98 milliards de nouveaux francs de long terme et 0,36 de moyen terme mobilisables.

Pendant l'ensemble de l'année 1959, les crédits à long terme ont été de 8,65 milliards de nouveaux francs environ et ceux à moyen terme de 0,65 milliard.

En 1959, les entreprises ont disposé de réserves abondantes, en raison notamment de rentrées de devises qu'elles ont effectuées plus rapidement que précédemment.

L'année 1959 apparaît comme une année de transition au cours de laquelle les entreprises privées ont cherché à reconstituer leurs liquidités mises à mal au cours de la période précédente. Le résultat a été une vive activité de ces entreprises sur le marché du court terme (placements et emprunts nets des entreprises y ont été sensiblement élevés).

En effet, les crédits à long terme ont atteint en 1959 des chiffres supérieurs à ceux de 1958. On ne peut donc pas parler de réserves vis-àvis des engagements à long terme. Par contre, un changement s'est opéré dans les modalités de financement des investissements : le crédit à moyen terme n'a joué en 1959 qu'un rôle d'appoint dans ce financement.

b) *Commencement* 1960.

Les premiers mois de 1960 ont incontestablement donné l'impression d'une hésitation. Du côté des prêteurs, on a pu noter une difficulté certaine dans le placement des emprunts : le taux de l'argent à long terme a culminé à 6,95 p. 100 en avril. Mais il est descendu à 6,10 p. 100 en mai et les grands emprunts de ce mois ont remporté un grand succès (Charbonnages de France, Crédit national), d'autant que le Trésor s'abstient de recourir au marché financier, en raison de ses excédents, mais aussi pour ne pas peser sur les taux. Ces derniers sont limités inférieurement par la hausse du taux de l'escompte : ramené de 5 p. 100 à 4 p. 100 entre le 16 octobre 1958 et le 23 avril 1959, ce taux pèse sur le coût de l'argent à long terme. Le taux des bons du Trésor, celui des caisses d'épargne d'autant plus élevés qu'ils sont nets d'impôts, empêchent l'abaissement du taux d'intérêt à long terme.

C'est cependant du côté des emprunteurs que l'hésitation est la plus grande. Le comportement des entreprises en 1959 se justifiait par la reconstitution des stocks des entreprises. Celui de 1960 est à la vérité difficile à analyser. Dans le rapport actuel des prix et des salaires, l'autofinancement est encore important, bien que très variable d'un secteur d'achat à l'autre. Les grandes entreprises ont incontestablement continué à investir. D'après leur réponse au questionnaire de l'I. N. S. E. E., il semble que les petites et moyennes industries se soient montrées hésitantes à dépasser le cadre de leurs ressources propres.

CHAPITRE III

Les échanges extérieurs.

Dans les premiers mois de 1960, la situation des échanges extérieurs est restée favorable, les résultats du premier trimestre confirment en effet le très net redressement opéré au cours de l'année 1959 en ce qui concerne tant la balance commerciale que la balance des paiements.

I. — La balance commerciale.

Le tableau n° 54 montre qu'au premier trimestre de 1960 l'ensemble des échanges extérieurs s'est soldé par un excédent du même ordre que celui atteint au quatrième trimestre de 1959. Mais ce résultat n'est pas très significatif, dans la mesure où la statistique de l'ensemble des échanges extérieurs comprend aussi bien les échanges avec l'étranger que ceux qui s'effectuent avec les pays d'outre-mer. Pour avoir une vue claire de l'évolution de notre commerce extérieur, il est nécessaire de distinguer les deux groupes.

A. — Les échanges avec la zone franc

L'excédent de nos échanges avec les pays de la zone franc, qui a pris un caractère permanent, a encore augmenté au cours du premier trimestre de l'année. Le taux de couverture est passé de 133 p. 100 pour l'ensemble de l'année 1959 à 156 p. 100 pour le premier trimestre de 1960.

Et cependant nos importations ont augmenté de 200 millions de nouveaux francs par rapport au trimestre correspondant de 1959 et de 232 millions de nouveaux francs par rapport aux trois derniers mois de 1959. Cette hausse est due notamment aux arrivages accrus de pétroles sahariens et gabonais.

Pour qu'un tel résultat soit obtenu, il à donc fallu que les exportations se soient développées dans la proportion de 38 p. 100 par rapport à l'année dernière. Les postes principaux qui ont enregistré une hausse sensible des exportations sont les véhicules automobiles, les fontes, fers et aciers, les machines et appareils, le matériel naval et aéronautique.

Si sur un an la différence paraît grande par rapport aux derniers mois de 1959, il apparaît cependant que la situation de nos échanges extérieurs est à peu près stable : le solde excédentaire du premier trimestre de 1960 est égal à celui des trois derniers mois de 1959. Les arrivages accrus de pétrole ont en effet commencé dès l'année dernière.

En avril, la couverture des importations a atteint 125 p. 100 seulement, les exportations ayant diminué alors que le haut niveau des importations s'est maintenu.

B. — Les échanges avec les pays étrangers

1° *Etude d'ensemble.*

Par rapport au premier trimestre de 1959, l'amélioration de la balance commerciale avec l'étranger est très spectaculaire, puisque le déficit passe de 568 millions de nouveaux francs à un chiffre très faible : 54 millions de nouveaux francs. En effet, la couverture des importations par les exportations est assurée à 99,3 p. 100 pour le premier trimestre de 1960. Or, étant donné les différences dans le mode d'enregistrement des frets et assurances pour les importations et les exportations C. A. F., on estime qu'une balance couverte à 93 p. 100 est équilibrée. Ainsi, en fait, pour le premier trimestre de 1960, c'est un excédent non négligeable qui résulte de la comparaison des importations et des exportations, calculées selon les mêmes méthodes.

Mais, comme pour les échanges avec les pays de la zone franc, si la différence paraît très nette quand on compare la situation des premiers mois de 1960 et celle des premiers mois de 1959, l'examen comparé des résultats du dernier trimestre de l'année dernière et du premier de cette année laisse apparaître une grande similitude dans l'évolution. La balance commerciale était non seulement déjà très satisfaisante dans les trois derniers mois de 1959, mais sa situation était même quelque peu meilleure encore, puisque le taux de couverture était de 103 p. 100. Mais il faut bien voir que la différence avec la couverture de la balance commerciale du premier trimestre de 1960 n'est pas significative.

En fait, c'est la même évolution qui s'est poursuivie. Et cette évolution se traduit non seulement par le maintien d'un pourcentage élevé de couverture, mais également par une augmentation presque continue du volume des échanges en ce qui concerne tant les importations que les exportations. Les importations, qui atteignaient 1.772 millions de nouveaux francs pour octobre, sont passées à 2.149 millions en mars dernier ; les

exportations, qui atteignaient 1.870 millions en octobre 1959, sont à 2.086 en mars. Ainsi le cap de 2 milliards de nouveaux francs a été passé dans le domaine des exportations, et ceci dès décembre dernier.

Ce résultat est très important, car c'est la progression du volume des exportations qui permet à l'économie française de s'approvisionner plus largement à l'étranger et assure ainsi la possibilité, pratiquée à notre économie, de poursuivre son expansion.

Telles sont les caractéristiques générales de l'évolution de nos échanges avec l'étranger au cours du premier trimestre de l'année.

En avril, le volume des échanges extérieurs est en baisse très légère par rapport au niveau des échanges du premier trimestre. Néanmoins, la situation de la balance commerciale demeure favorable ; les importations sont couvertes à 96 p. 100 par les exportations. En mai, les exportations se sont relevées au niveau de janvier et de février.

TABLEAU N° 54

Evolution de la balance commerciale.

(En millions de nouveaux francs.)

	1959			1960				
	Octobre.	Novembre.	Décembre.	Janvier.	Février.	Mars.	Avril.	Mai.
Ensemble des échanges extérieurs :								
Importations	2.253	2.212	2.663	2.495	2.701	2.807	2.665	»
Exportations	2.744	2.622	2.911	2.926	2.998	3.005	2.752	»
Balance	+ 491	+ 410	+ 248	+ 431	+ 297	+ 198	+ 87	»
Couverture (en pourcentage)	122	118,5	109	117	110	107	103	»
Echanges avec l'étranger :								
Importations	1.772	1.730	2.067	1.969	2.093	2.149	2.014	»
Exportations	1.870	1.799	2.036	2.024	2.074	2.086	1.938	2.030
Balance	+ 98	+ 69	— 31	+ 55	— 46	— 63	— 76	»
Couverture (en pourcentage)	106	104	99	103	98	97	96	»

2° *Etudes des importations et exportations en provenance et vers les pays étrangers par groupes de produits.*

a) Les exportations.

L'étude de l'évolution récente des exportations vers l'étranger a fait l'objet d'un long développement au chapitre II de la seconde partie du présent rapport. Il n'est donc pas nécessaire d'y revenir.

b) Les importations.

Les facteurs d'accroissement des importations pendant les premiers mois de 1960 ont été au nombre de deux : la sécheresse de l'année dernière, qui a entraîné une sensible augmentation des importations de produits agricoles, la reprise de la production.

Pour les quatre premiers mois de cette année, les importations de produits animaux ont presque doublé par rapport à la période correspondante de 1959 ; les importations de produits végétaux autres que les céréales et de produits alimentaires ont augmenté d'environ 50 p. 100. Le Gouvernement a décidé en effet de pallier les effets de la sécheresse de l'été dernier par des importations destinées à peser sur les prix. Ainsi ont été importées des quantités importantes de beurre et de fromage.

Ces importations ont peu à peu diminué d'ampleur au fur et à mesure que le besoin de telles importations tendait à diminuer. Il n'en reste pas moins que, pour cette période, les importations alimentaires auront eu une place nettement plus importante dans l'ensemble des importations en provenance de l'étranger que l'année dernière.

L'effet de la reprise n'a pas été moins sensible. Il apparaît assez clairement dans les données statistiques du commerce extérieur. En effet, dans une économie où la valeur de la monnaie est stable, le niveau des importations dépend essentiellement des besoins en approvisionnement de l'économie française en biens de consommation et surtout en matières premières, demi-produits et biens d'équipement. L'étude des importations au premier trimestre doit donc mesurer concrètement quels ont été les besoins réels de l'économie française. Il est d'autant plus intéressant d'analyser le mouvement des importations sous cet angle que pendant les premiers mois de l'année traditionnellement l'économie française se réapprovisionne en produits et demi-produits nécessaires à sa propre activité.

La comparaison des résultats de cette année avec ceux de l'année dernière montre une très forte augmentation des importations de matières premières textiles, de caoutchouc, de machines et appareils. Les accroissements enregistrés oscillent entre le doublement et le triplement. Par contre, les achats de charbon n'ont que faiblement augmenté et les importations de produits pétroliers en provenance de l'étranger ont baissé d'environ 8 p. 100.

Sans doute ces comparaisons n'ont-elles qu'une valeur limitée. En effet, il ne faut pas oublier que la référence à l'année 1959 n'est pas bonne, dans la mesure où le niveau de la production était très faible à cette époque de l'année et où les stocks de matières premières, par contre, devaient être importants.

De plus, la faible augmentation des importations de charbon n'est qu'un reflet de la conjoncture charbonnière générale. Enfin, l'évolution des importations de produits pétroliers en provenance de l'étranger n'a pas de valeur significative car il faut tenir compte du transfert de nos importations pétrolières des pays étrangers au profit de la zone franc.

Quoi qu'il en soit, il apparaît que si la balance commerciale n'avait pas bénéficié des effets heureux de l'exploitation des pétroles sahariens, elle n'aurait sans doute pas été placée dans un déséquilibre sérieux pendant les quatre premiers mois de l'année. Elle aurait été cependant nettement moins satisfaisante. Sans doute, ce phénomène aurait-il été dû en partie à l'augmentation temporaire des importations alimentaires à la suite de la sécheresse. Il n'en reste pas moins que dans cette hypothèse il serait apparu nettement que l'approvisionnement d'une économie en rapide expansion, qui dépasserait sans doute sensiblement le niveau des importations en matières premières atteint cette année, ne serait pas compatible avec un niveau élevé des importations alimentaires. Ceci montre de façon concrète l'importance du pétrole saharien et indirectement de l'exploitation du gaz de Lacq dans l'économie française.

TABLEAU N° 55

Importations de marchandises pendant les quatre premiers mois des années 1959 et 1960.

(En millions de nouveaux francs.)

	QUATRE MOIS	
	1959	1960
Produits du règne animal	187	316
Céréales	65	41
Autres produits du règne végétal	404	598
Produits des industries alimentaires, boissons, tabacs	184	216
Charbons	484	531
Produits pétroliers	1.055	975
Matières plastiques, caoutchouc	221	310
Matières premières textiles	599	1.008
Fontes, fers et aciers	242	622
Métaux non ferreux	318	400
Machines et appareils	730	792
Matériel de transport	180	383

II. — La balance des paiements.

Le tableau n° 51 donne les principaux résultats de la balance des paiements de la zone franc pour les deux semestres de l'année 1959. Ces résultats sont à peu près complets pour la balance générale des paiements entre la métropole et les pays étrangers. Pour les règlements entre les pays d'outre-mer et l'étranger, seul un solde net global a pu être dégagé.

Cette balance des paiements de 1959 présente par rapport à celle des années précédentes des caractères exceptionnels :

L'excédent net est de 1.046 millions de dollars, il aurait été de 1.154 millions de dollars si à la fin de l'année 1959, 108 millions de dollars n'avaient pas été remboursés par anticipation sur notre dette extérieure. L'amélioration par rapport à 1958 est évidemment considérable puisque cette année avait laissé un déficit de 98 millions de dollars.

Comment s'explique cette évolution favorable de la balance des paiements ? Le facteur fondamental est incontestablement l'excédent de 717 millions qu'ont laissé les opérations sur biens et services.

Cet excédent est lui-même dû à concurrence de 6 p. 100 à l'excédent enregistré sur les échanges de marchandises. C'est là un résultat très spectaculaire, si on le compare aux résultats des années précédentes, qui avaient laissé un déficit de 295 millions de dollars en 1958 et de 895 millions de dollars en 1957. Sans doute l'amélioration des termes de paiement c'est-à-dire du délai dans lequel les opérateurs procèdent à leurs achats et ventes de devises a-t-il joué un grand rôle dans la formation de cet excédent au début de l'année. En effet avant la dévaluation, les délais étaient très longs, les exportateurs cherchant à conserver leurs devises le plus longtemps possible pour bénéficier de la modification prévue du taux de change. Au contraire après la dévaluation, le délai a été très sensiblement raccourci, la perspective d'un avantage de change ne jouant plus. De plus les retards de transfert ont été rattrapés. Même si l'on chiffre les conséquences de cette amélioration des termes de paiement à 200 millions de dollars, il reste encore un substantiel excédent réel des échanges sur marchandises.

TABLEAU N° 56

Balance des paiements de l'année 1959.

(En millions de dollars.)

	PREMIER SEMESTRE			DEUXIEME SEMESTRE		
	Recettes.	Dépenses.	Solde.	Recettes.	Dépenses.	Solde.
I. — Biens et services :						
Marchandises	1.785	1.503	+ 282	2.022	1.868	+ 154
Services non gouvernementaux	527	440	+ 87	687	553	+ 134
Opérations gouvernementales	176	149	+ 27	179	146	+ 33
Total	2.488	2.092	+ 396	2.888	2.567	+ 321
II. — Prestations gratuites :						
Non gouvernementales	25	10	+ 15	23	5	+ 18
Gouvernementales	53	»	+ 53	1	25	— 24
Total	78	10	+ 68	24	30	— 6
III. — Opérations en capital non monétaires :						
Prêts et investissements privés français	163	14	+ 149	32	43	— 11
Prêts et investissements privés étrangers	232	54	+ 178	331	66	+ 265
Dette et investissements publics	»	61	— 61	»	234	— 234
Interventions publiques sur le marché de l'or	9	»	+ 9	»	17	— 17
Divers	»	42	— 42	91	132	— 41
Total	404	171	+ 233	454	492	— 38
IV. — Divers :						
Solde des P. O. M.	32	»	+ 32	26	»	+ 26
Opérations en cours, erreurs et omissions	»	19	— 19	33	»	+ 33
Total	32	19	+ 13	59	»	+ 59
Total général	3.002	2.292	+ 710	3.425	3.089	+ 336

Sur les services, l'excédent est également très important, il est dû en premier lieu à l'amélioration du poste transports dont le déficit a été nettement plus faible que l'année dernière, grâce au taux modéré des prêts et à l'accroissement du volume des échanges. En second lieu, un autre facteur favorable doit être pris en considération, le tourisme. Sur ce poste, l'amélioration est en effet très nette : + 100 millions de dollars par rapport à 1958.

Le troisième facteur important qui explique l'excédent de la balance des paiements est l'accroissement des prêts et investissements privés étrangers : le solde de ce poste est un excédent de 443 millions de dollars. Le flux des investissements privés a été croissant du début à la fin de l'année. Il est difficile de faire la différence entre les mouvements de capitaux à court et à long terme. D'après les évaluations approximatives, il semble que les investissements de portefeuille aient représenté environ 240 millions de dollars.

C'est l'action des ces facteurs qui a permis au Gouvernement de faire face à de lourdes dépenses d'amortissement de la dette publique extérieure à moyen et long terme. Ces dépenses se sont montées au total à 254 millions de dollars, qui se répartissent ainsi :

TABLEAU N° 57

Amortissement de la dette publique extérieure en 1959.

(En millions de dollars.)

Dette à long terme	67
Dette consolidée U. E. P.	79
Amortissements anticipés	108

Ces amortissements anticipés ont porté sur les douze premières mensualités remboursables à partir de février 1960 du crédit spécial de 150 millions de dollars accordé en 1958 par l'U. E. P., soit 60 millions de dollars, l'échéance du 1er juillet 1958 des principaux emprunts de l'Eximbank soit 24 millions de dollars, dont le règlement avait été reporté à 1962 et 1963 dans le cadre des accords du 30 janvier 1958. Enfin, la France a pu faire face à l'échéance au 1er janvier 1960 des mêmes emprunts de l'Eximbank, soit encore 24 millions de dollars.

Si l'on ajoute à ces sommes qui représentaient des dettes à moyen et long terme le remboursement de 389 millions de dollars, dettes à court terme par le Fonds de stabilisation des changes, et le paiement de 89 millions d'intérêts, on peut mesurer l'importance de l'effort de l'amortissement des diverses formes de la dette qui a pu être accompli, il reste cependant un excédent net de réserves très considérables.

Dans les premiers mois de 1960, le mouvement d'accroissement des réserves en devises s'est poursuivi, ainsi que le montre le tableau n° 58.

TABLEAU N° 58

Evolution des réserves en or et devises en fin de mois.

(En millions de dollars.)

DECEMBRE	JANVIER	FEVRIER	MARS	AVRIL
1.719,8	1.738,3	1.781,3	(1) 1.854	(1) 1.926

(1) Chiffre provisoire.

Les derniers mois se sont soldés par des excédents très sensibles : 70 millions de dollars en moyenne, soit environ 350 millions de nouveaux francs par mois.

Les facteurs qui expliquent cette évolution favorable de nos finances extérieures restent les mêmes qu'en 1959. Le solde positif de la balance commerciale, compte tenu des différences d'évaluation caf et fob des importations et exportations, reste le facteur fondamental de l'accroissement de nos réserves en devises.

Le mouvement des prêts et investissements des non-résidents en France reste soutenu : le solde des opérations sur le poste en janvier est sans doute inférieur à celui de décembre dernier, 68 millions de dollars. Mais ce dernier mois avait un caractère exceptionnel. En fait, la tendance paraît être la même par rapport à l'année dernière.

Il en est de même pour les autres postes : pour le fret, le déficit est plus élevé en janvier, 410 millions de nouveaux francs, que pour chacun des mois du dernier trimestre de 1959 : 240 millions de nouveaux francs, mais il faut tenir compte du mouvement saisonnier de réapprovisionnement de l'économie française en matières premières au début de l'année.

Enfin les recettes nettes du tourisme sont à peu près au niveau moyen du dernier trimestre de 1959 ainsi que le montre le tableau ci-dessous :

TABLEAU N° 59

Evolution du solde de la balance du tourisme.

(En millions de nouveaux francs.)

1959			1960	
Octobre.	Novembre.	Décembre.	Janvier.	Février.
12,2	10	5,2	7	»

CHAPITRE IV

LES DISPARITES REGIONALES

I. — Le questionnaire de la commission de la conjoncture.

L'examen semestriel de la conjoncture auquel se livre le Conseil économique et social ne saurait être complet sans l'examen des disparités régionales. Cependant aucune méthode d'ensemble n'est encore au point pour mesurer ces dernières.

Un questionnaire avait été envoyé par le rapporteur et le professeur Lajugie aux centres régionaux d'études économiques. Il comportait les questions suivantes :

A. — Quels sont les indicateurs régionaux de l'activité économique « non agricole » caractéristiques de votre région ?

B. — Situation de l'emploi dans votre région ?

C. — Etat des problèmes agricoles dominants ?

D. — Que pensez-vous de la situation de votre région relativement à l'ensemble national ?

A la première question, il fut répondu d'une manière trop dispersée pour servir de base à une synthèse. A la troisième, les réponses font état de problèmes spécialisés à certaines cultures. Par contre, les questions B et D peuvent être exploitées.

II. — Dispersions dans la situation de l'emploi.

Il a été difficile de dépouiller les réponses dont certaines étaient corrigées des variations saisonnières, les autres non. Quelquefois, les variations étaient données par rapport au trimestre précédent.

Cependant l'impression d'ensemble est la suivante :

a) *Certaines régions limitées ont vu la situation de l'emploi se dégrader.* C'est le cas de la Gironde, des Landes, de la Lorraine (probablement du Pas-de-Calais) et surtout de la Bretagne (malgré le départ annuel de 20.000 travailleurs).

b) *D'autres régions connaissent une légère amélioration :* le Languedoc-Roussillon, le département de la Vienne, le Bas-Rhin, la Franche-Comté.

c) *Certaines sont en nette amélioration :* le Dauphiné, les Basses-Pyrénées.

Dans l'ensemble, il semble que les régions où l'emploi n'est pas en augmentation sont celles où une industrialisation insuffisante ne vient pas compenser un exode rural et, d'autre part, celles où certaines industries connaissent des crises de structure (Houillères, constructions navales). Pour les autres, les six mois écoulés ont reflété une amélioration.

III. — Caractéristiques régionales.

Celles-ci ne sont pas très différentes de celles qui ressortent de la situation de l'emploi.

La plupart des instituts ont l'impression que l'évolution de leur région suit avec assez de fidélité l'évolution industrielle de la France. Ils pensent que l'évolution agricole est plus défavorable chez eux. Cette dernière réponse risque d'être subjective : elle montre qu'une situation mauvaise est ressentie comme relativement mauvaise. Certaines régions donnent des pronostics plus optimistes, mais la ligne de démarcation n'est plus celle de la Loire : la Lorraine a des motifs de crainte divers, la Bretagne est considérée comme manquant de pôles de croissance. Par contre, les régions des Alpes, des Pyrénées, du Jura sont plus confiantes en l'avenir.

IV. — Conclusion.

Il est bien difficile de tirer des conclusions de résultats partiels. Mise à part la Bretagne où la surpopulation agricole domine, l'ensemble des régions françaises a connu une légère expansion, contrecarrée par des problèmes spécifiques et locaux. Ceux-ci sont suffisamment irritants pour ôter une foi sérieuse en l'expansion qui est toujours décrite par les centres régionaux d'observation économique comme menacée à court terme.

CONCLUSION GENERALE

Les quatre premiers mois de l'année 1960 apparaîtront vraisemblablement marqués en France par un palier entre deux poussées d'expansion d'allure et d'origine fort différentes.

Dans aucun des pays d'Europe occidentale, la consommation ne fut à l'origine du développement de la demande. Celle-ci fut causée d'abord par une croissance des exportations, puis par celle des investissements, la deuxième se soudant généralement à la première.

En France, la soudure ne put être faite, car les exportations avaient augmenté plus rapidement et plus tôt et les investissements n'ont démarré que plus tard.

Le changement de la parité monétaire fut à l'origine d'une expansion du commerce extérieur qui, à elle seule, tira l'économie française vers le haut dans le deuxième semestre 1959. Mais la stabilité de la consommation, liée à la renaissance de l'esprit d'épargne, à la diminution relative des revenus des familles et peut-être à une évolution saisonnière qui exagère les dépenses de l'été, ne fut plus compensée par un accroissement aussi important des exportations en 1960.

L'hésitation des investisseurs n'est pas facilement explicable, mais elle est un fait incontestable au printemps 1960. Pourtant, les chefs d'entreprise interrogés par l'I. N. S. E. E. avaient, en mars 1960, une opinion meilleure sur l'avenir de la conjoncture que maintenant, en juin, où leur impression n'est cependant pas défavorable.

Du côté de la dépense publique, le suréquilibre budgétaire des cinq premiers mois n'est pas étranger à ces hésitations. Il est possible que le Trésor doive un jour modifier le calendrier de ses recettes ou de ses dépenses, comme il l'avait fait en 1958, le retour à une économie de marché rendant apparente la trop grande inégalité saisonnière de son intervention sur le marché.

Cette hésitation de la demande, si elle ne se prolonge pas, aura eu cependant un effet heureux : elle a permis de passer sans grande tension une période de vaches maigres et de pommes de terre rares ; jusqu'à la mi-juin, sans être extrêmement tendus, les prix agricoles à la consommation montraient une réticence aux baisses saisonnières.

On peut néanmoins penser que dès le mois dernier, l'avance que la production industrielle avait prise à la fin de l'année 1959 sur une croissance moyenne était entièrement perdue : en d'autres termes, mesurée d'avril 1959 à avril 1960, l'augmentation de 9 p. 100 de l'indice de la production industrielle correspond très grossièrement à un accroissement de 5 p. 100 à 6 p. 100 du revenu national et s'inscrit dans le cadre d'une expansion sans inflation.

Une récolte normale, de larges disponibilités en viandes révélées par de récentes enquêtes, une expansion occidentale, au moins dans l'immédiat, constituent en outre les données à la fin du printemps d'une situation économique qui a récupéré une marge de précaution contre les tensions de sur-emploi, mais qui ne se révèlerait saine que si les reports d'investissements, et dans une certaine mesure de consommation, n'étaient pas excessivement repoussés.

II. — LES PREVISIONS ECONOMIQUES POUR LE DEUXIEME SEMESTRE 1960 ET LA POLITIQUE ECONOMIQUE A SUIVRE

Rapport présenté, au nom du Conseil économique et social, par M. André Malterre.

SOMMAIRE

CHAPITRE Ier. — *Prévisions économiques.*
I. — Le mouvement de la production.
A. — Evolution de la demande.
B. — Evolution de la production agricole.
CONCLUSIONS.
II. — Les équilibres fondamentaux de l'économie.
A. — Les prix.
1° Les prix industriels.
2° Les prix agricoles.
3° Les prix des services.
B. — Les finances publiques et le crédit.
C. — Les échanges extérieurs.
CONCLUSIONS.
CHAPITRE II. — *La politique économique.*
I. — La politique conjoncturelle.
II. — La politique des structures.
A. — La crise agricole.
B. — Le problème général de l'adaptation de l'économie française au progrès économique.
1° Les mesures de reconversion et de décentralisation.
2° Les programmes d'investissements, de formation professionnelle et d'exportation.

La transformation du Conseil économique en Conseil économique et social n'a pas permis de faire le rapport habituel de conjoncture à la fin du premier semestre de l'année 1959. Il y a donc eu un hiatus entre le rapport de la fin de l'année 1958 et celui de la fin de l'année 1959. De ce fait, le plan adopté pour le rapport actuel, qui est en quelque sorte un rapport intérimaire pour l'année 1960, est plus voisin des anciens plans que celui du dernier rapport.

Celui-ci avait été établi en prenant comme base les travaux de la comptabilité nationale et c'était en critiquant certaines des prévisions faites par le Gouvernement dans le budget économique de la nation que la section avait effectué ses propres prévisions. Le moment est venu de faire la critique de ces prévisions et de voir dans quelle mesure elles étaient justifiées.

Deux hypothèses avaient été envisagées par le Conseil. Dans une première hypothèse, la section admettait que le montant prévu d'investissements serait atteint, mais que par contre, les hausses de prix dépasseraient les prévisions. La seconde hypothèse impliquait la stabilité des prix, mais allait de pair avec un certain ralentissement du rythme d'accroissement de la production par rapport à celui du dernier trimestre de l'année 1959. Il semble bien, si l'on s'en tient aux résultats du premier trimestre, que cette seconde hypothèse s'est réalisée.

Quelles sont les prévisions économiques que l'on peut raisonnablement faire pour l'ensemble de l'année 1960, compte tenu de ce que nous savons de l'évolution économique survenue pendant la plus grande partie du premier semestre ? Tel sera l'objet du premier chapitre.

Le second chapitre examinera les grandes lignes de la politique économique à suivre pendant le prochain semestre.

CHAPITRE Ier

Prévisions économiques.

Les congés annuels neutralisent pratiquement les mois de juillet, d'août et la première partie de septembre. Un renversement de tendance n'intéresserait guère plus d'un trimestre et ne pourrait donc influencer que modérément les résultats de l'année. La marge d'erreur se trouve donc plus limitée de ce fait.

Les prévisions doivent porter sur deux domaines principaux :

— le mouvement de la production ;

— les équilibres fondamentaux de l'économie.

I. — Le mouvement de la production.

Cette année, le niveau de la production sera fonction essentiellement de la demande au moins en ce qui concerne la production industrielle, la production agricole dépendant d'autres facteurs. En effet, il n'existe pas actuellement de goulots physiques d'étranglement, tels que ceux que l'on a constatés à diverses époques. Aucune insuffisance de produits énergétiques, de matières premières, de produits finis ou semi-finis n'est décelée.

Il ne semble pas qu'il y ait non plus pénurie de main-d'œuvre, sauf dans quelques rares secteurs et régions, ainsi que pour certaines catégories de travailleurs.

L'on constate également que, dans le domaine du crédit, les industriels, au moins ceux bénéficiant d'une solvabilité financière reconnue, ont la possibilité de trouver soit sur le marché des capitaux, soit auprès des banques, les crédits dont ils ont besoin. Certes, ces concours sont toujours accordés à un taux élevé, mais il n'y a pas d'impossibilité de les trouver comme ce fut le cas à différentes époques. Il n'est donc pas excessif d'affirmer que l'évolution de la production industrielle suivra l'évolution de la demande, d'autant plus qu'il ressort des diverses enquêtes faites auprès des chefs d'entreprise et des renseignements dont nous disposons, qu'il existe une marge inutilisée du potentiel de production se situant entre 10 et 15 p. 100.

A. — Evolution de la demande

La demande globale se subdivise en deux éléments principaux : la demande interne et la demande externe.

1° *La demande interne* se compose elle-même de divers éléments qu'il faut analyser un par un. *La demande publique* sera fonction de l'exécution du budget et des dépenses additionnelles qui peuvent s'ajouter en cours d'année. On peut remarquer que l'impasse se créera essentiellement au cours du deuxième semestre ce qui revient à dire que la demande publique devrait être plus considérable au cours du deuxième semestre qu'au cours du premier. Elle devrait donc stimuler la demande dans la mesure où il n'y a pas eu déjà anticipations sur l'exécution des commandes de l'Etat et du secteur nationalisé.

Une intéressante discussion s'est élevée entre les membres de la section afin de savoir si la réalisation de l'impasse contribuerait à stimuler la demande à concurrence des 800 milliards prévus (700 d'impasse + 100 milliards d'excédent). Certains pensaient qu'une partie de l'impasse se trouverait neutralisée par la création d'une épargne nouvelle, notamment par la souscription de bons sur formule par les personnes privées. D'autres, au contraire, estimaient que le montant total des dépenses de l'Etat même couvert par l'épargne exerce une influence directe sur la demande.

La majorité de la section a semblé partager cette deuxième conception. S'il en est ainsi, la situation financière sera plus favorable à l'expansion au cours du deuxième semestre.

La demande privée, de son côté, est fonction des revenus distribués aux ménages. L'imperfection de nos statistiques ne permet malheureusement pas de connaître le montant exact des revenus dans le détail. Nous avons surtout des éléments d'appréciation en ce qui concerne les revenus salariaux et les revenus de l'agriculture.

Les revenus salariaux tant directs qu'indirects, qui représentent 59 à 60 p. 100 du revenu national, devraient être en moyenne supérieurs, d'après les prévisions gouvernementales, de 4,5 p. 100 pour l'année 1960, par rapport à la moyenne de l'année 1959. Il est toutefois permis de penser que, compte tenu des accords déjà intervenus dans un certain nombre de secteurs et de la pression syndicale qui s'exerce, notamment dans le secteur de la fonction publique, ces prévisions seront probablement légèrement dépassées.

Les revenus salariaux directs seront peut-être ainsi plus importants qu'il n'était escompté dans les prévisions gouvernementales. Il y a toutefois une marge d'imprévision très

grande, car l'expérience montre que les problèmes de salaires ne se règlent pas simplement en fonction de données économiques et sociales, mais aussi en tenant compte de la puissance des forces en présence.

En ce qui concerne les prévisions relatives aux revenus de l'agriculture, celles-ci sont encore plus aléatoires puisque l'évolution de cette catégorie de revenus dépend à la fois du montant de la production et du niveau des prix à la production.

Or, nul n'ignore que si certains de ces prix sont fixés par voie d'autorité, par contre, d'autres découlent de la loi du marché, si bien qu'il arrive parfois qu'une bonne récolte au point de vue quantité physique ne se traduise pas par une augmentation du montant des revenus agricoles, et même en entraîne parfois une diminution. L'on peut toutefois penser, qu'étant donné la pression très vive exercée actuellement par la paysannerie sur les pouvoirs publics, les prix seront fixés de manière à augmenter légèrement les revenus des agriculteurs par rapport à ceux de l'année précédente. Cette prévision pourrait être déjouée en cas de très mauvaise récolte.

Une légère augmentation de la demande globale interne est donc vraisemblable, sauf accident climatique sérieux.

2° *La demande externe* a joué, on le sait, un rôle de premier plan dans la reprise de l'expansion économique au cours de l'année 1959. Une industrie pilote, comme celle de la fabrication d'automobiles, est alimentée par des commandes venant de l'étranger à concurrence de 50 p. 100 pour certains types d'automobiles. Le volume de la demande externe varie en fonction de la conjoncture internationale, de la conjoncture propre de chaque pays et de l'évolution relative des prix français et des prix étrangers. Sauf accident d'ordre politique, il ne semble pas que la conjoncture internationale doive changer de sens. Les prévisions en matière d'évolution des prix français, ainsi que nous allons l'expliquer ci-dessous, ne laissent pas redouter que la prime de dévaluation soit annihilée cette année. Il est donc permis d'escompter raisonnablement que le volume actuel des exportations subira peu de variations.

B. — Evolution de la production agricole

Si aléatoires que puissent être les prévisions dans le domaine de la production industrielle, elles le sont encore beaucoup plus dans celui de la production agricole. Son volume ne dépend pas à court terme de phénomènes économiques. Elle est déjà acquise dans la mesure où elle dépend des emblavements, des ensemencements, des engrais. Mais les prévisions que l'on peut faire risquent toujours d'être infirmées par des accidents climatiques ; il en est ainsi notamment pour la production des fruits et légumes, du vin, parfois pour la production céréalière. Il est néanmoins possible d'écrire que la récolte de céréales devrait être satisfaisante. Il en va de même pour la production laitière et celle de la viande. Mais par contre il est tout à fait prématuré d'émettre des pronostics sur la production de la betterave et sur celle de la plupart des fruits et légumes.

Il faut en outre tenir compte de ce que les éléments principaux constitutifs du revenu agricole proviennent des productions de viande, de céréales et de produits laitiers. Or, il ne semble pas qu'il doive y avoir de très grandes variations des productions de viande et de produits laitiers, ce qui constituerait un facteur de stabilisation, les aléas jouant essentiellement sur la récolte céréalière et surtout sur celle des fruits et légumes.

CONCLUSIONS

En conclusion, il apparaît qu'au cours des trois premiers mois de 1960, la production industrielle moyenne a été supérieure de 7 p. 100 au niveau moyen de 1959. Il suffirait d'enregistrer une faible amélioration de cette production pour les neuf derniers mois de 1960 pour que le taux de progression fixé par le Gouvernement pour l'industrie, qui est de 7 à 8 p. 100, soit atteint.

De son côté, la récolte agricole doit fournir une augmentation de 2 à 3 p. 100 par rapport aux résultats de l'année 1959. Si cette récolte agricole était anormalement mauvaise, les prévisions gouvernementales envisageant une hausse globale de la production de 5 1/2 p. 100 pour l'année 1960, risqueraient sérieusement d'être infirmées car il est peu probable que la production industrielle, bien que la référence du premier trimestre de 1959 corresponde à une période de ralentissement d'activité, dépasse un léger mouvement d'accroissement.

Evolution des divers secteurs de l'économie française de 1959 à 1960.

Production industrielle	+ 7 à 8	p. 100.
Production agricole	+ 2,3	—
Services	+ 4,5	—

II. — Les équilibres fondamentaux de l'économie.

A. — Les prix

Les perspectives de prix du prochain semestre sont difficiles à déterminer clairement, tout au moins en ce qui concerne les prix agricoles.

1° *Les prix industriels.*

Pour les prix industriels, en effet, il apparaît que le seul facteur certain de hausse sera l'incidence de la hausse de 4,5 p. 100 du prix de l'acier. Sa répercussion a été admise par le Gouvernement, elle se produira progressivement dans les prochains mois. Il ne semble pas qu'à l'occasion de cette répercussion, une hausse générale des prix des produits industriels se produise, l'état du marché n'est pas suffisamment actif pour que les entreprises soient incitées à hausser leurs prix de vente sans raison sérieuse. La demande ne croît en effet qu'à un rythme très lent pour les raisons indiquées précédemment.

Par ailleurs, il n'y a pas de raison technique pour que les prix industriels augmentent. Les prix de revient n'ont pas subi de hausse sensible. Le mouvement d'accroissement des salaires reste modéré et il semble qu'il soit largement compensé par les effets de l'amélioration de la productivité qui paraît avoir été sensible tant en 1958 qu'en 1959.

2° *Les prix agricoles.*

Les perspectives des prix agricoles sont beaucoup moins nettes. Au cours des dernières semaines, des hausses ont été enregistrées en même temps que quelques baisses sur le vin et la viande de porc.

Pour les mois à venir, le niveau des prix agricoles, au stade des prix à la production, dépendra de deux facteurs dont l'action ne s'exercera pas nécessairement dans le même sens : la politique des prix agricoles et le niveau de la récolte.

a) En ce qui concerne *la production animale*, le niveau de la production peut être apprécié approximativement dès maintenant. La production laitière devrait être abondante ; elle dépasserait actuellement de 3 p. 100 environ les besoins, mais toute baisse des prix qui pourrait se produire est nécessairement limitée par l'intervention de la Société Inter-Lait dont le rôle est d'acheter et de stocker le beurre, lorsque le cours de celui-ci descend au-dessous du prix-plancher.

Les prix à la production sur le marché de la viande devraient être relativement stables sous réserve des variations saisonnières, la Sibev assurant le maintien de prix minima. La tendance à moyen et à long terme est orientée vers un accroissement des disponibilités. Toutefois, la situation actuelle des revenus agricoles a conduit le Gouvernement à admettre des augmentations de prix, sur le bœuf notamment.

b) En ce qui concerne *le prix des céréales*, des prévisions sérieuses ne peuvent être encore établies.

L'interprétation de l'article 24 du projet de loi adopté par l'Assemblée nationale, mais non encore soumis à l'approbation du Sénat, donne lieu à deux thèses différentes. Au terme de l'une soutenue par le Gouvernement, le prix du blé serait fixé en application des dispositions du décret du 3 mars 1960, qui implique la référence au niveau des prix agricoles en 1959 et lui laisse une certaine marge d'appréciation. Au terme de l'autre défendue par la profession, le texte de l'article 24 doit entraîner une majoration des prix en tenant compte intégralement des charges, de la rémunération du travail et des capitaux sur la référence des prix de 1958.

3° *Les prix des services.*

Les prix des services poursuivront dans les prochains mois leur lent et inéluctable mouvement de progression. Celui-ci sera d'ailleurs nécessairement renforcé par l'augmentation des prix des transports parisiens.

***

Dans l'ensemble, il apparaît que dans les prochains mois on doit enregistrer une hausse sans doute légère des prix, mais qui devrait se traduire au moins une fois par le déclenchement de la procédure de l'échelle mobile du S. M. I. G. Il semble toutefois que cette hausse n'aura que de faibles répercussions sur le niveau des salaires nets, ceux-ci étant surtout dans les régions fortement industrialisées au-dessus des salaires minima.

Incidence du projet de réforme fiscale.

Dans le domaine des prix, le projet de réforme des taxes sur le chiffre d'affaires pose cette année un problème important et nouveau, celui de son incidence sur le niveau des prix.

Les grandes lignes du projet de réforme sont maintenant connues :

— suppression de la taxe locale sur le chiffre d'affaires et de la taxe sur les prestations de services ;

— extension du champ d'application de la taxe sur la valeur ajoutée à toutes les opérations de production, de commerce de gros, de prestations de service ;

— remplacement de la taxe locale de 8,5 p. 100 et de la taxe sur les prestations de service par un taux réduit de 10 p. 100 de la taxe sur la valeur ajoutée ;

— augmentation des taux de la taxe sur la valeur ajoutée ;

— institution d'une taxe locale sur la valeur ajoutée.

Logiquement, les prix de la plupart des produits alimentaires devraient bénéficier de la suppression de la taxe locale. Mais par contre il est à craindre que pour les produits industriels l'on assiste à une hausse provoquée par l'augmentation du ou des taux de la taxe sur la valeur ajoutée alors que tout ou partie de la suppression de la taxe locale, ne sera pas répercutée sur les prix au détail. Il faut en effet se souvenir qu'une habitude ancrée veut que le taux des marges soit calculé en pourcentage sur les prix facturés, impôts compris.

Il semble du reste que le secrétaire d'Etat aux finances, tenant compte de l'étude de la section du crédit et de la fiscalité, se réserve de choisir la date d'application de cette réforme en tenant compte de la conjoncture économique. Il est du reste possible que cette réforme ne soit mise en place que l'année prochaine ; s'il en était différemment, une hausse sur les produits industriels serait prévisible.

B. — Les finances publiques et le crédit

Les grandes lignes de la situation budgétaire pour l'ensemble de l'année 1960 sont maintenant connues. Le niveau de l'impasse devrait être supérieur d'environ 1 milliard de nouveaux francs à celui prévu, atteignant ainsi 7 milliards de nouveaux francs.

Cette impasse, comme nous l'avons écrit plus haut, ne s'est pas encore « réalisée ». L'impasse est en effet encore « négative » c'est-à-dire que les recettes sont supérieures aux dépenses. D'après les derniers renseignements à la fin du mois de juin, l'excédent était de l'ordre de 1 milliard de nouveaux francs. L'impasse « se réalisera » donc en six mois, mais elle sera facilement couverte. La situation de la trésorerie, grâce notamment au mouvement de souscriptions des bons du Trésor, est en effet très à l'aise. Il ne devrait pas y avoir de difficultés particulières de trésorerie cette année.

Dans le domaine du crédit, l'aisance devrait continuer également à régner, même si l'activité économique tendait à se développer sensiblement. Les banques peuvent en effet, semble-t-il, faire face sans grandes difficultés aux demandes de crédit. Les récentes tensions, qui se sont produites sur le marché monétaire, ne semblent pas avoir eu, en effet, de caractère significatif.

C. — Les échanges extérieurs

Dans l'analyse des prévisions de production, une étude a été faite des perspectives d'exportations. Malgré des difficultés sans doute grandissantes dans le domaine de l'automobile et peut-être dans celui de la sidérurgie, les perspectives d'exportations restent satisfaisantes. Celles-ci devraient encore progresser globalement tout au moins dans les prochains mois. De toute façon, conformément au mouvement saisonnier, les exportations des derniers mois de l'année devraient se situer à un niveau élevé.

Le mouvement des importations, étant donné les perspectives d'évolution du niveau général de la production, ne devrait pas s'accélérer très sensiblement dans les prochains mois. Le seul facteur important d'augmentation des importations résulterait d'une mauvaise récolte agricole. L'accroissement des importations porterait dans ce cas sur le dernier trimestre de l'année et les premiers mois de 1961.

Dans l'ensemble, la balance commerciale avec l'étranger devrait donc être équilibrée ou très près de l'être.

Les opérations non commerciales devraient suivre une évolution analogue à celle qu'elles ont suivie au cours des derniers mois. Le mouvement des capitaux étrangers paraît se maintenir au niveau atteint, tant pour les achats de valeurs françaises par les étrangers que pour les investissements directs sur fonds étrangers.

Au total, la France devrait faire face facilement aux échéances de sa dette extérieure qui se montent à 250 millions de dollars cette année. La balance des paiements devrait enregistrer encore un sensible excédent qui pourrait être selon certains renseignements de 200 millions de dollars environ.

CONCLUSIONS

L'ensemble des prévisions ayant trait à l'évolution de la production, des prix, du commerce extérieur et des finances publiques sont compatibles entre elles. Mais cet équilibre global recouvre un certain nombre de déséquilibres partiels nuisibles :

— *économiques :* ce qui est le cas de branches d'activité comme les charbonnages, la construction navale, la construction aéronautique, secteurs que le Conseil avait déjà signalés comme étant en récession il y a six mois. Par ailleurs, certaines branches de l'industrie mécanique n'ont pas connu de mouvements de reprise, le machinisme agricole étant particulièrement atteint ;

— *sociaux :* il suffit de citer la crise agricole et les problèmes actuels du pouvoir d'achat individuel et familial des travailleurs et de certaines catégories de retraités ;

— *régionaux :* nul n'ignore que certaines régions, telles que l'Ouest, le Centre-Ouest et le Sud-Ouest, bénéficient peu de l'expansion économique.

Une expansion plus harmonieuse reste donc à atteindre

CHAPITRE II

LA POLITIQUE ECONOMIQUE

Malgré l'incertitude qu'ont pu faire naître les difficultés d'interprétation des diverses indications disponibles sur l'évolution récente de l'économie française, il apparaît que la situation économique française est beaucoup plus claire en cette fin du premier semestre de 1960 qu'il y a six mois ou un an.

En décembre dernier, en effet, il était possible d'établir un premier bilan de la politique économique et financière mise en œuvre depuis la fin de 1958. Ce bilan était incontestablement positif : le Conseil constatait que l'année 1959 avait été consacrée à une remise en ordre de l'économie française et que les effets de la politique suivie au cours de cette année étaient venus s'ajouter à ceux de la politique économique de lutte contre l'inflation et de rétablissement de l'équilibre extérieur, qui avait été poursuivie par les gouvernements successifs depuis le milieu de l'année 1957.

Mais, par contre, les perspectives d'avenir de l'économie française paraissaient difficiles à définir. Le Conseil déclarait à ce sujet dans l'introduction du rapport sur les prévisions pour le premier semestre de 1960 : « Le problème de 1960 sera de savoir si à un moment où la reprise de l'économie mondiale paraît se confirmer, l'économie française peut, elle aussi, reprendre le mouvement d'expansion interrompu en 1958 et dans quelles conditions cette expansion doit reprendre pour être durable ».

La réponse à cette question peut être maintenant beaucoup plus précise :

— les résultats du premier semestre de 1960 montrent que l'expansion a repris, mais pas dans les conditions espérées ; la progression par rapport à l'année dernière est incontestable, mais le niveau de la production au début de 1959 était très bas, de sorte que si le pourcentage d'accroissement du produit intérieur brut, en 1960, est sans doute satisfaisant en lui-même, il correspondra toutefois, à un niveau de production et de consommation inférieur à celui que l'on avait pu espérer à la fin de l'année dernière ;

— les objectifs à atteindre dans les prochaines années sont beaucoup mieux définis. Le taux d'expansion optimum a fait l'objet d'une étude approfondie au cours des derniers mois. La section des investissements et du plan du Conseil économique et social, saisie par le Gouvernement, a estimé que si certaines conditions étaient remplies, le taux de 6 p. 100 pourrait être retenu, sans que des tensions trop fortes se produisent au sein de l'économie française. Le Gouvernement a retenu un taux un peu inférieur. Mais quoi qu'il en soit, un objectif précis se trouve assigné à l'économie française et c'est là un progrès important.

Le problème qui reste à résoudre est celui des moyens à mettre en œuvre pour que ces objectifs puissent être atteints.

Il ne faut toutefois pas perdre de vue que le problème fondamental reste toujours le même : concilier ce taux d'expansion élevé avec la stabilité monétaire.

Il ne s'agit pas de sacrifier à des théories anciennes, mais de prendre conscience que si l'inflation au lendemain de la guerre a été de pair avec l'expansion, cela n'a été possible que grâce à l'aide étrangère.

De plus, l'inflation est génératrice de misère et d'injustices sociales. Enfin, l'expérience montre que dès que le taux de dégradation d'une monnaie dépasse celui des autres monnaies, le manque de devises utiles pour acheter des produits indispensables rend nécessaires des mesures de redressement.

Malheureusement, nos connaissances des mécanismes et des faits économiques et sociaux sont trop imparfaites pour éviter que ces mesures aillent au-delà du but recherché et brisent l'expansion. Or, celle-ci doit avant tout être durable et continue si l'on veut atteindre un niveau élevé sur une longue période.

Le rôle du rapport de conjoncture est de définir les mesures qui doivent être prises dans les six prochains mois pour faire face aux problèmes actuels de l'économie française.

Ces mesures peuvent d'autant moins faire abstraction des objectifs à long terme de l'économie française qu'ils sont identiques à ceux précédemment définis. Elles appartiennent, en effet, à deux catégories : les premières sont des mesures d'ordre conjoncturel, elles ont trait au problème du pouvoir d'achat, et notamment à la politique des prix et des salaires directs et indirects ainsi qu'à la politique des finances publiques. La seconde catégorie de mesures appartient à la politique économique à long terme : il n'est pas possible, en effet, de faire face à une situation économique quelle qu'elle soit par les seuls moyens d'une politique conjoncturelle à court terme ; l'évolution à terme de l'économie doit être envisagée.

Le Conseil, dans son rapport de conjoncture, doit donc déterminer les mesures à prendre dans les six prochains mois, que celles-ci relèvent d'une politique conjoncturelle ou d'une politique des structures.

I. — La politique conjonctuelle.

Le problème est d'atteindre le taux d'expansion maximum qui permette l'utilisation dans les meilleures conditions du potentiel de production disponible.

a) *Au cours de l'année* 1959, *le moyen principal qui a permis d'accroître la production a été l'exportation.* Mais, ainsi que nous l'avons noté dans l'étude des prévisions pour 1960, l'exportation, si elle reste un facteur important de progrès dans l'économie française à l'heure actuelle, ne peut plus être le facteur essentiel des progrès à venir. Dans certains secteurs, il est très probable que les exportations vont se stabiliser ou même légèrement diminuer. D'une manière générale, le développement des exportations est dû, pour une part, à l'effort accompli au cours de ces dernières années pour doter la France d'une infrastructure du réseau de ventes, pour une autre part, à la sous-évaluation du franc. Or, s'il est possible d'améliorer notre prospection des marchés étrangers, les résultats seront longs à venir et il est évidemment impossible d'accentuer la sous-évaluation de notre monnaie.

b) *Le second moyen de relance de l'économie utilisé cette année, comme en* 1959, *est l'investissement.*

La progression des investissements publics est un élément essentiel de la politique économique actuellement poursuivie.

Pour 1960, une progression de près de 10 p. 100 sur 1959 est prévue. Une telle augmentation des investissements publics est incontestablement une source de progrès de la production et de la recherche économique générale.

Mais il semble qu'il y ait un certain retard dans la mise en œuvre des programmes.

Ceci s'explique sans doute par le fait que la politique d'investissements de l'Etat, qui a été longtemps orientée vers le financement des projets des entreprises nationales, doit prendre maintenant une autre orientation.

Les principales têtes de chapitres des investissements d'Etat sont maintenant : l'agriculture (remembrement, grands aménagements régionaux, créations de marchés d'intérêt national) le réseau routier, les équipements scolaires et sanitaires, la réalisation du plan de Constantine.

Pour chacun de ces secteurs, des dotations importantes sont prévues : 1 milliard de nouveaux francs en 1960 pour le plan de Constantine, 350 millions pour le réseau routier, etc.

Si les décisions de principe sont prises, bien souvent les mesures d'application restent à prendre, tout au moins pour les secteurs nouveaux d'investissements. Un effort important doit être accompli au second semestre pour que soient effectivement lancés les programmes nouveaux d'investissements.

De plus, il ne semble pas que, compte tenu de l'élévation de l'impasse à 7 milliards de nouveaux francs, le financement de nouveaux investissements puisse être mis à la charge du budget.

Dans le domaine des investissements des entreprises privées, le Gouvernement a compté également sur une sensible progression. Les espoirs, pour le moment, paraissent avoir été quelque peu déçus ; le premier semestre semble avoir été médiocre à cet égard.

Sans doute, les perspectives paraissent-elles meilleures pour le second. Mais il existe encore un certain aléa que le Gouvernement ne peut supprimer. De toute façon, il apparaît qu'un niveau des investissements élevé suppose un marché intérieur actif.

c) Or, le rapport de M. Dumontier montre très clairement qu'il n'y a eu qu'une faible progression de la consommation au début de 1960. Cette situation de la consommation est largement en deçà des espoirs que les industriels avaient mis dans le progrès de la demande à la fin de l'année dernière. Dans certains secteurs, l'industrie mécanique par exemple, la reprise ne s'est toujours pas manifestée. La situation actuelle de l'économie française est caractérisée par une certaine « molesse » de la demande.

Dans ces conditions, on peut se demander si l'un des moyens d'une progression nouvelle de l'économie dans les prochains mois ne serait pas *dans une relance mesurée de la consommation*, soutien du marché intérieur, et de ce fait, condition d'une progression rapide des investissements privés.

Il ne suffit pas, en effet, de mettre du crédit ou des capitaux à la disposition des entreprises, il faut qu'elles veuillent les utiliser. Elles ne le feront que si elles ont la perspective de vendre leur surplus de production à des prix normaux.

Cette expansion ne se heurterait pas aux obstacles traditionnels qu'elle a presque toujours rencontrés et qui ont trait à l'insuffisance de l'offre de produits alimentaires.

Contrairement à ce qui s'est passé l'année dernière, il n'y a, à l'heure actuelle, aucune pénurie sur les divers marchés agricoles. La production laitière est abondante ; il semble que la production de viande suffira aux besoins du semestre prochain et sera même peut-être quelque peu excédentaire. Or, ce secteur de la production de viande est l'un des plus importants pour l'équilibre des prix. En effet, le marché de la viande est particulièrement sensible aux hausses de salaires. La demande s'accroît dans des proportions importantes dès que les salaires sont augmentés. Si l'offre de viande n'est pas suffisante pour satisfaire aux besoins nouveaux du marché, les prix montent et le bénéfice de l'augmentation des salaires se trouve ainsi absorbé en partie par cette hausse des prix. Aussi, pendant de nombreuses années, a-t-on considéré que les hausses de salaires devaient être fixées non pas en fonction des seules possibilités des secteurs consentant les augmentations de salaires, mais également en fonction de la situation du marché de la viande.

Pour cette année, ainsi que nous l'avons noté dans l'étude des perspectives de la production agricole, ce « goulot d'étranglement » traditionnel de l'économie française ne paraît pas devoir se produire.

Dans le domaine de la production végétale, aucune certitude n'existe encore sur le niveau de la récolte de cette année. Des accidents dus à une évolution défavorable des conditions météorologiques sont encore possibles. Sans doute, de tels accidents auraient une influence sensible sur l'équilibre de l'économie française s'ils se traduisaient par une diminution importante de la production de vin et des fruits et légumes. Mais pour le moment, la situation est bonne et en tout état de cause dans la mesure où la production animale paraît devoir être suffisante, les accidents possibles dans le domaine de la production végétale n'auraient qu'une incidence assez faible.

Dans de telles conditions, l'élévation du S. M. I. G., en application des clauses d'échelle mobile, semble inéluctable. Elle ne devrait pas mettre en cause l'équilibre actuel pour deux raisons : l'offre en produits alimentaires devrait être suffisante pour faire face à la demande — les salaires effectifs étant au-dessus des salaires minima dans les régions industrialisées, l'augmentation du S. M. I. G. n'aura qu'une influence limitée sur l'évolution des salaires, sauf dans les régions sous-industrialisées (1).

Sans doute, ne peut-il être question d'abandonner les principes de la politique des prix et des salaires que le Conseil définissait ainsi dans son dernier rapport : « ... si théoriquement le pouvoir d'achat des salariés, et, d'une façon générale de tous les travailleurs, peut être amélioré par trois méthodes : baisse des prix, transferts des revenus, augmentation de ces derniers dans une stabilité relative des prix, seule dans l'état actuel des choses la dernière est réalisable. La baisse des prix importante au stade du consommateur final est peu praticable dans tous les pays modernes. L'injustice de notre système fiscal, et notamment de la surtaxe progressive, ne permet pas de redistribuer le revenu national d'une manière plus équitable. Il faut donc fixer les limites que ne doit pas dépasser la hausse des revenus, y compris les revenus salariaux, pour ne pas mettre en cause le pouvoir d'achat interne de la monnaie.

« Il existe deux limites. L'une à l'échelon national constituée par le pourcentage d'augmentation possible de la production de biens de consommation ; l'autre dépendant des possibilités de chaque profession et de chaque entreprise... ».

(1) Le représentant du groupe des travailleurs C. G. T. souhaitait que soit souligné le retard pris par le pouvoir d'achat du S. M. I. G. depuis 1955. Mais le Conseil ne l'a pas suivi sur ce point, car cette question est actuellement à l'étude à la section des activités sociales et il n'a pas voulu préjuger de ses résultats.

Mais à l'heure actuelle, il semble que la première de ces limites est plus lointaine qu'elle ne l'était jusqu'à maintenant, au moins pour certains produits. Une brusque augmentation de la demande produirait sans doute des tensions dans les divers secteurs sensibles de l'économie française : prix, commerce extérieur, main-d'œuvre. Mais une augmentation, quoique modérée, plus soutenue que celle à laquelle nous assistons actuellement, faciliterait incontestablement la reprise de l'expansion dans certains secteurs de l'industrie dont la situation reste à l'heure actuelle peu favorable. Elle ne se traduirait pas pour autant par un déséqulibre sensible du commerce extérieur.

La détermination de ces limites ne doit pas être unilatérale. En particulier pour ce qui touche le salaire direct et indirect, elle doit être précédée d'une négociation entre les pouvoirs publics et les organisations professionnelles syndicales et familiales.

Dans ces conditions, devrait se réaliser une politique des salaires destinée à combler progressivement le retard pris par le pouvoir d'achat depuis 1957.

Une telle politique de revalorisation des salaires tant directs qu'indirects serait, de plus, un facteur d'expansion et constituerait un aspect complémentaire de la politique d'investissements.

II. — La politique des structures.

Ainsi que nous l'avons noté dans l'introduction au présent chapitre, les données essentielles de la politique des structures, qui doit être mise en œuvre dans les prochaines années, ont été définies ou sont en train de l'être par le Gouvernement sur l'avis du Conseil économique et social.

Le plan intérimaire pour les années 1960 et 1961 vient d'être publié ; les directives du Gouvernement pour le IVe plan ont été arrêtées par le conseil des ministres. Le projet de loi d'orientation agricole et le projet de loi programme relatifs aux investissements agricoles sont en cours de discussion devant le Parlement

Ces projets ont été mis au point après que le Conseil ait exprimé son avis. Ainsi qu'avant d'arrêter les directives pour le IVe plan, le Gouvernement a consulté le Conseil économique et social sur les besoins de la consommation de ces prochaines années et le taux optimum d'expansion de l'économie française, de même, le Conseil a donné son avis sur les projets de lois agricoles.

Le Gouvernement a donc répondu au désir exprimé dans le dernier rapport de conjoncture du Conseil. Dans son avis, le Conseil déclarait, en effet : « ... La définition d'une politique des structures adaptée aux besoins de l'économie française dans les dix prochaines années exige qu'au préalable ces besoins aient été eux-mêmes déterminés ».

« Trois catégories de besoins doivent faire l'objet d'une évaluation : les besoins de consommation classés selon leur utilité sociale, les besoins de production, les besoins de main-d'œuvre. Le IVe plan de modernisation et d'équipement qui concernera les années 1961 à 1965, mais dont les travaux préparatoires devront s'étendre sur les dix prochaines années, devra tenir compte de ces évaluations de sorte qu'une vue à long terme de l'économie française puisse être dégagée ».

L'étude de tous ces projets n'est pas encore terminée. La préparation du IVe plan, notamment, ne fait que commencer. Le Conseil pourra donc présenter encore de nouvelles suggestions, mais telle n'est pas la mission du rapport de conjoncture. Celui-ci doit seulement attirer l'attention du Gouvernement sur les problèmes de l'économie française que la conjoncture actuelle met particulièrement en valeur ou dont il apparaît que la solution est la plus urgente.

Deux questions actuelles répondent à cette définition : la crise de l'agriculture, le problème général de l'adaptation de l'économie française au progrès économique.

A. — La crise agricole

Sans doute, la situation des agriculteurs sera-t-elle légèrement améliorée si la récolte de cette année est satisfaisante du point de vue des quantités et des prix à la production fixés par le Gouvernement. Mais la crise de l'agriculture n'est pas seulement une crise conjoncturelle, c'est aussi, et surtout, une crise de structure, une crise sociale et même une crise humaine. Il suffit pour le comprendre de se référer au récent rapport établi par M. Milhau sur les caractères et l'évolution des revenus agricoles.

Ce n'est donc pas par l'effet heureux d'une bonne récolte ou de quelques mesures à court terme judicieusement choisies qu'une solution peut lui être apportée. Il importe dans ces conditions que la politique à long terme arrêtée par le Gouvernement et actuellement examinée par le Parlement soit rapidement mise en œuvre, en tenant compte des suggestions présentées par le Conseil dans ses séances des 21 et 22 avril dernier.

A cette fin, le Gouvernement doit s'engager dès maintenant dans les voies suivantes :

— une meilleure définition des buts de la politique agricole à promouvoir ;

— la mise en œuvre rapide de la politique d'investissement et d'améliorations agricoles annoncée ;

— la continuation d'une politique de stockage et d'organisation plus rationnelle de la distribution ;

— la réalisation d'une politique de stimulation des exportations agricoles.

a) La politique agricole doit poursuivre deux buts fondamentaux :

— obtenir, par l'exploitation rationnelle du potentiel agricole du pays, des produits correspondant en quantité et en qualité à l'expansion souhaitable de la consommation intérieure, à la satisfaction des besoins de la Communauté, aux perspectives ouvertes par le Marché commun ;

— assurer à la population agricole un niveau de vie et des conditions de travail comparables à ceux des autres catégories sociales de la Nation.

La recherche des moyens nécessaires pour atteindre ces buts doit tenir compte des impératifs de la politique agricole commune prévue par le traité de Rome.

Une telle recherche ne peut se faire dans l'improvisation. Elle suppose des études détaillées et à long terme. C'est pourquoi, il importe que soit élaboré le plus rapidement possible le plan de modernisation et d'équipement de l'agriculture qui fixera pour une durée déterminée, en fonction des débouchés, les objectifs de production, les orientations régionales et précisera les moyens à mettre en œuvre pour atteindre les résultats prévus.

Parmi ces moyens, devront être définis avec précision la politique des prix, les méthodes d'organisation des marchés, la politique d'équipement et d'investissement agricoles, le programme de formation professionnelle, de recherche et de vulgarisation.

b) Les investissements prévus par les projets de loi agricoles doivent être rapidement réalisés.

Des augmentations de crédits importantes sont prévues dès 1960 : + 50 millions de nouveaux francs pour le remembrement par rapport à 1959 ; + 55 millions de nouveaux francs pour les grands aménagements régionaux. Des dotations nouvelles sont également envisagées pour la réalisation des marchés d'intérêt national, la modernisation et le développement du réseau d'abattoirs, la modernisation des abattoirs de la Villette et le transfert des Halles. Pour 1961, 1962 et 1963, la loi-programme prévoit des crédits encore plus importants.

Mais il ne faut pas oublier que ces crédits ne concernent pas tous les investissements agricoles au sens strict de ce terme. Certains crédits ont trait à des investissements ruraux ou même commerciaux.

Cette remarque rend d'autant plus nécessaire l'effort prévu pour les investissements qui intéressent directement l'agriculture notamment ceux pour la recherche agronomique et l'enseignement agricole.

Dans ces deux derniers domaines, les crédits nécessaires n'ont pas été fixés. Il importe donc de rappeler l'urgence de la fixation de ces crédits. Un nouvel essor de l'agriculture française dépend, en effet, non seulement des aménagements fonciers prévus, mais également et peut-être plus encore, de la formation professionnelle des agriculteurs.

c) Enfin un problème particulier se pose : celui de la situation du *marché de la viande* en France par rapport à la politique de nos partenaires du Marché commun. Des dispositions seraient nécessaires pour aboutir à l'ouverture du marché allemand à nos surplus de production de viande de porc et de bœuf. Il faudra en particulier chercher les possibilités de mettre fin aux facilités actuelles d'importations de la part de l'Allemagne de viandes en provenance de pays en dehors de la Communauté, qui par le jeu de la libre pratique risquent de déséquilibrer le marché français. Le rôle de la SIBEV n'est pas, fût-ce de façon indirecte, de permettre aux producteurs étrangers de bénéficier de prix élevés sur le marché français. Il ne faut pas oublier qu'une des raisons de la signature du traité de Rome était d'assurer à nos agriculteurs des débouchés à l'étranger et notamment en Allemagne.

B. — Le problème général de l'adaptation de l'économie française au progrès économique

L'évolution actuelle de l'économie française rend plus sensible encore la nécessité de l'adaptation de notre économie au progrès.

La situation économique de la France est caractérisée par la présence de lourdes charges, dont certaines sont improductives par elles-mêmes, dont d'autres seront sans doute productives, mais seulement à long terme :

Les opérations en Algérie imposent une charge considérable au budget de la défense nationale encore que le pourcentage

global des dépenses militaires soit plus faible en 1960 qu'en 1954 par rapport à l'ensemble des dépenses budgétaires.

Par ailleurs, les perspectives de modernisation de notre armée laissent prévoir qu'en cas d'arrêt des opérations militaires en Algérie, le budget de la défense nationale ne serait pas allégé, mais que les dépenses de matériel se substitueraient dans une certaine mesure aux dépenses de personnel.

L'intérêt principal sur le plan économique de l'arrêt de la cessation des hostilités en Algérie serait d'augmenter le nombre de personnes actives au travail productif. La France métropolitaine a en effet sous les drapeaux environ 850.000 à 900.000 hommes pour une population active de 25.000.000 environ alors que la Grande-Bretagne n'a que 600.000 hommes mobilisés pour une population active de 24 millions.

La mise en œuvre du plan de Constantine représente dans l'immédiat un effort financier considérable ; en effet, si l'on exclut les investissements pétroliers qui intéressent la zone saharienne, les investissements nouveaux à engager dans les cinq ans (1959-1963) se situent entre 18 et 20 milliards de nouveaux francs. En chiffres arrondis, l'échéancier comporterait 3 milliards de nouveaux francs en 1960 ; 3,5 à 4 en 1961 et 4,5 à 5 pour chacune des années 1962 et 1963.

Sur ce total, les fonds publics représentent 8 à 9 milliards environ, les moyens financiers privés 10 milliards. Sans doute pour ces derniers, une part importante est-elle attendue de l'autofinancement des entreprises et de l'épargne algérienne. La part de la métropole reste cependant encore importante. Ses dépenses seront productives à terme, mais dans l'immédiat, une grande part d'entre elles ne le sera pas. Il faut, en plus, ajouter à tout cela l'aide aux pays de la Communauté, dont une partie à fonds perdus et les redevances au Sahara.

***

A un moment où notre économie doit ainsi assumer des charges particulièrement lourdes, elle doit en même temps ouvrir ses frontières aux pays européens du Marché commun et prévoir son intégration dans un ensemble économique plus large dont les autres éléments n'ont pas à supporter de telles charges.

Ce mouvement d'intégration sera même plus rapide qu'il n'avait d'abord été prévu.

Dans de telles conditions, seul un progrès économique rapide et une pleine utilisation de son potentiel de production peuvent permettre à la France de faire face à toutes ses missions.

Mais, ce rythme accéléré du progrès économique, qui est un impératif inéluctable des prochaines années, entraîne nécessairement des distorsions au sein de l'économie française. Certaines régions ou certains secteurs se développent plus vite que d'autres, certaines entreprises s'adaptant mieux que d'autres au progrès.

L'évolution actuelle de l'économie française met particulièrement en valeur ces distorsions : le rythme de progrès tend à redevenir rapide dans l'Est de la France, mais l'Ouest connaît toujours la même dépression économique. La construction électrique, la chimie progressent rapidement, mais l'industrie textile, celle du cuir ont beaucoup de mal à reprendre un mouvement ascendant. Certaines entreprises françaises sont à la pointe du progrès et ont enregistré au cours des derniers mois d'importants succès sur les marchés internationaux, alors que d'autres ont une activité précaire et ne paraissent pas suceptibles d'améliorer leurs résultats dans leurs conditions actuelles de gestion.

L'accélération du rythme du progrès ne fait qu'aggraver ces distorsions. Or, celles-ci nuisent à la pleine utilisation d'un potentiel de production qui est loin d'être trop important. Elles risquent même d'empêcher de nouveaux progrès dans la mesure où certains secteurs seront des goulots d'étranglement qui arrêteront la propagation du progrès par la nécessité dans laquelle les secteurs dynamiques se trouveront de recourir à leur intervention.

Deux séries de mesures doivent permettre d'atténuer ces distorsions. Les premières sont spécifiques des problèmes qui viennent d'être évoqués, elles ont trait à la reconversion et à la décentralisation ; les autres ont une portée plus générale, il s'agit de programmes d'investissements, de formation professionnelle et d'aide à l'exportation.

1° *Les mesures de reconversion et de décentralisation.*

Les secteurs qui doivent faire l'objet d'une reconversion sont bien connus. Le Conseil en avait établi la liste lors de son dernier rapport. Celle-ci comprend les charbonnages, la construction navale, la construction aéronautique. Les régions de la France dont l'activité économique et le niveau de vie sont trop faibles sont également bien connues. Il est beaucoup plus difficile par contre de donner des indications sur les entreprises qui auraient intérêt à se reconvertir car il s'agit de cas individuels.

Pour résoudre les problèmes posés par ces régions, ces secteurs et ces entreprises, le Gouvernement a proposé un certain nombre de mesures dans le cadre du plan intérimaire. La première catégorie de ces mesures est constituée par des « quasi-contrats » rassemblant pour le financement de programmes précis d'investissements et de production jugés nécessaires, les ressources et éventuellement les aides les plus appropriés. Ainsi l'Etat pourra s'engager à faciliter la réalisation à la date appropriée des opérations financières privées. L'industriel, de son côté, s'engage à réaliser les programmes d'investissements ou de production qu'il aura proposé dans le quasi-contrat.

Une réforme du régime des primes spéciales d'équipement est également prévue ; elle étend le bénéfice de la prime aux activités non industrielles et donne une définition plus large des critères géographiques.

Le Gouvernement, enfin, envisage la création d'un organisme chargée de l'ensemble de ces problèmes de reconversion et d'aménagement régionaux.

Ces réformes sont bonnes. Mais il est nécessaire de rappeler que cette politique d'adaptation et de reconversion ne doit pas se limiter à des opérations individuelles d'aide. Ce cadre étroit doit être dépassé et le Gouvernement doit définir par priorité des programmes d'expansion régionale avec le concours des représentants des populations intéressées, destinés à mieux utiliser les possibilités propres de chaque région. C'est donc le problème de l'équilibre économique d'ensemble de chaque région qui doit être revu.

Il y a là une tâche importante à entreprendre à l'occasion de l'élaboration du quatrième plan. Celui-ci ne peut plus être un plan global, valable pour l'ensemble de la nation. Il sera nécessaire de vérifier que les modalités du développement économique de la France qu'il retiendra se traduisent effectivement par un meilleur équilibre entre les régions.

2° *Les programmes d'investissements de formation professionnelle et d'exportation.*

L'expérience des six derniers mois a montré que le mouvement des investissements n'avait pas répondu aux espoirs de la fin de l'année dernière. Cette situation n'est pas due dans l'immédiat à l'insuffisance des moyens de financement qui semblent importants, comme l'a montré le succès du dernier emprunt. Mais le progrès des investissements suppose que les objectifs de l'économie soient bien définis, que le marché intérieur soit suffisamment actif et qu'enfin les formules de mobilisation de l'épargne correspondent aux besoins de l'économie. Il y a encore dans ce domaine des progrès sensibles à faire, tant dans le domaine du taux de l'argent que dans celui des facilités avec lesquelles les industriels et les commerçants peuvent emprunter. L'assouplissement des modalités d'intervention des établissements de crédit, certaines baisses du taux d'intérêt annoncées par le plan intérimaire paraissent à cet égard des mesures heureuses. Le système d'amortissement dégressif applicable aux biens d'équipement industriel et hôtelier prévu par le décret du 9 mai 1960 devrait jouer dans le même sens.

Dans le domaine de la formation professionnelle, les efforts accomplis au cours des dernières années ne doivent pas faire oublier qu'il y a encore un nombre élevé de jeunes ne recevant pas la formation nécessaire, faute d'écoles appropriées, dans leur région d'origine. Il ne faut pas oublier non plus que le problème de la formation professionnelle ne se pose pas seulement dans l'industrie et l'artisanat. Nous avons rappelé l'importance de ce problème dans le secteur agricole. Il faut également la souligner dans le secteur commercial.

Enfin, dans le domaine des exportations, l'examen des perspectives proches a montré une certaine fragilité des résultats acquis. Dans la mesure où les exportations d'automobiles vers les Etats-Unis diminueraient et où les exportations de produits sidérurgiques se stabiliseraient, un effort plus grand d'exportations devra être fait dans les autres secteurs. Ceci suppose des investissements internes, mais aussi de nouveaux efforts de prospection des marchés à l'extérieur.

***

Les peuples heureux n'ont pas d'histoire. Peut-être en serait-il ainsi de l'économie française en cette année 1960, où peu de grands problèmes économiques exigeant une solution immédiate émergent, s'il n'y avait pas les problèmes sociaux. L'homme de 1960 est beaucoup plus exigeant que ses devanciers. Il croit au progrès et veut en toucher les fruits immédiatement. Il ne suffit plus même sur le plan économique de savoir gouverner les choses, il faut aussi savoir gouverner les hommes.

III. — AVIS ADOPTE PAR LE CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL AU COURS DE SA SEANCE DU 29 JUIN 1960

Sur l'état de la situation économique au premier semestre 1960, les prévisions économiques pour le deuxième semestre 1960 et la politique économique à suivre.

Vu l'article 2 du décret du 5 mai 1959 relatif à l'organisation du Conseil économique et social,

Après avoir entendu les rapports présentés par MM. Jacques Dumontier et André Malterre au nom de la section de la conjoncture (1).

I. — **Le Conseil économique et social constate que l'évolution de l'économie française au cours du premier semestre de 1960 a été caractérisée par les faits suivants :**

A. — Niveau de la production

1° Après une période d' « emballement » à la fin de 1959 qui a brusquement pris fin en janvier, la production industrielle paraît avoir retrouvé un rythme de progression analogue à celui des neuf premiers mois de l'année dernière :

a) La brusque montée de l'indice de la production industrielle dans les derniers mois de 1959 a incontestablement des causes accidentelles dues au mode de calcul de l'indice. La principale de ces causes est l'effet sur les facturations en fin d'année de certains secteurs de l'industrie des mesures de détaxation fiscale qui n'étaient valables que jusqu'à la fin de l'année.

Il apparaît, cependant, qu'il y a eu réellement un mouvement de progrès rapide de la production à cette époque de l'année, mais celui-ci a été moins fort que les indices ne le montrent ;

b) Le rythme de progression enregistré pour les premiers mois de l'année est faible. Sans doute, le niveau de la production industrielle est-il supérieur de 7 p. 100 pour le premier trimestre 1960 au niveau moyen de 1959. Mais il ne faut pas oublier que le début de l'année dernière correspondait encore à une situation de récession de l'économie française;

c) Ce mouvement d'augmentation de la production masque des mouvements de sens différents selon les diverses branches du secteur industriel. Il faut noter tout particulièrement la crise de la production charbonnière, les difficultés persistantes de la construction navale et de la construction aéronautique et le ralentissement de l'activité du secteur du logement.

Au premier trimestre, le nombre des logements terminés est inférieur à celui du premier trimestre de 1959 ; les mises en chantier sont elles-mêmes inférieures à celles de la période correspondante de l'année dernière : 5 p. 100 environ.

2° La raison fondamentale de cette évolution de la production est, semble-t-il, qu'aucun des éléments composants de la demande n'a exercé une pression de nature à entraîner un mouvement de hausse rapide et continu de la production :

a) La consommation au cours du premier trimestre paraît n'avoir que faiblement augmenté ;

b) Les investissements privés progressent sans doute, mais de façon assez lente ; les investissements publics ou semi-publics sont plus élevés que l'année dernière, surtout en ce qui concerne les autorisations de programme, mais ils n'exercent pas cette année le rôle de soutien de la conjoncture qu'ils ont eu l'année dernière, en raison de retards dans l'exécution. Enfin, les constructions de logements ont tendance à diminuer ;

c) La demande globale à l'exportation est toujours aussi forte, mais elle atteint maintenant un plafond de sorte qu'elle n'est pas une source de progrès nouveaux de la production ;

d) Enfin, le niveau des stocks est sans doute plus élevé que l'année dernière, mais reste inférieur au niveau qu'il atteint dans une période d'expansion, surtout lorsque celle-ci est accompagnée de poussées inflationnistes, comme cela a été le cas au cours des dernières années.

B. — Emploi

Les résultat de l'enquête sur l'activité de la main-d'œuvre dans les entreprises de plus de dix salariés au premier trimestre de 1960 montrent que les effectifs, comme la durée du travail, sont restés à peu près stables pendant cette période.

Mais le niveau de l'activité (effectifs et durée du travail) est toujours inférieur à celui atteint en 1957.

C. — Prix et pouvoir d'achat

1° Si l'indice des 179 articles a dépassé deux fois non consécutives le seuil au-delà duquel le S. M. I. G. doit être augmenté, la poussée d'ensemble des prix n'a pas été importante. Par ailleurs, l'évolution des salaires n'a jamais fait redouter d'une manière sérieuse l'apparition de tensions inflationnistes de ce chef ;

2° Par rapport à la période correspondante de l'année dernière, le pouvoir d'achat hebdomadaire des travailleurs, calculé en fonction des indices, semble s'être quelque peu amélioré. En général, cependant, il n'a pas retrouvé le niveau atteint en 1957 (1).

La dégradation du pouvoir d'achat des prestations familiales s'est accentuée ;

3° Cet état de choses est une des raisons de la tension sociale actuelle.

D. — Finances publiques et crédit

La situation du Trésor a été particulièrement satisfaisante au cours des derniers mois et la distribution du crédit n'a jamais soulevé de problèmes délicats, dans l'immédiat tout au moins. Aucun déséquilibre n'a été en effet constaté en ce domaine.

On peut toutefois regretter que l'ensemble des mesures financières appliquées depuis le 1er janvier 1959 n'ait pas trouvé sa conclusion logique dans un abaissement suffisant du loyer de l'argent qui semble maintenu à un taux trop élevé.

E. — Echanges extérieurs

La situation de la balance des paiements n'a cessé de s'améliorer depuis le début de cette année ; ainsi se trouve confirmé le net revirement constaté en 1959 :

1° Le pourcentage de couverture des échanges commerciaux avec les pays étrangers est resté très élevé. Il correspond à un

(1) Le Conseil économique et social a adopté l'ensemble du texte de cet avis par un vote au scrutin public à l'unanimité. (Voir le résultat du scrutin en annexe.)

(1) Un amendement tendant à compléter cet alinéa a été rejeté par un vote à main levée. Le texte proposé était le suivant : « Quant au pouvoir d'achat du S. M. I. G., il reste très sensiblement inférieur à son niveau de 1955 ».

léger excédent de notre balance, compte tenu de l'incidence des modes de calcul des importations et des exportations ;

2° Le mouvement d'accroissement de nos réserves en devises s'est poursuivi. Celles-ci, qui atteignaient 1.720 millions de dollars à la fin décembre étaient de 1.900 millions de dollars environ fin avril.

F. — En définitive

L'économie française, à la fin du premier semestre de 1960, dispose de moyens de production et de ressources financières non totalement utilisées. En assurer le plein emploi est une des tâches que l'on doit assigner à la politique économique du pays.

II. — Le Conseil économique et social estime que l'évolution économique du deuxième semestre de 1960 serait caractérisée par les faits suivants :

A. — Niveau de la production

1° *Production industrielle.*

a) Il n'existe pas actuellement de goulots physiques ou financiers qui empêchent le développement de la production :

— aucune insuffisance de produits énergétiques, de matières premières ou de demi-produits n'est décelée ;

— il n'y a pas de pénurie générale de main-d'œuvre sauf quelques localisations par branches, par catégories de travailleurs ou par régions ;

— les banques peuvent consentir de larges ouvertures de crédit ;

b) Le niveau de la production sera donc essentiellement fonction du niveau de la demande :

— *en ce qui concerne la demande interne, les facteurs nouveaux* d'expansion n'auraient qu'une incidence limitée. La charge de couvrir l'impasse sera entièrement reportée sur le second semestre, ce qui stimulerait l'économie. L'augmentation des revenus salariaux paraît devoir être un peu supérieure aux prévisions gouvernementales. Les revenus agricoles ne pourront être augmentés au mieux que vers la fin de l'année compte tenu de la valeur de la récolte. Cette éventuelle amélioration, du reste légère, de la situation des agriculteurs n'aura qu'une très faible incidence en 1960.

Au total, une augmentation sensible de la demande globale interne est peu probable au cours de l'année 1960 ;

— *les exportations* continueraient à jouer leur rôle de soutien du niveau de la production. Des progrès sensibles peuvent être encore enregistrés dans certains secteurs, mais ils risquent d'être partiellement compensés par la stagnation, ou même une légère diminution des exportations de la sidérurgie et de l'industrie automobile.

2° *Production agricole.*

Il est encore trop tôt pour établir des prévisions précises de la production agricole. Il apparaît toutefois dès maintenant que la production laitière et la production de viande devraient être satisfaisantes. Les perspectives de la récolte de céréales sont bonnes pour le moment.

3° *Niveau général de la production.*

Si la récolte correspond en fait aux prévisions actuellement présentées, il apparaît que le taux de progrès du produit intérieur brut pourrait être de 5,5 p. 100 en 1960 par rapport à 1959, comme le Gouvernement l'a prévu.

Mais il ne faut pas oublier que le niveau de la production au début de 1959 était particulièrement bas. L'économie française était alors, en effet, en récession.

La réalisation du taux de 5,5 p. 100 en 1960 ne garantit donc pas un taux de progression analogue en 1961, compte tenu des éléments actuels de la demande.

Enfin, la valeur relative de ce taux de progression par rapport à ceux qu'atteignent les économies voisines, notamment les économies allemande, italienne et hollandaise, revêt une importance particulière au moment où doit être accélérée la mise en place du Marché commun.

B. — Prix

1° Le seul facteur actuellement certain de hausse des prix industriels est la répercussion de l'augmentation de 4,5 p. 100 des prix de l'acier. Malgré l'action de ce facteur, il ne semble pas cependant qu'une hausse générale des prix des produits industriels se produise, l'état du marché n'étant pas tel que les entreprises soient incitées à un tel mouvement ;

2° Le niveau des prix agricoles est beaucoup plus difficile à prévoir car il dépend de deux facteurs dont l'action ne s'exercera pas nécessairement dans le même sens : la politique des prix, le niveau de la récolte ;

3° Dans l'ensemble, il est vraisemblable que les prochains mois enregistreront une hausse sans doute légère des prix de détail, néanmoins suffisante pour entraîner au moins une augmentation du S. M. I. G.

Ce réajustement n'aurait que de faibles répercussions sur le niveau des salaires effectifs, ceux-ci étant au-dessus des salaires minima, surtout dans les régions fortement industrialisées.

De ce fait, il ne modifiera pas la situation du plus grand nombre de salariés.

C. — Finances publiques et crédit

1° La charge de couvrir l'impasse est entièrement reportée dans le second semestre. Mais il ne semble pas qu'il y aurait pour autant de difficultés particulières de trésorerie cette année ;

2° Dans le domaine du crédit, l'aisance paraît devoir continuer à régner sans qu'un développement inflationniste du crédit soit à craindre, le niveau de la demande n'incitant pas les entreprises à un développement rapide de leurs demandes de crédit.

D. — Echanges extérieurs

1° Le mouvement des importations, étant donné les perspectives d'évolution du niveau général de la production, ne s'accélérerait pas dans les prochains mois.

Compte tenu des prévisions d'exportations présentées ci-dessus, il apparaît que la balance commerciale avec l'étranger resterait équilibrée ;

2° Les mouvements de capitaux poursuivraient la même évolution qu'au cours des derniers mois ;

3° Au total, la France pourrait faire face, sur un plan purement économique, aisément aux échéances de sa dette extérieure et enregistrer en fin d'année un sensible excédent sur sa balance des paiements.

III. — Le Conseil économique et social estime que dans les mois à venir, la politique économique suivante devrait être mise en œuvre :

Le choix devant lequel la politique économique de la France se trouve placée n'est pas entre l'expansion économique d'une part et le maintien de la valeur de la monnaie d'autre part.

Si le choix était si simple, il est évident que le but de l'expansion économique l'emporterait logiquement sur celui purement formel de la stabilité monétaire.

Mais le problème ne se pose pas ainsi. Sans doute à court terme, on peut choisir l'une de ces voies aux dépens de l'autre. Sur une brève période de temps, en effet, une expansion économique peut être engagée aux dépens de la valeur de la monnaie, sans qu'il en résulte de graves inconvénients immédiatement perceptibles.

Mais à long et même à moyen terme, l'inflation mine l'expansion.

C'est sur la base de ce principe fondamental que la politique économique, sous son aspect conjoncturel comme sous son aspect structurel, doit être déterminée.

A. — Politique conjoncturelle.

1° Le but est d'atteindre le taux d'expansion maximum de l'économie française qui permette l'utilisation dans les meilleures conditions du potentiel de production disponible et d'élever ainsi le niveau de vie de la population.

En 1959, le moyen principal qui a permis d'accroître la production a été l'exportation. Celle-ci, si elle reste un facteur important de progrès dans l'économie française à l'heure actuelle, ne peut plus être le facteur essentiel.

Le second moyen de relance de l'économie utilisé cette année, comme en 1959, a été l'investissement. Mais dans le domaine des investissements privés tout au moins, les espoirs paraissent avoir été quelque peu déçus.

De toute façon, il apparaît qu'un niveau élevé des investissements comme des exportations, suppose un marché intérieur actif dont ne soit écartée aucune catégorie de la population ;

2° Dans ces conditions, il apparaît que l'un des moyens d'une progression nouvelle de l'économie dans les prochains mois est une relance raisonnée de la consommation, soutien du marché intérieur.

Cette relance ne se heurterait pas aux obstacles traditionnels qu'elle a presque toujours rencontrés et qui ont trait à l'insuffisance de l'offre de produits alimentaires. La production laitière, comme la production de viande, semblent satisfaisantes.

Mais, par ailleurs, la politique de réalisation accélérée du Marché commun et certaines mesures de libération des échanges actuellement envisagées à l'échelon de l'O. E. C. E. et du G. A. T. T. renforcent la concurrence internationale. L'évolution des prix français doit donc être relativement parallèle à celle de nos principaux concurrents ;

3° Aussi n'est-il pas question d'abandonner les principes de la politique des revenus définis dans l'avis du Conseil économique et social sur la conjoncture de décembre dernier.

Cet avis précisait qu'il fallait prendre en considération les limites que ne devrait pas dépasser la hausse des revenus, pour ne pas mettre en cause le pouvoir d'achat interne de la monnaie.

L'une de ces limites se situe à l'échelon national, elle est constituée par le pourcentage d'augmentation possible de la production de biens de consommation. L'autre dépend des possibilités de chaque profession et de chaque entreprise.

Mais à l'heure actuelle, il semble que la première de ces limites soit moins proche qu'elle ne l'était jusqu'à maintenant, au moins pour certains produits.

La détermination de ces limites ne doit pas être unilatérale. En particulier pour ce qui touche le salaire direct et indirect, elle doit être précédée d'une négociation entre les pouvoirs publics et les organisations professionnelles syndicales et familiales.

Dans ces conditions, devrait se réaliser une politique des salaires destinée à combler progressivement le retard pris par le pouvoir d'achat depuis 1957 (1).

Une telle politique de revalorisation des salaires tant directs qu'indirects serait, de plus, un facteur d'expansion et constituerait un aspect complémentaire de la politique d'investissements (1).

B. — Politique des structures

Par la mise au point du plan intérimaire et des directives pour la préparation du IVe plan, le Gouvernement a répondu aux demandes du dernier avis de conjoncture du Conseil économique et social, qui déclarait : « La définition d'une politique des structures adaptée aux besoins de l'économie française dans les dix prochaines années, exige qu'au préalable ces besoins aient été eux-mêmes déterminés. »

(1) Cet alinéa résulte de l'adoption d'un amendement par un vote à main levée.

Dans la situation actuelle, le Conseil estime que deux problèmes à long terme doivent retenir plus spécialement l'attention du Gouvernement.

1° *La crise agricole.*

Ce n'est pas par l'effet heureux d'une forte récolte ou de quelques mesures à court terme judicieusement choisies qu'une solution peut être apportée à la crise agricole.

La politique à long terme arrêtée par le Gouvernement et actuellement examinée par le Parlement, doit être rapidement mise en œuvre en tenant compte des suggestions présentées par le Conseil dans ses séances des 21 et 22 avril dernier.

A cette fin, le Gouvernement doit s'engager dès maintenant dans les voies suivantes :

— une meilleure définition des buts de la politique agricole à promouvoir, comme le Conseil l'a demandé ;

— la mise en œuvre rapide de la politique d'investissements et d'améliorations agricoles annoncées ;

— la continuation d'une politique de stockage et d'organisation plus rationnelle de la distribution ;

— la réalisation d'une politique de stimulation des exportations agricoles ;

— la prise en considération toute spéciale de la situation du marché de la viande en France par rapport à la politique de nos partenaires du Marché commun.

2° *Le problème général de l'adaptation de l'économie française au progrès économique.*

La caractéristique principale de la situation économique française est d'avoir à faire face à la fois aux besoins accrus des différentes catégories sociales, à ceux qui résultent du rajeunissement de la population et du nombre croissant des personnes âgées, à des charges militaires élevées dues notamment au grand nombre d'hommes sous les drapeaux ainsi qu'à l'aide apportée aux pays d'outre-mer.

A un moment où notre économie doit ainsi assumer de lourdes charges, elle doit en même temps ouvrir ses frontières aux pays européens du Marché commun et prévoir son intégration dans un ensemble économique plus large, dont les autres participants n'ont pas à supporter un tel ensemble de charges.

Dans de telles conditions en laissant de côté les considérations extra économiques, ce sont le progrès économique rapide, la pleine utilisation du potentiel de production disponible et la volonté constamment manifestée de réduire les dépenses improductives, qui permettront à la France de faire face à toutes ses missions.

La politique économique française doit donc être orientée vers les trois objectifs ci-dessous :

— taux maximum d'expansion du produit intérieur, devant entraîner une élévation corrélative des niveaux de vie ;

— équilibre harmonieux du développement des différentes régions ;

— adaptation des structures industrielles, commerciales, artisanales et agricoles, notamment par la reconversion de certains secteurs dans le respect des droits acquis par les travailleurs.

Les principaux moyens pour atteindre ces objectifs sont une politique coordonnée des investissements, tendant à l'accroissement du potentiel de production, un abaissement du taux de l'argent, un effort accru pour la formation professionnelle, notamment dans les régions peu développées et très peuplées, un effort continu de prospection des marchés extérieurs et d'établissement de réseaux commerciaux, un effort spécial pour satisfaire les besoins de logement.

ANNEXE A L'AVIS

SCRUTIN

sur l'ensemble du projet d'avis sur la conjoncture au premier semestre 1960.

Nombre de votants..... 153

Ont voté pour..... 153

Le Conseil économique et social a adopté à l'unanimité.

Ont voté pour (153).

Groupe des travailleurs :

C. F. T. C. — MM. Alidières, Charuau, Chaulet, Descamps, Esperet, Haniquaut, Jeanson, Lagandré, Levard, Liénart, Quirin, Sulter, Vansieleghem.

C. G. T. — MM. Barjonet, Brard, Caille, Carroué, Dautriche, Delon, Furst, Mme Joannès, MM. Miniou, Monjauvis, Treins.

C. F. T.-F. O. et apparentés. — MM. Ammour, Babau, Beyaert, Blaise, Charlot, Cucuel, Degris, Delamarre, Delaplace, Goudy, Richard, Sidro, Tribié, Ventejol.

C. G. C. — MM. Aguilhon, Bicheron, Gondouin, Hervouet, Le Ferme, Malterre.

Groupe des entreprises privées. — MM. Ansieau, Auberger, Belrachid, Cagniard, Charvet, Chauchard, Defond, Deleau (G.), Demerlé, Dumont, Guillard, Glotin, Goudaert, Laguionie, Lalou, Lemaire-Audoire, Mayolle, Mersch, Meunier, Paquette, Parfait, Rogliano, de Rosen, Stoll, Tassin de Montaigu, Tiné, Trocme.

Groupe de l'agriculture. — MM. Béghain, Bencharif, Bidau, Biset, Bonjean, Chartras, Chégut, Dalle, Desbarats, du Douet de Graville, Ferré, Ferté, Havard, Hervieu, Labonde, Lacaille, Lescourret, Najah, Pateau, Robin, Van Graefschepe.

Groupe des entreprises nationalisées. — MM. Bour, Brémond, Goetze, Le Hénaff, Lutfalla, Moch, Verret.

Groupe de l'artisanat. — MM. Chareille, Colomer, Dallant, Duhamel, Jeudon, Lachachi, Ressicaud, Sené.

Groupe des personnalités choisies en raison de leur compétence. — MM. Alexandre, Aumonier, Dumontier, Goussault, Laurens, Mercier, Ramonet, Sauvy, Vallon.

Groupe de l'U. N. A. F. — MM. Benbassal, Dary, Houist, Leroy, Mabit, Noddings, Mme Picard, Vinot.

Groupe de la coopération. — MM. Antoni, Brot, Durant, Harasse, Lamy, Martin, Schatz, Viaux-Cambuzat.

Groupe des départements et territoires d'outre-mer. — MM. Abelin, Buy, Jourdain, Lafond, Legasse, Mohamed, Petit, Sanglier.

Groupe des personnalités outre-mer et zone franc. — MM. Aubé, Fillon, Gaumont, Junillon, Laurent-Eynac, Malbrant, Raingeard, Vignes.

Groupe des activités diverses et classes moyennes. — MM. Boucoiran, Durand-Réville, Gravier, de Maud'huy, Martial, Millot, Polti, Sené, Tisserand.

IV. — Annexes statistiques.

A. — FRANCE

N. B. — Les résultats présentés sont généralement des moyennes mensuelles par trimestre.
(Les chiffres entre parenthèses ont un caractère provisoire.)

SOMMAIRE

Pages.

I. — **Population.**

A. — Données démographiques :
1° Population totale de la France 532
2° Mouvement naturel de la population 532
3° Immigration 532
4° Répartition de la population par groupes d'âge 533

B. — Population active :
1° Résultats du recensement de 1954 533
2° Résultats des enquêtes par sondages faites par l'I. N. S. E. E. 534
1. Evolution de la répartition de la population occupée par secteur d'activités collectives de 1951 à 1956 534
2. Nombre de personnes occupées pour 1959 (estimation) 534
3. Effectifs par catégories socio-professionnelles. 534

II. — **Activité et production.**

I. — Production agricole :
A. — Production végétale 535
1° Volume de la production 535
2° Rendements à l'hectare 535
B. — Production animale 535
1° Production annuelle 535
2° Etat du cheptel 535
C. — Indices d'ensemble de la production agricole nette finale 536

II. — Pêches maritimes 536

III. — Production industrielle :
A. — Indices annuels de la production industrielle 536
1° Indices d'ensemble 536
2° Evolution trimestrielle récente 537
B. — Energie 537
1° Indices d'ensemble 537
2° Production totale d'énergie 537
C. — Production des mines et carrières 537
1° Indices d'ensemble 537
2° Productions totales des mines et carrières... 538
D. — Production et transformation des métaux 538
1. Production des métaux 538
1° Indices d'ensemble 538
2° Productions totales de métaux ferreux et autres 538
2. Transformation des métaux 539
1° Indices d'ensemble 539
2° Productions totales des fonderies autonomes de véhicules automobiles et de machines agricoles 539
E. — Industrie du verre 539
F. — Céramique et fabrication de matériaux de construction 539
G. — Bâtiment et travaux publics 539
H. — Caoutchouc 540
I. — Industries chimiques 540
J. — Industrie textile 540
K. — Corps gras 541
L. — Cuirs 541
M. — Papiers et cartons 541
N. — Presse-édition 541
O. — Tabacs et allumettes 541
P. — Estimation du niveau d'ensemble de la production industrielle 542

IV. — Activité :
A. — Résultats de l'enquête trimestrielle du ministère du travail 542
1° Evolution d'ensemble (toutes activités) 542
2° Evolution récente par secteur ou branche d'activité 543
1. Effectifs 543
2. Durée hebdomadaire du travail (heures). 544
3. Activité 545
B. — Données récentes sur l'emploi et le chômage 546
1° Données d'ensemble 546
2° Chômage partiel (évaluation des effectifs ouvriers occupés moins de 40 heures), année 1957 546
3° Chômage partiel indemnisé 547
4° Conflits de travail 547

V. — Productivité 548

Pages.

VI. — ÉCHANGES EXTÉRIEURS EN NATURE :

A. — Résultats globaux 548
1° Evolution d'ensemble des importations et des exportations 548
2° Définition des indices du volume 549
3° Evolution des indices du volume du commerce extérieur (or inclus) 549
a) Indices bruts de 1913 à 1942 549
b) Indices bruts de 1938 à 1945 549
c) Indices corrigés de 1946 à 1959 549
4° Répartition des échanges extérieurs par produits et selon l'origine ou la destination de la marchandise 550

B. — Echanges agricoles en nature 551
1° Part des divers produits agricoles dans le commerce extérieur avec l'étranger 551
a) Importations de l'étranger de produits de l'agriculture (années 1957 à 1959) 551
b) Exportations vers l'étranger des produits agricoles et des industries alimentaires (années 1957 à 1959) 552
2° Echanges de produits alimentaires 553
a) Ensemble 553
b) Répartition par produits 553

C. — Echanges industriels en nature 554
1° Part des divers produits industriels dans le commerce extérieur avec l'étranger 554
a) Importations de l'étranger de produits de l'industrie (années 1957 à 1959) 554
b) Exportations vers l'étranger de produits de l'industrie (années 1957 à 1959) 555
2° Evolution des échanges industriels par produits 555
a) Energie et lubrifiants 555
b) Produits bruts 556
3° Produits manufacturés 556
a) Ensemble 556
b) Répartition pour quelques produits manufacturés 557
4° Produits textiles 558
5° Cuirs et peaux 558
6° Papiers et cartons 559

VII. — DISTRIBUTION. — COMMERCE :

Importance et répartition des entreprises commerciales. 559
1. Répartition en décembre 1956 des établissements commerciaux 559
2. Indices du chiffre d'affaires 560
3. Evolution du commerce intérieur 560

VIII. — TRANSPORTS :

A. — Trafic par mode de transport 561
1° Fer (S. N. C. F.) 561
2° Voies navigables 562
3° Mer 562
4° Air 563

B. — Routes 564
1° Parc routier au 1er janvier 1958 564
2° Livraison de carburants à la clientèle civile et métropolitaine 564

III. — Finances. — Crédit. — Monnaie. — Finances extérieures.

I. — FINANCES PUBLIQUES :

A. — Budget de l'Etat et trésorerie 565
1° Situation budgétaire 565
2° Situation des finances publiques et opérations du Trésor à la fin des années 1958 et 1959 565
3° Budget général de l'Etat suivant la nouvelle présentation adoptée par la loi de finances pour 1960 566
4° Tableau général des charges et des ressources de la loi de finances de 1960 566
5° Exécution de la loi de finances pour les trois premiers mois de 1959 et 1960 567
6° Evolution des recettes de l'Etat 568
a) Tableau d'ensemble de 1955 à 1958 568
b) Evolution du taux de prélèvement fiscal par rapport au produit national brut 568
c) Recettes budgétaires applicables au budget général 568
7° Dette publique 569

B. — Collectivités locales 569

II. — SERVICES PUBLICS :

A. — S. N. C. F. 569
B. — Postes et télécommunications 570

III. — SERVICES SOCIAUX :

A. — Evolution du bilan du régime général de la sécurité sociale 570
B. — Etablissements hospitaliers 570

IV. — CRÉDIT. — BANQUE. — MONNAIE :

A. — Evolution d'ensemble des disponibilités monétaires et de leur contrepartie 571
1. Disponibilités monétaires et dépôts à terme. 571
2. Contrepartie 571
3. Rapport au produit national brut 572
4. Evolution du produit national brut et de la masse monétaire 572
5. Proportion dans la masse monétaire des billets et des dépôts à vue 572

B. — Epargne 572
1. Epargne totale 572
a) Variations annuelles 572
b) Variations des emplois liquides de l'épargne 573
2. Actions et obligations 573

C. — Crédit 574
1. Répartition de 1956 à 1959 des crédits aux entreprises et aux particuliers 574
2. Répartition des crédits selon leur durée 574
a) Crédits à court terme 574
b) Crédits à moyen terme 575
c) Crédits à long terme 575
d) Evolution des crédits selon leur objet économique 576
3. Répartition du crédit selon l'activité utilisatrice 576
1° Le crédit à l'agriculture 576
2° Le crédit aux entreprises industrielles et commerciales 576
a) Durée des engagements 576
b) Destination économique des prêts. 577
c) Branches d'activités utilisatrices. 577
4. Crédits à la consommation 577
Répartition des crédits des ventes à tempérament 577

D. — Banque de France 578
E. — Crédit agricole 579
F. — Franc 580
1. Définition du franc 580
2. Pouvoir d'achat du franc 580
a) Evolution 1914-1959 580
b) Evolution 1938-1959 581

V. — INVESTISSEMENTS ET CONSTRUCTION :

A. — Formation brute de capital fixe et produit national. 581
1° Evolution de la formation brute de capital fixe (stocks compris) par rapport au produit national brut aux prix de marché. 581
2° Répartition des investissements de 1954 à 1959 582

Pages.

B. — Ressources d'origine métropolitaine consacrées au financement d'investissements dans la métropole et dans les pays d'outre-mer 582
1. Ensemble 582
2. Prêts des organismes spécialisés 583
3. Emission sur le marché financier métropolitain 583
4. Dépenses effectuées sur fonds publics 584
a) Ensemble 584
b) Comparaison des crédits de paiement en 1958 et 1959 584
c) Investissements sur fonds publics en 1959 et prévisions pour 1960 584
d) Répartition économique des crédits d'équipement en 1958 et 1959 585
e) Répartition des prêts F. D. E. S. 585
f) Répartition des crédits à moyen terme 586

C. — Investissements dans les pays d'outre-mer 586
1. Afrique du Nord 586
a) Algérie et Sahara 586
b) Tunisie et Maroc 587
2. Territoires d'outre-mer 587
3. Départements d'outre-mer 588
4. Investissements hors France 588

D. — Logement 588
1. Part de la construction de logements et des réparations d'immeubles dans les investissements totaux de la nation et le produit national brut depuis 1949 588
2. Financement total de la construction de logements 589
3. Constructions privées 589
a) Prêts du Crédit foncier 589
b) Primes à la construction 589
c) Permis de construire 590

VI. — Marché monétaire :
A. — Marché monétaire (données d'ensemble) 591
B. — Ensemble des devises 592
C. — Valeurs mobilières 593
D. — Marché financier (taux) 594

VII. — Finances extérieures :
A. — Balance commerciale 595
1. Résultats globaux (or inclus) 595
a) Pourcentages de couverture des importations par les exportations 595
b) Evolutions annuelles 595
2. Valeur des échanges par groupements d'utilisation 596
3. Commerce extérieur de la France avec les principaux pays étrangers 597
B. — Indices des valeurs moyennes et taux de l'échange. 598
C. — Balance des paiements 599
1. Evolution d'ensemble 599
2. Evolution de la balance des paiements avec les différentes zones de 1951 à 1958 600
3. Evolution des règlements non commerciaux. 600
4. Position de la zone franc à l'U. E. P. 601
5. Balance du tourisme 601

IV. — **Prix. — Coût de la vie.**

I. — Prix :
A. — Prix de gros 602
1. Indices des prix de gros 602
a) Indices d'ensemble des 488 articles 602
b) Indices annuels des prix des produits de la pêche 603
c) Indices des prix de gros agricoles à la production 603
B. — Indices des prix de détail 604
1. Indice d'ensemble des prix de détail 604
a) Indice des 250 articles 604
b) Evolutions annuelles de 1950 à 1956 de l'indice des 213 articles 604
c) Indices des 179 articles 604
2. Prix de détail dans les agglomérations importantes de province 604
3. Indices des prix des véhicules à moteur 605
4. Indices des prix de détail à Paris des appareils d'équipement ménager 605
5. Indices des prix des produits industriels nécessaires aux exploitants agricoles 606
6. Indices des prix de vente au détail des spécialités pharmaceutiques 606
7. Indices des prix de certains objets manufacturés 606
8. Indices des prix des chambres d'hôtel 607
9. Indices annuels des prix des repas dans les établissements de tourisme 607
10. Indice du coût de la construction 607
11. Indices des transports S. N. C. F. pour l'usager 608

II. — Coût de la vie :
A. — Indices de l'I. N. S. E. E. (rappel) 608
Indice d'ensemble des prix à la consommation familiale à Paris 608
B. — Budgets types établis par les organisations syndicales et l'institut d'observation économique 609
1. Budget type d'un célibataire à Paris 609
2. Budget type d'une famille de quatre personnes 609

V. — **Salaires. — Revenus.**

I. — Salaires :
A. — Résultats de l'enquête du ministère du travail 610
1. Indices moyens annuels 610
2. Evolution trimestrielle de l'indice général du taux des salaires horaires 610
3. Evolution trimestrielle des indices des taux des salaires horaires masculins et féminins. 610
4. Indices par secteurs d'activités collectives 611
5. Indices des salaires horaires par sexe et qualification 611
6. Ecart moyen des salaires des femmes par rapport à ceux des hommes 612
7. Abattements moyens des salaires de province par rapport à ceux de Paris depuis le 1er janvier 1952 612
B. — Indices des salaires horaires établis par les syndicats professionnels 612
1. Indices des salaires horaires par profession. 612
2. Indices des salaires horaires par qualification individuelle 613
3. Charges sociales dans la construction mécanique 613
C. — Evolution du S. M. I. G. dans la région parisienne de 1950 à 1959 613
D. — Revenus mensuels nets des salariés 614
E. — Salaires agricoles 615
1. Nombre de salariés 615
2. Revenu global des salariés agricoles 615

II. — Revenus de l'agriculture :
1. Evolution globale 616
2. Recettes de l'agriculture 617
3. Dépenses de l'agriculture 618

VI. — **Comptabilité nationale.**

1. Produit national (francs courants) 619
2. Produit national (francs constants) 619
3. Revenu national et revenu disponible 619
4. Dépense nationale 620
5. Evolution du revenu national de 1901 à 1953 620

VII. — **Consommation.**

1. Evolution de la consommation en 1956-1957 621
2. Consommation des administrations 621
3. Consommation territoriale aux prix de 1954 (en milliards de francs) 622
4. Consommation territoriale aux prix de 1954 (répartition en pourcentage) 622

I. — POPULATION

A. — DONNEES DEMOGRAPHIQUES

1° Population totale de la France.

La population totale de la France, telle qu'elle est mesurée par les recensements, était de 41.900.000 personnes en 1936, de 40.135.000 personnes en 1949 et de 42.900.000 personnes en 1954 (y compris pour ces deux dernières années les militaires du contingent hors métropole, les fonctionnaires civils et militaires de carrière et leur famille en zone d'occupation). Sur la base de ces évaluations, l'évolution annuelle de la population totale de la France peut être calculée.

Evolution de la population totale de la France. (En milliers.)

ANNÉES	POPULATION au 1er janvier.	POPULATION moyenne évaluée.	ANNÉES	POPULATION au 1er janvier.	POPULATION moyenne évaluée.
1936-1938	»	41.900	1953	42.518	42.652
1946	40.125	40.282	1954	42.785	42.951
1947	40.488	40.644	1955	43.117	43.273
1948	40.851	41.044	1956	43.442	43.600
1949	41.238	41.400	1957	43.854	44.091
1950	41.562	41.736	1958	44.328	44.584
1951	41.910	42.055	1959	44.840	45.100
1952	42.201	42.360	1960	45.355	

Source : I. N. S. E. E.

2° Mouvement naturel de la population.

DÉSIGNATION	1934-1938	1949	1954	1957	1958	1959 (P)
Taux (pour 1.000 habitants) :						
Nuptialité	13,2	16,3	14,6	14,1	14	14,2
Natalité	14,8	20,9	18,8	18,4	18,1	18,3
Mortalité :						
Générale	15,3	13,7	12	12	11,1	11,2
Moins d'un an (pour 1.000 nés vivants)	65,7	5,6	36,6	29,2	27,1	25,3
Nombres absolus (en milliers) :						
Nombre de naissances	620	865	807,2	813	808,6	826
Nombre de décès	640	568	515,3	528,2	496,9	506
Excédent de naissances sur les décès	— 19	+ 297	+ 291,9	+ 284	+ 311,6	+ 320

Source : Institut national d'études démographiques.

3° Immigration. (En milliers.)

DÉSIGNATION	1946	1949	1954	1957	1958	1959
Immigration contrôlée (office national d'immigration) :						
Travailleurs non saisonniers	30	59	12	112	83	44
Membres de leur famille	»	27	»	9,5	11	9
	30	86	16	119,5	94	53
Algériens (immigration nette)	(1) 44	8	25	20	10	

(1) 1947.

Source : Institut national d'études démographiques.

4° Répartition de la population par groupes d'âge.

ANNÉES	A. — POPULATION (en milliers).				B. — RÉPARTITION (en pourcentage).			
	Total.	Jeunes (0—19 ans).	Adultes (20—64 ans).	Vieillards (65 ans et plus).	Total.	Jeunes.	Adultes.	Vieillards.
1861 (*b*).....	37.386	13.389	21.494	2.503	100	35,8	57,2	7
1901 (*a*) (*b*)...	38.451	13.313	21.983	3.155	100	34,6	57,2	8,2
1921 (*b*).....	38.797	12.271	23.013	3.513	100	31,6	59,3	9,1
1936 (*b*).....	41.183	12.446	24.679	4.058	100	30,2	59,9	9,9
1949 (*c*).....	40.150	11.847	23.680	4.443	100	29,5	59,4	11,1
1955 (*c*).....	43.115	13.328	24.798	4.989	100	30,9	57,5	11,6
1957 (*c*).....	43.854	13.758	25.029	5.067	100	31,4	57,1	11,5
1958 (*c*).....	44.328	14.010	25.210	5.108	100	31,6	56,9	11,5
1959 (*c*).....	44.840	14.288	25.367	5.185	100	31,8	56,6	11,6
1960 (*c*) (*d*)...	45.355	14.588	25.513	5.254	100	32,1	56,3	11,6

(*a*) 87 départements. — (*b*) Au recensement. — (*c*) Au 1er janvier. — (*d*) Evaluation provisoire.
Source: I. N. S. E. E

B. — POPULATION ACTIVE

La population active et sa répartition par secteur d'activité collective et par catégories sociales ont été calculées à l'aide des résultats du sondage au 1/2 sur le recensement de 1954. Ces données sont mises à jour par les résultats de l'enquête par sondage sur l'emploi de février 1956.

1° Résultats du recensement de 1954.

a) *Population active par sexe et catégorie socio-professionnelle* (en milliers).

(Exploitation par sondage de l'I. N. S. E. E.)

DÉSIGNATION	HOMMES	FEMMES	ENSEMBLE
1. Agriculteurs	2.342	1.642	3.984
2. Salariés agricoles	984	169	1.153
3. Patrons de l'industrie et du commerce	1.443	858	2.301
4. Professions libérales et cadres supérieurs	483	74	557
5. Cadres moyens	714	430	1.144
6. Employés	985	1.096	2.081
7. Ouvriers:			
Qualifiés et contremaîtres	334	23	357
Apprentis	169	44	213
Manœuvres	865	228	1.093
Autres	3.627	1.164	4.791
	4.995	1.459	6.454
8. Personnel de service	199	809	1.008
9. Artistes	30	16	46
10. Clergé	58	119	177
11. Armée et police	299	5	304
Total	12.537	6.682	19.220
12. Militaires du contingent	300	»	300
Population active totale	12.837	6.682	19.520

N. B. — Population active: personnes ayant déclaré exercer une profession et personnes sans travail cherchant un emploi. Ont échappé, en fait, une part de celles qui ne travaillent que quelques heures par semaine, femmes de ménage occupées partiellement, conjoints d'agriculteurs, artisans ou commerçants. En 1946, étaient classés « aides familiaux », donc actifs, les épouses d'agriculteurs et enfants de plus de quatorze ans n'ayant pas déclaré une profession ou poursuivant leurs études. En 1954, ont été classées actives seulement les personnes s'étant déclarées comme telles.

2° Résultats des enquêtes par sondages faites par l'I. N. S. E. E.

1. *Evolution de la répartition de la population occupée par secteurs d'activités collectives de 1951 à 1956.*

BRANCHES D'ACTIVITÉS COLLECTIVES	DÉCEMBRE 1951	OCTOBRE 1952	JUIN 1953	OCTOBRE 1954	MARS 1955	FÉVRIER 1956
Agriculture, forêts, pêche (01 à 05)	31,8	31,6	31,5	29,5	28,9	29,4
Industrie (06 à 61)	35,1	34,7	34,9	37	34,9	34,7
Dont :						
Bâtiment, travaux publics (33 et 34)	5,4	6,3	6,3	6,4	6,8	7,6
Textiles, habillement, travail des étoffes, cuirs et peaux (47 à 52)	8,7	7,7	7,5	7,3	7	6,6
Transports (62 à 68)	4,8	5,3	5,1	5	4,7	5,4
Commerce (69 à 81)	12,8	13	13,4	12,9	13,9	13,6
Professions administratives et libérales (82 à 88 et 91 à 99)	9,4	10,1	9,8	11,1	11,8	12,1
Services domestiques, hygiène (89, 90)	4,7	4,5	4,1	3,9	5	4,3
Non déclarée	1,3	0,8	1,2	0,6	0,8	0,5
Ensemble (1)	100	100	100	100	100	100
	(20,1)	(19,6)	(18,9)	(20,0)	(20,2)	(19,4)

(1) Entre parenthèses : nombres absolus en millions.

Source : I. N. S. E. E., enquêtes par sondage sur l'emploi.

2. *Nombre de personnes occupées pour 1959.*
(Estimation.) (Unité : milliers.)

BRANCHE D'ACTIVITÉ	TOTAL	DONT SALARIÉS	
		Du secteur privé nationalisé et sécurité sociale (1).	De l'Etat et des collectivités locales.
Agriculture et pêche	4.630	1.032	15
Energie	421	417	4
Industrie	6.700	5.587	206
Transport	983	683	251
Commerce	2.556	1.345	8
Services	3.266	1.482	1.379
Total	18.556	10.546	1.863

(1) Les services publics comprennent essentiellement la S. N. C. F., la R. A. T. P., l'E. D. F., le Gaz de France, les houillères, les banques nationalisées, la sécurité sociale.

3. *Effectifs par catégories socio-professionnelles.*
(Unité : milliers.)

	ENQUÊTE SUR L'EMPLOI DE :		
	1954 (1).	1958 (2).	1959 (2).
Agriculteurs exploitants	4.418	3.696	3.815
Salariés agricoles	1.172	874	871
Patrons de l'industrie et du commerce	2.593	2.670	2.758
Cadres supérieurs et professions libérales	531	703	699
Cadres moyens	1.142	1.292	1.294
Employés	1.916	1.984	2.090
Ouvriers	6.384	6.302	5.861
Personnel de service	1.146	1.161	1.082
Autres personnes actives	284	299	257
Personnes inactives	12.062	12.801	13.070
Non déclaré	»	18	3
Total	31.648	31.800	31.800

(1) Corrigé de façon à atteindre l'effectif donné par le recensement des personnes de 14 ans et plus habitant dans des ménages ordinaires.

(2) Corrigé pour tenir compte d'une sous-estimation de certains membres du ménage assez difficiles à saisir (domestiques, salariés logés, pensionnaires, parents éloignés du chef de ménage) et pour arriver à l'estimation de 31.800.000 personnes.

II. — ACTIVITE ET PRODUCTION

I. — PRODUCTION AGRICOLE

A. — Production végétale

1° *Volume de la production* (en millions de quintaux).

PRODUITS	MOYENNE 1930-1939.	1954	1957	1958	1959 (1er nov.)
Blé	80,5	105,7	110,8	96	115,5
Céréales secondaires:					
Seigle	7,9	5,2	4,8	4,3	4,6
Orge	11,04	25,2	36,3	39	49,2
Avoine	47,5	35,7	25,8	26,4	28,2
Maïs	5,35	9,6	13,9	16,7	18,1
Plantes sarclées:					
Pommes de terre (plein champ)	156	159	129,9	127,4	118,5
Betteraves industrielles	91,1	116,6	112,5	128,8	74,8
Riz	»	0,52	0,1	1,4	»
Oléagineux	(1) 0,133	1,08	2	2,3	1,5
Légumes secs (2)	2,5	2,3	2,3	2,2	1,7
Plantes industrielles (1.000 quintaux):					
Houblon	22,47	19,6	»	22,4	17,3
Chanvre	38,4	17,6	23,5	22,6	15,6
Lin	180	341	296,6	209,4	190,6
Production fourragère:					
Prairies artificielles et temporaires, fourrages annuels, prés naturels fauchés en sec	354	405	439	493,5	346
Cultures fruitières:					
Pommes et poires à cidre	332,1	35	7	50	12,7
Pommes de table	2,44	4,4	1,8	6,3	4,1
Poires de table	0,46	1,48	1,29	2,2	1,8
Pêches	0,57	1,37	2,72	2	2,7
Prunes	0,5	1,36	0,60	2,1	»
Raisin de table	»	2,42	»	0,5	0,6
Vin (en millions d'hectolitres)	58,9	61,1	33,3	47,7	60,8

(1) Moyenne 1934-1938.
(2) Haricots, lentilles, pois, fèves, féveroles, autres légumes secs de plein champ.
Source: Ministère de l'agriculture.

2° *Rendements à l'hectare* (quintaux).

PRODUITS	MOYENNE 1930/1939.	1954	1957	1958	1959 (1er nov.)
Blé	15,4	23,5	23,7	20,8	26,1
Céréales secondaires:					
Seigle	11,6	12,7	13,2	12,4	13,9
Orge	14,7	20,5	22,1	21,8	24,8
Avoine	14,3	16,6	16	17,7	18,8
Maïs	15,8	23,2	25,6	28,4	25,8
Plantes sarclées:					
Pommes de terre (plein champ)	111	166	153	144,1	134,4
Betteraves industrielles	287	307	323,8	353,1	192,1
Riz	»	26,7	»	48,2	»
Oléagineux	»	12,3	13,9	13	13,5
Légumes secs	9,9	10,4	10,8	11	9,7
Plantes industrielles:					
Houblon	10,1	13,7	11,5	15,7	13,2
Chanvre	11,3	10,8	13,3	12,1	11,7
Lin	6,6	7,5	6,4	5,2	6,9
Production fourragère:					
Prairies artificielles et temporaires, fourrages annuels, prés naturels fauchés en sec	34,5	43,7	174,2	198,7	166,9

(1) Evaluations.
Source: Ministère de l'agriculture.

B. — Production animale.

1° *Production annuelle.*

DESIGNATION	AVANT GUERRE (moyenne).	1949	1955	1957	1958	1959
1. Lait (millions d'hectolitres)	138 (Moyenne 1937-1938.)	132,5	178	206	205	»
2. Viande (millions de tonnes)	1,7	1,86	2,54	2,6	2,6	2,7
Bœufs	0,60	0,68	1,02	0,96	0,93	1
Veaux	0,27	0,29	0,37	0,34	0,32	0,35
Moutons	0,1	0,07	0,11	0,11	0,11	0,12
Porcs	0,68	0,77	0,95	0,8	1	1,2
Chevaux	»	»	»	0,8	0,9	0,8

Source: Ministère de l'agriculture.

2° *Etat du cheptel.*
(Moyenne en millions de têtes.)

DESIGNATION	1934-1938	1949	1955	1957	1958	1959
Chevaux	2,77	2,41	2,16	2	2	2
Bovins	15,7	15,43	17,57	18	18,5	18,6
Ovins	9,75	7,48	8,22	8,6	8,7	8,9
Porcins	7,08	6,76	7,73	8,1	8,5	8,3
Chèvres	»	»	1,3	1,2	1,2	1,1

Source: Ministère de l'agriculture.

C. — **Indices d'ensemble de la production agricole nette finale.**

(Ensemble des produits allant aux consommateurs ou à l'industrie.)

Bases { Moyenne 1934-1938 = 100 (pour tous les produits sauf le vin et les fruits).
Moyenne 1936-1939 = 100 (pour le vin et les fruits.

DÉSIGNATION	PRODUCTION végétale (sans le vin).	PRODUCTION de vin.	PRODUCTION végétale totale.	PRODUCTION animale (non compris poisson).	PRODUCTION totale (y compris poisson).
Campagne 1951-1952 (récolte 1951)	95 à 100	88 à 93	92 à 97	107 à 112	100 à 105
Campagne 1952-1953 (récolte 1952)	105 à 110	88 à 93	102 à 107	110 à 115	105 à 110
Campagne 1954-1955 (récolte 1954)	120 à 125	100 à 105	115 à 120	130 à 135	122 à 127
Campagne 1955-1956 (récolte 1955)	118 à 123	100 à 105	113 à 118	130 à 135	121 à 126 (121-126)
Campagne 1956 (récolte 1956)	100 à 105	85 à 90	95 à 100	132 à 137	115 à 120
1957	114 à 119	57	98 à 103	138 à 143	119 à 124
1958 (1).	111 à 116	81	102 à 107	136 à 141	119 à 124

(1) Chiffres provisoires.
Source: I. N. S. E. E.

II. — PECHES MARITIMES

DÉSIGNATION	1938	1949	1957	1958
a) Production totale métropolitaine (1.000 tonnes):				
Poissons frais	312	293	338	343
Morue salée	71	47	49	55
b) Indications de valeurs:				
Vente du poisson frais (en milliards de francs)	»	22,5	45,2	45,1

(1) Surtaxes comprises.
Source: Ministère de la marine marchande.

III. — PRODUCTION INDUSTRIELLE

A. — **Indices annuels de la production industrielle.**

1° *Indices* 1952 = 100.

DÉSIGNATION	1938	1949	1953	1956	1957	1958	1959
Ensemble avec bâtiment	75	84	101	130	141	147	152
Ensemble sans bâtiment	75	83	101	134	146	152	158
1. Energie	»	83	99	116	121	132	145
Electricité	52	74	102	132	141	152	158
Gaz	51	95	101	127	147	181	276
Pétrole et carburants	32	53	105	132	127	151	169
Combustibles minéraux solides	83	92	95	100	103	105	104
2. Mines et carrières	»	85	97	107	112	114	115
Extraction de minerais métalliques	75	77	103	125	137	143	146
Extraction et préparation de minéraux divers	60	86	101	134	142	152	151
Extraction de matériaux de construction	72	58	99	117	125	122	130
3. Production et transformation des métaux:							
Production des métaux	56	79	92	124	134	139	144
Transformation des métaux	65	81	96	142	153	164	165
4. Verre	80	97	100	139	157	162	172
5. Céramique et fabrication de matériaux de construction	74	86	99	128	141	149	146
6. Bâtiment et travaux publics	(65)	89	101	112	121	121	121
7. Caoutchouc	57	80	101	134	146	153	160
8. Industries chimiques	67	82	107	163	184	209	239
9. Industries textiles	104	95	106	119	132	128	123
10. Corps gras	189	110	113	133	132	128	117
11. Cuirs	127	85	100	103	114	106	105
12. Papiers et cartons	94	93	115	159	173	180	196
13. Presse et édition	88	88	101	155	166	173	175
14. Tabacs et allumettes	78	88	101	114	121	130	127

Source: I. N. S. E. E.

2° *Evolution trimestrielle récente.*

Indices d'ensemble.

1952 = 100 (moyennes mensuelles).

DÉSIGNATION	I	II	III	IV
1. Ensemble (avec bâtiment):				
1958	155	158	130	193
1959	151	161	136	168
1960	168	»	»	»
2. Ensemble (sans bâtiment):				
1958	162	166	130	160
1959	158	168	140	177
1960	177	»	»	»
3. Energie:				
1958	138	128	122	142
1959	146	141	138	160
1960	166	»	»	»
Mines et carrières:				
1958	118	117	107	118
1959	118	120	107	121
1960	118	»	»	»

N. B. — Les indices trimestriels rapides partiels ne sont pas comparables aux indices annuels.

Source: I. N. S. E. E.

B. — **Energie.**

1° *Indices* 1952 = 100 (moyennes mensuelles).

DÉSIGNATION	I	II	III	IV	ANNÉE
1. Combustibles minéraux solides (ensemble):					
1958	112	105	97	109	105
1959	111	105	95	110	104
1960	108	»	»	»	»
2. Electricité (ensemble):					
1958	160	150	136	166	152
1959	162	156	143	176	158
1960	183	»	»	»	»
3. Gaz (ensemble), gaz naturel et d'usine:					
1958	189	159	159	220	181
1959	247	257	270	333	276
1960	378	»	»	»	»
4. Pétrole et carburants (ensemble):					
1958	148	146	155	158	151
1959	160	158	176	183	169
1960	186	»	»	»	»
5. Production métropolitaine de pétrole brut:					
1958	389	397	404	406	398
1959	413	449	490	512	465
1960	(1) 539	»	»	»	»
6. Pétrole traité dans les raffineries:					
1958	137	136	142	142	139
1959	142	134	147	152	143
1960	(1) 151	»	»	»	»

(1) Moyenne janvier-février.

N. B. — Les indices trimestriels rapides partiels ne sont pas comparables aux indices annuels.

Source: I. N. S. E. E.

2° *Production totale d'énergie.*

(Moyennes mensuelles.) (Evolutions annuelles.)

DÉSIGNATION	1938	1952	1954	1957	1958	1959
Houille et lignite (1.000 tonnes): production nette = vente de houille crue aux tiers + consommation des mines + variation des stocks.....	3.963	4.780	4.693	4.924	5.003	4.982
Cokes (1.000 tonnes): production totale disponible de semi-coke, coke de four, coke de gaz	806	899	850	1.076,5	1.059,8	1.103,1
Pétrole (1.000 tonnes):						
Production métropolitaine de brut.	6	29,1	42,4	117,9	115,8	135,2
Pétrole traité dans les raffineries (importations) ..	582	1.791	1.987	2.080	2.483	2.563,8
Electricité (millions de kWh):						
Production totale..	1.733	3.400	3.797	4.800	5.150	5.380
Centrales thermiques: 5.000 kWh (puissance installée).						
Centrales hydrauliques: 1.000 kWh (puissance installée).						
Statistique partielle	1.548	3.208	3.567	4.495	4.879	5.159
Gaz (millions de m³):						
Gaz d'usine (distillation de la houille seule)....	149	207	216	235,4	238,6	232
Gaz naturels.....	»	22,2	21,6	46,7	87,8	217,8

Source: Ministère de l'industrie et du commerce.

C. — **Production des mines et carrières.**

1° *Indices* 1952 = 100 (moyennes mensuelles).

DÉSIGNATION	I	II	III	IV	ANNÉE
1. Extraction de minerais métalliques (ensemble):					
1958	151	148	130	146	143
1959	147	150	134	159	146
1960	165	»	»	»	»
Dont:					
Minerai de fer:					
1958	156	150	134	149	146
1959	150	154	137	163	150
1960	(1) 171	»	»	»	»
Bauxite:					
1958	175	152	135	165	162
1959	153	179	137	172	156
1960	(1) 165	»	»	»	»
2. Extraction de matériaux de construction (ensemble):					
1958	104	141	128	120	122
1959	110	149	132	130	130
1960	113	»	»	»	»
3. Extraction et préparation de minéraux divers (ensemble):					
1958	158	159	136	160	152
1959	159	156	131	163	151
1960	166	»	»	»	»

(1) Moyenne janvier-février.

N. B. — Les indices trimestriels rapides partiels ne sont pas comparables aux indices annuels.

Source: I. N. S. E. E.

2° *Productions totales des mines et carrières.*
(1.000 tonnes.) (Moyennes mensuelles.) (Evolutions annuelles.)

DÉSIGNATION	1938	1952	1954	1957	1958	1959
1. Extractions de minerais métalliques:						
Minerai de fer (production totale de minerai marchand)	2.574	3.393	3.632	4.813,8	4.954,6	5.075,1
Bauxite	54	93	106	140,3	151,4	145,4
2. Extraction de matériaux de construction:						
Ardoises de couverture	10,9	13,1	11,6	10,7	11,1	10,4
Pierres à bâtir (1)	127	131	130	157,8	142,7	210,4
Sables et graviers d'alluvions	1.244	2.537	2.740	4.551	4.730	4.721
Matériaux de viabilité	1.109	1.826	1.980	2.567	2.337	2.697

(1) Calcaires (pierres de taille, moellons, enrochements, cales et meulières à bâtir).
Source: Ministère de l'industrie et du commerce.

D. — **Production et transformation des métaux.**

1. Production des métaux

1° *Indices* 1952 = 100 (moyennes mensuelles).

DÉSIGNATION	I	II	III	IV	ANNÉE
1. Production des métaux (ensemble):					
1958	144	146	127	140	139
1959	140	150	135	155	144
1960	163	»	»	»	»
Dont:					
1. Sidérurgie (ensemble):					
1958	140	137	118	134	132
1959	134	141	126	152	138
1960	(1) 158	»	»	»	»
Fonte:					
1958	128	125	113	125	122
1959	124	129	120	138	128
1960	(1) 145	»	»	»	»
Acier:					
1958	143	137	123	135	134
1959	136	142	130	153	140
1960	(1) 158	»	»	»	»
Produits finis laminés:					
1958	148	145	118	140	137
1959	141	149	128	164	144
1960	(1) 169	»	»	»	»

DÉSIGNATION	I	II	III	IV	ANNÉE
2. Métallurgie des métaux non ferreux (ensemble):					
1958	155	183	141	163	165
1959	158	184	170	167	169
1960	(1) 165	»	»	»	»
Dont:					
Aluminium:					
1958	165	168	158	172	166
1959	170	175	165	179	172
1960	(1) 181	»	»	»	»
Cuivre:					
1958	115	130	109	139	121
1959	128	150	112	159	137
1960	(1) 156	»	»	»	»
Plomb:					
1958	139	142	121	157	133
1959	137	139	118	136	132
1960	(1) 147	»	»	»	»
Zinc:					
1958	190	209	186	191	194
1959	192	198	186	192	191
1960	(1) 195	»	»	»	»

(1) Moyenne janvier-février.
N. B. — Les indices trimestriels rapides partiels ne sont pas comparables aux indices annuels.
Source: I. N. S. E. E.

2° *Productions totales de métaux ferreux et autres.*
(1.000 tonnes.) (Moyennes mensuelles.) (Evolutions annuelles.)

DÉSIGNATION	1938	1952	1954	1957	1958	1959
1. Sidérurgie:						
Fonte (production totale de fonte brute) (1)	501	814	737	993	997	1.039
Acier (production totale d'acier brut)	518	906	886	1.174,8	1.217	1.268
Produits finis (2)	343	647	606	860,3	888	932
2. Métallurgie de métaux non ferreux:						
Aluminium (production totale 1re et 2e fusion)	4,233	10,554	12,258	16,403	17,479	18,128
Cuivre (production de cuivre électrolytique en cathodes et production de cuivre affiné 2e fusion) (3)	1,772	1,987	2,313	2,045	2,397	2,720
Zinc (production totale 1re et 2e fusion)	6,568	7,786	11,312	13,155	15,058	15,092
Plomb (production totale de plomb doux, 1re et 2e fusion) (4)	4,723	5,936	6,849	7,766	7,760	7,881

(1) Fonte de moulage, fonte d'affinage, spiegel, ferro-manganèse, autres fontes.
(2) Productions totales de laminés à chaud et tôles minces laminées à froid.
(3) La production est une transformation d'une partie du métal importé et de vieilles matières.
(4) Le plomb antimonieux est fabriqué à partir de plomb de première et deuxième fusion, soit de déchets ou d'alliages.
Source: Ministère de l'industrie et du commerce.

2. Transformation des métaux

1° *Indices* 1952 = 100 (moyennes mensuelles).

DÉSIGNATION	I	II	III	IV	ANNÉE
II. — Transformation des métaux (ensemble):					
1958	176	179	135	170	164
1959	171	185	142	190	165
1960	185	»	»	»	»
Dont:					
Première transformation (métaux ferreux et autres):					
1958	172	172	127	163	157
1959	152	167	137	187	160
1960	(1) 184	»	»	»	»
Fonderie (métaux ferreux et autres):					
1958	139	139	101	129	126
1959	122	122	93	128	115
1960	(1) 128	»	»	»	»
Construction automobile:					
1958	202	221	153	204	195
1959	207	238	166	238	211
1960	(1) 244	»	»	»	»
Construction aéronautique:					
1958	148	148	100	103	125
1959	112	141	107	165	131
1960	(1) 105	»	»	»	»
Construction électrique:					
1958	198	208	170	236	202
1959	212	211	187	259	211
1960	(1) 278	«	»	»	»

(1) Moyenne janvier-février.

N. B. — Les indices trimestriels rapides partiels ne sont pas comparables aux indices annuels.

Source: I. N. S. E. E.

2° *Productions totales des fonderies autonomes de véhicules automobiles et de machines agricoles.*

(Moyennes mensuelles.) (Evolutions annuelles.)

DÉSIGNATION	1938	1952	1954	1957	1958	1959
Productions totales des fonderies autonomes de fonte et d'acier (1.000 tonnes)	78	108	101	133	128	115
Automobiles (1.000):						
Voitures particulières	15,2 (1)	30,8	36,4	60,3	77,2	90,4
Véhicules utilitaires (camions et camionnettes)	3,3	10,3	13,1	16,5	16,4	16,1
Machines agricoles (pièces):						
Tracteurs	145 (2)	2.086	2.387	7.620	7.634	6.590
Motoculteurs et mototreuils	36	396	352	1.500	2.211	2.160

(1) Moyenne du 1er octobre 1937 au 10 septembre 1938.

(2) Tracteurs à roues et à chenilles.

Source: Ministère de l'industrie et du commerce.

E. — **Industrie du verre.**

	I	II	III	IV	ANNÉE
Indices 1952 = 100 (moyenne mensuelle):					
1958	171	175	150	152	162
1959	167	172	159	190	172
1960	197	»	»	»	»

(1) Octobre.

N. B. — Les indices trimestriels rapides partiels ne sont pas comparables aux indices annuels.

Source: I. N. S. E E.

F. — **Céramique et fabrication de matériaux de construction.**

1° *Indices* 1952 = 100 (moyennes mensuelles).

	I	II	III	IV	ANNÉE
Ensemble:					
1958	146	158	144	155	149
1959	146	155	137	150	146
1960	138	»	»	»	»

(1) Octobre.

N. B. — Les indices trimestriels rapides partiels ne sont pas comparables aux indices annuels.

Source: I. N. S. E. E.

2° *Productions totales* (1.000 tonnes).

(Moyennes mensuelles.) (Evolutions annuelles.)

	1938	1952	1954	1957	1958	1959
Ciment	296	720	781	1.039,7	1.418	1.466,6
Briques et tuiles	346	390	417	514,2	512,3	501,4

Source: Ministère de l'industrie et du commerce.

G. — **Bâtiment et travaux publics.**

	I	II	III	IV	ANNÉE
Indices 1952 = 100 (moyenne mensuelle):					
1958	118	125	117	122	121
1959	115	126	117	123	121
1960	123	»	»	»	»

(1) Octobre.

N. B. — Les indices trimestriels rapides partiels ne sont pas comparables aux indices annuels.

Source: I. N. S. E. E.

II. — **Caoutchouc.**

1° *Indices* 1952 = 100 (moyennes mensuelles).

	I	II	III	IV	ANNÉE
Ensemble:					
1958	165	167	124	162	153
1959	162	173	130	177	160
1960	176	»	»	»	»

(1) Octobre.

N. B. — Les indices trimestriels rapides partiels ne sont pas comparables aux indices annuels.

Source: I. N. S. E. E.

2° *Productions totales* (1.000 tonnes).

(Moyennes mensuelles. — Evolutions annuelles.)

	1938	1952	1954	1957	1958	1959
Productions totales de pneumatiques et bandages	6,7	13,4	14,5	18,4	19,6	20

Source: Ministère de l'industrie et du commerce.

I. — **Industries chimiques.**

1° *Indices* (base 100 en 1952).

(Moyennes mensuelles.)

DÉSIGNATION	I	II	III	IV	ANNÉE
Industries chimiques (ensemble):					
1958	208	220	192	220	209
1959	219	231	229	280	239
1960	276	»	»	»	»
Dont:					
Produits chimiques minéraux (1):					
1958	171	174	157	169	167
1959	177	182	169	190	179
1960	»	»	»	»	»
Produits chimiques organiques (2):					
1958	348	377	325	377	356
1959	372	395	434	570	442
1960	»	»	»	»	»
Industries parachimiques (3):					
1958	157	166	144	170	158
1959	165	177	159	185	171
1960	(4) 185	»	»	»	»

(1) Acide sulfurique, carbonate de soude, carbure de calcium, engrais phosphatés, engrais azotés, phosphate trisodique, chlore gazeux, oxygène comprimé, acétylène dissous.

(2) Organiques de synthèse, matière plastique, colorants, goudrons et benzols.

(3) Lessives, abrasifs (carborundum), peintures et vernis, surfaces sensibles.

(4) Moyenne janvier-février.

N. B. — Les indices trimestriels rapides partiels ne sont pas comparables aux indices annuels.

Source: I. N. S. E. E.

2° *Productions totales d'engrais.*

(Moyennes mensuelles en milliers de tonnes.)

(Evolutions annuelles.)

PRODUITS	1938	1952	1954	1955	1956	1957	1958	1959
Engrais azotés (1)	14,7	23,7	26,5	31,9	34	37,8	42,6	47,1
Engrais phosphatés (2)	312	304,1	417	459	508	553,9	605,6	576,2

(1) Production totale d'engrais azotés de synthèse (sulfate d'ammoniaque, nitrates de chaux, de soude, d'ammoniaque, ammonitrates), de cyanamite calcique et de sulfate d'ammoniaque de récupération (évalués en tonnes d'azote).

(2) Production totale de superphosphates, phosphates moulus, scories de déphosphoration et engrais composés.

Source: Ministère de l'industrie et du commerce.

J. — **Industrie textile (ensemble).**

1° *Indices* 1952 = 100.

(Moyennes mensuelles.)

DÉSIGNATION	I	II	III	IV	ANNÉE
Industrie textile (ensemble):					
1958	145	142	105	124	128
1959	113	132	105	145	123
1960	139	»	»	»	»
Dont:					
Jute (tissus, filés):					
1958	120	122	93	108	110
1959	101	103	80	113	99
1960	(1) 110	»	»	»	»
Lin et chanvre (tissus et filés):					
1958	114	102	73	88	94
1959	75	82	61	89	77
1960	»	»	»	»	»
Coton (filés de coton):					
1958	138	138	97	110	120
1959	100	119	93	129	110
1960	»	»	»	»	»
Coton (tissus de coton):					
1958	138	138	98	118	122
1959	111	127	97	137	117
1960	»	»	»	»	»
Laine (filés de laine):					
1958	136	132	97	124	122
1959	106	138	110	145	124
1960	(1) 136	»	»	»	»
Tissus de laine:					
1958	118	118	85	103	105
1959	92	104	86	110	97
1960	(1) 100	»	»	»	»
Fibranne:					
1958	226	247	187	180	209
1959	165	164	129	232	171
1960	(1) 225	»	»	»	»
Rayonne:					
1958	148	149	108	145	136
1959	137	137	100	141	128
1960	(1) 141	»	»	»	»
Fibres et fils synthétiques:					
1958	726	770	524	893	708
1959	870	996	820	1.280	985
1960	»	»	»	»	»

(1) Moyenne janvier-février.

N. B. — Les indices trimestriels rapides partiels ne sont pas comparables aux indices annuels.

Source: I. N. S. E. E.

2° *Productions totales de laine et coton* (1.000 tonnes).

(Moyennes mensuelles.) (Evolutions annuelles.)

DÉSIGNATION	1938	1952	1954	1957	1958	1959
1. Laine:						
Laine peignée.....	5,25	4,7	6,2	7,8	6,5	6,7
Filés (fillés purs et mélangés pour tissage, bonneterie et mercerie)	9,8	9,2	10,7	12,8	11,2	11,4
Tissus (tissus bruts).	6,65	6,1	6	6,8	6,4	6
2. Coton:						
Filés (production totale de filés de cotons purs ou mélangés fibranne)...	20,8	21,4	24,6	26,01	25,7	23,4
Tissus (production totale de tissus de cotons purs ou mélangés fibranne)...	13,2	12,5	14.5	14,6	15,05	14,6

Source: Ministère de l'industrie et du commerce.

K. — **Corps gras** (ensemble).

	I	II	III	IV	ANNÉE
Indices 1952 = 100 (moyennes mensuelles):					
1958	139	137	109	132	128
1959	122	123	104	122	117
1960	124	»	»	»	»

N. B. — Les indices trimestriels rapides partiels ne sont pas comparables aux indices annuels.

Source: I. N. S. E. E.

L. — **Cuirs.**

1° *Indices* 1952 = 100 (moyennes mensuelles).

	I	II	III	IV	ANNÉE
Cuirs (ensemble):					
1958	125	118	85	104	106
1959	104	117	92	110	105
1960	100	»	»	»	»

N. B. — Les indices trimestriels rapides partiels ne sont pas comparables aux indices annuels.

Source: I. N. S. E. E.

2° *Productions totales* (1.000 tonnes.)

(Moyennes mensuelles.) (Evolutions annuelles.)

	1938	1952	1954	1955	1956	1957	1958	1959
Cuirs et peaux finies de bovins.....	5,3	3,5	3,5	3,2	3.1	3,4	3,2	3

N. B. — Les indices trimestriels rapides partiels ne sont pas comparables aux indices annuels.

Source: Ministère de l'industrie et du commerce.

M. — **Papiers et cartons.**

1° *Indices* 1952 = 100.

(Moyennes mensuelles.)

DÉSIGNATION	I	II	III	IV	ANNÉE
Papiers et cartons (ensemble):					
1958	188	189	153	196	180
1959	200	210	164	215	196
1960	227	»	»	»	»
Dont:					
Papier journal, impression et écriture:					
1958	158	155	130	180	155
1959	187	192	144	185	176
1960	(1) 200	»	»	»	»

(1) Moyenne janvier-février.

N. B. — Les indices trimestriels rapides partiels ne sont pas comparables aux indices annuels.

Source: I. N. S. E. E.

2° *Productions totales* (1.000 tonnes.)

(Moyennes mensuelles.) (Evolutions annuelles.)

DÉSIGNATION	1938	1952	1954	1955	1956	1957	1958	1959
Pâtes à papier (production totale évaluée en 1.000 tonnes de pâtes sèches) (1)....	28,9	43	56,3	61,2	67	73,3	76,1	86,8
Papier d'impression et d'écriture	48,7	49,2	62,1	67,1	70,7	73,3	76,3	86,5
Papier paille et d'emballage	26,6	29	39,8	45	50,4	56,2	60,7	67,9

(1) Production totale de pâtes mécaniques et mi-chimiques de pâtes au bisulfite, de pâte Kraft à la soude et autres pâtes chimiques.

Source: Ministère de l'industrie et du commerce.

N. — **Presse-édition.**

	I	II	III	IV	ANNÉE
Indice 1952 = 100 (moyenne mensuelle):					
1958	170	177	161	176	173
1959	184	185	152	177	175
1960	186	»	»	»	»

N. B. — Les indices trimestriels rapides partiels ne sont pas comparables aux indices annuels.

Source: I. N. S. E. E.

O. — **Tabacs et allumettes.**

	I	II	III	IV	ANNÉE
Indice 1952 = 100 (moyenne mensuelle):					
1958	139	140	96	149	130
1959	140	140	92	140	127
1960	138	»	»	»	»

N. B. — Les indices trimestriels rapides partiels ne sont pas comparables aux indices annuels.

Source: I. N. S. E. E.

P. — Estimation du niveau d'ensemble de la production industrielle.

L'indice mensuel de la production industrielle ne couvre pas les branches: industries alimentaires, industries du bois et de l'ameublement, habillement et travail des étoffes, dont l'activité est difficile à saisir au rythme mensuel ou n'est connu qu'avec retard.

Pour les *industries alimentaires*, un indice a cependant été calculé sur la base de mesures en volume de la production, à l'exception de certaines productions pour lesquelles il a fallu se contenter d'évaluation (laiteries, conserves de poissons...).

L'indice des *industries de l'habillement* et du *travail des étoffes* est calculé d'après les approvisionnements en tissus et les consommations apparentes.

L'activité des industries du bois et de l'ameublement est particulièrement difficile à apprécier, par insuffisance des informations. L'indice correspondant est obtenu à partir de la consommation apparente de bois ou des livraisons de contreplaqués et les consommations d'électricité haute tension.

Un indice d'ensemble est enfin calculé pour ces trois branches.

(1952 = 100.)

DÉSIGNATION	PONDÉRATION	1949	1950	1951	1952	1953	1954	1955	1956	1957	1958
Industries alimentaires	70	95	109	109	100	110	110	116	117	126	128
Habillement et travail des étoffes	61	96	106	112	100	108	108	103	110	123	117
Bois et ameublement	35	91	95	100	100	102	109	115	120	132	143
Ensemble	166	95	105	108	100	105	109	111	115	127	129

A partir de cet indice d'ensemble des trois branches ci-dessus et de l'indice mensuel de la production industrielle (vingt branches), l'indice complet de la production industrielle a été calculé par l'institut national de la statistique et des études économiques (vingt-trois branches).

Indice complet de la production industrielle.

(1952 = 100.)

DÉSIGNATION	1949	1950	1951	1952	1953	1954	1955	1956	1957	1958
Indices d'ensemble: industries alimentaires, habillement et travail des étoffes, bois et ameublement (trois branches compris)	85	91	100	100	101	110	118	128	139	144

Source: I. N. S. E. E.

IV. — ACTIVITE

A. — Résultats de l'enquête trimestrielle du ministère du travail (1).

1° Evolution d'ensemble (toutes activités).

DÉSIGNATION	1959				1960				ANNÉES (moyenne).							
	I — 1er janvier.	II — 1er avril.	III — 1er juillet	IV — 1er octobre.	I — 1er janvier.	II — 1er avril.	III — 1er juillet.	IV — 1er octobre.	1949	1952	1954	1955	1956	1957	1958	1959
1. Effectifs (indices 1954 = 100)	104,2	103,9	104,7	105	104,1	104,5	»	»	97,2	100,2	100	101	102,3	105,1	105,9	104,4
2. Durée hebdomadaire du travail (heures)	44,9	45,1	45,8	45,8	45,6	45,7	»	»	44,6	44,9	45,2	45,4	45,7	46	45,6	45,5
3. Niveau de l'activité (indices 1954=100).	103,5	103,7	106,1	106,4	105	105,6	»	»	96,8	99,5	100	101,3	103,6	106,9	106,9	105,1

(1) Enquête trimestrielle effectuée par voie de questionnaires aux employeurs et portant sur des établissements de plus de dix salariés, représentant environ 58 p. 100 de l'effectif du personnel travaillant dans les secteurs professionnels considérés. Ceux-ci comprennent l'ensemble des activités, à l'exclusion de l'agriculture, du gaz et des services publics (pour lesquels aucune donnée valable n'a pu être recueillie sur un rythme trimestriel); la C. F., les houillères et la R. A. T. P. sont comprises dans l'enquête. Les travailleurs isolés et le personnel domestique sont de même exclus. Sont d'autre part considérés les effectifs et la durée du travail des ouvriers de plus de dix-huit ans, payés à l'heure.

Source: I. N. S. E. E.

2° Evolution récente par secteur ou branche d'activité

N. B. — Les observations données ci-après concernent, autant que possible, ceux des secteurs de production dont les résultats ont été exposés précédemment (production industrielle) et, en outre, les transports et les activités commerciales et libérales:

(Indice 1954 = 100.)

1. *Effectifs.*

DÉSIGNATION	I (Premier jour du trimestre.)	II	III	IV	MOYENNE annuelle.
1. Energie:					
Combustibles minéraux solides:					
1958	94,1	93,4	92,5	92,1	92,8
1959	92,3	91,7	90,8	89,7	90,8
1960	89,4	88,1	»	»	»
Eau, gaz, électricité:					
1958	101,2	101,4	102	102,6	102
1959	102,9	103	103,5	104,3	103,6
1960	104,2	104	»	»	»
Pétrole et carburants liquides:					
1958	102,1	102,3	103,3	103,1	102,8
1959	102,5	102,4	102,9	102,3	102,3
1960	100,8	101,2	»	»	»
Ensemble:					
1958	96,7	96,3	96	95,9	96,2
1959	96,1	95,7	95,3	94,8	95,3
1960	94,5	93,7	»	»	»
2. Industrie d'équipement:					
Extraction de minerais divers:					
1958	94,7	95	95,6	94,3	94,7
1959	93	91,6	92,3	92,1	92,1
1960	91,5	89,9	»	»	»
Céramique, matériaux de construction, verre:					
1958	106	107,1	107,5	106,6	106,6
1959	104,1	104,1	104,5	104,3	104,2
1960	103,7	103,8	»	»	»
Production de métaux:					
1958	109,2	110	109,2	109,1	109,3
1959	108,9	107,8	108,1	109,2	108,6
1960	109,7	110,7	»	»	»
Industries mécaniques et électriques:					
1958	112,7	113,6	112,6	112,1	112,5
1959	110,9	110	109,6	109,6	109,9
1960	110	110,6	»	»	»
Bâtiment et travaux publics:					
1958	106,5	107,2	108,1	108,4	107,3
1959	104,2	105,1	106,8	107,5	105,8
1960	103,5	105,2	»	»	»
3. Industries de consommation:					
Industrie chimique et caoutchouc:					
1958	107	107,5	107,5	107,3	107,3
1959	106,9	107,2	107,5	107,9	107,5
1960	108	109,4	»	»	»
Industrie textile:					
1958	95	94,4	92,3	90,5	92,2
1959	88,2	86,6	86,3	86,9	86,9
1960	87,5	87,6	»	»	»
Cuirs et peaux:					
1958	98,9	98,9	95,6	93,8	96
1959	92,5	92,2	91,7	92,2	92,1
1960	92,4	92,9	»	»	»
Papiers et cartons:					
1958	105,9	106,4	106,6	106,7	106,4
1959	106,1	105,6	106,3	106,5	106,2
1960	106,8	107,8	»	»	»
Industries agricoles et alimentaires:					
1958	110,4	110,8	117,7	120,9	115,6
1959	115,3	115	122,1	124,2	119,3
1960	116,1	116,1	»	»	»
Industrie du bois et ameublement:					
1958	104,4	104,9	103,5	102,4	103,2
1959	99,6	99,3	98,4	98,2	98,6
1960	97,6	97	»	»	»
Habillement, travail des étoffes:					
1958	100,4	101,4	98,8	97,8	98,9
1959	94,4	94,2	93,6	94,4	94,2
1960	94,4	95,3	»	»	»
4. Industries de transformation (bâtiment inclus):					
Ensemble:					
1958	106,6	107,1	107	106,7	106,6
1959	104,2	103,8	104,5	105	104,3
1960	103,8	104,5	»	»	»
5. Transports:					
S. N. C. F.:					
1958	93,9	93,4	93,6	93,1	93,4
1959	93,3	92,4	92,2	91,9	92,3
1960	91,8	91	»	»	»
Ensemble:					
1958	97,8	97,6	98,1	97,7	97,7
1959	97	96,5	97,1	97	96,9
1960	96,6	96,3	»	»	»
6. Activités commerciales et libérales:					
1958	108,5	109,2	110,6	110	109,7
1959	109,1	109,3	110,9	111	110,2
1960	110,3	110,6	»	»	»

Source: Ministère du travail.

2. *Durée hebdomadaire du travail* (heures).

DÉSIGNATION	I (Premier jour du trimestre.)	II	III	IV	MOYENNE annuelle.
1. Energie:					
Combustibles minéraux solides:					
1958	47,1	47,1	47,1	47,1	47,1
1959	47,1	47,1	47,1	47,1	47,1
1960	47,1	47,1	»	»	»
Eau, gaz, électricité:					
1958	48	48	48	48	48
1959	48	48	48	48	48
1960	48	48	»	»	»
Pétrole et carburants liquides:					
1958	47,3	47,4	47,4	47,2	47,3
1959	47,4	47,1	47,5	47,2	47,3
1960	47,4	47	»	»	»
Ensemble:					
1958	47,4	47,4	47,4	47,4	47,4
1959	47,4	47,4	47,4	47,4	47,4
1960	47,4	47,4	»	»	»
2. Industrie d'équipement:					
Extraction de minerais divers:					
1958	47,6	48	49,2	49,2	48,4
1959	47,1	47,2	48,6	48,8	48
1960	47,7	48,3	»	»	»
Céramique, matériaux de construction, verre:					
1958	46,7	46,7	46,9	46,8	46,6
1959	45,6	45,9	46,2	46,5	46,2
1960	46,4	46,5	»	»	»
Production de métaux:					
1958	48,6	48,1	47,8	47,8	48
1959	47,6	47,2	47,5	47,9	47,6
1960	47,8	48	»	»	»
Industries mécaniques et électriques:					
1958	47,4	47,3	47	46,7	46,9
1959	46,1	46,1	46,6	46,6	46,4
1960	46,7	46,9	»	»	»
Bâtiment et travaux publics:					
1958	47,5	48,6	49,3	49,4	48,7
1959	47,2	48	49,2	49,2	48,4
1960	47,4	48,5	»	»	»
3. Industries de consommation:					
Industrie chimique et caoutchouc:					
1958	45,5	45,3	45,4	45,1	45,3
1959	44,9	45	45,2	45,3	45,1
1960	45,2	45,4	»	»	»
Industrie textile:					
1958	43,6	43	42,1	41,3	42,1
1959	40	41	42,5	42,9	42
1960	43,4	43,2	»	»	»
Cuirs et peaux:					
1958	43,5	43,2	42,1	42	42,4
1959	41,4	41,9	43	43,2	42,6
1960	42,9	42,8	»	»	»
Papiers et cartons:					
1958	45,9	45,8	45,7	45,5	45,6
1959	44,9	45	45,6	45,5	45,4
1960	45,8	46	»	»	»
Industries agricoles et alimentaires:					
1958	46,3	45,1	45,9	46,1	45,8
1959	46,2	44,9	46,6	46,5	46
1960	45,6	45,3	»	»	»
Industrie du bois et ameublement:					
1958	47	47	46,7	46,6	46,6
1959	45,4	45,9	46,7	46,6	46,3
1960	46,3	46,2	»	»	»
Habillement, travail des étoffes:					
1958	41,9	41,9	41	40,5	41
1959	38,9	40,7	41,6	41,6	41
1960	41,3	41,5	»	»	»
4. Industries de transformation (bâtiment inclus):					
Ensemble:					
1958	46,1	46,1	46	45,8	45,8
1959	44,7	45,1	46	46	45,6
1960	45,7	45,9	»	»	»
5. Transport:					
S. N. C. F.:					
1958	48	48	48	48	48
1959	48	48	48	48	»
1960	48	48	»	»	»
Ensemble:					
1958	47,7	47,7	47,7	47,7	47,7
1959	47,7	47,7	47,8	47,7	47,7
1960	47,7	47,7	»	»	»
6. Activités commerciales et libérales:					
1958	44	43,8	43,7	43,7	43,8
1959	43,8	43,7	43,9	43,9	43,9
1960	44	44	»	»	»

Source: Ministère du travail.

3. *Activité.*

(Indices 1954 = 100.)

DÉSIGNATION	I (Premier jour du trimestre.)	II	III	IV	MOYENNE annuelle.
1. Energie:					
Combustibles minéraux solides:					
1958	94,1	93,4	92,5	92,1	92,8
1959	92,3	91,7	90,8	89,7	90,8
1960	89,4	88,1	»	»	»
Eau, gaz, électricité:					
1958	101,2	101,4	102	102,6	102
1959	102,9	103	103,5	104,3	103,6
1960	104,2	104	»	»	»
Pétrole et carburants liquides:					
1958	102,7	103,2	104,2	103,5	103,5
1959	103,4	102,6	104	102,7	103
1960	101,7	101,2	»	»	»
Ensemble:					
1958	96,7	96,4	96,4	95,9	96,2
1959	96,4	95,7	95,3	94,8	95,3
1960	94,5	93,7	»	»	»
2. Industrie d'équipement:					
Extraction de minerais divers:					
1958	95,5	96,6	99,6	98,3	97,2
1959	92,8	91,6	95,4	95,2	93,6
1960	92,5	92	»	»	»
Céramique, matériaux de construction, verre:					
1958	108,1	109,2	110,1	108,9	108,5
1959	103,7	104,3	105,4	105,9	105
1960	105	105,4	»	»	»
Production de métaux:					
1958	112,9	112,5	111,1	111	111,6
1959	110,3	108,2	109,3	111,3	109,9
1960	111,6	113	»	»	»
Industries mécaniques et électriques:					
1958	115,4	116,1	114,2	113,1	114,4
1959	110,5	109,6	110,3	110,3	110,2
1960	111	112	»	»	»
Bâtiment et travaux publics:					
1958	105,9	109	111,5	112	109,2
1959	102,8	105,5	109,9	110,6	107,2
1960	102,7	106,8	»	»	»

DÉSIGNATION	I (Premier jour du trimestre.)	II	III	IV	MOYENNE annuelle.
3. Industries de consommation:					
Industrie chimique et caoutchouc:					
1958	108,4	108,5	108,7	107,7	108,1
1959	106,9	107,1	108,3	108,9	108,1
1960	108,8	110,6	»	»	»
Industrie textile:					
1958	97,7	95,7	91,7	88,1	91,5
1959	83,2	83,7	86,5	87,9	86,1
1960	89,6	89,3	»	»	»
Cuirs et peaux:					
1958	103,4	102,7	96,7	94,7	98
1959	92	92,8	94,8	95,7	94,2
1960	95,3	95,6	»	»	»
Papiers et cartons:					
1958	108,2	108,5	108,5	108,1	108,1
1959	106,1	105,8	108	107,9	»
1960	108,9	110,4	»	»	»
Industries agricoles et alimentaires:					
1958	113	110,6	119,5	123,3	117,2
1959	117,8	114,2	125,9	127,8	121,3
1960	117,1	116,3	»	»	»
Industrie du bois et ameublement:					
1958	107,6	108,2	106	104,7	105,6
1959	99,2	100	100,8	100,4	100,1
1960	99,1	98,3	»	»	»
Habillement, travail des étoffes:					
1958	103,3	104,3	99,5	97,3	99,5
1959	90,2	94,2	95,7	96,5	94,9
1960	95,8	97,2	»	»	»
4. Industries de transformation (bâtiment inclus):					
Ensemble:					
1958	108,6	109,1	108,9	108,1	108
1959	103,1	103,6	106,4	106,9	105,2
1960	104,9	106,1	»	»	»
5. Transport:					
S. N. C. F.:					
1958	93,9	93,4	93,6	93,1	93,4
1959	93,3	92,4	92,2	91,9	92,3
1960	91,8	91	»	»	»
Ensemble:					
1958	98,3	98,1	98,7	98,3	98,3
1959	97,6	97,1	97,9	97,6	97,5
1960	97,2	96,9	»	»	»
6. Activités commerciales et libérales:					
1958	109,4	109,6	111,2	110,2	110,1
1959	109,6	109,5	111,7	111,8	110,9
1960	111,3	111,6	»	»	»

B. — **Données récentes sur l'emploi et le chômage.**

1° *Données d'ensemble.*

DÉSIGNATION	1959				1960				ANNÉES						
	I — 1er janvier.	II — 1er avril	III — 1er juillet.	IV — 1er octobre.	I — 1er janvier.	II — 1er avril.	III — 1er juillet.	IV — 1er octobre.	1938	1949	1952	1955	1957	1958	1959
Chômeurs secourus.															
Total France entière (1.000) (1).....	28	44,8	34,9	29,6	39,5	43,7	»	»	373,6	39,7	37,8	52	18,6	18,7	36,2
Dont:															
Hommes de moins de 60 ans aptes au travail	13	24,5	17,8	14,6	22,1	32,43	»	»	»	»	»	24,3	5,3	7,1	19
Fonds de chômage couverts	476	838	822	706(3)	741	314	»	»	»	»	435	794	421	390	727
Demandes d'emploi non satisfaites (1.000) (2).....	133,7	161,3	117	118	156,10	152,9	»	»	402	80,5	132	158,6	80,7	93,1	139,7
Offres d'emploi non satisfaites (1.000)...	11,4	17,5	23,8	22,4	16,4	24,5	»	»	»	»	»	19,8	50,8	29,2	17,7

(1) Cette statistique ne donne pas l'ensemble des personnes en chômage les fonds de chômage n'existant pas partout et un certain nombre de ces personnes ne s'inscrivant pas à ces fonds.

(2) Les statistiques des demandes d'emploi proviennent des relevés effectués dans les bureaux de main-d'œuvre. Elles ne sauraient apporter une estimation exacte du nombre des personnes réellement en chômage; elles comprennent, en effet, des personnes ayant un emploi et en recherchant un autre, d'autres personnes, effectivement en chômage, n'ayant pas recours aux offres de placement. Toutefois les enquêteurs par sondage sur l'emploi de l'I. N. S. E. E. semblent faire apparaître la validité relative d'une évaluation du nombre des chômeurs complets à une fois et demie celui des demandeurs d'emploi.

(3) Septembre.

Sources: Ministère du travail. — I. N. S. E. E.

2° *Chômage partiel, évaluation des effectifs ouvriers occupés moins de quarante heures par semaine selon l'activité.*

BRANCHE D'ACTIVITÉ	ENSEMBLE							
	1er janvier 1959.	1er avril 1959.	1er juillet 1959.	1er octobre 1959.	1er janvier 1960.	1er avril 1960.	1er juillet 1960.	1er octobre 1960.
Extraction de minerais divers.....	1.500	2.100	200	1.600	1.200	600	»	»
Production des métaux.....	400	1.400	»	200	200	300	»	»
Première transformation des métaux.....	6.300	6.300	3.700	3.000	3.000	5.900	»	»
Mécanique générale.....	6.700	6.700	3.100	3.100	600	900	»	»
Construction de machines.....	5.800	1.500	1.000	3.600	500	4.200	»	»
Construction électrique.....	1.900	3.600	2.100	300	200	200	»	»
Verre, céramique, matériaux de construction.....	6.800	1.800	1.000	600	600	600	»	»
Bâtiment et travaux publics.....	9.300	1.800	900	1.000	5.500	1.900	»	»
Industrie chimique, caoutchouc.....	3.400	3.300	1.200	1.000	1.400	1.300	»	»
Industries agricoles et alimentaires.....	10.500	22.500	6.900	6.700	11.400	8.400	»	»
Industrie textile.....	144.800	109.900	46.500	24.600	11.000	16.300	»	»
Habillement et travail des étoffes.....	91.600	37.200	19.800	21.000	18.400	14.200	»	»
Cuirs et peaux.....	14.400	15.300	5.000	7.300	6.700	9.400	»	»
Industrie du bois, ameublement.....	8.600	3.200	1.200	1.800	1.300	3.000	»	»
Papier, carton.....	2.900	700	1.400	2.800	100	200	»	»
Industrie polygraphique.....	16.900	17.000	15.600	16.400	15.800	15.900	»	»
Industries diverses.....	6.700	8.200	4.500	3.400	3.000	1.800	»	»
Transports (sauf S. N. C. F et R. A. T. P.).....	»	400	400	200	200	400	»	»
Commerces agricoles et alimentaires.....	500	500	400	400	400	100	»	»
Commerces non alimentaires.....	2.400	1.800	1.500	1.900	1.200	1.200	»	»
Spectacles	300	200	1.100	200	»	»	»	»
Hygiène	29.100	20.900	20.200	20.900	28.700	30.200	»	»
Professions libérales.....	1.200	700	300	»	600	»	»	»
Industries de transformation (y compris le bâtiment)..	337.000	240.400	113.900	96.800	79.700	84.500	»	»
Toutes activités.....	372.000	267.000	138.000	122.000	112.000	117.000	»	»

Source: Ministère du travail, enquête trimestrielle.

3° *Chômage partiel indemnisé.*

(Fin de mois.)

	I — (Janvier.)	II — (Avril.)	III — (Juillet.)	IV — (Octobre.)
Nombre de journées indemnisées (1) (1.000) :				
Ensemble :				
1958	72,8	160,5	189,7	506,5
1959	1.028,9	652	311,8	134,9
1960	223,6	20,8	»	»
Dont :				
Textiles et annexes :				
1958	28,3	81,9	118,5	328,2
1959	631,8	398,4	159,1	50,2
1960	86,7	66,04	»	»
Habillement et travail des étoffes :				
1958	4,3	10,6	10,6	61,7
1959	148,7	78,1	44,4	17,3
1960	50,6	30,3	»	»
Industrie du cuir et de la chaussure :				
1958	14,04	32,2	41,2	52,6
1959	42,2	54,04	22,1	22,5
1960	26	46,8	»	»

(1) Sur la base d'une journée pour huit heures indemnisées. La statistique ne remonte pas au-delà de janvier 1952.

Source : Ministère du travail.

4° *Conflits de travail.*

	I — (Janvier.)	II — (Avril.)	III — (Juillet.)	IV — (Octobre.)
Nombre de journées perdues (1.000) :				
1958	57,1	491,5	14,4	15,5
1959	205	122,5	45,5	79,4
1960	(8,2)	(37,9)	»	»

N. B. — Moyenne mensuelle : 1949 = 594. — 1955 = 265,5.

Sources : Ministère du travail, I. N. S. E. E.

V. — PRODUCTIVITE

Evolution récente de la productivité en France de 1949 à 1958.
(1949 = 100.)

PONDÉRATION 1954.	DESIGNATION	VARIATIONS ANNUELLES (Pourcentage.) Moyennes de 1949 à 1938.	De 1955 à 1956.	De 1956 à 1957.	De 1957 à 1958.
	1. Production finale brute :				
65	Consommation des ménages	+ 4,8	+ 5,7	+ 5	0
5	Consommation des administrations	+ 8,3	+ 19	+ 8,5	— 6,5
17	Formation brute de capital fixe	+ 5,0	+ 12	+ 10	+ 2
12	Exportations (1)	+ 7,6	— 6	+ 8,5	+ 7
100 (2)	Ensemble production finale brute (2)	+ 5,1	+ 6	+ 6	+ 2
	2. Facteurs de production :				
14,5	Travail dans l'agriculture et les pêcheries	— 2	— 2	— 2	— 2
55,5	Travail dans l'industrie et les services	+ 1	+ 2	+ 3	0
6,5	Travail des fonctionnaires civils	+ 1	+ 3	+ 2	+ 2
11,5	Amortissement	+ 2	+ 2	+ 3,5	+ 1
12	Importations (3)	+ 7,1	+ 13	+ 7	+ 2
100	Ensemble des facteurs	+ 1,5	+ 2,5	+ 3	0
	3. Productivité globale des facteurs	+ 3,5	+ 3,5	+ 3	+ 2

(1) Y compris solde des utilisations de services.
(2) Y compris variations des stocks et ajustement statistique.
(3) Importations de matériel militaire exclues.
Source : I. N. S. E. E.

VI. — ECHANGES EXTERIEURS EN NATURE

A. — Résultats globaux.

Les échanges sont observés ici en nature. Les valeurs ne sont données que pour l'ensemble et à titre complémentaire, les finances extérieures et la balance des comptes faisant l'objet d'une étude particulière (III).

Commerce spécial, c'est-à-dire importations mises sur le marché intérieur ou livrées à des usines métropolitaines pour transformation et exportations des marchandises nationales ou nationalisées et des produits fabriqués dans des usines métropolitaines avec des matières premières importées.

Les statistiques douanières se rapportent, à partir de janvier 1956, au mois calendaire ordinaire.

Auparavant, elles étaient arrêtées le 20 du mois pour les exportations et au 25 pour les importations, ce qui donnait aux mois douaniers la longueur du mois précédent.

D'autre part, entre le mouvement des marchandises et leur enregistrement, des délais variables et différents selon les cas peuvent être observés pour les importations et les exportations.

Enfin, des variations accidentelles telles que retards d'horaire dus au mauvais temps peuvent affecter considérablement les relevés douaniers pour un mois donné.

Ces considérations expliquent l'intérêt de n'employer que des chiffres trimestriels, beaucoup moins affectés par les causes d'erreurs signalées ci-dessus que des chiffres mensuels.

1° Evolution d'ensemble des importations et des exportations (or inclus).

1. *Evolutions annuelles* (Moyennes mensuelles).

DESIGNATION	1928	1929	1938	1949	1950	1951	1952	1953	1954	1955	1956	1957	1958	1959
Quantités (1.000 tonnes) :														
Importations	4.111	4.925	3.952	3.850	3.257	4.051	4.365	4.082	4.880	4.879	5.685	5.990	5.806	5.719
Exportations	3.127	3.525	2.249	2.251	2.858	3.324	3.416	3.409	3.760	4.753	4.000	3.972	3.966	4.610
Valeurs (milliards de francs) :														
Importations	4,45	4,85	3,84	160,2	89,39	133,64	132,64	121,52	126,84	138,04	164,70	188,8	196,15	209,3
Exportations	4,28	4,18	2,55	65,1	89,39	123,24	116,04	117,24	129,03	141,32	135,22	157,45	179,2	230,9

Source : Ministère des finances.

2. *Evolutions trimestrielles (or inclus).*

(Moyennes mensuelles.)

DÉSIGNATION	I	II	III	IV
A. — Quantités (1.000 tonnes):				
Importations:				
1958	18.519	18.008	16.449	16.691
1959	16.384	16.716	16.561	18.964
1960	19.300	»	»	»
Exportations:				
1958	12.416	11.371	11.427	12.673
1959	11.818	13.024	14.859	15.623
1960	16.972	»	»	»
B. — Valeurs (milliards de francs):				
Importations:				
1958	6.342	6.380	5.288	5.442
1959	5.924	6.474	5.622	7.429
1960	8.002	»	»	»
Exportations:				
1958	5.359	5.134	4.843	6.194
1959	5.862	7.037	6.576	8.276
1960	8.929	»	»	»

Sources: Ministère des finances, I. N. S. E. E.

2° DÉFINITION DES INDICES DU VOLUME

Les indices du *volume du commerce extérieur*, calculés dans presque tous les pays publiant des indices de ce commerce, sont caractérisés par la comparaison des valeurs échangées, ces valeurs étant calculées à prix constant.

En effet, un indice ne tenant compte que du tonnage de l'ensemble des marchandises échangées donnerait une part prépondérante et injustifiée aux matières pondéreuses et de prix relativement faible.

Un indice basé sur les valeurs n'aurait de sens que si les prix étaient stables, afin que ne soient pas masquées par le mouvement des prix, des variations dues à l'évolution des quantités échangées.

Les indices du volume calculés par l'I. N. S. E. E. sont des moyennes arithmétiques pondérées des indices de quantité relatifs aux différentes marchandises, les coefficients de pondération étant proportionnels aux valeurs échangées pendant l'année de base. La base 1949 a été adoptée, 1949 étant la première des années d'après guerre marquée par une stabilité relative de l'économie et plus spécialement des prix.

Le nombre des marchandises ou de groupements de marchandises utilisées dans le calcul est largement supérieur à celui retenu pour les anciens indices: 274 à l'importation, 338 à l'exportation, contre 131 et 104 auparavant.

A partir de 1951, *pour accorder les indices base* 100 *en* 1949 *à ceux de base* 1938, il faut multiplier les indices des exportations (base 100 en 1949) par 1,21 pour obtenir les indices à base 1938, ceux des importations restant identiques. Une nouvelle série a été calculée de 1946 à 1950 pour tenir compte des variations du nombre et de la valeur des marchandises utilisées pour le calcul des indices (voir ci-après).

Pour la période antérieure à 1938, on obtiendra des indices à base 1938 en multipliant les indices à base 1913 par 0,934 pour les importations et 1,105 pour les exportations (voir *Bulletin de la statistique générale* de décembre 1945 pour ces séries).

Enfin, les nouveaux indices publiés sur la base 100 en 1956 tiennent compte, désormais, de la valeur de la totalité des marchandises dont ils prétendent représenter les variations de volume et ne sont donc plus calculés avec une « couverture » incomplète comme les précédents.

3° EVOLUTION DES INDICES DU VOLUME DU COMMERCE EXTÉRIEUR DEPUIS 1913 (OR INCLUS)

(Valeurs échangées à prix constants.)

a) *Indices bruts* (1913=100) *de* 1913 *à* 1942.

ANNÉES	IMPORTATIONS	EXPORTATIONS
1913	100	100
1919	121	45
1920	114	86
1921	82	83
1922	108	86
1923	109	103
1924	115	119
1925	106	124
1926	111	134
1927	109	146
1928	116	148
1929	133	147
1930	143	132
1931	141	112
1932	118	86
1933	123	88
1934	106	91
1935	103	81,5
1936	113	78
1937	120	84
1938	107	90,5
1939	94	87,5
1940	»	40
1941	30	30
1942	24	45

N. B. — Indice très approximatif de 1940 à 1945 (occupation).

Sources: Statistique générale de la France, I. N. S. E. E.

b) *Indices bruts* (1938 = 100) *de* 1938 *à* 1945.

ANNÉES	IMPORTATIONS	EXPORTATIONS
1938	100	100
1939	87,6	99,1
1940	64	44,5
1941	28,3	34,9
1942	22,8	50,2
1943	2,1	46,3
1944	5,8	26,7
1945	86,4	15,3

N. B. — Indice très approximatif de 1940 à 1945 (occupation).

c) *Indices corrigés* (1938 = 100) *de* 1946 *à* 1959.

ANNÉES	IMPORTATIONS	EXPORTATIONS
1946	109	40
1947	116	70
1948	98	82
1949	101	118
1950	105	164
1951	123	195
1952	125	472
1953	126	482
1954	132	206
1955	144	226
1956	166	202
1957	175	223
1958	174	233
1959	170	280

Source: I. N. S. E. E.

4° Répartition des échanges extérieurs par produits et selon l'origine ou la destination de la marchandise
(Indices du volume du commerce extérieur) (or exclu).

Désignation	Indice base 100 en 1956						
	Pondération de l'indice.	1957	1958	1959	1959 1er trimestre.	1959 2e trimestre.	1960 1er trimestre.
Exportations.							
Alimentation, boissons, tabacs:							
Etranger	853	124	89	100	70	94	127
Zone franc	577	118	130	134	125	123	180
Ensemble	1.430	121	105	113	92	105	148
Produits bruts:							
Etranger	867	96	90	120	106	127	152
Zone franc	81	106	130	132	128	152	158
Ensemble	948	97	93	121	108	129	153
Energie, lubrifiants:							
Etranger	481	82	92	75	77	77	66
Zone franc	219	88	117	124	124	116	137
Ensemble	700	84	100	89	92	89	88
Produits manufacturés:							
Etranger	4.522	107	113	153	129	159	188
Zone franc	2.400	123	139	143	134	144	175
Ensemble	6.922	113	122	150	131	153	183
Comprenant:							
Demi-produits:							
Etranger	2.445	99	101	139	119	151	163
Zone franc	571	124	134	145	143	141	194
Ensemble	3.016	104	107	140	124	149	169
Produits finis:							
Equipement:							
Etranger	956	116	113	131	114	125	167
Zone franc	546	126	147	154	145	161	192
Ensemble	1.502	119	125	139	125	138	176
Consommation:							
Etranger	1.121	117	138	196	153	201	260
Zone franc	1.283	121	137	139	126	138	159
Ensemble	2.404	119	137	165	139	168	206
Total des exportations:							
Etranger	6.723	106	105	136	115	140	167
Zone franc	3.277	119	136	140	130	138	173
Ensemble	10.000	110	115	138	120	140	169
Importations.							
Alimentation, boissons, tabacs:							
Etranger	997	77	99	93	92	84	135
Zone franc	1.461	110	113	112	113	130	121
Ensemble	2.458	97	107	104	105	111	127
Produits bruts:							
Etranger	2.086	106	94	91	81	99	125
Zone franc	746	110	115	107	110	118	108
Ensemble	2.832	107	100	95	89	104	121
Energie, lubrifiants:							
Etranger	1.788	107	103	101	99	95	102
Zone franc	7	148	443	729	592	742	3.506
Ensemble	1.795	107	105	104	101	98	115
Produits manufacturés:							
Etranger	2.752	112	110	111	99	109	153
Zone franc	163	98	103	93	77	103	112
Ensemble	2.915	111	109	110	98	109	151
Comprenant:							
Demi-produits:							
Etranger	1.323	116	116	118	99	111	167
Zone franc	148	97	103	92	76	100	112
Ensemble	1.471	114	114	115	97	100	161
Produits finis:							
Equipement:							
Etranger	998	120	118	110	108	116	144
Consommation:							
Etranger	431	94	83	98	83	97	130
Total des importations:							
Etranger	7.623	105	102	101	93	100	131
Zone franc	2.377	109	114	111	111	126	126
Ensemble	10.000	106	105	103	98	106	130

Source: I. N. S. E. E.

B. — **Echanges agricoles en nature.**

1° PART DES DIVERS PRODUITS AGRICOLES DANS LE COMMERCE EXTÉRIEUR AVEC L'ÉTRANGER

a) *Importations de l'étranger de produits de l'agriculture (années 1957 à 1959).*

Année 1957.

DÉSIGNATION	VALEURS (Milliards de francs.)	POURCENTAGE du total des importations (1).
Produits de l'agriculture et des industries alimentaires	201,4	11,7
Dont:		
Fruits et légumes (y compris les conserves) et pommes de terre	31,5	1,8
Café, cacao, thé et épices	25,1	1,5
Céréales, produits de minoterie et préparations à base de céréales	20,3	1,2
Graines et fruits oléagineux	20	1,2
Viandes (y compris les conserves)	17,4	1
Tabac	12,6	0,7
Corps gras (graisses et huiles)	12,1	0,7
Sucres et sucreries	10,5	0,6
Produits laitiers et œufs	9,9	0,6
Boissons	4,1	0,2
N. B. — Poissons, crustacés (y compris conserves)	9,2	0,5

(1) Le total des importations pour l'année 1957 est de 1.727 milliards de francs.
Source: Ministère des finances.

Années 1958 et 1959.

DÉSIGNATION	VALEURS (Milliards de francs.)		POURCENTAGE du total des importations (1).	
	1958	1959	1958	1959
Produits de l'agriculture et des industries alimentaires	215,7	264	12,6	13,8
Dont:				
Fruits et légumes (y compris conserves) et pommes de terre	49,5	54,2	2	2,9
Boissons	28,5	6	1,7	0,3
Café, cacao, thé et épices	22,7	23,5	1,3	1,2
Viandes (y compris conserves)	17,3	19,6	0,9	1
Graines et fruits oléagineux	15,1	20	0,9	1
Tabac	12,1	13	0,7	0,7
Produits laitiers et œufs	11,4	27,2	0,7	1,4
Corps gras	10,3	13	0,6	0,7
Céréales, produits de minoterie et préparations à base de céréales	8,4	19,7	0,5	1
Sucres et sucreries	5,5	9,8	0,3	0,5
N. B. — Poissons, crustacés (y compris conserves)	9,3	12,6	0,5	0,7

(1) Le total des importations est de 1.707 milliards de francs en 1958 et de 1.906 milliards de francs en 1959.
Source: Ministère des finances.

b) *Exportations vers l'étranger des produits de l'agriculture et des industries alimentaires (années 1957 à 1959).*

Année 1957.

DÉSIGNATION	VALEURS (Milliards de francs.)	POURCENTAGE du total des exportations (1).
Total: produits de l'agriculture	190,3	15,4
Dont:		
Céréales, produits de minoterie et préparations à base de céréales	65,8	5,3
Boissons	57,1	4,6
Fruits, légumes (y compris conserves) et pommes de terre	18,3	1,5
Corps gras	6,6	0,5
Sucres et sucreries	6,3	0,5
Produits laitiers et œufs	6	0,5
Viandes (y compris les conserves)	5	0,4
Tourteaux	2,2	0,2
Animaux vivants	1,7	0,1
N. B. — Poissons et crustacés (y compris conserves)	3	0,3

(1) Le total des exportations atteint 1.234 milliards de francs.

Source: Ministère des finances.

Années 1958 et 1959.

DÉSIGNATION	VALEURS (Milliards de francs.)		POURCENTAGE du total des exportations (1).	
	1958	1959	1958	1959
Produits de l'agriculture	164,8	206,4	12,2	10,9
Dont:				
Boissons	56,5	69,8	4,2	3,7
Céréales, produits de minoterie et préparations à base de céréales	39,4	30,1	2,9	1,6
Fruits, légumes (y compris conserves) et pommes de terre	17,4	26,1	1,3	1,4
Corps gras	7,1	7,4	0,5	0,4
Viandes (y compris conserves)	6,2	14,5	0,5	0,18
Produits laitiers, œufs	6	10,1	0,5	0,5
Sucres et sucreries	5,8	8	0,4	0,4
Plantes vivantes et produits de la floriculture	4,7	5,2	0,3	0,3
Animaux vivants	1,7	8,6	0,1	0,4
N. B. — Poissons et crustacés (y compris conserves)	3,3	4,2	0,2	0,2

(1) Le total des exportations est de 1.346 milliards de francs en 1958 et de 1.895 milliards de francs en 1959.

Source: Ministère des finances.

2° ECHANGES DE PRODUITS ALIMENTAIRES

a) *Ensemble.*

(Indices du volume : 1956 = 100.)

DÉSIGNATION	1957	1958	1959	1960			
				1er trimestre.	2e trimestre.	3e trimestre.	4e trimestre.
Alimentation, boissons, tabac.							
Importations :							
Etranger	77	99	93	135	»	»	»
Zone franc	110	113	112	122	»	»	»
Ensemble	97	107	104	127	»	»	»
Exportations :							
Etranger	124	89	100	127	»	»	»
Zone franc	118	130	134	177	»	»	»
Ensemble	121	105	113	147	»	»	»

Source : I. N. S. E. E.

b) *Répartition par produits.*

(Indice du volume : 1956 = 100.)

DÉSIGNATION	1957	1958	1959	1960			
				1er trimestre.	2e trimestre.	3e trimestre.	4e trimestre.
1. *Céréales.*							
Importations :							
Etranger	37	13	28	21	»	»	»
Zone franc	72	117	96	71	»	»	»
Ensemble	46	42	47	34	»	»	»
Exportations :							
Etranger	216	26	59	111	»	»	»
Zone franc	85	342	528	1.461	»	»	»
Ensemble	206	115	95	215	»	»	»
2. *Fruits et légumes.*							
Importations :							
Etranger	90	107	144	269	»	»	»
Zone franc	113	120	121	143	»	»	»
Ensemble	106	116	128	182	»	»	»
Exportations :							
Etranger	144	95	154	133	»	»	»
Zone franc	102	123	104	100	»	»	»
Ensemble	128	105	135	120	»	»	»
3. *Sucres.*							
Importations :							
Etranger	206	133	247	571	»	»	»
Zone franc	142	133	128	196	»	»	»
Ensemble	153	133	149	261	»	»	»
Exportations :							
Etranger	41	37	48	50	»	»	»
Zone franc	116	111	92	91	»	»	»
Ensemble	93	88	79	78	»	»	»
4. *Conserves alimentaires.*							
Importations :							
Etranger	77	67	83	107	»	»	»
Zone franc	95	104	124	123	»	»	»
Ensemble	89	91	110	117	»	»	»
Exportations :							
Etranger	97	103	108	103	»	»	»
Zone franc	124	139	130	153	»	»	»
Ensemble	110	121	119	128	»	»	»

(Indices 1900 = 100 du volume.)

DÉSIGNATION	1957	1958	1959	1960			
				1er trimestre.	2e trimestre.	3e trimestre.	4e trimestre.
5. *Boissons.*							
Importations:							
Etranger	131	2.051	145	102	»	»	»
Zone franc	126	102	104	113	»	»	»
Ensemble	126	178	106	113	»	»	»
Exportations:							
Etranger	94	79	93	114	»	»	»
Zone franc	106	104	97	113	»	»	»
Ensemble	97	85	94	114	»	»	»
6. *Produits animaux.*							
Produits laitiers, œufs, miel.							
Importations:							
Etranger	47	51	110	203	»	»	»
Zone franc	125	141	59	62	»	»	»
Ensemble	49	54	109	199	»	»	»
Exportations:							
Etranger	188	186	215	219	»	»	»
Zone franc	141	168	196	198	»	»	»
Ensemble	152	172	200	203	»	»	»
Viandes.							
Importations:							
Etranger	155	142	118	138	»	»	»
Zone franc	42	126	66	5	»	»	»
Ensemble	147	141	114	129	»	»	»
Exportations:							
Etranger	47	20	148	195	»	»	»
Zone franc	192	188	294	455	»	»	»
Ensemble	98	79	199	286	»	»	»

Source: I. N. S. E. E.

C. — Echanges industriels en nature.

1° Part des divers produits industriels dans le commerce extérieur avec l'étranger

a) *Importations de l'étranger de produits de l'industrie (années 1957 à 1959).*

Année 1957.

DÉSIGNATION	VALEURS (Milliards de francs.)	POURCENTAGE des importations (1).
Produits de l'industrie	1.525,2	88,3
Dont:		
Energie	450,4	26,1
Produits pétroliers	275	15,9
Combustibles minéraux solides	175,4	10,2
Industrie métallurgique	372	21,6
Industrie textile	250,6	14,5
Industries chimiques et parachimiques.	84,9	4,9
Pâtes, papiers et leurs applications	70,2	4,1
Matériel de transport	56,2	3,3
Cuirs et peaux	41,1	2,3
Caoutchouc et ouvrages	40,2	2,3
Industrie électrique	30,2	1,7
Bois et ouvrages	29,7	1,7
Industrie céramique	7,1	0,4
Industrie du verre	2,7	0,2
Chaussures	2,4	0,1

(1) En 1957, le montant total des importations atteint 1.726,66 milliards de francs.

Source: Ministère des finances.

Années 1958 et 1959.

DÉSIGNATION	VALEURS (Milliards de francs.)		POURCENTAGE des importations (1).	
	1958	1959	1958	1959
Produits de l'industrie	1 491,2	1.642,4	87,4	86,2
Dont:				
Energie	453,3	478,8	26,5	25,1
Combustibles minéraux solides	167,8	164,7	9,8	8,6
Produits pétroliers	285,5	314,1	16,7	16,5
Industrie métallurgique	396,5	450,4	23,2	23,6
Industrie textile	200,3	212,4	11,7	11,2
Industries chimiques et parachimiques	91,5	108,2	5,4	5,7
Pâtes, papiers et leurs applications	75	69,5	4,4	3,6
Matériel de transport	58,6	59,3	3,4	3,1
Caoutchouc et ouvrages	38	53,4	2,2	2,8
Cuirs et peaux	32,2	42,8	1,9	2,3
Bois et ouvrages	29,6	28,4	1,7	1,5
Industrie céramique	7,8	9,4	0,5	0,5
Chaussures	1,4	2,4	0,1	0,1
Industrie du verre	2,7	3,8	0,2	0,2

(1) Pour 1958 le total des importations de l'étranger est de 1.707,3 milliards de francs et de 1.906 milliards de francs pour 1959.

Source: Ministère des finances.

b) *Exportations vers l'étranger de produits de l'industrie (années 1957 à 1959).*

Année 1957.

DÉSIGNATION	VALEURS (Milliards de francs.)	POURCENTAGE des exportations (1).
Produits de l'industrie	1.043,8	84,6
Dont:		
Industrie métallurgique	364,5	29,5
Industrie textile	170,5	13,8
Matériel de transport	119	9,7
Dont:		
Automobiles, tracteurs et cycles	(73,5)	(6)
Navigation maritime et fluviale	(25,7)	(2,1)
Industries chimiques et parachimiques	108,3	8,8
Combustibles minéraux solides	41,9	3,4
Produits pétroliers	28	2,3
Industrie électrique	31	2,5
Cuirs et peaux	26,3	2,1
Bois et ouvrages	24,7	2
Pâtes, papiers et leurs applications	22,7	1,8
Industrie du verre	10,8	0,9
Caoutchouc et ouvrages	10,5	0,9
Industrie céramique	5	0,9
Chaussures	1,4	0,1

(1) En 1957, le total des exportations s'élève à 1.234,1 milliards de francs.

Source: Ministère des finances.

Années 1958 et 1959.

DÉSIGNATION	VALEURS (Milliards de francs.)		POURCENTAGE des exportations (1).	
	1958	1959	1958	1959
Produits de l'industrie	1.180,6	1.688,5	87,8	89,1
Dont:				
Industrie métallurgique	419,1	615,4	31,1	32,5
Matériel de transport	162,7	277,2	12,1	14,6
Dont:				
Automobiles, tracteurs et cycles	(117,1)	(230,5)	(8,7)	(12,2)
Industrie textile	160,9	228,9	11,9	12,1
Industries chimiques et parachimiques	125,4	167,4	9,3	8,8
Energie: produits pétroliers et combustibles minéraux solides	84,4	74,9	6,3	3,9
Industrie électrique	48	56,9	3,6	3
Pâtes, papiers et leurs applications	29	37,5	2,2	2
Cuirs et peaux	28,5	45,3	2,1	2,4
Bois et ouvrages	24,1	34,2	1,8	1,8
Industrie du verre	13,8	21,6	1	1,1
Caoutchouc et ouvrages	11,9	19	0,9	1
Industrie céramique	5,3	7,2	0,4	0,4
Chaussures	2,4	5,3	0,2	0,3

(1) En 1958, le total des exportations est de 1.346 millions de francs.

2° Evolution des échanges industriels par produits

a) *Energie. — Lubrifiants.*

(Indices du volume; 1956 = 100.)

DÉSIGNATION	1957	1958	1959	1960			
				1er trimestre.	2e trimestre.	3e trimestre.	4e trimestre.
Total.							
Importations:							
Etranger	187	103	101	102	»	»	»
Zone franc	148	443	729	2.426	»	»	»
Ensemble	107	105	104	111	»	»	»
Exportations:							
Etranger	82	92	75	66	»	»	»
Zone franc	88	117	121	137	»	»	»
Ensemble	84	100	89	88	»	»	»
Dont:							
1. *Combustibles minéraux solides.*							
Importations:							
Etranger	115	85	77	83	»	»	»
Zone franc	113	116	142	29	»	»	»
Ensemble	115	86	77	83	»	»	»
Exportations:							
Etranger	87	65	40	20	»	»	»
Zone franc	125	201	148	78	»	»	»
Ensemble	89	70	44	22	»	»	»
2. *Produits pétroliers, gaz, électricité.*							
Importations:							
Etranger	103	113	115	113	»	»	»
Zone franc	361	2.408	4.253	16.805	»	»	»
Ensemble	103	115	119	128	»	»	»
Exportations:							
Etranger	77	117	107	110	»	»	»
Zone franc	86	114	120	139	»	»	»
Ensemble	81	115	113	123	»	»	»

Source: I. N. S. E. E.

b) *Produits bruts.*

(Indices du volume: 1956 = 100.)

DÉSIGNATION	1957	1958	1959	1960			
				1er trimestre.	2e trimestre.	3e trimestre.	4e trimestre.
Total des produits bruts.							
Importations:							
Etranger	106	94	91	125	»	»	»
Zone franc	110	115	107	108	»	»	»
Ensemble	107	100	95	121	»	»	»
Exportations:							
Etranger	96	90	120	152	»	»	»
Zone franc	106	130	132	163	»	»	»
Ensemble	97	93	121	153	»	»	»
Dont:							
Caoutchouc.							
Importations:							
Etranger	116	106	120	159	»	»	»
Zone franc	100	116	77	111	»	»	»
Ensemble	111	110	106	143	»	»	»
Bois.							
Importations:							
Etranger	101	96	86	43	»	»	»
Zone franc	118	151	150	153	»	»	»
Ensemble	106	111	105	75	»	»	»
Exportations:							
Etranger	74	63	86	107	»	»	»
Zone franc	109	117	103	127	»	»	»
Ensemble	80	73	89	110	»	»	»

N. B. — Voir les échanges de filés textiles et de pâtes à papier ci-après.
Source: I. N. S. E. E.

3° PRODUITS MANUFACTURÉS

a) *Ensemble.*

(Indices du volume: 1956 = 100.)

DÉSIGNATION	1957	1958	1959	1960			
				1er trimestre.	2e trimestre.	3e trimestre.	4e trimestre.
Produits manufacturés.							
Importations:							
Etranger	112	110	111	152	»	»	»
Zone franc	98	103	93	111	»	»	»
Ensemble	111	109	110	150	»	»	»
Exportations:							
Etranger	107	113	153	188	»	»	»
Zone franc	123	139	143	174	»	»	»
Ensemble	113	122	150	184	»	»	»

Source: I. N. S. E. E.

b) *Répartition pour quelques produits manufacturés.*
(Indices du volume: 1956 = 100.)

DÉSIGNATION	1957	1958	1959	1960			
				1er trimestre.	2e trimestre.	3e trimestre.	4e trimestre.
1. *Métaux non ferreux*							
Importations:							
Etranger	114	130	107	138	»	»	»
Zone franc	103	133	121	161	»	»	»
Ensemble	112	131	108	141	»	»	»
Exportations:							
Etranger	106	206	352	470	»	»	»
Zone franc	120	149	140	204	»	»	»
Ensemble	109	193	303	408	»	»	»
2. *Produits sidérurgiques.*							
Sidérurgie.							
Importations:							
Etranger	136	141	169	282	»	»	»
Exportations:							
Etranger	94	97	130	138	»	»	»
Zone franc	131	148	158	247	»	»	»
Ensemble	99	104	134	151	»	»	»
3. *Ouvrages en métaux* (armes exclues).							
Importations:							
Etranger	109	89	190	294	»	»	»
Exportations:							
Etranger	110	101	126	146	»	»	»
Zone franc	124	139	136	158	»	»	»
Ensemble	118	122	132	153	»	»	»
4. *Machines.*							
Importations:							
Etranger	117	106	105	115	»	»	»
Exportations:							
Etranger	104	100	125	186	»	»	»
Zone franc	133	164	191	220	»	»	»
Ensemble	113	120	145	196	»	»	»
5. *Tracteurs, autos, cycles.*							
Importations:							
Etranger	98	77	85	115	»	»	»
Exportations:							
Etranger	131	189	316	439	»	»	»
Zone franc	136	167	168	205	»	»	»
Ensemble	133	179	246	329	»	»	»
6. *Construction électrique.*							
Importations:							
Etranger	105	99	92	109	»	»	»
Exportations:							
Etranger	115	152	162	206	»	»	»
Zone franc	119	129	147	188	»	»	»
Ensemble	117	141	155	197	»	»	»
7. *Produits chimiques.*							
Importations:							
Etranger	105	107	106	131	»	»	»
Exportations:							
Etranger	107	113	158	209	»	»	»
Zone franc	140	163	170	216	»	»	»
Ensemble	114	124	160	210	»	»	»
8. *Produits de la parachimie.*							
Importations:							
Etranger	132	122	133	173	»	»	»
Exportations:							
Etranger	114	111	131	163	»	»	»
Zone franc	117	128	130	164	»	»	»
Ensemble	116	120	131	164	»	»	»

Source: I. N. S. E. E.

4° Produits textiles

(Indices du volume: 1956 = 100.)

DÉSIGNATION	1957	1958	1959	1960			
				1er trimestre.	2e trimestre.	3e trimestre.	4e trimestre.
1. Filés et fils textiles.							
Importations:							
Etranger	65	39	78	191	»	»	»
Exportations:							
Etranger	90	88	114	139	»	»	»
Zone franc	114	120	127	141	»	»	»
Ensemble	92	90	115	139	»	»	»
2. Tissus.							
Importations:							
Etranger	112	92	77	109	»	»	»
Exportations:							
Etranger	110	105	135	192	»	»	»
Zone franc	104	105	109	117	»	»	»
Ensemble	107	105	121	152	»	»	»
3. Vêtements et autres articles textiles.							
Importations:							
Etranger	94	70	113	163	»	»	»
Exportations:							
Etranger	102	105	152	187	»	»	»
Zone franc	128	145	143	140	»	»	»
Ensemble	118	130	146	158	»	»	»

Source: I. N. S. E. E.

5° Cuirs et peaux

(Indices du volume: 1956 = 100.)

DÉSIGNATION	1957	1958	1959	1960			
				1er trimestre.	2e trimestre.	3e trimestre.	4e trimestre.
1. Peaux et pelleteries non apprêtées.							
Importations:							
Etranger	101	87	101	133	»	»	»
Zone franc	108	100	107	92	»	»	»
Ensemble	102	89	102	128	»	»	»
Exportations:							
Etranger	98	112	132	144	»	»	»
2. Cuirs et chaussures.							
Importations:							
Etranger	97	71	78	148	»	»	»
Exportations:							
Etranger	111	112	167	203	»	»	»
Zone franc	129	152	145	196	»	»	»
Ensemble	120	130	157	200	»	»	»

Source: I. N. S. E. E.

6° Papiers et cartons

(Indices du volume: 1956 = 100.)

DÉSIGNATION	1957	1958	1959	1960			
				1er trimestre.	2e trimestre.	3e trimestre.	4e trimestre.
1. *Pâtes à papier.*							
Importations:							
Etranger	102	106	94	121	»	»	»
2. *Papiers-cartons.*							
Importations:							
Etranger	105	92	64	87	»	»	»
Exportations:							
Etranger	93	122	177	317	»	»	»
Zone franc	126	129	130	155	»	»	»
Ensemble	112	126	150	223	»	»	»

Source: I. N. S. E. E.

VII. — DISTRIBUTION. — COMMERCE

Importance et répartition des entreprises commerciales.

1. Répartition en décembre 1956 des établissements commerciaux d'après leur importance et le groupe d'activités collectives

GROUPES D'ACTIVITÉS collectives.	NOMBRE total.	NOMBRE D'ÉTABLISSEMENTS OCCUPANT DES SALARIES									
		0	1	2	3	4	5	6 à 10	11 à 20	Plus de 20.	Non déclaré.
Commerces agricoles et alimentaires	336.243	184.678	87.739	28.200	9.629	5.217	3.275	6.553	2.746	1.827	6.379
Commerces non spécialisés	7.163	4.297	1.135	395	196	114	55	168	127	511	165
Commerces et spectacles non sédentaires	99.530	86.524	9.434	1.678	555	236	116	143	18	12	814
Commerces des matières premières, matériaux combustibles	34.874	11.952	8.740	4.085	2.004	1.348	932	2.416	1.391	1.255	751
Commerces de quincaillerie, machines, véhicules	49.339	19.687	10.727	5.349	2.872	1.947	1.268	3.416	1.830	1.308	935
Commerces des textiles de l'habillement et des cuirs	97.264	51.454	19.900	8.403	4.327	2.624	1.672	3.615	1.500	889	2.880
Commerces divers	76.243	42.530	15.948	5.886	2.910	1.672	1.055	2.151	866	478	2.747
Hôtellerie	105.374	50.832	29.470	9.361	4.239	2.426	1.597	3.178	1.365	1.008	1.898
Débits de boisson, tabac	182.521	148.051	24.452	4.869	1.368	543	287	507	139	42	2.563
Industries et commerces de récupération	12.624	7.814	1.803	791	407	294	194	551	350	252	188
Commerces mal désignés	132	39	25	15	11	8	4	9	5	1	15
Ensemble	1.001.307	607.858	209.073	69.032	28.518	16.429	10.455	22.707	10.317	7.583	19.935

Source: I. N. S. E. E.

2. Indices du chiffre d'affaires

(Chiffre d'affaires moyen quotidien.) (1950 = 100.) (Moyennes mensuelles.)

DÉSIGNATION	I	II	III	IV	ANNÉE
1. *Commerces alimentaires* (1).					
Succursalistes:					
1958	266	287	292	302	287
1959	290	304	324	332	313
Coopératives de consommation:					
1958	353	362	365	419	375
1959	391	376	400	456	406
Détaillants indépendants:					
1958	207	223	207	236	218
1959	222	232	233	253	235
Grossistes:					
1958	168	200	204	213	196
1959	188	210	240	229	217

DÉSIGNATION	I	II	III	IV	ANNÉE
2. *Commerces non alimentaires.* (Indice du chiffre d'affaires moyen quotidien.)					
Commerces multiples:					
Grands magasins (1):					
Paris:					
1958	266	267	242	400	294
1959	313	306	269	462	337
Province:					
1958	249	298	300	390	309
1959	298	316	332	434	345
Autres commerces:					
Textiles:					
1958	146	161	165	230	176
1959	173	184	181	247	196
Chaussures (détaillants et indépendants):					
1958	130	199	171	243	186
1959	164	207	183	253	202
Droguerie, quincaillerie:					
1958	205	249	307	247	252
1959	224	272	292	277	266
Ameublement:					
1958	284	330	365	402	345
1959	348	328	362	433	368

(1) Source: Ministère de l'industrie et du commerce.

3. Evolution du commerce intérieur (1)

(Moyennes mensuelles.)

DÉSIGNATION	1959				1960		1938	1949	1952	1957	1958	1959
	I	II	III	IV	I	II						
1. Création de fonds (France entière)	5.457	4.807	4.218	5.968	5.316	»	»	»	4.690	4.140	4.467	5.117
Actes de constitution de sociétés (Seine)	414	358	326	424	480	»	294	650	484	375	357	380
2. Dissolution et radiation (1):												
Radiation de fonds (France entière)	5.812	3.176	3.018	4.683	4.923	»	»	»	3.380	3.985	4.306	4.172
Actes de dissolution de sociétés (Seine)	214	159	142	214	223	»	147	247	228	284	201	182
3. Liquidations judiciaires (déclarées)	330	310	224	299	348	»	145	98	125	263	270	291
Dont: Commerces agricoles et alimentaires	48	55	32	45	56	»	38	»	22	42	36	45
4. Faillites (déclarées)	355	289	218	312	383	»	405	283	369	297	301	294
Dont: Commerces agricoles et alimentaires	44	40	29	41	52	»	70	58	66	37	35	38

(1) Intermédiaires exclus.

Source: I. N. S. E. E.

VIII. — TRANSPORTS

A. — Trafic par mode de transport.

1° Fer (S. N. C. F.)

a) *Evolution du trafic et de la productivité de la S. N. C. F.* (Moyennes mensuelles.)

DÉSIGNATION	1959				1960		1929	1938	1949	1952	1958	1959
	I	II	III	IV	I	II						
A. — *Trafic.*												
Trafic voyageurs/kilomètres (millions de voyageurs/kilomètres)	2.190	2.573	3.310	2.410	2.055 (1)	»	2.350	1.837	2.456	2.380	2.692	(2.620)
Trafic marchandises/kilomètres (millions de kilomètres)	4.290	4.507	4.207	4.787	(4.663)	»	3.480	2.210	3.420	3.675	4.407	(4.448)
Tonnages chargés et entrés chargés (moyenne journalière des transports commerciaux) (1.000 tonnes)	574	584	546	628	(615)	»	»	362	»	474	581	(583)
B. — *Productivité* (indices 1929 = 100).												
Du travail	»	»	»	»	»	»	100	83	»	»	»	»
De la consommation d'énergie	»	»	»	»	»	»	100	85	»	»	»	»

(1) Moyennes janvier-février.

Sources: I. N. S. E. E. (évolution du trafic). Commissariat au plan (évolution de la productivité).

b) *Evolution du parc du matériel roulant de la S. N. C. F.* (1).

CATÉGORIES DE MATÉRIEL	1929	1938	1946	1952	1957	(1958)
Locomotives à vapeur	19.800	17.200	13.800	10.460	7.560	7.300
Locomotives et automotrices électriques	790	1.120	1.180	1.360	1.710	1.760
Locomotives diesel (de 500 CV et au-dessus)	64	7	16	155	350	390
Autorails		664	618	780	996	1.010
Voitures à voyageurs (y compris remorques d'autorails et d'automotrices électriques)	35.200	30.800	18.000	16.800	15.050	14.880
Wagons et fourgons	521.000	485.000	329.000	379.000	335.500	332.600

(1) Effectif en exploitation, moyenne annuelle.

Source: Commissariat général du plan.

2° Voies navigables

a) *Trafic kilométrique total.*

(Millions de tonnes-kilomètres.) (Moyennes mensuelles.)

DÉSIGNATION	1959				1960				1929	1938	1949	1952	1955	1958	1959
	I	II	III	IV	I	II	III	IV							
1. Trafic kilométrique total (millions de tonnes-kilométriques)	672,6	840,7	(800)	792,4	(798,6)	»	»	»	567	629	521	640	737	776,9	(779)

Source: I. N. S. E. E.

b) *Composition de la flotte fluviale à la fin de 1957.*

TYPES DE BATEAUX	UNITÉS		TONNAGES (Milliers de tonnes.)	
	Navigation intérieure Rhin inclus.	Rhin.	Navigation intérieure Rhin inclus.	Rhin.
Bateaux de transport:				
Marchandises générales:				
Tractionnées	5.451	202	1.949	251,5
Automoteurs	3.616	150	1.291	122,5
Citernes:				
Tractionnées	169	11	92	13
Automoteurs	671	5	258	5
Remorqueurs	460	73		
Total (dont 3.104 bateaux bois)	10.367	441	»	»
Tonnage équivalent en péniches			4.623,477	

Source: Commissariat général du plan.

3° Mer

a) *Evolution du trafic.* (Moyennes mensuelles.)

DÉSIGNATION	1959				1960				1938	1949	1952	1955	1958	1959
	I	II	III	IV	I	II	III	IV						
Voyageurs (grande navigation) (1.000):														
Débarquements	7,73	18,87	23,51	11,26	(7,92)	»	»	»	16,9	16,4	21,6	21,4	16,4	15,3
Embarquements	9,38	12,41	24	15,34	(7,55)	»	»	»	18,6	22,4	23,1	22,2	16,1	15,3
Marchandises (toutes) (1.000 tonnes):														
Débarquements	4.638	4.670	4.407	4.781	(4.868)	»	»	»	2.989	3.006	3.538	3.856	4.831	4.624
Embarquements	2.053	2.000	2.125	2.228	(2.247)	»	»	»	1.050	1.266	1.860	2.255	2.131	2.101

b) *Evolution marchande.* (Evolution en tonnage.)

(Les chiffres placés entre parenthèses sont ceux du nombre de navires.)

Navires de plus de 100 tonneaux de jauge brute.

ANNÉES	PÉTROLIERS	NAVIRES à passagers.	AUTRES cargos.	TOTAL
	(1.000)	(1.000)	(1.000)	(1.000)
1er janvier:				
1929	1.300	170	1.600	3.870
1938	1.210	260	1.220	2.690
1939 (1/9).....	1.166 (146)	323 (72)	1.244 (452)	2.734 (670)
1945 (1/8).....	365	102	375	842
1946	Pas de statistiques (Cf. août 1945).			
1947	421	176	859	1.456
1948	457	276	1.267	2.000
1949	569 (4)	434 (67)	1.421 (447)	2.424 (585)
1950	608	538	1.562	2.708
1951	709	612	1.645	2.966
1952	739	711	1.723	3.173
1953	784	849	1.760	3.395
1954	873	869	1.803	3.545

ANNÉES	PÉTROLIERS	NAVIRES à passagers.	AUTRES cargos.	TOTAL
	(1.000)	(1.000)	(1.000)	(1.000)
1er janvier:				
1955	860 (89)	998 (119)	1.714 (520)	3.572 (728)
1956	800 (82)	1.195 (127)	1.714 (510)	3.709 (719)
1957	729 (73)	1.276 (132)	1.762 (320)	3.767 (725)
1958	1.396 (141)	664 (68)	1.858 (537)	3.919 (746)
1959	1.650 (155)	668 (69)	1.962 (567)	4.280 (791)
1960	1.789 (160)	608 (67)	2.063 (571)	4.461 (798)
	En construction ou en commandes.			
1er janvier 1960:				
France	54 (5)	54 (2)	19 (5)	73 (7)
Etranger	285 (22)	»	165 (22)	504 (34)
Total	339 (27)	54 (2)	184 (27)	577 (41)

Source: Ministère de la marine marchande.

4° AIR

a) *Evolution du trafic.* (Moyennes mensuelles.)

TRANSPORTEURS FRANÇAIS	1959				1960				1938	1949	1952	1955	1958	1959
	I	II	III	IV	I	II	III	IV						
Passagers (millions de voyageurs).	279,5	390,9	542,2	365	225,2	»	»	»	6,1	110	179	266	359,8	296
Poste (Air France) (millions de tonnes)	1.548	1.180	1.443	1.724	1.596	»	»	»	95,4	941	1.578	1.563	1.494	1.549
Fret (sans la poste) (milliers de tonnes-kilomètres)	6.280	7.153	6.002	7.053	5.918	»	»	»	85,3	4.251	6.792	6.962	6.386	6.589

(1) Moyennes janvier-février.

Source: I. N. S. E. E.

B. — **Routes** (indication).

1° Parc routier au 1er janvier 1958 (1.000)

DESIGNATION	PARC estimé en service le 1er janvier 1960.	PARC estimé en service le 1er janvier 1959.	PARC estimé en service le 1er janvier 1958.	PARC estimé en service le 1er janvier 1957.
Voitures particulières et commerciales	6.019	4.511,9	3.972,2	3.476,5
Autocars et autobus	35,6	34,4	32,9	31,2
Camionnettes, camions et véhicules spéciaux	1.485	1.408,4	1.319,1	1.228,7
Tracteurs routiers	23	21,3	19,4	17,7
Tracteurs agricoles, forestiers et autres	636	559,9	474,8	376,2
Total véhicules à moteur	7.198,7	6.535,9	5.818,4	5.130,3
Remorques	142,6	736,2	134	125,7
Semi-remorques	30,5	27,9	25,3	22,7
Total tous véhicules	7.375	6.700	5.974,7	5.278,7

Source: I. N. S. E. E.

2° Livraison de carburants a la clientèle civile et métropolitaine

(1.000 tonnes). (Moyennes mensuelles.)

ANNEES	ESSENCE AUTO	SUPERCARBURANT	GAS-OIL
1938	225 (avec le super)	»	253
1949	148	»	63
1952	205,3	57	85
1953	216	77	101
1954	207	108	110
1955	223	130	124,4
1956	251,2	123	129,7
1957	277,6	84	126,7
1958	277	123,8	134,1
1959	283	135,4	129,2

Source: Ministère de l'industrie et du commerce.

III. — FINANCES — CREDIT — MONNAIE — FINANCES EXTERIEURES

I. — FINANCES PUBLIQUES

A. — Budget de l'Etat et trésorerie.

1° SITUATIONS BUDGÉTAIRES
(En milliards de francs.)

NATURE DES CHARGES ET DES RESSOURCES	1955 — SITUATION définitive des crédits ouverts.	1956 — RESULTATS en décembre 1956.	1957 — SITUATION fin décembre.	1957 — SITUATION fin février 1958.	1958 — SITUATION fin décembre.
I. — *Opérations budgétaires.*					
Budget ordinaire (1)	1.927	2.253	2.602	2.548	2.928
Budget civil en capital	660	649	655	653	697
Budget militaire (normal)	1.008	969	1.364	1.358	1.450
Total	3.595	3.871	4.621	4.561	5.075
Recettes ordinaires et extraordinaires (y compris aide américaine)	3.217	3.530	4.130	4.112	4.932
Solde des opérations budgétaires	— 378	— 341	— 491	— 449	— 143
II. — *Opérations propres du Trésor.*					
Découvert des comptes spéciaux	70	93	144	144	»
Fonds de développement économique et H. L. M.	307	307	322	322	462 (3)
Total	377	400	466	466	462
Total des charges de trésorerie	755	741	957	945	605
Dépenses spéciales d'Algérie	48	315	(3)	(3)	(2)
Ressources y affectées	»	— 22	»	»	»
Total de l'impasse	808	1.034	957	945	605

(1) Dépenses d'Algérie comprises. — (2) Voir dépenses militaires. — (3) Y compris consolidation de prêts à la construction.

2° SITUATION DES FINANCES PUBLIQUES ET OPÉRATION DU TRÉSOR A LA FIN DES ANNÉES 1958 ET 1959.

a) *Résultats de l'exécution de la loi de finances en 1958 et 1959.*
(En milliards de francs [fin de période].)

	ANNÉE 1958	ANNÉE 1959
Ressources:		
Ressources fiscales et diverses	5.108	5.753
Période complémentaire	113	121
Total	5.221	5.874
Dépenses:		
Fonds de développement économique et social	473	611
Dommages de guerre	185	197
Dépenses militaires	1.424	1.526
Dépenses civiles	3.294	3.691
Période complémentaire	297	268
Total	5.673	6.293
Impasse:		
Exécution du budget	— 452	— 419
Comptes spéciaux	— 55	— 181
Total	— 507	— 600

b) *Moyens de trésorerie nécessaires pour couvrir les dépenses de l'Etat en 1958 et 1959.*
(En milliards de francs [fin de période].)

	ANNÉE 1958	ANNÉE 1959
Appel à l'épargne:		
Emprunts à moyen terme et long terme	+ 294	»
Charges d'amortissement de la dette	— 218	— 284
Bons du trésor sur formules	+ 116	+ 322
Apports du marché monétaire:		
Bons du trésor en comptes courants	— 37	+ 225
Opérations des correspondants	+ 130	+ 553
Apports divers	+ 218	— 45
Avances directes de la banque de France	+ 4	— 171
Excédent des charges (+) ou des ressources (—).		
Total	+ 507	+ 600

3° Budget général de l'Etat suivant la nouvelle présentation adoptée par la loi de finances pour 1960

Le budget de 1960 — qui est exprimé en nouveaux francs — se distingue des précédents par la forme dans laquelle il est présenté, conformément aux dispositions de l'ordonnance portant loi organique relative à la présentation des lois de finances.

Les opérations budgétaires à caractère définitif sont désormais distinguées des opérations à caractère temporaire.

La notion connue sous l'appellation familière d'impasse constitue un élément d'appréciation utile de la politique financière du Gouvernement dans la mesure où elle permet de comparer les charges totales du Trésor aux possibilités de l'épargne.

Mais cette présentation pouvait donner une vue inexacte de la situation véritable des finances publiques. Dans la mesure où les charges du Trésor correspondent à des prêts ou à des opérations de caractère remboursable, elles revêtent un caractère temporaire, non seulement par les possibilités de remboursement qu'elles comportent, mais aussi parce que leur volume varie sensiblement d'un exercice à l'autre suivant les mécanismes de financement utilisés, la situation du marché financier et les disponibilités des établissements spécialisés. L'activité de l'Etat banquier ne répond pas au même objet et ne doit pas être jugée suivant les mêmes critères que l'activité de l'Etat dépensier. Pour apprécier la situation véritable des finances publiques, il faut comparer aux recettes budgétaires le montant des dépenses présentant un caractère définitif.

C'est pourquoi le budget de 1960 comprend, conformément à la distinction prévue par la loi organique, d'une part, les opérations à caractère définitif du budget général de l'Etat, d'autre part, les opérations à caractère temporaire.

Le budget général de l'Etat retrace en dépenses toutes les charges budgétaires ne donnant pas lieu à un remboursement ultérieur, qu'il s'agisse de dépenses ordinaires ou de dépenses d'équipement; dépenses ordinaires civiles, dépenses militaires, dommages de guerre, dépenses d'équipement exécutées par l'Etat et subventions d'équipement. En recettes, figurent toutes les recettes, à l'exception des remboursements de prêts antérieurement consentis. Les opérations de caractère définitif imputées sur les comptes d'affectation spéciale sont ajoutées, en recettes et en dépenses, au budget général de l'Etat.

Les opérations à caractère temporaire comprennent toutes les catégories de prêts: prêts figurant antérieurement au titre VI B du budget du F. D. E. S., contributions du Trésor à la consolidation des prêts consentis pour le financement de la construction, charges nettes de la partie des comptes d'affectation spéciale retraçant des opérations de prêts, et charges nettes des autres catégories de comptes spéciaux du Trésor; en diminution figurent les sommes encaissées au titre de remboursement de prêts antérieurs.

D'autre part, en application de l'ordonnance portant loi organique relative à la présentation de la loi de finances, une autre modification est apportée à la présentation budgétaire traditionnelle: les dépenses qui figuraient précédemment au titre VIII du budget (dépenses sur ressources affectées) sont désormais incorporées dans le budget général, les ressources correspondantes étant comprises dans l'évaluation des recettes. Dans les cas où il a paru nécessaire de maintenir l'affectation de certaines ressources à certaines dépenses — notamment pour le fonds routier — c'est la procédure des comptes spéciaux du Trésor d'affectation spéciale qui est désormais utilisée.

Qu'elles aient ou non figuré antérieurement au titre VIII du budget, les opérations de caractère définitif retracées à des comptes d'affectation spéciale sont décrites en recettes et en dépenses et non plus en solde; les dépenses sont classées de la même manière que les dépenses budgétaires proprement dites.

Enfin, il a paru préférable de faire figurer les bonifications d'intérêt non plus au titre Ier (dette publique) mais au titre IV du budget (interventions); bien que les crédits correspondants conservent un caractère évaluatif et résultent, pour leur plus grande part, d'engagements antérieurs, ces dépenses constituent une aide apportée aux bénéficiaires, en application de la législation, au même titre que les subventions de caractère économique ou administratif.

Source: Projet de loi de finances 1960.

4° Tableau général des charges et des ressources de la loi de finances de 1960

(En millions de nouveaux francs arrondis.)

Nature des opérations	Loi de finances 1960		Loi de finances 1959	
	Charges.	Ressources.	Charges.	Ressources.
I. — Opérations de caractère définitif				
1° *Budget général.*				
Dépenses ordinaires civiles (titres I, II, III, IV)	33.611		31.319	
Dépenses civiles en capital (titres V, VI, VII)	7.866		7.583	
Dépenses militaires (titres III, IV, V)	16.534		15.900	
Total des dépenses	58.011		54.802	
Recettes fiscales		51.971		49.916
Autres recettes (remboursements de prêts exclus)		6.604		5.925
Total des recettes		58.575		55.841
Solde des opérations du budget général	+ 564		+ 1.039	
2° *Budgets annexes* (1).				
Total des charges et des recettes des budgets annexes	9.745	9.601	7.447	7.307
Solde des opérations des budgets annexes	— 144		— 140	
3° *Compte d'affectation spéciale* (partie).				
Dépenses civiles ordinaires	1.313			
Dépenses en capital	609			
Dépenses militaires	620			
Total des dépenses	2.542			
Ressources affectées à ces comptes		2.682		
Solde des opérations des comptes d'affectation spéciale	+ 140		+ 21	
Solde des opérations de caractère définitif	+ 560		+ 920	

NATURE DES OPÉRATIONS	LOI DE FINANCES 1960		LOI DE FINANCES 1959	
	Charges.	Ressources.	Charges.	Ressources.
II. — OPÉRATIONS DE CARACTÈRE TEMPORAIRE				
1° *Comptes de prêts et de consolidation.*				
Prêts aux organismes d'H.L.M.	2.450	117	1.840	90
Consolidation des prêts spéciaux à la construction	1.450	»	1.600	»
Prêts du fonds de développement économique et social	3.250	606	3.350	510
Prêts divers de l'Etat:				
Prêts du titre VIII nouveau (ancien titre VI B)	273	»	327	»
Prêts directs du Trésor	35	2	41	41
Avances du Trésor consolidées par transformation en prêts	44	30	170	31
	7.202	755	7.328	672
Opérations d'ordre de consolidation		44		170
Montant brut des charges et des ressources	7.202	799	7.328	842
Variation nette d'encours des prêts	— 6.403		— 6.486	
2° *Comptes d'avances.*				
Variation nette d'encours des avances	— 94		— 97	
3° *Comptes d'affectation spéciale* (partie).				
Variation nette d'encours de ces prêts	— 79		— 78	
4° *Autres comptes spéciaux.*				
Solde des comptes de commerce	— 177		— 199	
Solde des comptes d'opérations monétaires	— 30		— 20	
Solde des comptes de règlement avec les gouvernements étrangers	— 40		— 60	
Compte de liquidation			+ 12	
Solde des opérations des autres comptes spéciaux	— 127		— 267	
Solde des opérations de caractère temporaire	— 6.823		— 6.928	
Solde général des opérations de la loi de finances (2)	— 6.263		— 6.008	

(1) Caisse nationale d'épargne, Imprimerie nationale, Légion d'honneur, ordre de la Libération, monnaies et médailles, postes et télécommunications, prestations sociales agricoles, R. T. F., essences, poudres.

(2) Soit solde de la loi de finances de 1959: 578 milliards ou 5.870 millions de nouveaux francs + 140 millions de nouveaux francs du solde des budgets annexes.

5° EXÉCUTION DE LA LOI DE FINANCES POUR LES TROIS PREMIERS MOIS DE 1959 ET 1960

(En millions de nouveaux francs [fin de période].)

	TROIS MOIS	
	1959	1960
I. — *Opérations à caractère définitif.*		
Recettes:		
Recettes du budget général	12.520	13.500
Exercice précédent	1.140	840
Comptes d'affectation spéciale (solde créditeur)	+ 60	+ 320
	13.720	14.660
Dépenses:		
Dépenses civiles	7.050	7.690
Dépenses militaires	3.500	3.190
Dommages de guerre	450	370
Exercice précédent	2.560	2.540
	13.560	13.790

	TROIS MOIS	
	1959	1960
II. — *Opérations à caractère temporaire.*		
Recettes:		
Remboursements de prêts	130	190
Autres comptes spéciaux (solde créditeur)	»	200
	130	390
Dépenses:		
Comptes de prêts	1.070	1.110
Autres comptes spéciaux (solde créditeur)	290	»
	1.360	1.110
III. — *Solde général.*		
Solde des opérations à caractère définitif	+ 160	+ 870
Solde des opérations à caractère temporaire	— 1.230	— 720
Solde général	— 1.070	+ 150

6° Evolution des recettes de l'Etat

a) *Tableau d'ensemble de 1955 à 1958*

(En milliards de francs.)

	1955 (1)	1956 (2)	1957 (2)	1958 (3)
I. — Recettes fiscales	2.776,4	3.124,8	3.684,3	4.425,7
A. — Ventilation administrative:				
1. Contributions directes	974,8	1.148,4	1.353,1	1.747,9
2. Enregistrement	122,7	139,7	166,2	194,0
3. Timbre	27,5	57,1	75,2	88,9
4. Impôts sur les opérations de bourse et de solidarité nationale	10,5	9,6	16,4	10,6
5. Douanes	325,9	394,8	519,0	646,8
6. Contributions indirectes	54,1	58,3	78,8	78,2
7. Taxe sur les transports de marchandises	»	1,5	17,0	16,7
8. Taxes sur le chiffre d'affaires	1.160,6	1.208,7	1.375,7	1.530,9
9. Taxes uniques	100,3	103,7	82,9	104,1
10. Recettes imputées à des comptes d'attente	»	»	»	7,6
B. — Classification économique:				
Impôts sur le revenu (4)	723,9	866,9	1.031,9	1.373,8
Impôts sur la fortune (5)	160,7	206,5	257,8	293,5
Impôts sur la consommation	1.640,9	1.765,5	2.073,4	2.376,7
Versement sur les salaires (6)	250,9	282,9	321,2	374,1
II. — Autres recettes budgétaires	673,7	755,9	1.300,9	809,6
1. Monopole des poudres et exploitations industrielles de l'Etat	31,9	89,8	94,0	71,6
2. Produits et revenus du domaine de l'Etat	24,0	26,1	24,4	29,7
3. Produits divers	185,2	220,1	194,6	279,8
4. Ressources exceptionnelles	200,4	164,5	746,0	152,8
5. Fonds de concours	112,4	118,5	101,0	119,7
6. Ressources affectées à diverses dépenses	119,8	136,9	140,9	156,0
Total général	3.450,1	3.877,7	4.985,2	5.235,3

Nota. — Le tableau I ci-dessus comprend exclusivement les recettes du budget général de l'Etat. Il ne tient pas compte des ressources fiscales attribuées soit à des établissements dotés de la personnalité financière, tels que la Caisse autonome d'amortissement et les offices, soit à des comptes spéciaux du Trésor. Il comprend en revanche des dégrèvements accordés qui sont imputés en dépenses à un crédit budgétaire figurant au budget des charges communes du ministère des finances. Les recettes des deux principaux budgets annexes (postes, télégraphes et téléphones et prestations familiales agricoles), ainsi que celles de la Caisse autonome et de la sécurité sociale, sont données au tableau 3: « Principales autres recettes publiques ».

(1) Projet de loi de règlement définitif du budget. Il est rappelé que les recettes budgétaires sont en principe soumises à la règle de la gestion. Toutefois, certaines opérations de régularisation peuvent intervenir au cours de l'année suivante. La date limite, qui était le 31 mai jusqu'en 1955, a été ramenée au dernier jour de février par le décret du 14 novembre 1955 portant application de la gestion.

(2) Compte définitif des recettes du budget général.

(3) Situation définitive publiée au *Journal officiel*.

(4) Contributions directes à l'exclusion du versement forfaitaire sur les salaires.

(5) Produits de l'enregistrement, du timbre, des impôts sur les opérations de bourse et de solidarité nationale.

(6) Le versement forfaitaire qui est historiquement un impôt sur le revenu est considéré par certains comme un impôt indirect sur la consommation. Aussi a-t-il été isolé dans cette ventilation économique pour permettre l'une et l'autre classification.

Source: Ministère des finances.

b) *Evolution du taux de prélèvement fiscal par rapport au produit national brut.*

DESIGNATION	1955	1956	1957	1958
Recettes fiscales	2.776	3.122	3.684	4.227
Taux du prélèvement fiscal	16 p. 100	17 p. 100	18 p. 100	19,4 p. 100

Source: Projet de loi de finances pour 1958.

c) *Recettes budgétaires applicables au budget général.*

(En millions de nouveaux francs.)

	Evaluations adoptées dans la loi de finances pour 1959	Evaluations adoptées dans la loi de finances pour 1960	Différences
I. — Recettes fiscales:			
Contributions directes	19.340	20.470	+ 1.130
Dont:			
Impôts sur le revenu des personnes physiques	8.750	9.780	+ 1.030
Impôt sur les sociétés	5.650	5.440	— 210
Versement forfaitaire sur les traitements et salaires, pensions, rentes viagères, certaines recettes commerciales	4.700	4.400	+ 300
Taxe proportionnelle sur les revenus des valeurs mobilières	790	850	+ 60
Douanes	6.880	6.736	— 144
Taxes sur le chiffre d'affaires	17.170	18.564	+ 1.394
Taxes uniques	1.707	1.824	+ 117
Total (1)	49.496	52.306	+ 2.810
Moins incidence de la réforme fiscale	»	— 335	— 335
Net	49.496	51.971	+ 2.475
II. — Exploitations industrielles et commerciales	2.189	2.425	+ 236
III. — Autres ressources non fiscales (2)	4.336	4.028	— 308
Plus incidence de la réforme administrative	»	+ 150	+ 150
Net	6.525	6.603	+ 78
Total général	56.021	58.574	+ 2.553

(1) Y compris taxes sur les opérations de bourse, les contributions indirectes, les taxes sur les transports de marchandises, les monopoles des poudres à feu.

(2) Revenus du domaine de l'Etat, ressources exceptionnelles, produits divers.

7° Dette publique

(Etat, caisse autonome d'amortissement, P. T. T.)

Montant (fin d'année).

(En milliards de francs.)

DÉSIGNATION	1938	1953	1954	1955	1956	1957	1958	1959 (nov.)
Dette intérieure.	414	4.177	4.529	4.840	5.573	5.369	5.839	6.624
Dette extérieure.	»	»	»	834	795	752	1.032	1.117

Sources: Ministère des finances, I. N. S. E. E.

B. — **Collectivités locales** (établissements publics compris).

Situation financière à la clôture de l'exercice.

(En milliards de francs.)

DÉSIGNATION	1948	1949	1952	1953	1954	1955	1956
Départements.							
Recettes	»	168,0	305	340,1	385,6	433,7	513,7
Dépenses	»	155,7	290,8	330,1	374,3	423,7	515,2
Disponibilités au 31 décembre..	3,3	15,6	58,4	68,4	79,7	91,3	83,8
Communes.							
Recettes	»	464,6	930,8	1.029,7	1.189,7	1.284,6	1.398,6
Dépenses	»	425,2	899,2	974,7	1.104,5	1.228,7	1.363,9
Disponibilités au 31 décembre..	36,9	76,3	252,7	317,6	414,1	483,1	504,1

Source: Ministère des finances.

II. — SERVICES PUBLICS

A. — Société nationale des chemins de fer français.

Evolution trimestrielle.

RECETTES (en millions de nouveaux francs).

	I	II	III	IV
	(Moyennes mensuelles.)			
Voyageurs:				
1958.....	96,4	125,3	171,7	117
1959.....	115,8	141	188,3	129
1960.....	(114,7)	»	»	»
Marchandises (2):				
1958.....	293,3	283	254,3	286,3
1959.....	304,3	310	285,3	368
1960.....	(343)	»	»	»
Total (1):				
1958.....	408,9	428,6	446,7	427,3
1959.....	441,4	474,1	497,4	498
1960.....	(457,4)	»	»	»

INDICES DES RECETTES A PRIX CONSTANT (3) (1938 = 100)

	I	II	III	IV
	(Moyennes mensuelles.)			
Voyageurs:				
1958.....	156	143	140	161
1959.....	162	138	131	154
1960.....	(160)	»	»	»
Marchandises (2):				
1958.....	168	160	152	148
1959.....	155	157	152	157
1960.....	(164)	»	»	»
Total (1):				
1958.....	165	155	147	150
1959.....	157	150	144	155
1960.....	(163)	»	»	»

Evolution annuelle.

	1938	1949	1952	1955	1958	1959
Voyageurs	3,44	58	86	99	127,6	(143,6)
Marchandises	8,40	156	195	227	279,3	(311)
Total (1).....	12,37	222	324	341	427,9	(477,7)

	1949	1952	1955	1958	1959
Voyageurs	133	133	130	150	(143)
Marchandises	144	156	142	157	(155)
Total.....	141	150	138	154	(151)

(1) L'indication totale des recettes ne couvre pas exactement les chiffres « voyageurs » et « marchandises ». Elle comprend les recettes voyageurs, marchandises, bagages et consigne, colis postaux, petits colis.

(2) Marchandises détail et wagons.

(3) Cet indice est le quotient (multiplié par 100) des recettes de la période considérée par les recettes de la période correspondante de 1938 ramenées aux taux de la période considérée. Les indices mensuels successifs ne sont donc pas comparables entre eux et la comparaison doit se faire seulement par rapport à 1938.

Sources: S. N. C. F., I. N. S. E. E.

B. — **Postes et télécommunications.**

RECETTES TOTALES

Postes, télégraphes, téléphones, services financiers.

(Mois cumulés.) (En millions de nouveaux francs.)

ANNÉES	I	II	III	IV
	(Fin de trimestre.)			(Année entière.)
1957	567	1.083	1.782	2.535
1958	571	1.280	1.961	3.095
1959	732	1.782	2.678	3.930
1960	772	»	»	»

N. B. — Année 1951 = 85,9. — Année 1952 = 143. — Année 1953 = 150,2. — Année 1954 = 183,2. — Année 1955 = 202,3.

Sources: Ministère des finances, I. N. S. E. E.

III. — SERVICES SOCIAUX

A. — **Evolution du bilan du régime général de la sécurité sociale.**

(Y compris le régime des fonctionnaires et celui des étudiants, non compris les professions agricoles.)

(En millions de nouveaux francs.)

DÉSIGNATION	1938	1947	1948	1949	1951	1952	1953	1954	1955	1956 (P.)	1957 (P.)	1958 (P.)
I. — *Recettes.*												
Assurances sociales	»	1.082	1.728	2.168	3.003	3.843	4.317	4.444	4.751	5.484	6.085	6.974
Accidents du travail	»	199	316	336	440	550	606	652	802	948	1.123	1.382
Prestations familiales:												
1° Salariés	»	671	1.279	1.926	2.753	3.718	4.020	4.343	4.706	5.407	5.934	6.804
2° Employeurs et travailleurs indépendants	»	56	51	86	181	214	248	298	316	334	385	409
Ensemble	»	2.008	3.373	4.516	6.377	8.325	9.011	9.707	10.575	12.173	13.529	15.569
II. — *Dépenses.*												
Assurances sociales	26	899	1.404	2.170	3.436	4.165	4.543	4.883	5.313	5.941	6.727	7.545
Accidents du travail	»	108	212	337	444	523	613	668	848	965	1.111	1.311
Prestations familiales:												
1° Salariés	»	655	1.364	1.852	2.657	3.308	3.605	4.028	4.452	4.917	5.208	5.731
2° Employeurs et travailleurs indépendants	»	81	105	97	184	219	243	277	307	327	392	440
Ensemble	26	1.743	3.085	4.456	6.721	8.215	8.974	9.856	10.918	12.150	13.438	15.027
Patrimoine	»	1.055	1.349	1.388	1.214	1.359	1.373	1.620	1.905	2.186	2.430	»

Sources: Ministère du travail, I. N. S. E. E.

B. — **Etablissements hospitaliers.**

Résultats à la clôture de l'exercice (1).

(En millions de nouveaux francs.)

RECETTES ET DÉPENSES

	1949	1950	1951	1952	1953	1954	1956
Recettes	950	1.150	1.500	1.760	1.955	1.610	1.680
Dépenses	870	1.010	1.380	1.630	1.800	1.713	1.701
Solde	+ 80	+ 140	+ 120	+ 130	+ 155	+ 103	— 20

(1) Année civile plus période complémentaire de l'exercice (31 mars).

Source: Ministère des finances.

IV. — CREDIT. — BANQUE. — MONNAIE

A. — Evolution d'ensemble des disponibilités monétaires et de leur contrepartie.

1. Disponibilités monétaires et dépôts a terme

(En millions de nouveaux francs.)

ANNÉES	MONTANT (Fin de trimestre.) I	II	III	IV
Billets en circulation.				
1956	29.620	30.150	30.420	31.140
1957	31.160	32.060	33.030	32.680
1958	32.860	33.700	34.310	34.690
1959	33.840	34.420	34.520	34.950
1960 (1)	34.010	»	»	»
Monnaies divisionnaires.				
1956	590	610	650	670
1957	860	690	710	750
1958	740	750	760	780
1959	760	750	750	760
1960 (1)	770	»	»	»
Dépôts à vue (1).				
1956	31.060	32.170	32.420	34.040
1957	33.380	34.340	35.380	38.090
1958	36.520	37.340	36.680	40.640
1959	41.700	40.070	44.600	49.040
1960 (1)	47.610	»	»	»
Dépôts à terme.				
1956	2.120	2.190	2.150	2.320
1957	3.080	3.470	3.320	3.830
1958	4.290	4.060	3.810	4.130
1959	4.610	4.970	5.030	5.490
1960 (1)	5.830	»	»	»
Ensemble: disponibilités monétaires et dépôts à terme.				
1956	62.800	64.510	65.910	68.170
1957	68.280	70.560	72.440	75.350
1958	74.410	75.850	75.560	80.240
1959	80.910	84.210	84.900	90.240
1960 (1)	88.220	»	»	»

N. B. — Sarre exclue depuis 1959. Total en décembre 1958 sans la Sarre = 79.280 millions de nouveaux francs.

(1) Comptes courants créditeurs des particuliers et des entreprises à la Banque de France. — Dépôts à vue dans les banques. — Dépôts ou comptes courants postaux. — Dépôts de fonds particuliers au Trésor.

Source: Conseil national du crédit.

2. Contrepartie des disponibilités monétaires et dépôts a terme

(En millions de nouveaux francs.)

ANNÉES	MONTANT (Fin de trimestre.) I	II	III	IV
Créances sur le Trésor public (1).				
1956	23.170	23.440	24.350	24.140
1957	24.690	26.700	29.090	30.130
1958	31.080	31.500	30.860	31.100
1959	32.630	33.400	32.950	31.310
1960 (3)	30.810	»	»	»
Crédits à l'économie.				
1956	33.460	35.240	36.620	40.240
1957	41.050	42.540	42.910	45.770
1958	44.270	45.400	44.680	48.680
1959	46.920	47.400	47.580	53.700
1960 (3)	52.450	»	»	»
Or et devises.				
1956	6.600	5.980	5.420	4.040 (2)
1957 (2)	3.420	3.430	3.120	3.130
1958 (2)	3.130	3.130	3.740	3.830
1959 (2)	4.490	4.490	8.640	8.290
1960 (3)	8.560	»	»	»
Total (y compris balance de divers éléments non indiqués dans les rubriques ci-dessous.)				
1956	62.800	64.510	65.910	68.170
1957	68.280	70.560	72.440	75.350
1958	74.410	75.850	75.560	80.240
1959	80.910	84.210	84.900	90.240
1960 (3)	88.220	»	»	»

(1) Créances de la Banque de France. — Portefeuille d'effets publics de la Banque de France et des banques, créances d'entreprises ou de particuliers (avoirs aux chèques postaux et au Trésor, monnaie divisionnaire en circulation).

(2) Net en déduisant les comptes courants du fonds de stabilisation des changes et des banques et institutions financières étrangères comptées dans le passif:

	Déc. 1956.	Juin. 1957.	Sept. 1957.	Déc 1957.	Mars. 1958.	Juin. 1958.	Sept. 1958.
Or et devises	— + 3.730	— + 1.430	— + 800	— — 310	— — 210	— — 300	— + 810
	Déc. 1958.	Mars. 1959.	Juin. 1959.	Sept. 1959.	Déc. 1959.	Fév. 1960.	
	— — 70	— + 2.600	— + 2.740	— + 6.460	— + 7.160	— + 7.470	

(3) Février.

Source: Conseil national du crédit.

3. Rapport au produit national brut (évolutions annuelles). (En millions de nouveaux francs.)

PRODUITS	1938	1949	1952	1954	1955	1956	1957	1958
Produit national brut	4.350	86.000	143.400	157.900	170.200	185.900	207.420	235.670
Disponibilités monétaires (1)	1.820	24.380	38.990	48.590	55.360	62.360	67.350	71.650
Rapport: Disponibilités monétaires / Produit national brut	2,39	3,53	3,59	3,15	2,98	2,88	2,93	3,11

N. B. — Hausse du rapport: la même quantité de monnaies permet d'alimenter un volume de transactions établies à un niveau de prix plus élevé. Baisse du rapport: une fraction plus importante de la monnaie est conservée inactive dans les encaisses.

(1) Moyenne des douze mois.

Source: Conseil national du crédit.

4. Evolution du produit national brut et de la masse monétaire
(En pourcentage.)

	1953	1954	1955	1956	1957	1958
Taux de progression du produit national brut ou des moyens de paiements utilisés dans les transactions	4,9	5,8	7,8	9,2	11,6	13,6
Taux de progression de la masse monétaire	12,1	11,2	13,9	12,6	8	6,4

Source: Conseil national du crédit.

5. Proportion dans la masse monétaire des billets et des dépôts a vue
(En pourcentage.)

DÉSIGNATION	31 DÉCEMBRE 1955.	31 DÉCEMBRE 1956.	31 DÉCEMBRE 1957.	31 DÉCEMBRE 1958.
Billets et monnaies divisionnaires	48,8	48,3	46,7	46,6
Dépôts à vue	51,2	51,7	53,3	53,4

Source: Conseil national du crédit.

B. — Epargne.

1. Epargne totale

a) *Variations annuelles respectives des différentes formes recensables de l'épargne.*
(En millions de nouveaux francs.)

DÉSIGNATION	1953	1954	1955	1956	1957	1958
Epargne liquide		4.240	4.820	3.320	4.500	4.630
Epargne nette recueillie par les compagnies d'assurances (à l'exclusion de l'apport des compagnies à des émissions placées dans le public)	240	310	400	470	510	540
Epargne investie en valeurs mobilières	2.030	3.330	3.270	6.880	5.760	6.980
Totaux	5.430	7.880	8.490	10.670	10.770	12.150

Source: Conseil national du crédit.

b) *Variation des emplois liquides de l'épargne.* (En millions de nouveaux francs.)

VARIATIONS ANNUELLES	1953	1954	1955	1956	1957	1958	1959
Dépôts bancaires à terme et bons de caisse	+ 370	+ 310	+ 330	+ 320	+ 1.510	+ 300	+ 1.555
Dépôts dans des caisses d'épargne	+ 1.880	+ 2.140	+ 2.830	+ 2.130	+ 1.730	+ 2.980	+ 3.790
Bons du Trésor (excédent des souscriptions sur les remboursements) :							
a) Bons sur formules (1)	+ 890	+ 1.370	+ 1.400	+ 1.070	+ 1.070	+ 1.150	+ 3.230
b) Bons en comptes courants détenus par les entreprises	— 20	+ 340	+ 160	— 330	+ 30	+ 40	+ 460
Bons à trois ans et cinq ans de la caisse nationale de crédit agricole (2)	+ 40	+ 80	+ 100	+ 130	+ 160	+ 210	+ 450
Total	+ 3.160	+ 4.240	+ 4.820	+ 3.320	+ 4.500	+ 4.680	+ 9.480

(1) Cette rubrique comprend les bons à un an, les bons à deux ans, les bons à intérêt progressif.

(2) Les chiffres indiqués ne comprennent que la part souscrite par le public : les bons qui se trouvent dans le portefeuille-titres des caisses régionales en sont exclus.

Source : Conseil national du crédit.

2. ACTIONS ET OBLIGATIONS

Souscriptions nouvelles du public en numéraire. (En millions de nouveaux francs.)

DESIGNATION	1938	1949	1952	1953	1954	1955	1956	1957	1958	1959
	(Montant par année.)									
Actions émises contre espèces (1)	15	390	660	505	783	1.068	1.145	2.509	1.717	2.976
Obligations	13	281	490	1.225	1.928	2.002	2.247	2.984	3.380	4.432
Dont :										
Sociétés privées (obligations) (2)	5	98	70	244	438	882	744	596	914	1.741
Total actions et obligations (3)	28	671	1.150	1.730	2.712	307	3.892	5.493	5.095	7.409
+ Collectivités locales et groupements de sinistrés	16,3	»	20	117	96	143 (4)	16	24	165	24
+ Emprunts du Trésor à long et à moyen terme	75	»	2.170	440	1.075	854	4.231	1.084	3.193	»
+ Sociétés à responsabilité limitée (versements approximatifs en espèces) (5)	»	»	74	124	111	116	134	227	196	186
Total de l'épargne apparente investie sur le marché financier	»	»	3.410	2.430	3.990	4.180	7.873	6.868	8.703	7.219

(1) Appels de fonds sur actions partiellement libérées antérieurement à la période exclus. Sont seuls considérés les versements au titre d'actions émises au cours de la période.

(2) Toutes sociétés non nationalisées ou dont le capital n'est pas détenu en majorité par l'Etat.

(3) Appels de fonds sur actions antérieures partiellement libérées exclus.

(4) Compte tenu de petits emprunts locaux n'ayant pas été publiés au cours de l'année.

(5) A l'exclusion des apports et incorporations de réserves.

Sources : Crédit lyonnais, I. N. S. E. E.

C. — Crédit.

1. Répartition de 1956 a 1959 des crédits aux entreprises et aux particuliers

(En millions de nouveaux francs.)

	Encours au 31 décembre 1956.	Encours au 31 décembre 1957.	Encours au 31 décembre 1958.	Encours au 31 décembre 1959.
I. — *Selon la durée des crédits.*				
Crédits à court terme (mobilisables ou non)	29.130	32.010	33.260	36.680
Crédit à moyen terme mobilisables par nature	12.330	15.450	18.250	18.840
Prêts à long terme	25.310	33.630	30.020	38.550
Total	66.770	71.090	81.530	96.070
II. — *Selon les organismes distributeurs.*				
Banques et établissements financiers	34.590	38.970	41.620	47.290
Organismes spécialisés	31.960	31.910	39.700	48.600
Banque de France	220	210	210	170
Total	66.770	71.090	81.530	96.070
III. — *Selon les organismes porteurs* (montant des portefeuilles).				
Banques	21.870	26.180	27.170	35.970
Banque de France	18.370	19.590	21.510	17.730
Total des moyens monétaires	40.240	45.770	48.680	53.700
Organismes spécialisés et établissements français	26.530	25.320	32.850	42.370
Total général	66.770	71.090	81.530	96.070
IV. — *Selon les bénéficiaires.*				
Agriculture	5.270	6.050	6.910	8.620
Entreprises industrielles et commerciales	39.910	38.570	44.120	49.320
Construction	12.530	16.540	20.870	25.890
Ventes à tempérament	1.300	1.690	1.780	2.380
Entreprises sarroises	970	780	890	»
Bénéficiaires non recensés (1)	6.790	7.460	6.960	9.860
Total	66.770	71.090	81.530	96.070

(1) Les crédits compris sous cette rubrique ont été distribués essentiellement aux entreprises métropolitaines.
Source : Conseil national du crédit

2. Répartition des crédits selon leur durée et leur objet économique

a) *Crédits à court terme.*

(En millions de nouveaux francs.)

Répartition des crédits a court terme par bénéficiaire	Encours au 31 décembre 1956.	Encours au 31 mars 1958.	Encours au 31 décembre 1958.
I. — *Crédits à la construction de logements*	190	180	220
II. — *Crédits aux entreprises françaises :*			
Agriculture	2.550	2.560	2.620
Industrie et commerce	18.790	20.690	22.980
Dont :			
Entreprises nationalisées	(650)	(790)	(1.000)
Total II	21.340	23.250	25.600
III. — *Crédits aux entreprises sarroises*	870	720	830
IV. — *Financement des ventes à tempérament*	1.300	1.690	1.780
Crédits non recensés	5.430	6.170	4.830
Ensemble des crédits à court terme	29.130	32.010	33.260

Source : Conseil national du crédit.

b) *Crédits à moyen terme.*

Montants en millions de nouveaux francs (crédits mobilisables).

RÉPARTITION DES CRÉDITS A MOYEN TERME PAR BÉNÉFICIAIRES	ENCOURS AU			
	31 décembre 1955.	31 décembre 1956.	31 décembre 1957.	31 décembre 1958.
I. — *Crédits à la construction de logements:*				
Prêts spéciaux	4.110	5.770	7.210	8.340
Autres crédits	780	860	950	1.080
Total I	4.890	6.630	8.160	9.140
II. — *Crédits aux entreprises françaises:*				
Agriculture	490	550	650	780
Industrie et commerce	4.540	5.160	6.580	7.310
Dont:				
Entreprises nationalisées	2.480	2.480	3.100	3.000
Total II	5.030	5.710	7.290	8.090
III. — *Crédits aux entreprises sarroises*	40	70	60	50
Ensemble des crédits à moyen terme	9.960	12.410	15.450	7.280
(1) Dont: Financement de l'équipement	4.620	5.190	6.580	7.380
Financement des exportations	410	520	650	710

c) *Crédits à long terme.*

(En millions de nouveaux francs.)

RÉPARTITION DES PRÊTS A LONG TERME PAR BÉNÉFICIAIRES	ENCOURS AU			
	31 décembre 1955.	31 décembre 1956.	31 décembre 1957.	31 décembre 1958.
I. — *Crédits à la construction de logements:*				
Prêts spéciaux des lois de 1950 et 1953 après consolidation	»	190	700	1.400
Prêts H. L. M.	3.820	5.220	6.960	9.020
Autres prêts	130	300	540	810
Total I	3.950	5.710	8.200	11.230
II. — *Crédits aux entreprises françaises:*				
Agriculture	1.590	2.170	2.840	3.450
Industrie et commerce:				
Secteur nationalisé (1)	11.200	12.460	13.640	15.140
Secteur privé	3.010	3.500	4.160	4.570
Total II (1)	15.800	18.130	20.640	23.160
III. — *Crédits non recensés*	1.150	1.440	1.290	2.130
Ensemble des prêts à long terme	20.930	25.310	(1) 30.130	36.520
Crédits aux entreprises sarroises	30	30	390	510

(1) Ce chiffre comprend 6.500 millions de nouveaux francs de prêts antérieurement accordés à des entreprises nationalisées et qui ont été convertis en 1957 en dotations de capital, en application de l'article 110 de la loi du 4 août 1956.

Source: Conseil national du crédit.

d) *Evolution des crédits selon leur objet économique.*

(En millions de nouveaux francs.)

	ENCOURS						
	30 juin 1958.	30 septembre 1958.	31 décembre 1958.	31 mars 1959.	30 juin 1959.	30 septembre 1959.	31 décembre 1959.
1. Financement de la construction de logements...	18.510	19.640	20.870	21.900	23.170	24.480	25.890
2. Financement des ventes à crédit.....	1.820	1.770	1.780	1.870	2.070	2.130	2.380
3. Financement des entreprises.....	53.550	54.610	58.600	58.100	59.700	61.970	68.140
Total général (1).....	73.880	76.020	81.250	81.870	84.940	88.580	96.410

(1) Sarre exclue.
Source: Conseil national du crédit.

3. Répartition du crédit selon l'activité utilisatrice

1° *Le crédit à l'agriculture.*

(En millions de nouveaux francs.)

CRÉDITS RECENSÉS	ENCOURS				
	31 décembre 1955.	31 décembre 1956.	31 décembre 1957.	31 décembre 1958 (1).	31 décembre 1959 (1).
Agriculture.					
Court terme.....	2.690	2.550	2.560	2.160	3.430
Moyen terme.....	490	550	650	4.510	5.190
Long terme.....	1.590	2.170	2.840		
Total.....	4.770	5.270	6.050	6.310	8.620

(1) Sarre exclue.
Source: Conseil national du crédit.

2° *Le crédit aux entreprises industrielles et commerciales.*

a) Durée des engagements.

(En millions de nouveaux francs.)

CRÉDITS RECENSÉS	ENCOURS				
	31 décembre 1955.	31 décembre 1956.	31 décembre 1957.	31 décembre 1958 (1).	31 décembre 1959 (1).
Industrie et commerce.					
Court terme.....	15.970	18.790	20.690	21.480	25.510
Moyen terme.....	4.540	5.160	6.580	20.060	23.810
Long terme.....	14.210	15.960	11.300		
Total.....	34.720	39.910	38.570	41.540	49.320

(1) Sarre exclue.
Source: Conseil national du crédit.

b) Destination économique des prêts.

(En millions de nouveaux francs.)

CRÉDITS RECENSÉS	ENCOURS			
	31 décembre 1955.	31 décembre 1956.	31 décembre 1957.	31 décembre 1958. (P)
Industrie et commerce.				
Financement des fonds de roulement (y compris financement court terme exportations)	15.970	18.790	20.690	22.980
Financement de l'équipement	18.340	20.600	17.230	20.410
Financement à moyen terme des exportations	410	520	650	730
Total	34.720	39.910	38.570	44.120

Source: Conseil national du crédit.

c) *Branches d'activité utilisatrices.*

(En millions de nouveaux francs.)

DÉSIGNATION	CRÉDITS A MOYEN ET LONG TERME recensés.		CRÉDITS A COURT TERME recensés.	
	31 décembre 1958. (1)	31 décembre 1959.	31 décembre 1958. (1)	31 décembre 1959.
Energie, transports	12.450	14.770	1.940	2.220
Bâtiments et travaux publics	1.900	1.720	1.630	1.910
Industries des métaux	4.370	4.400	7.770	8.340
Textiles	270	290	2.770	3.020
Cuir, papier, bois	300	320	1.670	2.000
Produits chimiques	1.240	1.250	2.270	2.420
Industries et commerces alimentaires	420	430	2.530	2.950
Commerces non spécialisés et commerces divers	80	80	1.240	1.300
Activités diverses	520	550	1.160	1.350
Total: industries et commerces	21.190	23.810	22.980	25.510

(1) Sarre exclue.

Source: Conseil national du crédit.

4. CRÉDITS A LA CONSOMMATION

Répartition des crédits des ventes à tempérament.

(En millions de nouveaux francs.)

DÉSIGNATION	31 DÉCEMBRE 1955	31 DÉCEMBRE 1956	30 JUIN 1957	31 DÉCEMBRE 1957	31 DÉCEMBRE 1958	31 DÉCEMBRE 1959
Biens à usage professionnel:						
Matériel d'équipement professionnel (1)	166	253	285	298	330	410
Véhicules utilitaires (camions, tracteurs, cars):						
Neufs	341	417	467	416	510	570
D'occasion	69	82	85	71		
Biens généralement destinés à l'usage des particuliers:						
Véhicules de tourisme:						
Neufs	303	377	438	394	620	860
D'occasion	157	172	187	167		
Véhicules à deux roues	103	80	69	50	30	40
Appareils ménagers	112	134	147	131	290	390
Radiodiffusion, télévision	47	50	54	59		
Meubles et divers	72	95	88	83		
Total	1.370	1.660	1.820	1.690	1.780	2.130

(1) Non compris les biens classés sous la rubrique « crédits à moyen terme ».

Source: Conseil national du crédit.

D. — **Banque de France.**

SITUATION MENSUELLE (FIN DE MOIS)

(En millions de nouveaux francs.)

DESIGNATION	I			II			III			IV		
	Janvier.	Février.	Mars.	Avril.	Mai.	Juin.	Juillet.	Août.	Septemb.	Octobre.	Novemb.	Décemb.
ACTIF												
1° Or, devises (total):												
1958	3.130	3.140	3.130	3.130	3.120	3.130	3.820	3.820	3.820	3.820	3.820	3.820
1959	4.490	4.490	4.490	4.490	5.310	6.090	6.920	7.470	8.640	»	»	»
1960	8.390	8.560	8.940	9.310	»	»	»	»	»	»	»	»
Encaisse or:												
1958	»	»	3.010	»	»	3.010	»	»	3.680	»	»	3.680
1959	»	»	2.910 1.410	»	»	2.910 1.410	»	»	4.320	»	»	4.320
1960	»	»	4.320	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Disponibilités à vue à l'étranger et avoirs à l'U. E. P.:												
1958	»	»	120	»	»	120	»	»	140	»	»	140
1959	»	»	170	»	»	1.770	»	»	3.260	»	»	3.970
1960	»	»	4.620	»	»	»	»	»	»	»	»	»
2° Créances sur le Trésor (total):												
1958	16.060	15.660	15.870	15.960	15.360	15.970	15.600	15.390	15.440	15.360	14.630	15.080
1959	15.610	15.450	15.800	15.640	14.760	15.640	15.400	15.900	14.330	»	»	»
1960	11.910	11.170	11.070	9.830	»	»	»	»	»	»	»	»
Dont:												
Avances spéciales:												
1958	»	»	3.900	»	»	3.900	»	»	3.900	»	»	3 900
1959	»	»	3.800	»	»	3.800	»	»	3.500	»	»	2.640
1960	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Comptes courants postaux:												
1958	»	»	590	»	»	540	»	»	510	»	»	510
1959	»	»	520	»	»	600	»	»	430	»	»	670
1960	»	»	490	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Effets publics de l'open market:												
1958	»	»	1.990	»	»	1.770	»	»	1.630	»	»	1.350
1959	»	»	1.710	»	»	1.730	»	»	1.820	»	»	1.570
1960	»	»	1.250	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Escompte de traites fiscales:												
1958	»	»	1.590	»	»	1.880	»	»	1.010	»	»	2.070
1959	»	»	1.470	»	»	1.230	»	»	1.050	»	»	»
1960	»	»		»	»	»	»	»	»	»	»	»
Monnaies divisionnaires:												
1958	110	120	120	120	110	110	120	110	110	100	100	80
1959	90	100	110	110	110	110	100	110	100	»	»	»
1960	90	80	70	60	»	»	»	»	»	»	»	»
3° Crédits à l'économie (total):												
1958	17.850	18.220	18.630	18.430	20.520	19.650	19.570	19.600	19.320	19.230	20.440	21.510
1959	18.780	17.690	16.610	16.040	15.960	14.950	15.020	13.480	15.010	15.580	14.850	17.730
1960	16.640	16.870	17.090	18.170	»	»	»	»	»	»	»	»
Effets de commerce escomptés:												
1958	»	»	17.520	»	»	18.510	»	»	18.070	»	»	20.150
1959	»	»	15.430	»	»	13.890	»	»	13.720	»	»	16.390
1960	»	»	15.590	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Avances sur titres:												
1958	»	»	100	»	»	100	»	»	110	»	»	200
1959	»	»	90	»	»	90	»	»	90	»	»	80
1960	»	»	80	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Effets de commerce négociables achetés en France:												
1958	»	»	1.010	»	»	1.010	»	»	1.140	»	»	1.260
1959	»	»	1.090	»	»	970	»	»	1.200	»	»	1.260
1960	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
PASSIF												
Engagements à vue (total):												
1958	35.900	36.920	37.520	33.660	38.880	38.530	38.980	38.520	38.500	38.290	38.490	40.410
1959	38.740	37.460	37.060	36.320	35.970	36.780	37.930	36.860	38.190	37.930	36.520	37.890
1960	36.860	36.600	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Billets en circulation:												
1958	32.180	32.360	32.860	32.950	33.340	33.700	34.380	34.090	34.310	34.120	34.220	34.690
1959	33.620	33.430	33.840	33.880	33.690	34.420	34.490	34.410	34.520	34.360	33.900	34.950
1960	34.140	34.010	34.670	34.870	»	»	»	»	»	»	»	»
Comptes courants créditeurs:												
1958	3.720	4.560	4.660	4.710	5.540	4.830	4.600	4.430	4.190	4.170	4.270	5.720
1959	5.120	4.030	3.200	2.440	2.270	2.360	2.440	2.450	3.670	3.570	2.630	2.940
1960	2.720	2.590	2.560	2.590	»	»	»	»	»	»	»	»

E. — **Crédit agricole.**

(En millions de nouveaux francs.)

DÉSIGNATION	FIN DE TRIMESTRE I	II	III	IV
1. *Solde des dépôts.*				
A vue:				
1957	2.550	2.658	3.075	3.096
1958	3.105	3.088	3.472	3.453
1959	3.444	3.505	4.228	4.008
1960	4.161	»	»	»
Fin 1952 = 127.				
Fin 1953 = 148.				
Fin 1954 = 176,4.				
Fin 1955 = 212,7.				
Fin 1956 = 243,7.				
A échéance:				
1957	130	145	146	167
1958	166	184	173	148
1959	145	170	178	169
1960	184	»	»	»
Fin 1951 = 2,6.				
Fin 1952 = 5,7.				
Fin 1953 = 8,6.				
Fin 1954 = 10,2.				
Fin 1955 = 16,9.				
Fin 1956 = 11,8.				
2. *Bons à 5 ans.*				
Montant, depuis l'origine, des souscriptions:				
1957	723	763	798	84
1958	884	958	1.036	1.144
1959	1.263	1.388	1.523	1.702
1960	1.848	»	»	»
Fin 1951 = 21,4.				
Fin 1952 = 24,8.				
Fin 1953 = 30,6.				
Fin 1954 = 40,3.				
Fin 1955 = 53,11.				
Fin 1956 = 68.				
3. *Bons à 3 ans.*				
Montant, depuis l'origine, des souscriptions:				
1957	1.455	1.292	1.471	1.657
1958	1.804	2.050	2.280	2.434
1959	2.563	2.803	3.076	3.233
1960	3.428	»	»	»
Fin 1954 = 21.				
Fin 1955 = 53,7.				
Fin 1956 = 104,2.				

DÉSIGNATION	FIN DE TRIMESTRE I	II	III	IV
4. — *Soldes des prêts.*				
A court terme:				
1957	1.983	1.914	2.263	2.562
1958	2.431	2.426	2.320	2.671
1959	2.607	2.408	3.076	3.268
1960	3.103	»	»	»
Fin 1951 = 134.				
Fin 1952 = 187.				
Fin 1953 = 206.				
Fin 1954 = 201.				
Fin 1955 = 209,5.				
Fin 1956 = 200.				
A moyen terme:				
1957	1.874	2.085	2.282	2.475
1958	2.643	2.815	2.951	3.073
1959	3.211	3.421	3.599	3.761
1960	3.909	»	»	»
Fin 1951 = 58,6.				
Fin 1952 = 72,7.				
Fin 1953 = 84,2.				
Fin 1954 = 102,8.				
Fin 1955 = 131,6.				
Fin 1956 = 176,4.				
A long terme (individuels):				
1957	490	525	559	596
1958	627	666	706	735
1959	772	815	851	891
1960	942	»	»	»
Fin 1951 = 9,1.				
Fin 1952 = 12,4.				
Fin 1953 = 14,8.				
Fin 1954 = 19,7.				
Fin 1955 = 31,6.				
Fin 1956 = 46.				
A long terme (collectifs) (1):				
1957	1.295	1.334	1.390	1.447
1958	1.503	1.533	1.569	1.607
1959	1.638	1.666	1.708	1.764
1960	1.805	»	»	»
Fin 1951 = 30,8.				
Fin 1952 = 47,6.				
Fin 1953 = 68,7.				
Fin 1954 = 94,2.				
Fin 1955 = 111,4.				
Fin 1956 = 127,5.				
Prêts de modernisation et d'équipement de caractéristiques spéciales:				
1957	203	205	210	212
1958	218	227	231	235
1959	238	242	249	255
1960	258	»	»	»
Fin 1951 = 5,6.				
Fin 1952 = 9,8.				
Fin 1953 = 14.				
Fin 1954 = 17,2.				
Fin 1955 = 18,5.				
Fin 1956 = 19,7.				

(1) Y compris les prêts d'électrification rurale.
Source: Caisse nationale de crédit agricole.

F. — Franc.

1. Définition du franc

DATES	DÉNOMINATIONS	DÉFINITION DU FRANC En milligrammes d'or		PARITÉ OFFICIELLE	
		à 0,900.	fin.	du dollar.	de la livre.
Germinal an XI à août 1914	Bonaparte	322,58	290,3225	5,182	25,121
25 juin 1928	Poincaré	65,5	58,95	25,224	124,213
1er octobre 1936	Auriol	49	44,1	(1) 15,19	
22 juillet 1937	Bonnet	43	38,7	»	»
5 mai 1938	Marchandeau	»	»	»	»
12 novembre 1938	Reynaud	27,5	24,75	»	179
9 septembre 1939	Reynaud	»	»	»	»
29 février 1940	Reynaud	23,34	21	43,80	176,625
8 novembre 1942	Alger	»	»	»	»
2 février 1943	Alger	»	»	75	300
26 décembre 1945	Pleven	8,29	7,46	50	200
26 janvier 1948	Mayer	»	»	119,10	480
18 octobre 1948	Queuille	»	»	214,39	864
27 avril 1949	Petsche	»	»	263,50	1.062
20 septembre 1949	Petsche	»	»	272	(2) 1.097
16 août 1950	Petsche	2,80	2,52	350	(2) 980
10 août 1957	Gaillard	»	»	»	»
24 juillet 1958	Pinay	2,35	2,115	(3) 420	(3) 1.176
27 décembre 1958	Pinay	2	1,80	»	»
1er janvier 1960	Pinay	200	180	493,705	1.382,376
				4,937	13,823

(1) Après la dévaluation américaine du 30 janvier 1934.
(2) Après la dévaluation britannique du 18 septembre 1949.
(3) Compte tenu du prélèvement ou du versement de 20 p. 100.

2. Pouvoir d'achat du franc

Les mouvements du niveau général des prix constituent l'élément d'appréciation le moins contestable, bien qu'imparfait, de l'évolution du pouvoir d'achat du franc.

L'imperfection du calcul est due, en premier lieu, à l'absence d'indices continus des prix de gros ou de détail, depuis 1914, en raison des progrès des procédés statistiques et des modifications intervenues dans l'utilisation des diverses marchandises (changements dans les habitudes, etc.). Elle s'explique encore par le fait que le calcul des indices ne tient compte, pour la période de guerre et d'après guerre, que des prix officiels, inférieurs aux prix moyens effectivement payés par les acheteurs.

Il n'y a donc pas d'indice unique susceptible de fournir une base de conversion générale. Suivant les cas, il y aurait lieu de se référer soit à un indice des prix de gros, soit à un indice des prix de détail, soit encore à un indice industriel ou agricole.

a) *Evolution* 1914-1959 (base prix de détail).

N. B. — Indications *très approximatives*, en raison de l'absence d'indice continu des prix de détail.

ANNÉES	INDICE des prix de détail (Paris).	INDICE de la valeur du franc.	COEFFICIENTS de transformation des francs courants.	
			En francs 1914.	En francs 1952.
1914 (1)	100	100	1	174
1915	(2) 120	83,3	0,833	145
1916	135	74	0,74	129
1917	163	61,3	0,613	107
1918	213	46,9	0,469	82
1919	268	37,3	0,373	65
1920	371	27	0,270	47
1921	337	29,7	0,297	52
1922	301	33,2	0,332	58
1923	332	30,1	0,301	52
1924	370	26,3	0,263	46
1925	425	23,5	0,235	41
1926	554	18,1	0,181	31
1927	556	18	0,180	31
1928	(549)	(18,2)	(0,182)	32
.....	.....	.....	.....	.....
1928	(3) 584	17,1	0,171	29,79
1929	621	16,1	0,161	28,01
1930	618	16,2	0,162	28,15
1931	609	16,4	0,164	28,56
1932	546	18,3	0,183	31,86
1933	520	19,2	0,192	33,45
1934	491	20,4	0,204	35,43
1935	440	22,7	0,227	39,54
1936	480	20,8	0,208	36,24
1937	611	16,4	0,164	28,47
1938	706	14,2	0,142	24,64
1939	763	13,1	0,131	22,8
1940	909	11	0,110	19,14
1941	1.062	9,4	0,094	16,38
1942	1.236	8,1	0,081	14,07
1943	1.578	6,3	0,063	11,02
1944	2.013	5	0,050	8,64
1945	2.778	3,6	0,036	6,26
1946	4.553	2,2	0,022	3,82
1947	7.273	1,4	0,014	2,39
1948	11.529	0,86	0,0086	1,51
1949	12.830	0,77	0,0077	1,35
1950	13.730	0,72	0,0072	1,27
1951	16.097	0,62	0,0062	1,08
1952	17.396	0,57	0,0057	1
1953	17.085	0,58	0,0058	1,02
1954	16.958	0,59	0,0059	1,03
1955 (4)	17.142	0,58	0,0058	1,01
1956 (4)	17.473	0,57	0,0057	0,99
1957 (5)	17.939	0,56	0,0056	0,97
1958 (5)	30.650	0,49	0,0049	0,84
1959	21.914	0,46	0,0046	0,79

(1) Juillet 1914.
(2) Indice pondéré de 13 articles (Paris).
(3) Indice pondéré des 34 articles (Paris).
(4) Sur la base de l'indice 1949 = 100 multipliée par le coefficient de conversion en base 1938 = soit × 16,76.
(5) Sur la base de l'indice des 250 articles multipliée par le coefficient de conversion, base 1938 = 24,60.

b) *Evolution* 1938-1959.

(Base : moyenne des prix de gros et de détail.)

ANNÉES	INDICE des prix de gros (1).	INDICE des prix de détail (2).	MOYENNE des deux indices.	INDICE de la valeur du franc.	COEFFICIENTS DE TRANSFORMATION des francs courants. En francs 1938.	En francs 1951.	En francs 1952.
1938	100	100	100	100	1	24,65	26,21
1939	105	108	106	94,3	0,943	23,26	24,73
1940	139	129	134	74,6	0,746	18,40	19,56
1941	171	150	161	62,1	0,621	15,31	16,28
1942	201	175	188	53,2	0,532	13,11	13,94
1943	234	224	229	43,7	0,437	10,76	11,44
1944	264	285	275	36,4	0,364	8,96	9,53
1945	375	393	384	26	0,260	6,42	6,82
1946	648	645	647	15,5	0,155	3,81	4,05
1947	989	1.030	1.010	9,9	0,099	2,44	2,59
1948	1.712	1.632	1.672	6	0,060	1,47	1,57
1949	1.917	1.817	1.867	5,4	0,054	1,32	1,4
1950	2.166	1.945	2.056	4,9	0,049	1,20	1,27
1951	2.651	2.279	2.465	4,1	0,041	1	1,06
1952	2.778	2.464	2.621	3,8	0,038	0,94	1
1953	2.651	2.420	2.535	3,9	0,039	0,97	1,03
1954	2.605	2.402	2.504	3,9	0,039	0,97	1,03
1955	2.601	2.428 (3)	2.514	3,9	0,039	0,97	1,03
1956	2.714	2.475	2.595	3,85	0,038	0,94	0,99
1957	2.870	2.541 (4)	2.705	3,70	0,037	0,90	0,97
1958	3.199	2.925 (4)	3.060	3,27	0,033	0,81	0,86
1959	3.353	3.104 (4)	3.228	3,1	0,031	0,76	0,81

(1) Indice général pondéré des prix de gros de 135 marchandises. A partir de 1951, les indices donnés sont le produit de l'indice actuel (319 articles), base 100 en 1949, par le coefficient de conversion 19,17.

(2) Indice des prix de détail à Paris (34 articles).

(3) Indice 1949 = 100 × 16,76.

(4) Indices des 250 articles × 24,60.

N. B. — Pour retrouver, avec ces indices, la base 100 en juillet 1914, il faut multiplier les indices des prix de gros par 6,40, les indices des prix de détail par 7,6, la moyenne par 6,73.

Pour obtenir le coefficient de transformation des francs courants en francs 1914, il faut diviser par 6,73 les coefficients indiqués pour la conversion en francs 1938 ou les multiplier par 0,148.

V. — INVESTISSEMENTS ET CONSTRUCTION.

A. — Formation brute de capital fixe et produit national.

1. Evolution de la formation brute de capital fixe (stocks compris) par rapport au produit national brut aux prix de marché

ANNÉES	INVESTISSEMENTS en milliards de NF.	INDICE des prix (100 en 1954).	INVESTISSEMENTS en milliards de NF. aux prix de 1954.	INDICE de volume (100 en 1954).	PRODUIT NATIONAL brut aux prix de 1954. (Milliards NF.)	POURCENTAGE de la formation brute de capital fixe dans le produit national brut. P. 100.
1954	26	100	26	100	158	16,5
1955	29,8	101,2	29,4	113	167	17,6
1956	33,7	106,2	31,7	122	176	18
1957	39,7	113,6	35	134,4	187	18,7
1958	44,1	123,4	35,8	137,4	191	18,7
1959 (prévisions)	46,1	128,7	35,8	137,4	195	18,3
1960 (hypothèse)	(50,8)	(131)	(38,5)	(147,5)	(204)	(18,8)
Variation 1958 à 1959	+ 4,6 p. 100		+ 0 p. 100		+ 2 p. 100	
Hypothèse 1959 à 1960	(+ 9 p. 100)		(+ 7,5 p. 100)		(+ 5 p. 100)	

Source : F. D. E. S.

2. Répartition des investissements de 1954 a 1959

ANNÉES	INVESTISSEMENTS administratifs.	CONSTRUCTION de logements et réparation d'immeubles.	INVESTISSEMENTS productifs.	TOTAL
1954	3	6,4	16,6	26
1955	3,4	7,3	18,7	29,4
1956	3,7	7,4	20,6	31,7
1957	3,8	8,2	23	35
1958	3,3	8,3	24,2	35,8
1959 (prévisions)	3,7	8,3	23,8	35,8
Variations 1959-1958	+ 13 p. 100.	— 0,2 p. 100.	— 1,7 p. 100.	0 p. 100.
Variation 1959-1957	— 0,5 p. 100.	+ 0,7 p. 100.	— 3,3 p. 100.	+ 2,3 p. 100.

Source: F. D. E. S.

B. — **Ressources d'origine métropolitaine consacrées au financement d'investissements dans la métropole et dans les pays d'outre-mer.**

1. Ensemble

(En milliards de nouveaux francs.)

DÉSIGNATION	1954	1955	1956	1957	1958	1959 (prévisions).	1960 (hypothèses)
Fonds publics (3)	7,4	7,5	8,6	9,3	10,3	12,2	12,5
Organismes spécialisés et compagnies d'assurances (4)	2,1	2,6	3,2	3,7	3,6	4	38,3
Marché financier (1)	2,1	2,6	2,8	4	4,4	5,9	
Crédit à moyen terme (2)	2,8	3,5	3,6	5,5	5,5	4,5	
Solde des autres emplois et ressources	12,3	14	15,8	17,2	20,3	19,5	
Total (formation brute de capital fixe en métropole)	26,7	30,2	34	39,7	44,1	46,1	50,8
Pourcentage du montant de la formation de capital fixe en métropole.	P. 100.	P. 100.	P. 100.	P. 100.	P. 100.	P. 100.	P. 100.
Fonds publics	27,5	25	25	23,4	23,4	26,6	24,5
Organismes spécialisés et assurances	7,5	9	10	9,3	8,2	8,7	75,5
Marché financier	7,5	9	8,5	10,1	10	12,8	
Crédit à moyen terme (2)	10,5	11	12,3	13,8	12,4	9,8	
Autofinancement et ressources diverses	47	46	44,2	43,4	46	42,1	
Total	100	100	100	100	100	100	100

(1) Ne sont pas comprises dans les ressources fournies par le marché financier les sommes fournies à l'Etat par la vente de certificats pétroliers, les emprunts d'Etat et des postes, télégraphes et téléphones et des établissements spécialisés ainsi que les émissions et augmentations de capital des sociétés de financement de recherche pétrolière, et des sociétés exerçant leur activité principale hors de la métropole ainsi que les emprunts unifiés des collectivités locales souscrits par les compagnies d'assurances.

(2) Non compris les crédits à l'exportation et à la Sarre. Montant brut des crédits utilisés dans l'année (variation d'encours plus amortissement).

(3) Non compris la consolidation des prêts spéciaux à la construction.

(4) Ne sont pas compris les prêts de la Caisse des dépôts au budget annexe des postes, télégraphes et téléphones (100 millions de nouveaux francs en 1957 et 110 millions de nouveaux francs en 1958) des compagnies d'assurances au budget annexe de la radiodiffusion (30 millions de nouveaux francs en 1957), ni la consolidation des prêts spéciaux à la construction par le Crédit foncier.

Source: F. D. E. S.

2. Prêts des organismes spécialisés

(En milliards de nouveaux francs.)

ETABLISSEMENTS	1954	1955	1956	1957	1958	1959 (prévisions).
Caisse des dépôts et consignations (sauf P. T. T. et Algérie)	1,35	1,6	2,03	2,29	2,43	2,60
Crédit foncier	0,3	0,29	0,31	0,28	0,22	
Crédit national	0,14	0,22	0,28	0,34	0,2	
Caisse nationale de crédit agricole	0,19	0,34	0,55	0,7	0,63	1,40
Caisse centrale de crédit hôtelier, commercial et industriel	0,01	0,01	0,02	0,02	0,02	
Compagnies d'assurances	0,11	0,18	0,02	0,05	0,11	
Total	2,17	2,64	3,21	3,68	3,61	4,00
Consolidation de prêts spéciaux à la construction par le Crédit foncier	»	»	(0,18)	(0,3)	(0,15)	»
Prêts de la caisse des dépôts aux P. T. T.				(0,1)	(0,11)	0,16
Hors métropole	(0,06)	(0,1)	(0,1)	(0,03)	(0,04)	0,11

3. Emission sur le marché financier métropolitain

Versements en espèces. — Souscriptions nouvelles du public.

(En milliards de nouveaux francs.)

DÉSIGNATION	1954	1955	1956	1957	1958	1958 (9 mois).	1959 (9 mois).
I. — *Emprunts et obligations.*							
a) Trésor	0,88	0,6	4	0,84	2,93	(2,93)	»
b) Secteur public et semi-public:							
P. T. T.	0,22	0,24	0,22	0,24	0,26	(0,15)	»
Collectivités publiques	0,1	0,14	0,02	0,02	0,16	(0,01)	(0,01)
Entreprises nationales	0,7	0,5	0,9	1,45	1,66	(0,99)	(1,25)
Crédit national. Crédit foncier. Crédit agricole	0,72	0,64	0,6	1	0,81	(0,81)	(0,7)
c) Secteur privé:							
Obligations industrielles	0,44	0,84	0,74	0,59	0,91	(0,52)	(1,04)
II. — *Valeurs à revenu variable.*							
Actions	0,8	1,1	1,2	2,35	1,77	(1,41)	(1) (2,35)
Certificats pétroliers	»	»	»	0,20	»	»	»
Parts de S. A. R. L.	0,11	0,12	0,13	0,23	0,19	(0,15)	(1) (0,15)
Valeurs étrangères	»	0,04	0,07	»	»	»	»
Totaux	3,97	4,22	7,88	6,92	8,69	(6,97)	5,5

(1) Evaluations approximatives.
Source: F. D. E. S.

4. Dépenses effectuées sur fonds publics

a) *Ensemble de* 1952 *à* 1958.

(Métropole et outre-mer.)

(En millions de nouveaux francs.)

DÉSIGNATION	1952	1954	1955	1956	1957
Dépenses directes de l'Etat et subventions (V et VI A)	1.770	2.010	2.025	2.727	3.452
Reconstruction (VII) :					
Dépenses en espèces	3.080	2.357	2.060	1.634	1.443
Mobilisation et remboursement des titres	160	330	482	583	685
Prêts du fonds de développement (sauf H. L. M.)	2.950	2.750	2.955	2.849	3.014
Prêts H. L. M.	510	700	728	998	1.437
Dépenses sur ressources affectées	»	391	547	824	900
Comptes spéciaux	230	60	58	79	348
Budgets annexes (charges propres)	20	425	419	490	534
Total dépenses d'investissement	8.720	9.023	9.274	10.181	11.813
Total dépenses publiques (1)	35.860	40.110	42.010	40.830	56.340
Pourcentage dépenses d'investissement des dépenses totales	24,3 %	22,5 %	22,5 %	21,8 %	21 %

(1) Dépenses budgétaires, titre VIII inclus sans contraction, charges propres d'équipement des budgets annexes civils, dépenses du F. D. E. S. et excédent des dépenses des autres comptes spéciaux du Trésor.

Source: Fonds de développement économique et social.

b) *Comparaison des crédits de paiements en* 1958 *et* 1959.

(En millions de nouveaux francs.)

DÉSIGNATION	CRÉDITS DE PAIEMENTS		
	1958 Définitif.	1959 Loi de finances.	Au 15 octobre 1959.
Dépenses d'équipement exécutées par l'Etat et subventions d'équipement	4.168	5.780	5.861
Prêts budgétaires (VI B)	912	328	328
Prêts du F. D. E. S.	2.330	3.350	3.350
Prêts aux H. L. M.	1.750	1.840	2.140
Dommages de guerre: règlement en espèces	916	1.025	1.023
Dommages de guerre: remises de titres	650	540	540
Participation aux dépenses des organismes européens d'investissement (titre IV)	210	231	272
Dépenses sur ressources affectées et budgets annexes civils	1.417	1.234	1.300
Comptes spéciaux	285	307	304
Total	12.638	14.635	15.118
Non compris consolidations des prêts spéciaux à la construction	540	1.600	1.600

(1) Y compris 250 millions de nouveaux francs, coût de l'usine de séparation isotopique 16.808.

Source: F. D. E. S.

c) *Investissements sur fonds publics en* 1959 *et prévisions pour* 1960 (*nouvelle présentation budgétaire*).

(En millions de nouveaux francs.)

DÉSIGNATION	LOI DE FINANCES 1959 (Crédits de paiement).	LOI DE FINANCES 1960
Investissements budgétaires (titres V et VI du budget général)	6.980	(1) 6.628
F. D. E. S.	3.350	3.250
H. L. M.	1.840	2.150
Consolidation des prêts à la construction:	1.600	1.450
Dépenses annexes à caractère définitif des comptes d'affectation spéciale (2)		1.822
Dépense à caractère temporaire	85	90
N. B. — Dommages de guerre	1.730	1.570

(1) Autorisations de programme.

(2) Ces comptes retracent en dehors de leurs opérations habituelles une partie des opérations de l'ancien titre VIII, tels que fonds textile, fonds d'assainissement du marché de la viande, fonds du progrès agricole, fonds de soutien des hydrocarbures, fonds routier.

En 1959, les crédits de paiement pour les dépenses, sur ressources affectées, les budgets annexes civils et les comptes spéciaux se montaient dans la loi de finances à 1.541 millions de nouveaux francs.

d) *Répartition économique des crédits d'équipement en 1958 et 1959.*

(En millions de nouveaux francs.)

DÉSIGNATION	AUTORISATIONS DE PROGRAMME			CRÉDITS DE PAIEMENT		
	1958 (définitif).	1959 (initial).	1959 (définitif).	1958 (définitif).	1959 (initial).	1959 (définitif).
Agriculture	1.405	1.067	1.092	1.545	1.140	1.162
Energie et mines	2.697	3.140	3.005	2.372	3.241	3.106
Transports	716	1.068	1.170	948	1.249	1.351
P. T. T.	415	500	500	489	543	583
Industrie, commerce et tourisme	613	530	598	629	536	604
Logement et urbanisme	2.034	2.523	2.523	2.698	3.026	3.326
Equipement culturel et social	1.723	1.705	1.705	1.412	1.821	1.821
Equipement administratif	82	128	128	203	227	227
Investissements hors de France métropolitaine	2.280	2.515	2.590	2.216	2.612	2.681
Versements à la Banque européenne d'investissement	126	126	148	126	126	148
Divers non ventilés	»	114	109	»	114	109
Total	12.091	13.416	13.668	12.638	14.635	15.118
Pm Consolidation des prêts spéciaux à la construction	.....	.....	.....	340	1.600	1.600

Source: F. D. E. S.

e) *Répartition des prêts du F. D. E. S.*

(En millions de nouveaux francs.)

SECTEURS	1957	1958	1959	1960
A. — *Entreprises nationales.*				
Charbonnages	131	150	240	150
Electricité de France	775	1.150	1.490	1.600
Compagnie nationale du Rhône	30	65	160	140
Gaz de France	218	180	215	190
Gaz du Sud-Ouest	»	15	»	»
Commissariat à l'énergie atomique	»	120	140	170
S. N. C. F.	»	»	200	100
Air France	29	20	100	150
Aéroport de Paris	20	30	70	50
Total A	1.205	1.730	2.645	2.550
B. — *Autres secteurs.*				
Habitat rural	35	80	85	105
Calamités agricoles	20	70	80	45
Electrification rurale (régies et S. I. C. A. E.)	»	»	»	10
Ports	10	10	30	45
Société internationale de la Moselle	»	»	5	30
Tourisme	20	15	25	30
Crédit maritime	4,5	8,5	11	13
Petites et moyennes entreprises	38	35	70	85
Artisanat individuel	14	13	35	45
Prêts sociaux divers	7,3	6,5	15	20,5
Industrie	20	170	100	80
Réinstallation française d'A. F. N.	20	»	»	»
Conversion et décentralisation	40	20	30	25
CAPER et Nemours	45	»	»	»
Productivité	10	17	13	13
Caisse centrale de coopération économique	90	150	120	120
Autres postes	»	5	6,7	»
Total B	572	600	625,7	666,5
C. — *Non réparti.*				
Relance	»	»	100	»
Solde non réparti	»	»	9,3	33,5
Total C	»	»	109,3	33,5
Total général	1.775	2.330	3.350	3.250

Source: F. D. E. S.

f) *Répartition des crédits à moyen terme mobilisables selon le secteur économique.*

1. Variation d'encours. (En milliards de nouveaux francs.)

DÉSIGNATION	1952	1954	1955	1956	1957	1958	1959 (prévisions).
Construction:							
Prêts spéciaux, loi de 1950	0,67	2,29	4,11	5,77	7,21	8,34	8,40
Autres crédits		0,58	0,78	0,86	0,95	1,08	1,25
Entreprises nationales (1)	1,26	2,09	2,48	2,48	3,10	3,52	3,55
Industrie et commerce	2,06	2,06	1,91	2,10	2,86	3,73	3,80
Agriculture	0,60	0,43	0,49	0,53	0,62	0,79	0,96
Total (2)	4,39	7,45	9,47	11,74	14,74	17,46	17,96

(1) Ces chiffres comprennent les entreprises nationales du secteur non concurrentiel (Charbonnages, S.N.C.F., E.D.F., G.D.F., C.N.R.), et les entreprises du secteur concurrentiel relevant du F.D.E.S. (Air France) et celles ou non financées par le F.D.E.S. (Sud Aviation).

(2) Ces chiffres ne comprennent ni les crédits à l'exportation ni les crédits Sarre.

Source: F. D. E. S.

2. Crédits nouveaux. (En milliards de nouveaux francs.)

DÉSIGNATION	1955	1956	1957	1958	1959 (prévisions).
Construction:					
Prêts spéciaux, loi de 1950	+ 1,82	+ 1,66	+ 1,44	+ 1,13	+ 0,06
Autres crédits	+ 0,2	+ 0,08	+ 0,09	+ 0,13	+ 0,17
Entreprises nationales (1)	+ 0,09	+ 0,30	+ 0,62	+ 0,42	+ 0,03
Industrie et commerce	— 0,15	+ 0,19	+ 0,76	+ 0,87	— 0,07
Agriculture	+ 0,06	+ 0,04	+ 0,09	+ 0,17	+ 0,17
Total (2)	+ 4,02	+ 2,27	+ 3,00	+ 2,72	+ 0,50

(1) Ces chiffres comprennent les entreprises nationales du secteur non concurrentiel (Charbonnages, S.N.C.F., E.D.F., G.D.F., C.N.R.), et les entreprises du secteur concurrentiel relevant du F.D.E.S. (Air France) et celles ou non financées par le F.D.E.S. (Sud Aviation).

(2) Ces chiffres ne comprennent ni les crédits à l'exportation ni les crédits Sarre.

Source: F. D. E. S.

C. — **Investissements dans les pays d'outre-mer** (1).

1° INVESTISSEMENTS DE 1952 A 1958

1. *Afrique du Nord.*

a) Algérie et Sahara. (En milliards de francs courants.)

DÉSIGNATION	1952	1954	1955	1956	1957
A. — Fonds publics métropolitains	20,2	38,4	52,8	56,4	83,5
B. — Ressources privées mixtes recencées:					
Institutions financières métropolitaines	4,4	8,5	6	7,2	1,8
Augmentations de capital et émissions publiées au *B. A. L. O.* de la métropole	0,1	1,5	20,3	20	17,6
Financement privé de la recherche pétrolière	0,7	7	3,8	3,6	(1) 21,5
Autres recours des sociétés locales au marché financier métropolitain et local	»	7	»	»	»
Total	25,4	24	30,1	30,8	40,9
C. — Ressources locales:					
Crédits des budgets locaux et bons d'équipement	20,7	14,8	15,6	14,2	19,5
Ressources de trésorerie	2,1	0,3	2,7	1,6	10,2
Prêts des établissements de crédit semi-publics locaux	4,6	0,6	1,7	2,1	3,5
Excédent de caisses d'épargne	»	»	»	»	6,4
Crédits bancaires	11,6	2,8	1,6	2,3	4,7
Ressources propres des établissements et collectivités	7,8	7	5,3	4	4
Habitat	»	7	7,5	9,7	»
Autofinancement recensé	»	»	»	»	6,7
Total	46,8	32,5	34,4	33,9	55
D. — Ressources étrangères	0,3	»	3	6	»
Total ressources recensées ou évaluées	81,5	94,9	120,3	127,1	179,4
Pour évaluation: volume total de l'investissement	»	»	140	160	190

NOTA. — Les chiffres autres que ceux de fonds publics métropolitains ont été fournis par la direction des finances, à Alger.

(1) 30 milliards — 8,5 milliards: évaluation de la participation du bureau de recherche de pétrole dans les investissements pétroliers au Sahara en 1957.

Source: F. D. E. S.

b) Tunisie et Maroc.
(En milliards de francs courants.)

DÉSIGNATION	TUNISIE						MAROC					
	1952	1953	1954	1955	1956	1957	1952	1953	1954	1955	1956	1957
A. — Fonds publics métropolitains	12	15,1	14,5	13	5,8	(1)	14,6	22,2	20,9	23,8	19	(1)
B. — Ressources privées mixtes:												
Institutions financières métropolitaines.	1,2	0,8	1,5	2,4	»		3,8	5,1	4,5	4,7	1,6	
Augmentations de capital et émissions publiées au *Bulletin des Annonces légales obligatoires* métropolitain	1,2	1	»	»	0,7		0,9	3,4	1,1	2,4	3	
Financement privé de la recherche pétrolière	1	1,6	0,9	»	0,3		0,4	»	0,1	»	»	
Autres recours des sociétés locales au marché financier métropolitain et local	»	»	»	»	»		10	7,5	7	6	»	
C. — Ressources locales	3,8	4,4	5,2	2,9	6,8		38,8	33,3	35,6	23	11,5	
Total	19,2	22,9	18,2	12,8	»		68,5	71,5	69,2	50,6	35,6	
D. — Ressources étrangères	0,9	1,4	1,1	1,6	»		»	2,4	1	»	»	

(1) Le montant des fonds publics consacrés à des investissements en 1957 peut être évalué à 24,8 milliards pour le Maroc et la Tunisie.
Source: Fonds de développement économique et social.

2. Territoires d'outre-mer
(En milliards de francs courants.)

DÉSIGNATION	1954	1955	1956	1957
A. — Fonds publics métropolitains	68	72,3	80,3	100,6
B. — Fonds publics locaux	31,5	33,6	27	36,6
C. — Ressources privées recensées:				
Augmentations de capital et émissions publiées au *B. A. L. O.* métropolitain	3,7	2,7	0,7	0,7
Crédits bancaires	3,4	4,8	8,7	9,9
Apports propres des bénéficiaires de crédits bancaires	3,5	5	9	10
Apport propre des sociétés aidées par la caisse centrale de la France d'outre-mer	1,9	2,3	2,5	7,4
Financement privé de la recherche pétrolière	»	0,5	2,8	6
Total	12,5	15,3	23,7	34
D. — Financement étranger:				
Prêts B. I. R. D.	0,2	1,4	0,9	»
Sociétés aidées par la C. C. F. O. M.	»	»	2	2,2
Recherche pétrolière	»	»	»	0,5
Total	0,2	1,4	2,9	2,7
E. — Autres ressources	98,8	104,4	132,1	163
F. — Volume total des investissements	211	227	266	336,9

Source: F. D. E. S.

3. Départements d'outre-mer

(En milliards de francs courants.)

DESIGNATION	1954	1955	1956	1957	1958
A. — Fonds publics métropolitains	6,6	8,3	10,4	(P)	(1)
B. — Ressources mixtes et locales :					
Augmentations de capital d'émission publiées au *B. A. L. O.*	»	»	0,5		
Caisse des dépôts et consignations	»	»	0,1		
Fonds publics locaux	0,5	0,8	0,2		
Total	7,1	9,1	11,2	12,9	

(1) Crédits ouverts en 1958 = 16,1 milliards.

Source : Fonds de développement économique et social.

4. Investissements hors de France métropolitaine de 1959 et prévisions pour 1960

(En millions de nouveaux francs.)

RÉPARTITION GÉOGRAPHIQUE	AUTORISATIONS de programme.		CRÉDITS de paiements.	
	1959 (au 15 octobre).	1960	1959 (au 15 octobre).	1960
Algérie :				
Financement du programme d'équipement	970	1.000	970	1.000
H. L. M. et P. T. T.	82	84	81	85
Sahara	317	140	202	166
Départements d'outre-mer	80	90	72	93
Territoires d'outre-mer	589	25	782	27
Etats de la communauté		475		648
Maroc-Tunisie	164	167	167	165
Vietnam, Cambodge et Laos	»	»	32	4
Dépenses non ventilées	264	275	251	262
Total	2.466	2.256	2.557	2.450
Contribution aux dépenses du fonds d'investissement dans les pays d'outre-mer créé par le Traité de Communauté économique européenne	124	163	124	163
Total général	2.590	2.419	2.681	2.613

Source : F. D. E. S.

D. — Logement.

1. Part de la construction de logements et des réparations d'immeubles dans les investissements totaux de la nation et le produit national brut depuis 1949

Données statistiques extraites de la comptabilité nationale.

DESIGNATION	1949	1950	1951	1952	1953	1954	1955	1956	1957
Construction de logements et réparations d'immeubles (en milliards)	337	362	463	522	552	659	760	832	964
Total des investissements productifs (en milliards)	2.296	2.323	2.446	2.377	2.397	2.603	2.900	3.395	3.882
Pourcentage de la construction de logements et de la réparation d'immeubles dans les investissements	14,7	15,6	18,9	22	23	25,3	26,2	24,5	24,8
Produit national brut (en milliards)	8.600	9.850	12.110	14.340	14.930	15.790	17.020	18.590	20.520
Pourcentage de la construction de logements et de la réparation d'immeubles dans le P. N. B.	3,9	3,7	3,8	3,6	3,7	4,2	4,5	4,5	4,7

2. Financement total de la construction de logements

(En milliards de francs.)

DÉSIGNATION	1954	1955	1956	1957	1958
A. — Crédits nouveaux;					
Prêts H. L. M.	86	93	144	179	214
Prêts spéciaux (loi du 21 septembre 1950)	116	186	195	215	208
Autres crédits:					
Long terme	2	6	17	24	27
Moyen terme	29	32	28	31	35
Court terme	3	8	5	»	4
Total des crédits	236	325	389	449	488
B. — Autres ressources (évaluation)	297	352	386	431	442
C. — Total (évaluation)	533	677	775	880	930

Source: Conseil national du crédit.

3. Constructions privées

a) *Prêts du Crédit foncier.*

Nature des prêts accordés et des constructions correspondantes.
(Ensemble des constructions.)

DÉSIGNATION	ANNÉES						
	1952	1953	1954	1955	1956	1957	1958
Nombre des prêts accordés (en milliers)	28,4	31,0	58,5	55,5	51,2	45,7	36,1
Montant total des prêts accordés (en milliards de francs)	72	93	186	217	233	210	203
Montant total des devis initiaux (1) (en milliards de francs)	132	160	285	314	337	300	306
Nombre de logements créés (en milliers)	36,7	48,9	107,3	126,4	128,6	113,8	110,3
Nombre total de pièces créées (2) (3) (en milliers)	142,5	185,5	408,3	485,6	495,6	439,9	417
Surface habitable totale créée (3) (en millions de mètres carrés)	3,12	3,86	7,66	8,91	9,10	7,87	7,43

Nota — Les résultats détaillés correspondant aux années 1951 à 1953 ont été publiés en supplément trimestriel au *Bulletin mensuel de statistique.*

(1) Devis ne comprenant pas le prix d'acquisition du terrain ni les frais de viabilité.
(2) Les cuisines familiales sont comptées comme pièces.
(3) Y compris celles correspondant à des constructions ne donnant pas lieu à création de logements (agrandissement...).

Sources: Crédit foncier, I. N. S. E. E.

b) *Primes à la construction.*

DÉSIGNATION	1950	1951	1952	1953	1954	1955	1956	1957	1958
Nombre de logements ayant fait l'objet d'une décision provisoire de prime (1)	11.155	66.530	70.994	109.285	178.203	197.332	211.000	150.044	150.000
Dont primes à 1.000 F	»	»	»	22.042	76.059	92.968	»	(2) 62.400	»
Nombre de logements ayant fait l'objet d'une décision définitive de prime (1)	106	6.039	20.346	30.808	52.806	82.834	107.000	127.000	137.000
Dont primes à 1.000 F	»	»	»	91	6.381	27.513	46.800	(2) 46.800	»
Montant total des primes payées (millions de francs)	»	»	655	1.757	3.720	7.269	12.507	18.983	(3) »

(1) Ces chiffres s'entendent annulations non déduites.
(2) Le pourcentage de primes à 1.000 F a été plus fort en 1956 et 1957 que pendant les années antérieures.
(3) Crédits de paiement pour 1958: 30 milliards.

Source: Fonds de développement économique et social.

c) *Permis de construire.*

(Moyenne mensuelle.)

DÉSIGNATION	UNITÉ	1954	1955	1956	1957	1958	1958				1959	
							1er trim.	2e trim.	3e trim.	4e trim.	1er trim.	2e trim. (P.)
Nombre de logements autorisés.												
France entière	Logement.	69.767	73.192	88.439	83.602	86.346	75.210	92.071	81.261	96.844	79.176	101.524
Dont: reconstructions.	—	10.389	7.573	4.874	2.702	1.992	1.629	1.627	2.009	2.704	1.436	2.209
Dont: constructions neuves	—	59.378	65.619	83.565	80.900	84.354	73.581	90.444	79.252	94.140	77.740	99.315
Seine (ensemble du département)	—	7.663	10.815	12.193	10.028	10.935	9.267	11.102	8.042	15.328	9.534	8.967
Seine-et-Oise (ensemble du département)	—	6.367	6.671	6.803	7.792	9.661	10.840	8.799	8.120	10.884	7.398	10.878
Dimensions moyennes.												
Nombre moyen de pièces d'habitation par logement (*a*) (*b*)	Pièce.	»	»	3,6	3,6	3,5	3,6	3,5	3,6	3,5	3,5	3,5
Surface habitable par logement (*a*) (*c*)	M²	»	»	64	66	65	66	64	65	64	64	62
Répartition des logements autorisés selon le nombre de pièces d'abitation (b) (a).												
Logements d'une pièce	Pourcentage.	»	»	3	3	4,2	4	4	4	4	4	4
Logements de deux pièces.	—	»	»	14	11	12,7	12	14	13	12	12	13
Logements de trois pièces.	—	»	»	33	32	32,2	32,5	32	32	33	33	33
Logements de quatre pièces	—	»	»	32	35	34	34	33	34	35	34	34
Logements de cinq pièces.	—	»	»	14	15	13,6	13,5	14	14	13	14	13
Logements de six pièces et plus	—	»	»	4	4	3,3	4	3	3	3	3	3
Ensemble	—	»	»	100	100	100	100	100	100	100	100	100
Répartition des logements autorisés selon la catégorie d'agglomération.												
Agglomération et zone suburbaine de Paris	Pourcentage.	»	»	20	20	22	24	20	18	26,5	20	17
Agglomération de 200.000 à 999.999 habitants	—	»	»	15	15	13	13	12	11	16	17	13
Agglomération de 100.000 à 199.999 habitants	—	»	»	7	7	9	7	9	12	7	6,5	12
Agglomération de 50.000 à 99.999 habitants	—	«	»	8	8	8	6,5	8	10	7	8	11
Agglomération de 20.000 à 49.999 habitants	—	»	»	12	11	11	9	12,5	11	10	13	10
Agglomération de 10.000 à 19.999 habitants	—	»	»	7	6,5	6	6	6	8	6	6	8
Agglomération de 5.000 à 9.999 habitants	—	»	»	7	7	5	6	6	5	4,5	6	5
Agglomération de 2.000 à 4.999 habitants	—	»	»	6	6	7	7,5	7	6	6	6,5	6
Unités rurales (*d*)	—	»	»	18	19,5	19	21	19,5	19	17	17	18
Ensemble	—	»	»	100	100	100	100	100	100	100	100	100

(*a*) La France entière (sauf Seine jusqu'au deuxième trimestre 1956 inclus).

(*b*) Pièce principale ayant plus de 6 m², y compris éventuellement la cuisine lorsque celle-ci a une surface habitable supérieure à 12 m². Les pièces annexes (salle de bains, w.-c., couloir, buanderie, etc.) ne sont pas comptées comme pièces d'habitation.

(*c*) Surface de plancher construite, sous déduction de l'espace occupé par les murs, cloisons, emmarchements et trémies d'escalier, gaines, embrasures de portes et fenêtres n'excédant pas 0,30 m de profondeur.

(*d*) Communes de moins de 2.000 habitants agglomérées au chef-lieu, non comprises dans une agglomération urbaine.

Sources: Ministère du logement et de la reconstruction, I. N. S. E. E.

VI. — MARCHE MONETAIRE

A. — Marché monétaire. (Données d'ensemble.)

(Moyennes mensuelles.)

DÉSIGNATION	1938	1952	1953	1954	1955	1956	1957	1958	1959	1960 (Mars).
A. — Banque de France.										
Taux d'escompte de la Banque de France (1)	2,66	4	3,83	3,25	3	3	»	5	»	4
Avances sur titres (2)	3,7	4,5	4,5	5,5	4,5	4,5	»	7	»	5,50
Avances à trente jours (3)	2,66	3,5	3,5	3,25	3	3	3	3	3	3
Argent au jour le jour (7)	2,16	3,79	4,04	3,59	3,16	(7) 3,19	(7) 4,28	5	3,82	3,90
B. — Or fin (francs).										
1 gramme d'après le prix du kilogramme	39,15	526	482	424	429	460	498	523	562	5,63
C. — Devises.										
Dollar (cours parallèle) (4)	34,95 (cours libre)	415	400	369	372	397	427	448	490,4	4,91
Franc suisse (cours parallèle) (5)	7,99 (cours libre)	96	93	86	88	95	102	107	114	1,15
Livre sterling (cours parallèle) (6)	170,9 (cours libre)	1.010	1.044	995	992,9	1.043	1.138,8	1.246,3	1.380,1	13,8

(1) 3 p. 100 à partir du 11 octobre 1951 et 4 p. 100 à partir du 8 novembre 1951; 3,50 p. 100 (15 septembre 1953); 3,25 p. 100 (4 février 1954); 3 p. 100 (3 décembre 1954).

(2) A partir du 11 octobre 1951 et 4,5 p. 100 à partir du 8 novembre 1951.

(3) 3 p. 100 à partir du 9 octobre 1951 et 3,5 p. 100 à partir du 8 novembre 1951. — *N. B.:* Le taux des bons du Trésor a été abaissé de 0,25 p. 100 le 5 décembre 1954.

(4) Cours libre officiel moyen: 1954-1955-1956: 350.

(5) Cours libre officiel moyen: 1954-1955-1956: 350.

(6) Cours libre officiel moyen: 1954-1955-1956: 980.

(7) Effets publics plus effets privés.

Sources: Banque de France, I. N. S. E. E.

B. — **Ensemble des devises.**

Cours de l'or et des principales monnaies étrangères.

(Cours moyen en francs français) (1).

PAYS	UNITES ET DIVISIONS	1938	1952	1953	1954	1955	1956	1957	1958
	Or :								
	Gramme de fin	39,15	526	482	424	429	460	498	515
	Pièce française de 20 F (5,806 g de fin)	225,75	4.078	3.673	2.754	2.639	3.232	3.716	3.476
Afrique du Sud	1 livre sud-africaine (20 shillings)	170,60	979	979	979	979	981	982	1.174
Allemagne occidentale	1 deutschmark (100 pfennigs)	14,05	83,33	83,33	83,33	83,33	83,33	83,33	100
Argentine	1 peso argentin (100 centavos)	8,98	25	25,02	25,08	19,44	19,44	(3) 23,17	23,17
Australie	1 livre australienne (20 shillings)	136,40	782,50	782,50	782,50	783,12	784	785,37	938
Autriche	1 schilling (100 groschen)	5,05	13,46	13,46	13,46	13,46	13,46	13,46	16,15
Belgique-Luxembourg	1 franc belge (100 centimes) :								
	Libre	1,18	7,02	7,01	7	7	7	7	8,40
	Parallèle	»	7,56	7,61	7,20	7,52	7,89	8,38	8,85
Brésil	1 cruzeiro (100 centavos)	2,03	18,87	9,20	8,20	5,44	5,40	5,19	2,69
Canada	1 dollar canadien (100 cents)	34,76	357,49	355,60	359,50	355	355,74	364,94	429,2
Danemark	1 couronne danoise (100 öre)	7,60	50,67	50,67	50,67	50,67	50,67	50,67	60,80
Egypte	1 livre égyptienne (100 piastres)	175,02	1.005	1.005	1.005	1.005	1.005	»	»
Espagne	1 peseta (100 centimos)	»	8,93	9,08	9,22	9,22	9,22	(2) 10	10
Etats-Unis	1 dollar (100 cents) :								
	Libre	34,95	349,96	349,97	349,97	349,97	349,97	349,98	420
	Parallèle	»	415	400	369	372	396,30	426	442
Finlande	1 mark finlandais (100 penni)	0,79	1,52	1,52	1,52	1,52	1,52	1,43	1,31
Grande-Bretagne	1 livre sterling (20 shillings) :								
	Officiel	170,60	980	980	980	980	980	980	1.176
	Parallèle	»	1.009,80	1.044,10	995,2	992,09	1.043	1.139	1.240
Grèce	1 drachme (100 lepta)	0,31	0,023	0,012	(1) 11,67	11,59	11,70	(3) 14	14
Inde	1 roupie (16 annas = 64 pice)	12,77	73,50	73,50	73,50	73,52	73,67	73,72	88,13
Irak	1 livre irakienne (5 rials = 20 dirhams)	170,60	979,50	979,50	979,50	979,83	982,20	983,75	1.175,5
Israël	1 livre israélienne (1.000 prutot)	»	350	350	194,44	194,44	194,44	(3) 233,3	233,3
Italie	1 lire (100 centesimi)	1,84	0,56	0,56	0,56	0,56	0,56	0,56	0,67
Japon	1 yen (100 sen = 1.000 rin)	9,92	0,98	0,98	0,98	0,98	0,98	(3) 1,16	1,16
Mexique	1 peso mexicain (100 centavos)	8,15	40,50	40,57	(2) 28	28	28	28	»
Norvège	1 couronne norvégienne (100 öre)	8,94	49	49	49	49	49	49	59
Nouvelle-Zélande	1 livre néo-zélandaise (20 shillings)	137	973,50	973,50	973,50	973,79	975,65	976,29	1.167
Pakistan	1 roupie (16 annas = 64 pice)	12,80	105,72	105,72	105,72	73,55	73,67	73,72	88,13
Pays-Bas	1 florin (100 cents)	19,22	92,10	92,10	87,52	92,1	92,10	92,10	110,53
Pologne	1 zloty (100 groszy)	6,60	87,52	87,52	92,10	87,57	87,72	(3) 105	105
Portugal	1 escudo (100 centavos)	1,55	12,17	12,17	12,15	12,09	12,17	12,17	14,61
Suède	1 couronne suédoise (100 öre)	8,79	67,65	67,66	67,66	67,66	67,66	67,66	81,19
Suisse	1 franc suisse (100 centimes) :								
	Libre	7,99	80,13	80,35	80,32	79,99	80,04	80,04	96,03
	Parallèle	»	96	93	86	88	94,60	102,02	105,3
Turquie	1 livre turque (100 piastres)	28,07	124,38	124,38	124,38	124,54	125	(3) 149,3	149,3
Union soviétique	1 rouble (100 kopecks)	»	87,50	87,50	87,50	87,50	87,50	(3) 105	105
Venezuela	1 bolivar (100 centimos)	11,10	104,72	104,72	104,72	104,73	104,82	(3) 125,87	125,78
Yougoslavie	1 dinar (100 paras)	0,83	1,17	1,17	1,17	1,17	1,17	1,17	1,41

(1) Echange de billets le 1er mai 1954 sur la base de 100 drachmes anciennes pour une nouvelle.
(2) A compter d'avril 1954.
(3) A compter d'août 1957.

N. B. — Rappelons qu'à côté du franc métropolitain ayant cours en Algérie, en Tunisie, au Maroc, à la Martinique, à la Guadeloupe et en Guyane, de la piastre indochinoise valant 10 francs métropolitains (à compter du 11 mai 1953) et de la roupie des Etablissements français de l'Inde, rattachée au dollar des Etats-Unis sur la base de 4.762 roupies pour un dollar, soit 1 roupie = 73,50 francs, existent depuis 1949 dans l'Union française : 1° le franc C. F. A. en Afrique occidentale française, en Afrique équatoriale française, au Togo, au Cameroun, à Madagascar, à la Réunion et à Saint-Pierre et Miquelon, valant 2 francs métropolitains; 2° le franc C. F. P. en Nouvelle-Calédonie, et dans les possessions françaises d'Océanie, valant 5,5 francs métropolitains; 3° le franc de Djibouti, rattaché au dollar des Etats-Unis sur la base de 214,4 francs pour un dollar, soit 1 franc Djibouti = 1,64 franc métropolitain.

Source : Ministère des finances.

C. — **Valeurs mobilières.**

Indices des cours à la Bourse de Paris. (Moyennes hebdomadaires.)

1. Moyenne 1949 = 100.

DÉSIGNATION	COEFFICIENT de raccord (*)	1950	1952	1953	1954	1955	1956	1957	1958
1. *Indice de 295 valeurs françaises à revenu variable*	11,4	90	143	159	214	302	308	390	350
185 valeurs métropolitaines	10,22	98	155	175	248	364	375	479	427
Dont :									
122 valeurs industrielles (1)	10,71	95	151	162	227	333	353	476	396
Pétrole, carburants	19,27	89	149	148	312	611	721	1.095	873
Industries extractives	13,79	88	126	137	147	179	191	222	211
Métallurgie	8,98	97	170	200	235	361	408	628	583
Constructions mécaniques, électriques et navales	12,64	105	170	195	285	350	291	283	253
Automobiles	8,50	111	180	169	280	495	420	395	360
Produits chimiques et électro-métalliques	5,89	82	118	160	169	276	324	410	405
Textiles	20,18	97	110	123	134	141	133	163	151
Transports	11,98	92	166	202	233	331	367	371	297
Grands magasins	5,97	96	143	188	293	484	647	799	697
Banques	4,47	128	205	272	464	613	617	689	730
Assurances	1,91	122	433	656	1.284	2.155	1.758	1.851	2.092
90 valeurs outre-mer	11,91	85	129	112	153	170	140	158	»
Agriculture	8,08	88	131	131	144	144	100	94	»
Caoutchouc (plantations)	2,65	94	168	119	113	155	143	177	»
Mines métalliques	8,46	82	121	149	172	215	199	241	»
Banques et sociétés foncières	9,54	84	119	141	166	175	135	138	»
Sociétés de portefeuille	20,14	86	115	118	119	133	97	110	»
20 valeurs de sociétés exploitant à l'étranger	15,59	77	105	97	105	126	122	133	133
2. *Indice de 25 valeurs étrangères*	(4) 6,78	97	156	150	173	237	269	294	258
3. *Indice de 62 valeurs françaises à revenu fixe ou indexé* (2)	»	99,8	111,2	113,6	116,4	127	132	127,2	128,3
Rentes perpétuelles (3)	»	98,2	113,9	117,2	117,7	122,6	118,6	106,9	113,3
Secteur industriel public à revenu indexé (7)	»	99,3	137,1	142,3	153,2	188,6	128,1	212,7	241,6
Secteur libre (22)	»	104,1	102,8	106,1	111,1	120,9	119,5	106,5	107,1

(*) Ces coefficients, multipliés par les indices hebdomadaires base 100 en 1949, permettent d'obtenir des indices base 100 fin 1938 (31/12).

Les coefficients de raccord à la base 100 = moyenne 1938 sont les suivants:

Indice d'ensemble: 13,11; valeurs métropolitaines: 11,96; valeurs étrangères: 6,78; valeurs P. O. M.: 14,41; sociétés françaises à l'étranger: 15,43.

Les indices base 100 = moyenne 1938 doivent être divisés par les coefficients suivants si l'on veut les ramener à la base 100 = 1929: Indice d'ensemble: 2,43; valeurs étrangères: 1,64; valeurs P. O. M.: 2,25; sociétés françaises à l'étranger: 2,49.

(1) Moyenne des indices en fin de mois.

(2) Coefficient de raccord pour les valeurs françaises à revenus fixes: 1,09 (indices 1938 = 100 à diviser par 1,1 pour obtenir un indice des valeurs françaises à revenu fixe sur la base 100 en 1929).

(3) Moyenne des indices en fin de mois.

(4) Coefficient valable à la fois pour obtenir des indices base 100 au 31 décembre 1938 et base 100: moyenne 1938.

Source: I. N. S. E. E.

2. Moyenne 31 décembre 1958.

	ANNÉE 1959	AVRIL 1960
I. — Indice des 295 valeurs françaises à revenu variable (1)	466	540
185 valeurs métropolitaines	129,5	153,7
Dont :		
122 valeurs industrielles	130,8	152,7
Pétrole, carburants	128,6	107
Carrières, mines	117,9	145
Métallurgie	125,1	140,5
Constructions mécaniques, électriques et navales	130,8	184,1
Automobiles	125,7	168,2
Produits chimiques et électro-métalliques	131	107
Textiles	144,4	231,4
Transports	120,4	159
Magasins	151,1	226,9
Banques	139,1	155,6
Assurances	150,3	197,3
90 valeurs hors métropole	113,6	109,8
Agriculture	117,7	120,5
Plantations de caoutchouc	123	181,9
Mines métalliques	105,8	98,1
Banques et sociétés foncières	131,8	155
Sociétés de portefeuille	125,8	132,2
20 valeurs de sociétés françaises exploitant à l'étranger	»	»
Indice des 25 valeurs étrangères	111,5	116,8
Indice des 62 valeurs françaises à revenu fixe ou indexé	103,3	106
Rentes perpétuelles	101,5	102,3
Secteur industriel public à revenu indexé	96,8	96,3
Secteur libre	104,5	105,9

(1) Moyenne 1949.
Source : I. N. S. E. E.

D. — **Marché financier (taux).**

(Moyennes hebdomadaires. — Pourcentages.)

DÉSIGNATION	1938	1950	1952	1953	1954	1955	1956	1957	1958	1959	1960 (Janv.)
Valeurs à revenu variable (295) (actions)	4,29	5,08	5,47	5,45	3,96	2,99	3,38	3,01	3,31	2,48	2,38
Valeurs à revenu fixe et indexé (62)	»	»	»	»	»	4,73	4,73	5,72	5,57	4,53	5
Rentes perpétuelles	»	6,44	5,54	5,37	5,32	5,04	5,23	5,82	5,48	4,91	4,83
Secteur industriel public à revenu indexé	»	5,72	5,18	5,62	5,31	3,94	3,13	3,39	3,77	3,16	4,36
Secteur libre	»	8,49	8,12	7,90	7,33	6,47	6,70	7,87	7,59	6,42	6,59
Obligations émises dans le mois non indexées	6,93	7,02	6,61	6,27	6,39	5,84	5,94	6,37	6,66	»	»
Taux nominal d'émission des bons du Trésor à 1 an	3,13	2,5	2,5	2,67	3,48	3,25	3,25	3,25	3,25	3,25	3,25

Source : I. N. S. E. E.

VII. — FINANCES EXTERIEURES

A. — Balance commerciale (or inclus).

(En millions de nouveaux francs.)

1. Résultats globaux

(Moyennes mensuelles.)

DÉSIGNATION	1949	1952	1955	1957	1958	1959	1960 1er trim.	1960 2e trim.	1960 3e trim.	1960 4e trim.
Balance générale :										
Importations	771,9	1.326,4	1.380,4	1.887,9	1.962,6	2.096	2.667	»	»	»
Exportations	653,3	1.180,4	1.413,2	1.574,5	1.794,2	2.313	2.976	»	»	»
Balance	— 118,6	— 146	+ 32,8	— 313,4	— 168,4	+ 217	+ 309	»	»	»
Balance avec l'étranger :										
Importations	571,4	1.026,3	1.039,8	1.438,8	1.421,1	1.588,6	2.070	»	»	»
Exportations	381	681,8	967,7	1.028,5	1.121,6	1.579,1	2.052	»	»	»
Balance	— 190,4	— 344,5	— 72,1	— 410,3	— 299,5	— 9,5	— 18	»	»	»
Balance avec l'Union française :										
Importations	200,5	300,1	340,6	449,1	541,5	507,2	597	»	»	»
Exportations	272,3	498,6	445,5	546	672,6	733,6	924	»	»	»
Balance	+ 71,8	+ 198,5	+ 104,9	+ 97	+ 131,1	+ 226,4	+ 327	»	»	»

Sources : Ministère des finances, I. N. S. E. E.

a) *Pourcentages de couverture des importations par les exportations.*

(Moyennes mensuelles.)

DÉSIGNATION	1929	1938	1949	1952	1953	1954	1955	1956	1957	1958	1959	1960 I	1960 II
Echanges avec l'étranger	79,4	66,1	66,7	68,5	81	87	93	73	71	79	99	99	»
Echanges avec l'Union française outre-mer	134	68	130	166	142,5	133	131	112,9	122	122	115	155	»
Echanges globaux	90	67	85	89	96,5	99,5	102	82	83	91	110	111	»

b) *Evolutions annuelles.* (En milliards de francs courants.)

DÉSIGNATION	1929	1938	1949	1950	1951	1952	1953	1954	1955	1956	1957	1958	1959
Importations :													
Etranger	51	34	682	793	1.272	1.232	1.093	1.111	1.248	1.514	1.727	1.705	1.906
Union française outre-mer	7	12	240	280	335	360	365	411	408	462	539	650	608
Total	58	46	1.922	1.073	1.607	1.592	1.458	1.522	1.656	1.976	2.266	2.355	2.514
Exportations :													
Etranger	41	22	456	686	933	818	887	965	1.161	1.101	1.234	1.346	1.895
Union française outre-mer	9	8	326	387	546	598	520	547	535	522	655	807	880
Total	50	30	782	1.073	1.479	1.416	1.407	1.512	1.696	1.623	1.889	2.153	2.775
Solde :													
Etranger	— 11	— 12	— 226	— 107	— 339	— 414	— 206	— 146	— 86	— 413	— 493	— 359	— 11
Union française outre-mer	+ 3	— 4	+ 86	+ 107	+ 211	+ 238	+ 155	+ 136	+ 126	+ 60	+ 116	+ 157	+ 272
Ensemble	— 8	— 16	— 140	0	— 128	— 176	— 51	— 10	+ 40	— 353	— 377	— 202	+ 261

Source : Ministère des finances.

2. VALEURS DES ÉCHANGES PAR GROUPEMENTS D'UTILISATION

(Moyennes mensuelles.) (En milliards de francs.)

DÉSIGNATION	1949	1952	1954	1955	1956	1957	1958	1959
Importations.								
Alimentation humaine, boissons, tabacs:								
Etranger	7,61	12,30	8,72	3,89	16,15	12,78	14,33	17,44
U. F. O. M.	14,82	21,38	25,29	21,65	23,67	28,43	35,2	31,92
Total	40,96	33,68	34,01	34,54	39,82	41,23	49,53	49,36
Matières premières et demi-produits (or inclus) (total):								
Etranger	22,43	75,12	68,01	75,36	86,90	102,82	96,82	106,21
U. F. O. M.	4,9	8,11	8,11	12,21	14,60	16,29	18,66	18,54
Total	45,86	83,23	76,12	87,57	101,50	119,06	115,48	124,75
Dont:								
a) Energie, lubrifiant:								
Etranger	»	»	»	24,27	28,97	37,64	37,9	40,1
U. F. O. M.	»	»	»	0,15	0,11	0,21	0,81	1,5
Total	»	»	»	24,42	29,08	37,85	38,71	41,6
b) Demi-produits manufacturés:								
Etranger	»	»	»	17,87	21,44	23,96	24,91	29,65
U. F. O. M.	»	»	»	2,14	2,39	2,58	2,88	2,44
Total	»	»	»	20,01	23,83	26,54	27,79	32,09
Produits finis manufacturés:								
Etranger	8,57	15,21	15,83	18,72	23,13	28,41	30,95	35,46
U. F. O. M.	0,29	0,51	0,87	0,20	0,23	0,28	0,31	0,27
Total	8,86	15,72	16,70	18,92	23,36	28,61	31,26	35,73
Exportations.								
Alimentation humaine, boissons, tabacs:								
Etranger	4,26	5,83	9,65	14,85	11,31	14,37	12,35	15,68
U. F. O. M.	3,95	7,28	7,39	6,93	7,64	9,29	10,95	11,63
Total	8,21	13,11	17,04	21,78	18,95	23,66	23,30	27,31
Matières premières et demi-produits (or inclus) (total):								
Etranger	21,02	42,03	47,65	55,19	52,96	55,15	56,32	80,1
U. F. O. M.	6,3	13,68	11,37	12,15	11,54	14,11	17,17	19,68
Total	27,32	55,71	59,02	67,34	64,50	69,26	73,49	99,78
Dont:								
a) Energie, lubrifiant:								
Etranger	»	»	»	8,61	6,38	6,09	7,24	6,5
U. F. O. M.	»	»	»	2,69	2,90	2,86	3,99	4,6
Total	»	»	»	11,30	9,28	8,95	11,23	11,1
b) Demi-produits manufacturés:								
Etranger	»	»	»	33,54	32,29	35	37,51	56
U. F. O. M.	»	»	»	8,36	7,56	9,94	11,54	13,3
Total	»	»	»	41,90	39,95	44,94	49,05	69,3
Produits finis manufacturés:								
Etranger	12,82	20,32	23,17	26,77	27,50	33,37	43,49	62,2
U. F. O. M.	16,78	28,91	26,80	25,49	24,24	31,20	39,14	42
Total	29,6	49,23	49,97	52,26	51,74	64,57	82,63	104,2

Sources: Ministère des finances, I. N. S. E. E.

3. Commerce extérieur de la France avec les principaux pays étrangers (or exclu).

(Unité: milliards de francs.)

PAYS	1948	1949	1950	1952	1955	1956	1957	1958	1959
Allemagne:									
Importations	36,0	68,4	69,9	116,7	152,04	200,16	251,88	274,08	364,80
Exportations	23,4	39,9	84,3	79,9	158,32	168,12	204,96	225,12	363,36
Grande-Bretagne:									
Importations	18,6	32,5	40,0	53,2	62,64	80,52	83,88	83,40	94,56
Exportations	31,8	70,1	98,1	75,1	123,72	97,20	103,08	105,24	123,72
Italie:									
Importations	11,4	17,7	37,3	33,9	36,12	49,80	56,40	55,32	87,72
Exportations	4,6	15,7	27,9	37,6	64,92	65,28	75,36	72,60	132
Pays-Bas:									
Importations	16,2	22,5	24,0	33,4	48,36	54,24	55,80	59,52	87,12
Exportations	18,2	35,5	37,3	27,6	50,28	45,60	51,84	43,56	71,28
Suède:									
Importations	9,5	14,2	17,3	34,6	33,84	44,28	44,28	42,12	43,20
Exportations	13,1	16,2	24,7	22,2	31,68	24,96	26,88	34,44	49,08
Suisse:									
Importations	13,8	15,4	28,7	27,4	32,28	41,52	42,48	48,12	56,28
Exportations	23,7	27,3	40,9	47,1	74,16	78,84	85,92	80,88	113,40
U. E. B. L.:									
Importations	25,2	32,2	49,1	58,4	90,48	107,16	117,60	126,24	132,96
Exportations	31,3	45,1	68,9	79,5	117,6	124,68	140,28	136,32	185,52
Arabie séoudite et Koweit (1):					A. S.: 22,20 K.: 53,76	A. S.: 22,56 K.: 61,80	A. S.: 82,40 K.: 77,64	A. S.: 39 K.: 78,24	A. S. I.: 33,72 K.: 73,20
Importations	»	51,5	50,6	116,3					
Exportations	»	0,7	0,5	2,8	»	»	77,64	»	»
Irak:									
Importations	9,9	15,5	22,7	52,3	79,20	73,32	42,24	75,60	91,80
Exportations	1,5	0,4	0,4	1,1	»	»	»	»	
Malaisie et anciens territoires britanniques d'Asie:									
Importations	4,7	6,5	14,2	24,3	29,52	22,80	22,08	15,48	22,92
Exportations	0,6	1,4	2,6	2,9	3,72	5,04	4,56	25,20	24
Pakistan et Union indienne (1):									
Importations	»	10,1	19,6	22,0	11,04	20,28	28,80	24,12	30,96
Exportations	»	3,2	8,8	13,4	4	21,96	26,52	29,40	25,68
Egypte:									
Importations	12,7	11,2	16,6	18,1	13,44	11,88	8,76	5,52	4,32
Exportations	6,3	11,1	19,3	17,6	22,1	8,64	2,64	6,48	8,76
Argentine:									
Importations	16,8	12,0	31,1	19,6	12,96	26,88	18,96	13,44	21,48
Exportations	6,3	55,4	33,1	12,6	22,56	11,04	13,32	14,52	23,64
Brésil:									
Importations	6,7	9,0	18,7	30,0	23,28	21,12	19,92	23,52	24,60
Exportations	4,9	5,7	17,3	25,4	25,32	11,52	16,92	20,52	26,04
Canada:									
Importations	9,3	10,4	6,8	25,1	20,88	24,12	25,32	23,88	25,80
Exportations	2,3	3,3	4,8	6,7	8,88	10,56	12,36	17,88	28,20
Etats-Unis:									
Importations	118,7	162,7	131,5	159,6	161,76	238,20	300,36	236,40	211,56
Exportations	15,8	15,7	43,7	54,8	71,40	78,36	89,64	126,36	229,20
Australie et Nouvelle-Zélande:					A.: 60,72 N.-Z.: 18,96	A.: 63 N.-Z.: 19,68	A.: 84,96 N.-Z.: 27,84	A.: 56,88 N.-Z.: 20,76	A.: 66,36 N.-Z.: 26,04
Importations	37,2	52,8	52,4	62,9	11,64	7,44	6,60	9,84	11,28
Exportations	2,0	5,6	11,2	9,6	1,80	1,56	1,92	2,04	1,68
Ensemble des pays étrangers:									
Importations	482,1	681,1	779,0	1.153,4	1.232,40	1.481,64	1.707,6	1.704	1.906,8
Exportations	241,3	455,4	655,3	742,5	1.146,36	1.068,72	1.215,6	1.344	1.894,8

(1) Les résultats de 1948 ont été publiés en utilisant un classement par pays différent du classement actuel. C'est pourquoi il n'a pas été possible, pour cette même année, d'isoler les chiffres relatifs au commerce de la France avec ces pays.

Source: I. N. S. E. E.

B. — Indices des valeurs moyennes et taux de l'échange.

L'institut national de la statistique et des études économiques calcule un indice du taux de l'échange, appelé aussi parfois « termes de l'échange », par traduction de l'expression anglo-saxonne « terms of trade », constitué par le rapport de l'indice des valeurs moyennes à l'exportation à l'indice des valeurs moyennes à l'importation.

Ces derniers indices sont établis à partir des données élaborées pour le calcul des indices du volume du commerce extérieur et « diffèrent largement de ceux qui pourraient être établis spécialement pour mesurer le niveau des prix à l'importation ou l'exportation ».

Ils sont affectés d'erreurs dues à la rigueur variable des contrôles douaniers et des évaluations douanières de prix, et sont établis à partir de groupes de marchandises dont l'homogénéité est rarement parfaite.

Ces indices des valeurs moyennes à l'importation et à l'exportation ne doivent donc être considérés que comme des « ordres de grandeur » et utilisés avec le « maximum de prudence ». « Il sera judicieux », précise l'I. N. S. E. E., « de ne tenir compte que des tendances se manifestant avec continuité pendant une assez longue période ». Les indices partiels relatifs aux produits fabriqués sont particulièrement approximatifs.

La validité de l'indice du taux de l'échange est donc liée à celle des indices des valeurs moyennes.

Si l'on prend : t = Taux de l'échange,
Ie = Indice des valeurs moyennes à l'exportation,
Ii = Indice des valeurs moyennes à l'importation,

$$\text{On a : } t = 100 \frac{Ie}{Ii}$$

Si $t > 100$, cela veut dire que, depuis l'année de base, le prix moyen de la masse des produits exportés a crû plus rapidement que le prix moyen de la masse des produits importés. Le taux de l'échange s'est amélioré. Il faut en moyenne exporter moins de produits nationaux pour pouvoir payer une même quantité de produits étrangers.

Si $t < 100$, le taux de l'échange se dégrade et la situation devient moins favorable.

Mais il faut toujours, précise l'I. N. S. E. E., rapprocher l'examen des variations du taux de l'échange de celui des variations de la balance commerciale.

En effet, l'amélioration du taux marque la hausse relative des prix nationaux et peut donc rendre déficitaire la balance commerciale ou aggraver le déficit existant en restreignant les exportations.

Inversement, la dégradation du taux, qui peut d'ailleurs résulter d'une dévaluation monétaire, peut faciliter le rétablissement de l'équilibre.

1. *Indices de valeurs moyennes* (1) (or exclu).

DÉSIGNATION	EXPORTATIONS							IMPORTATIONS						
	Indice 100 en 1949.		Indices 1956 = 100.					Indice 100 en 1949.		Indices 1956 = 100.				
	Année 1955.	Année 1956.	Année 1957.	Année 1958.	Année 1959.	1960 1er trim.	1960 2e trim.	Année 1955.	Année 1956.	Année 1957.	Année 1958.	Année 1959.	1960 1er trim.	1960 2e trim.
Alimentation, boissons, tabacs :														
Etranger	85	83	103	123	139	136	»	129	123	103	90	116	112	»
Zone franc	103	106	103	110	114	116	»	109	127	109	132	121	123	»
Ensemble	90	91	103	117	127	126	»	114	125	107	116	119	119	»
Produits bruts :														
Etranger	124	124	114	111	126	138	»	133	136	110	107	118	127	»
Zone franc	109	118	109	114	116	118	»	124	129	102	107	113	121	»
Ensemble	122	123	114	111	125	136	»	130	134	108	107	116	125	»
Energie, lubrifiants :														
Etranger	110	119	117	124	137	133	»	112	120	121	127	137	135	»
Zone franc	123	124	113	117	132	133	»	223	260	126	155	184	190	»
Ensemble	113	120	115	122	135	133	»	113	120	121	127	138	140	»
Produits manufacturés :														
Etranger	113	118	107	148	129	138	»	133	133	105	114	131	131	»
Zone franc	137	146	105	117	122	125	»	169	178	109	117	110	112	»
Ensemble	121	126	106	118	127	134	»	134	135	105	114	131	131	»
Indices globaux :														
Etranger	108	112	108	118	130	138	»	127	129	110	112	128	128	»
Zone franc	129	135	105	116	120	124	»	116	132	107	123	119	126	»
Ensemble	114	119	107	117	127	133	»	124	130	109	115	125	128	»

(1) Il est rappelé que les indices des valeurs moyennes sont des indices à pondérations variables dont les fluctuations peuvent traduire non seulement un mouvement du niveau moyen des prix, mais encore des changements intervenus dans la composition des échanges. Les prix utilisés pour le calcul de ces indices étant, en outre, relatifs à des marchandises dont la comparabilité dans le temps n'est pas toujours parfaite, les résultats donnés ci-dessus doivent être interprétés avec précaution. En particulier, les indices relatifs aux produits manufacturés doivent être considérés comme assez approximatifs.

2. *Termes de l'échange* (or exclu).

DÉSIGNATION	1949 = 100.		1956 = 100.						
	Année 1955.	Année 1956.	Année 1957.	Année 1958.	Année 1959.	1960			
						1er trim.	2e trim.	3e trim.	4e trim.
Etranger	85	87	98	105	102	»	»	»	»
Zone franc	111	102	98	94	101	»	»	»	»
Ensemble	92	92	98	102	102	»	»	»	»

Source: I. N. S. E. E.

C. — **Balance des paiements.**

1. Evolution d'ensemble

a) *Métropole.* (En millions de dollars, monnaie de compte.)

DÉSIGNATION	1938 (1)	1947	1948	1949	1950	1951	1952 (2)	1953	1954	1955	1956	1957	1958	1959 1er sem.
Exportations (métropole)	640	1.040	1.082	1.567	1.880	2.496	2.024	2.155	2.545	3.150	3.279	3.327	3.239	1.784
Importations (métropole)	870	2.492	2.510	— 158	1.958	3.267	2.643	2.494	2.724	3.064	4.087	4.276	3.534	1.502
Solde commercial de la métropole	— 230	— 1.452	— 1.428	2.035	— 78	— 771	— 619	— 339	— 179	+ 86	— 808	— 949	— 295	+ 282
Solde des éléments non commerciaux (métropole)	+ 207	— 61	— 101	— 71	— 37	— 199	+ 28	+ 222	+ 441	+ 517	+ 125	— 254	— 48	+ 129
Solde des paiements courants des P. O. M.	— 60	— 163	— 208	— 167	— 123	— 88	— 68	— 103	— 68	— 196	— 151	— 208	— 179	— 14
Solde des paiements courants	— 83	— 1.676	— 1.737	— 706	— 238	— 1.058	— 659	— 220	+ 194	+ 407	— 835	—1.411	— 522	+ 397

(1) Les chiffres de la balance des paiements pour l'année 1938 sont donnés sous toutes réserves en raison du caractère incomplet et approximatif des statistiques recueillies jusqu'en 1939.

(2) A partir de l'année 1952, la rubrique « déficit des P. O. M. » ne représente plus que le solde des paiements courants des pays d'outre-mer. Les sommes inscrites pour les années antérieures comprenaient en outre le solde des opérations en capital qui ne pouvait être ventilé, mais restait d'un ordre de grandeur insignifiant.

b) *Pays d'outre-mer.* (En millions de dollars.)

DÉSIGNATION	1951	1952	1953	1954	1955	1956	1957	1958	1959 1er semestre
Exportations	364	391	364	483	472	409	425	413	»
Importations	457	470	461	540	655	533	609	545	»
Solde commercial	— 93	— 73	— 97	— 57	— 183	— 124	— 184	— 132	»
Solde des éléments non commerciaux	»	+ 9	— 6	— 11	— 13	— 27	— 24	— 47	»
Solde des paiements courants	— 93	— 68	— 103	— 68	— 196	— 151	— 208	— 179	»

Source: Office des changes.

2. Evolution de la balance des paiements avec les différentes zones de 1951 a 1958

a) *Zone dollar* (y compris le Canada). (En millions de dollars.)

DÉSIGNATION	1951	1952	1953	1954	1955	1956	1957	1958
Exportations	426	343	378	433	527	632	525	509
Importations	863	680	632	753	837	1.090	1.119	747
Balance commerciale	— 437	— 337	— 254	— 320	— 310	— 458	— 594	— 138
Solde des éléments non commerciaux	— 86	+ 175	+ 374	+ 503	+ 640	+ 472	+ 272	+ 306
Solde des paiements courants	— 523	— 162	+ 120	+ 183	+ 330	+ 14	+ 322	+ 168

b) *Zone sterling.* (En millions de dollars.)

DÉSIGNATION	1951	1952	1953	1954	1955	1956	1957	1958
Exportations	815	600	558	643	804	806	703	628
Importations	991	828	863	862	959	1.081	1.147	892
Balance commerciale	— 176	— 228	— 305	— 219	— 155	— 275	444	— 264
Solde des éléments non commerciaux	+ 55	+ 31	+ 31	+ 67	+ 112	+ 28	— 44	+ 34
Solde des paiements courants	— 121	— 197	— 274	— 152	— 43	— 247	— 488	— 230

c) *Pays membres de l'U. E. P. autres que la zone sterling.* (En millions de dollars.)

DÉSIGNATION	1951	1952	1953	1954	1955	1956	1957	1958
Exportations	1.130	1.049	1.095	1.446	1.778	1.781	1.943	1.749
Importations	1.351	1.141	1.022	1.155	1.458	1.917	1.998	1.783
Balance commerciale	— 221	— 92	+ 73	+ 291	+ 320	— 136	— 55	— 34
Solde des éléments non commerciaux	— 180	— 164	— 178	— 127	— 234	— 376	— 463	— 372
Solde des paiements courants	— 401	— 256	— 105	+ 164	+ 86	— 512	— 518	— 406

d) *Autres pays.* (En millions de dollars.) (1)

DÉSIGNATION	1951	1952	1953	1954	1955	1956	1957	1958
Exportations	490	423	488	506	512	469	487	573
Importations	518	463	437	484	465	533	493	551
Balance commerciale	— 28	— 40	+ 51	+ 12	+ 47	— 64	— 6	+ 22
Solde des éléments non commerciaux	+ 15	— 4	— 12	— 11	— 13	— 26	— 22	— 48
Solde des paiements courants	— 13	— 44	+ 39	+ 3	+ 34	— 90	— 28	— 26

(1) Pays n'appartenant pas à la zone dollar, ni aux pays du continent américain, ni à la zone sterling.

Source: Office des changes.

3. Evolution des règlements non commerciaux (En millions de dollars.)

DÉSIGNATION	1954		1955		1956		1957		1958		1955	1956	1957	1958
	Recettes.	Dépenses.	Recettes.	Dépenses.	Recettes.	Dépenses.	Recettes.	Dépenses.	Recettes.	Dépenses.	— Solde.	— Solde.	— Solde.	— Solde.
Touristes et voyageurs	185,1	130,8	195,3	169,2	154,7	232,7	138	228	167	110	+ 26,1	— 78	— 90	+ 57
Transports	148,5	245,9	148,5	292,7	168,5	431	176	575	167	332	— 144,2	— 262,5	— 399	— 165
Assurances	26,7	37,4	34,7	42	31,7	41,3	32	43	36	48	— 7,3	— 9,6	— 11	— 12
Revenus du capital	118,7	79	152,1	87,2	199,3	103,6	211	110	169	102	+ 64,9	+ 95,7	+ 101	+ 67
Revenus du travail	8,7	94	9,9	103,3	11,1	130,1	11	180	98	211	— 93,4	— 119	— 169	— 113
Revenus de la propriété intellectuelle	25,8	55,4	33,4	70,7	38,5	78,1	46	82	52	89	— 37,	— 39,6	— 36	— 37
Intérêts des emprunts publics	5,6	81,7	10,2	71	19	65,3	8	68	2	75	— 60,8	— 46,2	— 60	— 73
Dépenses et recettes de gouvernements étrangers	612,4	10	680,4	8,2	556,5	8,9	399	7	381	6	+ 672,2	+ 547,6	+ 392	+ 375
Règlement d'opérations nées pendant la période des hostilités	6,3	1,3	0,3	2,6	2,2	2,4	6	3	0,3	1,6	— 2,3	— 0,2	— 3	— 1,3
Divers (1)	262,8	235,2	330,9	244,7	337,9	328,5	351	359	292	485	+ 86,2	+ 9,4	— 6	— 193
Totaux	1.400,6	970,7	1.595,7	1.091,6	1.519,5	1.424,8	1.378	1.655	1.364	1.459	+ 504,1	+ 97,6	— 277	— 95

(1) Postes, télégraphes et téléphones, radio et services divers, recettes et dépenses des postes français à l'étranger, contribution à des organismes internationaux, recettes et dépenses administratives diverses, opérations diverses.

Source: Ministère des finances.

4. Position de la zone franc a l'Union européenne des paiements

Evolution de la position nette cumulatrice à l'Union européenne des paiements.
(En millions de dollars, unités de compte.)

DÉSIGNATION	1957							
	Janvier.	Février.	Mars.	Avril.	Mai.	Juin.	Juillet.	Août.
Position nette cumulative (en fin de mois)	— 1.565,5	— 1.653,5	— 1.747,2	— 1.855,4	— 1.934,3	— 2.040,9	— 2.173,5	— 2.221,1
Utilisation du quota:								
Crédit reçu	— 217,8	— 267,8	— 289,3	— 314,4	— 332,1	— 356,8	— 384,8	— 384,8
Or versé	— 898,7	— 964,6	— 1.034,8	— 1.312,2	— 1.371,4	— 1.451,3	— 1.554	— 1.599,6
Position nette mensuelle	— 70,5	— 88	— 93,7	— 108,2	— 78,9	— 106,6	— 132,6	— 47,6

DÉSIGNATION	1957				ANNÉE (Moyenne mensuelle).	1958			
	Septembre.	Octobre.	Novembre.	Décembre.		Janvier.	Février.	Mars.	Avril.
Position nette cumulative (en fin de mois)	— 2.250,7	— 2.289,5	— 2.319,6	— 2.337,2	— 2.337,2	— 2.358,5	— 2.390,7	— 2.447,1	— 2.505,4
Utilisation du quota:									
Crédit reçu	— 384,8	— 384,8	— 384,8	— 384,8	— 384,8	— 388	— 413,5	— 446,8	— 476
Or versé	— 1.627,2	— 1.664	— 1.692	— 1.707,6	— 1.707,6	— 1.723,6	— 1.728,2	— 1.749,5	— 1.776,7
Position nette mensuelle	— 29,6	— 38,8	— 30,1	— 17,6	»	— 21,3	— 32,2	— 56,4	— 58,3

DÉSIGNATION	1958								ANNÉE
	Mai.	Juin.	Juillet.	Août.	Septembre.	Octobre.	Novembre.	Décembre.	
Position nette cumulative (en fin de mois)	— 2.582	— 2.628,8	— 2.657,4	— 2.680,9	— 2.705	— 2.739,5	— 2.786,1	— 2.953,1	— 2.953,1
Utilisation du quota:									
Crédit reçu	— 516,3	— 526,1	— 531,4	— 545,9	— 565,1	— 589,8	— 626,1	— 634,8	— 634,8
Or versé	— 1.811,1	— 1.846,3	— 1.867,7	— 1.874,9	— 1.877,9	— 1.885,8	— 1.894,3	— 2.050,7	— 2.050,7
Position nette mensuelle	— 76,6	— 46,8	— 28,6	— 23,6	— 24,1	— 34,5	— 46,6	— 167,1	»

Sources: O. E. C. E., I. N. S. E. E.

5. Balance du tourisme

a) *Balance officielle en devises (Office des changes).* (En millions de dollars.)

DÉSIGNATION	1949	1950	1951	1952	1953	1954	1955	1956	1957	1958
Recettes (étrangers en France)	128	186	188	136	124	185	195	154,721	138,2	167
Dépenses (Français à l'étranger)	— 22	— 44	— 113	— 116	— 137	— 131	169,2	232,706	228,6	110
Totaux	+ 106	+ 142	+ 75	+ 20	— 13	+ 54	+ 26,1	— 78	— 90,4	+ 57

b) *Estimations globales de la direction générale du tourisme.*

Dépenses des touristes étrangers en France. (En millions de dollars.)

DÉSIGNATION	1949	1950	1951	1952	1953	1954	1955	1956	1957	1958
Dépenses comptabilisées par l'office des changes	128	186	188	136	174	185	195	154,721	138,2	167
Autres dépenses (1)	128	128	160	214	(1) 217	200	371	446	412	454

(1) Estimation.

IV. — PRIX — COUT DE LA VIE

I. — PRIX

A. — Prix de gros.

OBSERVATIONS PRÉALABLES

Les indices des prix de gros permettent de mesurer l'évolution du pouvoir d'achat de la monnaie à l'intérieur du circuit de la production et de la distribution

L'indice publié par l'I. N. S. E. E. sur une base de 100 en 1949 suivait les variations des cours de 319 articles, choisis parmi ceux faisant l'objet des transactions « les plus importantes, les plus constantes ou les plus faciles à observer ». Des aménagements successifs de la liste des articles de référence de l'indice ont porté le niveau de ceux-ci à 373 en janvier 1953 et 488 en janvier 1954.

Un même produit peut figurer dans l'indice à chacun des stades successifs de sa préparation, mais sans qu'il y ait double emploi dans les pondérations (celles-ci étant établies d'après les transactions au dernier stade de vente en gros en 1949).

Les transactions sur les matières premières et les produits demi-finis sont assez bien représentées. Par contre, peu de produits manufacturés ont pu être considérés; ainsi l'indice métallurgique ne concerne que quelques produits finis peu ouvragés, tels que rails, poutrelles et tubes.

L'indice général des prix de gros recouvre trois secteurs essentiels: alimentaires (54 articles), énergétique (58 articles), industriel (207 articles). L'indice des prix des produits alimentaires est basé sur les prix du commerce de gros et ne saurait donc représenter les prix agricoles à la production. Aucune correction saisonnière n'est faite en raison de l'influence des conditions économiques générales, au moins aussi actives que les facteurs saisonniers, malgré l'intérêt reconnu d'un indice tenant compte de ces facteurs.

Les prix retenus sont soit des prix officels, lorsqu'ils existent, soit, en général, les derniers en cours connus à la fin de chaque mois. Les taxes sont incluses le plus souvent possible.

1. INDICES DES PRIX DE GROS

a) *Indices d'ensemble des 488 articles et ses composants.*

(1949 = 100.)

DÉSIGNATION	1959				1960		ANNÉES							
	(Mars.)	(Juin.)	(Oct.)	(Déc.)	I (Mars.)	II (Juin.)	1950	1952	1954	1955	1956	1957	1958	1959 (Oct.)
							(Moyenne mensuelle.)							
1. *Ensemble* (448 articles)	173,3	171,6	177,9	179,2	178,4	»	108,3	144,9	135,9	135,7	141,6	149,7	166,9	174,9
2. *Indices partiels par branches de production:*														
A. — Produits alimentaires (112 articles)	160,2	155,5	166,6	168,4	165,5	»	103,2	131	124,6	122,6	129,3	135,2	163,1	162,3
B. — Combustibles et énergie (57 articles)	197,8	193	197,2	199	197,2	»	105,6	142,3	138,9	139,5	144,3	161	176,8	196
C. — Produits industriels (319 articles):														
Ensemble	176,7	178,7	181,4	182,2	183,6	»	103,7	158,2	145,1	145,9	151,6	158,9	166,9	179,1
Produits métallurgiques	206	206	210	211	211	»	104,9	161,8	142,8	159,5	170,5	176,7	188,3	207
Produits chimiques	160,3	155,8	157,5	158,5	160,8	»	104,2	148,9	138,7	136,9	137,5	137,7	148	157,7
Caoutchouc	205	212	226	234	237	»	211	185	148,5	171,9	171,1	171,5	177,6	216
Cuirs	129,4	156	161,5	142	139,2	»	124,8	91,2	87,2	85	90,4	94	106,3	148,1
Corps gras industriels	116,3	113,3	117,3	116,3	112,9	»	97,2	93,7	88,7	85,6	87,8	91,2	100,7	115,2
Bois	253	253	252	252	255	»	104,1	219	198,9	201	227	234	252	253
Textiles	133,5	139,4	141,1	144,6	146,9	»	135,7	144	134,4	124,7	126	139,3	136,2	138,7
Pâtes à papier et vieux papiers	201	201	201	201	202	»	110,1	222	178	175,9	177,7	170,9	182,1	201
3. *Indices des matières premières industrielles* (73 articles)	191,4	195,3	199,5	202	202	»	125,2	175,4	159,4	162,2	169,5	177,1	180,5	195,7
4. *Indices des produits importés* (1):														
Ensemble (43 articles)	176,7	179,2	181,4	182,3	184,5	»	132,5	154,1	142,6	137,2	138,4	151,9	164,8	179,2
Matières premières industrielles importées	169,2	174,7	179,6	181,4	184,2	»	145,7	158,4	142,8	141,7	142,5	151,7	149,7	174,5
5. *Indices des fruits et légumes frais à Paris* (base 100 en 1957)	75,5	89,2	121,3	108,8	94,5	»	97,4	118,7	126,2	123,4	180	100	104,8	97,3
6. *Indices des prix de gros des salaisons et de la charcuterie* (2) (3)	146	149	151	148	153	»	97,5	129,7	126,7	128	125,7	128	148,1	149,1

(1) (Voir plus loin l'évolution des indices U. S. A. et Grande-Bretagne). Cet indice ne constitue pas un indice des prix à l'importation; les cours ne sont pas, en effet, observés toujours directement au stade de l'importation et, d'autre part, seules les marchandises donnant lieu à des échanges réguliers et stables ont été prises en considération. L'indice a donc la signification limitée d'un indice des prix intérieurs de certains produits importés. Il permet d'observer le sens des tendances, d'autant plus qu'il concerne surtout des matières premières.

(2) Prix départ usine, toutes taxes comprises, relevés le 15 de chaque mois auprès d'un échantillon de producteurs par un syndicat professionnel; livraisons à certaines collectivités (intendance) exclues; coefficients de pondération établis sur évaluation des productions commercialisées en 1953; aux prix en vigueur en 1949.

(3) Evolution des prix du bétail: 1950: 93; 1951: 131,7; 1952: 133,1; 1953: 112. — Evolution des prix du porc sur pied: 1950: 95; 1951: 142,7; 1952: 136; 1953: 120.

Source: I. N. S. E. E.

b) *Indices annuels des prix des produits de la pêche.*

(Base 100 en 1949.)

MARCHES	GROUPES	1952	1953	1954	1955	1956	1957	1958	1959
Débarquement	Morue et poissons saisonniers	110,4	101,5	116,3	122,8	137,6	158	171,6	168,8
	Poissons frais non saisonniers	128,1	118,0	136,4	136,2	148,9	162,6	168,4	171,8
	Crustacés et mollusques	189,5	196,2	198,0	256,5	277	327,2	351,9	358,6
	Ensemble	130,4	123,8	137,6	150,8	165,8	189,1	201,8	202,9
Marché de gros de Paris.	Poissons frais	127,6	119,3	136,1	135,1	144,6	159	176,8	179,5
	Crustacés et mollusques	162,7	161,7	182,4	179,2	194,9	232,7	247,3	272,6
	Ensemble	135,6	129,0	146,7	145,0	155,9	175,6	192,6	200,4
Ensemble des marchés..	Poissons frais:								
	Gros	125,9	121,1	130,2	133,6	143,5	160,9	175	180,4
	Détail	151,8	148,3	153,0	159,8	169,9	»	»	»

Source: I. N. S. E. E.

c) *Indices des prix de gros agricoles à la production.*

(Base 100 en 1955.)

DÉSIGNATION	1949	1950	1952	1956	1957	1958	1959	1959				1960 — Mars.
								Mars.	Juin.	Octobre.	Décembre.	
Indice général	85,9	86,2	109,6	109,5	117,4	142,4	134,1	131,2	131,3	138	134,9	140,5
Production d'origine végétale	98,5	101,4	116,9	115,7	125,2	172,8	146,3	144,1	134,5	144,9	143,2	148,7
Dont:												
Blé	75,8	79,7	111,7	113,9	94,2	101,9	»	»	»	»	»	»
Pommes de terre	49,3	182,5	189	167,4	189,3	343,5	»	»	»	»	»	»
Vin	28	125,7	110,4	119,1	168,7	292,6	»	»	»	»	»	»
Production d'origine animale	80,4	79,6	106,4	106,8	114,2	129,5	129,2	125,8	130	135,1	131,2	137,2
Dont:												
Bétail sur pied	73,6	72,2	105,2	105,2	119,8	140	132,2	133,8	130,9	134,7	132,9	141,5
Lait	98	99	111,4	108,1	108,6	116,2	134	117	138,4	147,8	150,3	134,9
Volailles et lapins	74,9	74,6	102,6	105,7	101,8	112,5	106,7	106,2	104,6	112,2	109,4	109,7
Œufs	82,3	78,9	103,2	114,8	110,2	126,9	112,7	125,1	115,1	108,7	106	124,7

Source: I. N. S. E. E.

B. — **Indice des prix de détail.**

1. Indices d'ensemble des prix de détail

a) *Indice des 250 articles.*

(Nouvel indice d'ensemble des prix de détail dans l'agglomération parisienne.)

DÉSIGNATION	1959				1960				1957	1958	1959
	Mars.	Juin.	Octobre.	Décembre.	Mars.	Juin.	Octobre.	Décembre.			
Indices d'ensemble	125,4	124,9	127,6	128,4	130,4	»	»	»	103,3	118,9	126,2
Dont:											
Aliments, boissons	125,5	123,5	127,6	128,5	129,3	»	»	»	103,5	122	126,1
Habitation	126,5	126,6	128,8	130,3	133,3	»	»	»	104,8	117,1	127,4
Hygiène et soins	133,9	136,2	133	133,1	145,5	»	»	»	101	115,9	133,7
Transports	121,6	123,4	123,7	123,9	124,9	»	»	»	102,8	115	122,7
Habillement, linge	112,7	114,1	116,8	117,6	118,4	»	»	»	102,7	109,7	114,5
Distractions et divers	140,1	139,9	142,7	142,9	143,6	»	»	»	102,8	127,8	140,4

Source: I. N. S. E. E.

b) *Evolutions annuelles de 1950 à 1956 de l'indice des 213 articles* (1).

DÉSIGNATION	ANNÉES (Moyenne mensuelle.)				
	1950	1952	1954	1955	1956
1. Indice d'ensemble des prix à la consommation familiale (213 articles) (1949 = 100)	111,2	145,4	143,3	144,9	147,7
2. Indice du prix des denrées alimentaires (41 articles)	110,6	140,7	135	135,9	138,2
3. Indice des prix des objets manufacturés (115 articles)	102	131	126,3	126,5	128,5
4. Indice du prix du chauffage et de l'éclairage (7 articles)	109,8	172,5	171,8	170,2	164,5
5. Indice du prix des services (47 articles)	124	176	190	198	205
6. Indice « Fruits et légumes » frais (2)	103,3	136,1	144,6	144,7	195,2

(1) Cet indice n'est plus calculé depuis le mois de juillet, date à partir de laquelle il a été remplacé par l'indice des 250 articles (voir tableau suivant).

(2) Cet indice résulte de la comparaison du coût d'achat de paniers, dont la composition varie chaque mois, au prix de ces mêmes paniers le mois correspondant de l'année 1949. Il ne donne que des valeurs moyennes, alors que les cours des fruits et légumes frais sont très variables les uns par rapport aux autres.

Source: I. N. S. E. E.

c) *Indices des 179 articles servant de référence à l'indexation du salaire minimum national interprofessionnel garanti.*

(Base 100 en juillet 1957.)

	1957		1958			1959			1960
	Octobre.	Décembre.	Mars.	Octobre.	Décembre.	Mars.	Juin.	Octobre.	Mars.
Ensemble	103,2	107,37	111,39	113,89	113,65	113,65	118,03	121,05	122,26

2. Prix de détail dans les agglomérations importantes de province

(Indices 1957 = 100.)

	ANNÉE 1958.	ANNÉE 1959.	1959				1960	
			Mars.	Juin.	Septembre.	Décembre.	Mars.	Juin.
Indices d'ensemble	113,5	118,8	117,5	117,2	119,4	121	121,9	»
Aliments et boissons	118	120,4	119,5	117,7	121	123,2	123,4	»
Habitation	110,7	119,6	118,2	118,4	120,4	121,4	123,7	»
Hygiène et soins	108,9	117,8	116	119,2	116,8	119	120,8	»
Habillement et linge	106,1	110,5	108,2	109,4	111,6	112,7	114,1	»
Distractions et divers	120,9	130,1	129,3	129,6	130,4	131,2	132	»

Source: I. N. S. E E

3. Indices des prix des véhicules a moteur

(Base 100 en 1949.)

Ces indices se rapportent aux ventes sur le marché intérieur des produits de l'industrie française des automobiles et des motocycles, vélomoteurs et cyclomoteurs pour les principaux modèles des grandes firmes.

Les coefficients de pondération sont établis d'après la valeur des différentes productions, calculée au tarif moyen de 1949 et compte tenu du nombre moyen annuel de véhicules livrés sur le marché français en 1949 et 1951 (l'année 1949 ne représentant pas une activité normale pour certains modèles nouveaux).

Ces tarifs adoptés correspondent aux prix-client départ usine. Ils ne comprennent ni les frais de sortie d'usine, ni le montant de la taxe locale. Des accords de prix ont été effectués pour tenir compte du prix de revient des modifications apportées à certains modèles.

DÉSIGNATION	PONDÉRATION	1950	1951	1952	1953	1954	NOUVELLE pondération.	1955	1956	1957	1958	1959	1959 Mars.	1959 Juin.
Voitures particulières	54	103,8	126,8	146,4	143,3	143,3	53	140,3	142,6	147,7	153,5	159	158,6	»
Véhicules utilitaires	33	104,2	134,2	155,6	154,5	154,5	29	154,5	160,7	169,6	183,8	197,3	199,3	»
Motocycles	13	106,1	124,9	145,5	143,6	143,6	18	135,8	137,7	141,5	144,6	144,9	145,6	»
Ensemble	100	104,2	129	149,3	147	147	100	143,7	147,3	153,2	161,1	168,2	168,7	»

N. B. — Le calcul de ces indices a subi, à partir de mars 1958, les modifications suivantes:

	Ensemble.	Voitures particulières.	Véhicules utilitaires.	Motocycles.
Nombre de modèles de référence	64	17	27	20
Pondération (1957)	100	56	32	12

Les indices sont établis sur base 100 en 1957 et transformés en indices de base 100 en 1949 en les multipliant par le niveau moyen 1957 des indices précédemment calculés sur base 100 en 1949.

Source: I. N. S. E. E.

4. Indices des prix de détail a Paris des appareils d'équipement ménager

Ces indices ont pour objet de représenter, de façon plus complète, les variations des cours des appareils ménagers, qui constituent une part importante de la construction mécanique et électrique, et ne sont compris que pour une petite fraction dans l'indice d'ensemble des prix à la consommation familiale, établi pour suivre l'évolution des prix des denrées et services communément utilisés par les familles de condition modeste.

L'indice exclut les installations de chauffage central et les éléments constituant les salles de bains, mis généralement par le propriétaire à la disposition des occupants. Il comprend huit groupes distincts d'appareils, comprenant au total 191 modèles différents. Les indices de groupe sont des moyennes arithmétiques simples des indices établis pour chaque modèle de référence. L'indice d'ensemble est une moyenne arithmétique pondérée des indices de groupes. Les coefficients de pondération attribués aux groupes ont été déterminés compte tenu des chiffres d'affaires des producteurs français en 1950 et de la valeur des importations à la même date. Les appareils ménagers étant soumis à de fréquentes modifications de construction et de présentation, de nombreux raccords ont dû être effectués entre séries de prix légèrement différentes. Les prix retenus sont ceux affichés par les concessionnaires ou ceux découlant des barèmes établis par les fabricants majorés du montant des taxes applicables à la vente au détail.

Ces indices sont donnés avec une marge d'erreur qui n'est pas négligeable.

DÉSIGNATION	PONDÉRATION	1950	1951	1952	1953	1954	1955	1956	1957	1958	1959	1960 Mars.	1960 Juin.
Appareils de chauffage (38)	17	104,4	136,6	160,5	157,4	154,2	155,7	158,7	166,4	176,4	184,5	187,2	»
Cuisinières (35)	27	105,3	139	167,3	163,1	161	162,9	165,7	173,3	179,9	188,3	191,6	»
Réfrigérateurs (18)	6	102,9	116,3	120,9	116,4	109,2	103,6	102,8	105	109,4	108,3	105,8	»
Aspirateurs et cireuses (21)	5	105,4	124,8	114,7	142,2	141,7	142	143,4	141,6	149,2	157,8	156,2	»
Machines à laver (15)	4	108,5	135,5	153,8	153,3	152,7	153,1	153,9	154,1	164,7	170,9	176,2	»
Petits appareils électriques (29)	6	105,7	130,2	151,6	148,4	147,2	146,8	147,4	148	149,7	156,5	156,6	»
Machines à coudre (10)	9	110,7	127,1	142,4	141,1	143,2	145,3	147,2	154,2	171,1	180,3	181,9	»
Récepteurs radio (25)	26	102,1	124	143,6	141,4	138,1	136,2	136,9	140,4	153,1	159,6	160,4	»
Ensemble (191)	100	104,8	130,9	152,2	149,4	147,1	147,2	148,5	152,7	161,5	167,5	169	»

Source: I. N. S. E. E.

5. INDICES DES PRIX DES PRODUITS INDUSTRIELS NÉCESSAIRES AUX EXPLOITANTS AGRICOLES
(1949 = 100.)

PONDÉRATION	DÉSIGNATION	1950	1951	1952	1953	1954	1955	1956	1957	1958	1959	1960 Mars.	1960 Juin.
192	Energie	102,9	113,1	115,2	113,5	114	113	112,6	121,7	125,2	136,2	136	»
140	Entretien et renouvellement des bâtiments	102,8	135,2	152,4	142,9	139,7	142	148,7	155,8	169,6	181,4	182,1	»
310	Engrais et antiparasitaires	103,1	124,8	147,1	137,8	132,7	125	125,3	124,3	133,4	145	152,5	»
255	Machines et outils	101,6	130.3	151,1	150,4	138,5	136,3	139,5	144,9	160,9	182,2	183,2	»
103	Divers	106,3	160	171,6	154,5	147,6	144	146,2	144,1	157	182,9	180,9	»
	Ensemble	103	129,1	145,3	138,8	133,1	129,9	131.9	135,5	146,4	161,8	164,2	»

Source: I. N. S. E. E.

6. INDICES DES PRIX DE VENTE AU DÉTAIL DES SPÉCIALITÉS PHARMACEUTIQUES

N. B. — L'indice est établi d'après les articles réellement en vente chaque année à Paris dans les pharmacies au mois de février.

Indices des prix de 100 spécialités remboursées par la sécurité sociale.

1949	100	1954	161
1950	115	1955	161
1951	132	1956	161
1952	164	1957	161
1953	161	1958	157
		1959	168

Indice des prix des produits antibiotiques.

1949	100	1954	46
1950	78	1955	43
1951	64	1956	42
1952	62	1957	41
1953	51	1958	39
		1959	39

Source: I. N. S. E. E.

7. INDICES DES PRIX DE DÉTAIL DES OBJETS MANUFACTURÉS

L'I. N. S. E. E. a calculé un indice annuel portant sur 1.173 articles témoins, d'après le dépouillement du catalogue publié chaque année entre mai et juillet par une maison de commerce spécialisée dans la vente par correspondance.

Indices annuels des prix de détail de certains objets manufacturés.
(Base 100 en 1949.)

NUMÉRO du groupe.	GROUPES	NOMBRE d'articles.	1950	1951	1952	1953	1954	1955	1956	1957	1958	1959
1	Articles de cuisine, chauffage	107	94,4	118,9	142,9	135,4	135,1	134,8	137,5	142,3	162,4	173,3
2	Articles de ménage et d'équipement ménager.	51	98,9	118,2	139,7	131,1	131,4	130	133	135,9	152,2	162
3	Mobilier et literie, y compris tapis	31	90,5	126,5	139,0	130.1	132,4	132,8	134,7	141,3	156,1	168,3
4	Produits d'entretien et de toilette, y compris parfumerie	62	105,5	134,4	153,7	151,2	148,8	147,6	153,1	161,3	180	193,2
5	Papeterie, articles de bureau	97	106,4	143,0	165,5	155,4	150,9	151,8	153	157,7	173.3	186,4
6	Librairie (ouvrages techniques)	56	123,0	142,3	177,5	183,1	191,1	194,8	198,1	206,4	224,8	247,3
7	Maroquinerie et articles de voyage	50	97,6	122,3	134,1	127.6	126,8	127	130,4	129,1	141,1	149,4
8	Petit outillage, quincaillerie, éclairage	153	107,9	136,6	168,6	155,4	154,6	155	162,3	166.3	188,3	202,1
9	Petit outillage agricole, jardinage	61	107,1	135,4	173,2	166,0	161,2	159,6	163,3	172,2	193,6	209,4
10	Armes, munitions, accessoires de chasse	98	113,4	137,1	166,4	162,4	157,6	157,2	166,6	171,3	211	226,3
11	Cycles, sports, camping	102	105,8	135,7	156,8	150,5	146,7	143	146,3	149,1	164,5	176,7
12	Jeux et jouets	50	105,7	137,5	171,0	162,2	161,3	157,8	153,5	158,6	186,5	192,9
13	Articles et engins de pêche, bateaux	66	110,6	143,2	169,8	164.3	160,6	160,1	165,6	172,4	201,9	219,6
14	Photographie, optique, instruments de mesure.	67	113,8	141,2	171,8	161,9	161,9	164,9	170	170,7	197,2	207,4
15	Lingerie, bonneterie, mercerie	75	98,5	131,3	125.9	111,3	111,8	110,4	110,3	115,2	125,5	128,1
16	Habillement, chaussures	53	95,4	127,1	126,0	118,2	114,6	115	114,4	116,9	123,7	129,7
	Ensemble	1.173	105,4	133,9	157,0	149,3	147,6	147,3	151	155,5	176	188,1

Source: I. N. S. E. E.

8. Indices des prix des chambres d'hôtel
(1949 = 100.)

DÉSIGNATION	PONDÉRATION	NOMBRE moyen d'hôtels suivis.	1950	1951	1952	1953	1954	1955	1956	1957	1958	1959
France entière:												
Catégorie luxe	28	130	126	141	166	188	195	199	205	216	252	288
Catégorie grand confort	58	716	124	141	171	196	204	209	215	226	262	303
Catégorie confort moyen	14	658	127	148	179	209	222	231	240	254	274	316
Ensemble	100	1.504	125	142	171	196	204	209	216	227	261	301

Source: I. N. S. E. E.

9. Indices annuels des prix des repas dans les établissements de tourisme (1949 = 100.)

DÉSIGNATION	PONDÉRATION	NOMBRES moyens d'établiss. suivis.	1950	1951	1952	1953	1954	1955	1956	1957	1958	1959
France entière	100	239	112	121	140	151	157	159	161	169	188	207
I. Indices par catégories d'établissements:												
Catégorie luxe	28	26	114	124	143	155	161	162	165	169	199	215
Catégorie grand confort	58	109	112	121	140	150	155	157	160	169	184	205
Catégorie confort moyen	14	104	109	115	136	147	154	158	160	167	180	198
II. Indices par groupes d'agglomérations:												
Paris	30	28	107	115	135	140	142	141	140	147	167	185
Villes de plus de 100.000 habitants	17	42	144	146	146	154	161	164	168	177	190	211
Villes touristiques de moins de 100.000 habitants	53	169	115	122	142	156	164	166	171	178	199	218

Source: I. N. S. E. E.

10. Indice du cout de la construction
Immeubles à usage d'habitation (IVe trimestre 1953 = 100).

ANNÉES	PREMIER TRIMESTRE	DEUXIÈME TRIMESTRE	TROISIÈME TRIMESTRE	QUATRIÈME TRIMESTRE	ANNÉE
1954	99	100	98	98	99
1955	101	102	104	106	103
1956	111	115	119	120	116
1957	122	125	128	132	127
1958	137	138	139	140	139
1959	142	142	142	142	142
1960	144	»	»	»	»

N. B. — Si 1944 = 1; 1938 = 9,78; 1954 = 237 (soit base 4e trimestre 1953 = 239).
Source: M. R. L.

11. Indices des prix des transports S. N. C. F. pour l'usager

(Base 100 en 1949.)

ANNÉES	PRIX DU KILOMÈTRE VOYAGEUR — Grandes lignes. — Place entière (tarifs de base). 1re classe.	2e classe.	3e classe.	INDICE DU PRIX MOYEN DU KILOMÈTRE VOYAGEUR — Grandes lignes. — Tous tarifs (indice pondéré).	Banlieue et Paris — Tous tarifs (indice pondéré).	Ensemble. — Tous tarifs (indice pondéré).	INDICE PONDÉRÉ du prix moyen de la tonne/kilomètre marchandises.
1949 (au 1er janvier)	6,40	4,20	3	100	100	100	100
1950 (depuis le 23 janvier)	7,43	5,18	3,94	128,1	135,6	128,7	95,6
1951	7,50	5,25	4	129,2	163,6	131,5	112,0
1952 (depuis le 28 janvier)	8,42	6,17	4,92	157,2	196,9	159,8	136,3
1953 (depuis le 15 mai)	9,99	7,35	5,89	179	205	181	137
1954	10,60	7,80	6,25	193	206	194	136
1955	10,60	7,80	6,25	192	203	193	131
	1re classe.	2e classe.					
1956 (depuis le 3 juin)	8,75	6,25		191	203	192	132
1957	8,75	6,25		192	203	193	132
1958 (depuis le 6 janvier)	10,48	6,79		214	244	216	145
1959 (depuis le 5 janvier)	12	8		248	251	248	161

Sources: I. N. S. E. E., S. N. C. F.

II. — COUT DE LA VIE

A. — Indices de l'I. N. S. E. E.

Indice d'ensemble des prix a la consommation familiale a Paris (rappel) (1949 = 100.)

ANNÉES	I (mars.)	II (juin.)	III (septembre.)	IV (décembre.)	ANNÉE
1950	107,5	106,9	113,7	117,4	111,2
1951	123,6	129,2	133	142,9	130,1
1952	148,1	143,1	145,7	145,4	145,4
1953	145,2	145,4	141	142,1	143,7
1954	141,6	143,8	142,6	144,9	143,3
1955	144,9	144,7	145,5	146,3	144,8
1956	148,1	147	148,3	148	147,7 (1)
1957 (1)	147,3	149	153,7	163,1	151,6
1958 (1)	172,8	175,3	177	177,6	174,5
1959 (1)	184,1	183,4	185,7	»	»
1960 (1)	»	»	»	»	»

(1) Indice calculé d'après l'indice des 250 articles à l'aide du coefficient de raccord sur juillet 1957 = soit multiplié par 1,468.

B. — **Budgets types établis par les organisations syndicales et l'institut d'observation économique.**

1. Budget type d'un célibataire a Paris

(Montant en nouveaux francs.)

DÉSIGNATION	MARS	JUIN	SEPTEMBRE	DÉCEMBRE
1957.				
C. G. T. (1)	»	»	302,78	317,79
C. G. T.-F. O. (1er jour du mois) (2)	285,34	294,79	312,96	329,40
I. O. E. (2)	274,45	290,34	289,63	309,93
C. F. T. C. (3) (fin de mois)	171,1	175,2	176,6	192,1
1958.				
C. G. T. (1)	330,70	343,47	345,28	346,94
C. G. T.-F. O. (1er jour du mois)	351,17	365,19	369,34	370,97
I. O. E. (2)	329,57	343,42	339,59	346,03
C. F. T. C. (3) (fin de mois)	205,4	215,4	211,8	213,1
1959				
C. G. T. (1)	357,87	368,53	372,59	378,79
C. G. T.-F. O. (1er jour du mois)	389,37	384,24	388,51	399,63
I. O. E. (2)	362,93	365,36	372,14	376,61
C. F. T. C. (3) (fin de mois)	222,3	225,5	228,9	234
1960.				
C. G. T. (1)	385,43	383,88	»	»
C. G. T.-F. O. (1er jour du mois)	410,89	411,90	»	»
I. O. E. (2)	384,85	(4) 386,84	»	»
C. F. T. C. (3) (fin de mois)	236,2	(5) 238	»	»

(1) 15 du mois. A partir de 1959 le budget est calculé par trimestre (janvier, avril, juillet, octobre).
(2) Budget du manœuvre. Base nouvelle depuis 1956.
(3) Indice 1949 = 100.
(4) Mai.
(5) Avril.

2. Budget type d'une famille de quatre personnes

(Nouvelle base en janvier 1952. Puis en janvier 1954.) (Evaluation de l'U. N. A. F.)

(Premier jour du mois.)

(En nouveaux francs.)

ANNÉES	MARS	JUIN	SEPTEMBRE	DÉCEMBRE
1957	701,44	749,01	Non calculé.	801,77
1958	836,70	862,33	858,20	856,92
1959	846,31	892,94	901,08	922,32
1960	936,80	971,39	»	»

V. — SALAIRES. — REVENUS

I. — SALAIRES

A. — Résultats de l'enquête du ministère du travail sur les taux des salaires horaires (1).

1. Indices moyens annuels depuis 1946

(1er janvier 1946 = 100.)

ANNÉES	HOMMES	FEMMES	ENSEMBLE (dont industries de transformation, bâtiment exclu) (1).
1946	121	125	122
1947	165	180	169
1948	251	278	259
1949	283	312	292
1950	311	343	321
1951	396	441	410
1952	464	510	478
1953	477	518	489
1954	506	559	522
1955	543	605	562
1956	592	648	609
1957	642	692	658
1958	719	773	737
1959	763	819	783

(1) L'enquête sur l'activité et les conditions d'emploi de la main-d'œuvre est menée trimestriellement par la division statistique du secrétariat d'Etat au travail et à la sécurité sociale.

Effectuée par voie de questionnaires adressés aux employeurs, elle a porté sur 30.000 établissements de plus de dix salariés occupant plus de 4.200.000 personnes, y compris les houillères, les mines de fer, la Société nationale des chemins de fer français, la Régie autonome des transports parisiens, le Gaz de France, l'Electricité de France, soit approximativement 80 p. 100 de l'effectif du personnel travaillant dans les établissements de plus de dix salariés qui relèvent des secteurs professionnels considérés. Toutefois, en ce qui concerne les secteurs nationalisés cités ci-dessus, les renseignements sur les taux de salaires ne sont pas recueillis.

L'enquête couvre l'ensemble des activités, à l'exclusion de l'agriculture et des services publics. Elle ne touche ni les travailleurs isolés, ni le personnel domestique.

Source: Ministère du travail.

2. Evolution trimestrielle de l'indice général du taux des salaires horaires depuis 1951

(1er janvier 1946 = 100.)

ANNÉES	1er JANVIER	1er AVRIL	1er JUILLET	1er OCTOBRE	MOYENNE annuelle.
1951	354	374	407	458	410
1952	470	475	479	481	478
1953	481	486	488	493	489
1954	500	516	521	522	522
1955	539	543	560	754	562
1956	589	597	610	620	609
1957	629	639	656	675	658
1958	700	727	745	751	737
1959	758	783	812	831	783
1960	808	820	»	»	»

Source: Ministère du travail.

3. Evolution trimestrielle des indices des taux de salaires horaires masculins et féminins depuis 1952

(1er janvier 1946 = 100.)

DATES	SALAIRES HORAIRES masculins.	SALAIRES HORAIRES féminins.
1952. — 1er janvier	456	504
1er avril	461	508
1er juillet	465	510
1er octobre	468	512
1953. — 1er janvier	469	512
1er avril	474	515
1er juillet	476	516
1er octobre	480	522
1954. — 1er janvier	487	529
1er avril	501	553
1er juillet	505	558
1er octobre	507	559
1955. — 1er janvier	521	582
1er avril	523	585
1er juillet	541	604
1er octobre	555	619
1956. — 1er janvier	570	633
1er avril	579	639
1er juillet	592	648
1er octobre	603	655
1957. — 1er janvier	612	665
1er avril	623	672
1er juillet	640	687
1er octobre	658	709
1958. — 1er janvier	683	734
1er avril	709	765
1er juillet	727	780
1er octobre	732	786
1959. — 1er janvier	739	791
1er avril	754	808
1er juillet	765	821
1er octobre	771	827
1960. — 1er janvier	788	848
1er avril	»	»
1er juillet	»	»
1er octobre	»	»

4. Indices par secteurs d'activités collectives
(1er janvier 1956 = 100.)

DÉSIGNATION	1er janvier.	1er avril.	1er juillet.	1er octobre.	ANNÉE (Moy.)
Indices par secteurs.					
Production des métaux:					
1957	105	107,8	112,5	113,5	111,3
1958	119	123,2	124,5	124,8	123,6
1959	126,5	129,7	132,5	132,8	132,2
1960	138,2	139,3	»	»	»
Cuirs et peaux:					
1957	105,8	107,6	108,6	113,3	110,3
1958	117,1	121,3	124,3	125,5	123
1959	126,1	129,7	130,9	133,1	131,5
1960	136,4	138,1	»	»	»
Industries chimiques (caoutchouc):					
1957	105,4	107,4	110	113,5	110,6
1958	118,1	123,8	126,3	127,2	124,8
1959	127,9	131	132,4	133,6	133
1960	139,1	142	»	»	»
Bâtiment et travaux publics:					
1957	108,5	110,9	114,2	116,9	114,1
1958	121,1	125,6	129,2	130,4	127,8
1959	132,2	134,1	136	136,6	135,8
1960	139,1	140,6	»	»	»
Industrie textile:					
1957	104,8	105,4	109	110,5	108,7
1958	116	119,6	121,4	121,9	120,4
1959	122,2	124,2	127,8	128,6	127
1960	130,9	134	»	»	»
Transports (1949 = 287):					
1957	108,4	108,4	111,7	115,4	112,7
1958	121,3	124,2	128,5	130,3	127,3
1959	131,7	135,3	137,7	139,6	137,6
1960	142,1	143,1	»	»	»
Papier, carton (1949 = 295):					
1957	106,1	107,6	110,1	112,7	110,5
1958	117,4	122,9	126,1	127,2	124,5
1959	128,4	130,3	132,4	133,1	132,3
1960	136,4	138,8	»	»	»
Commerces alimentaires (1949 = 300):					
1957	106,7	108,2	110,2	105,1	111,4
1958	117,8	123,2	127,2	127,4	125
1959	128,7	131,9	133,5	134	133,4
1960	137,3	139,2	»	»	»

Sources: Ministère du travail, I. N. S. E. E.

5. Indices des salaires horaires par sexe et qualification
(1er janvier 1956 = 100.)

DÉSIGNATION	1er janvier.	1er avril.	1er juillet.	1er octobre.	ANNÉE (Moy.)
A. — *Hommes.*					
Manœuvre ordinaire:					
1957	106,3	107,8	110,1	113,9	110,9
1958	117,5	122,2	125,6	126,5	124
1959	127,4	130,6	132,2	133	132,1
1960	135,9	137,5	»	»	»
Manœuvre spécialisé:					
1957	106,7	108,5	111,3	114,5	111,7
1958	118,6	123,1	126,2	127,2	124,8
1959	128,3	131	132,8	133,7	132,8
1960	136,8	138,7	»	»	»
Ouvrier spécialisé:					
1957	107,3	109,1	112,1	115,1	112,4
1958	119,6	124	127,1	127,9	125,7
1959	129,2	131,6	133,8	134,6	133,6
1960	137,9	140	»	»	»
Ouvrier qualifié:					
1957	107,9	110	113,1	116,2	113,4
1958	120,9	125,5	128,7	129,8	127,3
1959	131,1	133,3	135,3	136,6	135,3
1960	139,5	141,9	»	»	»
Ouvrier hautement qualifié:					
1957	108,4	110,6	113,8	116,9	114
1958	121,7	126,4	129,4	130,8	128,2
1959	132,3	134,2	136,3	137,6	136,3
1960	140,6	143	»	»	»
B. — *Femmes.*					
Manœuvre ordinaire:					
1957	104,2	105,3	106,8	110,7	108
1958	114,4	119,33	122,4	123	120,7
1959	123,6	127,3	128,5	129,3	128,6
1960	132,5	134,1	»	»	»
Manœuvre spécialisée:					
1957	104,7	105,8	108	111,4	108,8
1958	115	119,9	122,4	123,5	121,1
1959	123,9	127,2	128,7	129,6	128,8
1960	133,2	134,9	»	»	»
Ouvrière spécialisée:					
1957	105,2	106,3	109,3	112,3	109,6
1958	116,5	121,1	123,5	124,3	122,2
1959	125	127,4	130	130,8	129,7
1960	134,2	136,3	»	»	»
Ouvrière qualifiée:					
1957	106,8	107,8	110	113,9	111,1
1958	118,4	123,5	125,1	126,2	124,2
1959	127,3	129,3	131,4	133,4	131,7
1960	136,7	139,3	»	»	»

Source: Ministère du travail.

6. Ecart moyen, a qualification égale, des salaires des femmes par rapport a ceux des hommes (écart en pourcentage des salaires masculins)

DATES	ÉCART MOYEN en pourcentage des salaires des hommes.	DATES	ÉCART MOYEN en pourcentage des salaires des hommes.
Ancienne série.		*Nouvelle série.*	
1er janvier 1946	15,0	1er janvier 1956	6,8
1er janvier 1947	8,8	1er avril 1956	7,0
15 février 1948	6,3	1er juillet 1956	7,3
1er janvier 1949	7,2	1er octobre 1956	7,6
1er janvier 1950	7,8	1er janvier 1957	7,8
1er janvier 1951	7,2	1er avril 1957	8,1
1er janvier 1952	7,3	1er juillet 1957	8,4
1er janvier 1953	8,0	1er octobre 1957	8,6
1er janvier 1954	8,4	1er janvier 1958	8,6
1er janvier 1955	6,2	1er avril 1958	8,4
1er janvier 1956	6,4	1er juillet 1958	8,6
		1er octobre 1958	8,7
		1er janvier 1959	8,9
		1er avril 1959	8,8
		1er juillet 1959	9,2
		1er octobre 1959	9,2
		1er janvier 1960	8,9
		1er avril 1960	9,2

Source: Ministère du travail.

7. Abattements moyens des salaires de province par rapport a ceux de Paris depuis le 1er janvier 1952

ABATTEMENTS égaux à appliquer au salaire minimum interprofessionnel garanti (à partir du 1er avril 1956).	1er janvier 1952	1er janvier 1953.	1er janvier 1954.	1er janvier 1955.	1er janvier 1956.	1er janvier 1957.	1er janvier 1958.	NOUVELLE SÉRIE 1er janv. 1959.	1er avril 1959.	1er juil. 1959.	1er oct. 1959.	1er janv. 1960.	1er avril 1960.	1er juil. 1960.	1er oct. 1960.
2,22 p. 100	9,7	11,7	13,3	13,1	12,7	15,6	16,2	16,8	16,6	16,5	17	16,4	16,7	»	»
4,44 p. 100	15,6	17,8	18,4	16,8	16,0	18,4	19,1	19,2	18,9	18,8	19,2	19,1	19	»	»
6,67 p. 100	20,3	21,7	22,8	20,6	20,1	22,4	23,3	23,3	22,6	22,7	23,2	22,8	23,3	»	»
8 p. 100	23,5	25,0	25,6	22,3	22,3	24,3	25,1	24,9	24,2	24,3	24,9	24,6	25	»	»

Source: Ministère du travail.

B. — **Indices des salaires horaires établis par les syndicats professionnels.**

1. Indices des salaires horaires par profession (1)

Métaux (région parisienne).

T = temps, R = rendement.

DÉSIGNATION	1959 Janvier. T	1959 Janvier. R	1959 Avril. T	1959 Avril. R	1959 Juillet. T	1959 Juillet. R	1959 Octobre. T	1959 Octobre. R	1960 Janvier. T	1960 Janvier. R	1960 Avril. T	1960 Avril. R	1960 Juillet. T	1960 Juillet. R	1960 Octobre. T	1960 Octobre. R
Ajusteur	286	266	288	270	292	275	296	279	303	285	»	»	»	»	»	»
Modeleur-mécanicien	257	268	261	274	264	279	268	282	272	289	»	»	»	»	»	»
Mouleur à main	268	262	274	262	282	264	263	268	291	269	»	»	»	»	»	»
Lamineur à froid	»	284	»	285	»	291	»	295	»	301	»	»	»	»	»	»

Source: I. N. S. E. E.

DÉSIGNATION	Années (Moyenne mensuelle.) 1952 T	1952 R	1953 T	1953 R	1954 T	1954 R	1955 T	1955 R	1956 T	1956 R	1957 T	1957 R	1958 T	1958 R	1959 T	1959 R
Ajusteur	174	169	180	175	193	184	210	201	227	223	249	241	273	262	292	274
Modeleur-mécanicien	171	172	175,6	177,3	181	190	195	209	214	225	229	238	249	259	264	277
Mouleur à main	166	165	173,6	167,6	181	176	191	191	214	211	238	232	262	257	278	265
Lamineur à froid	»	167	»	181,6	»	190	»	200	»	223	»	246	»	276	»	290

(1) Salaires ouvriers masculins, y compris indemnités, mais majorations pour heures supplémentaires et prime de transport exclues.
Sources: Syndicats professionnels, I. N. S. E. E.

2. Indices des salaires horaires par qualification individuelle (1)

Métaux (région parisienne) (1949 = 100).

DÉSIGNATION	1959				1960				ANNÉES					
	Février.	Mai.	Août.	Nov.	Fév.	Mai.	Août.	Nov	1952	1955	1956	1957	1958	1959
Manœuvre ordinaire:														
Temps	269	273	276	284	290	»	»	»	171	198	217	235	260	276
Rendement	278	280	282	288	290	»	»	»	172	205	223	246	271	282
Ouvrier spécialisé: temps et rendement	269	273	276	281	»	»	»	»	198	198	218	236	260	275
Professionnel: temps et rendement.	275	278	278	287	»	»	»	»	»	202	223	243	267	284
Ensemble des ouvriers: temps et rendement	271	275	282	284	»	»	»	»	»	199	220	239	263	277

(1) Salaires ouvriers masculins, y compris indemnités, mais majorations pour heures supplémentaires et prime de transport exclues.

Sources: Syndicats professionnels, I. N. S. E. E.

3. Charges sociales dans la construction mécanique

(Base 100 en octobre 1957.) (Moyennes mensuelles.)

DÉSIGNATION	1959				1960				ANNÉES (moyennes mensuelles).							
	I Janvier.	II Avril.	III Juillet.	IV Octobre.	I Janvier.	II Avril.	III Juillet.	IV Octobre.	1952	1953	1954	1955	1956	1957	1958	1959
Indices (salaires et charges) (1).	114	115	116	118	121	»	»	»	»	»	»	»	»	»	109	117
Charges patronales (p. 100 du salaire).	47,76	48,04	47,60	48,10	48,29	»	»	»	38,92	39,94	39,53	40,56	41,47	42,97	45,48	48

(1) Cet indice est calculé mensuellement à partir des rémunérations et des charges sociales obligatoires constatées dans un certain nombre d'entreprises témoins; il tient compte des majorations pour heures supplémentaires, des charges sociales patronales obligatoires, des primes diverses à l'exception de celles à caractère permanent occasionnel.

Sources: Ministère du travail, I. N. S. E. E.

C. — **Evolution du S. M. I. G. dans la région parisienne de 1950 à 1959.**

AVANT septembre 1950.	DE SEPTEMBRE 1950 à mars 1951.	DE MARS 1951 à sept. 1951.	DE SEPTEMBRE 1951 à février 1954.	DE FÉVRIER 1954 à octobre 1954.	D'OCTOBRE 1954 à avril 1955.	D'AVRIL 1955 à août 1957.	D'AOUT 1957 à janvier 1958.	DE JANVIER 1958 à mars 1958.	DE MARS 1958 à juin 1958.	DEPUIS juin 1958.	DEPUIS février 1959.	DEPUIS novembre 1959.
59,50	78	87	100	115	121,50	126	133,45	139,20	144,80	149,25	156	160,15

D. — **Revenus mensuels nets des salariés.**

INDICE DES SALAIRES MENSUELS NETS

(Ensemble professionnels et manœuvres.)

Cet indice calculé par le ministère du travail tient compte des taux de salaire horaire, de la durée du travail, des retenues de sécurité sociale, de la surtaxe progressive, des primes de transport et prestations familiales.

Nouvelle série. (Bases et pondérations modifiées.) (Janvier 1956 = 100.)

DESIGNATION	I — Janvier.	II — Avril.	III — Juillet.	IV — Octobre.
1957				
Zone 0 p. 100:				
Célibataire	111,8	114	118,5	123
Père de deux enfants	108,7	111,1	114,4	117,7
Père de cinq enfants	105,7	107,3	109,5	112,9
Zone 4,44 p. 100:				
Célibataire	109,1	111,1	114,6	118,7
Père de deux enfants	107,2	109,1	111,6	114,6
Père de cinq enfants	105,3	106,5	108,1	111,3
1958				
Zone 0 p. 100:				
Célibataire	125,1	128,4	131	131,9
Père de deux enfants	120,5	123,8	125,7	126,3
Père de cinq enfants	116,6	118,7	120	120,4
Zone 4,44 p. 100:				
Célibataire	121,4	125,8	128,8	129,8
Père de deux enfants	117,8	121,3	123,4	124,1
Père de cinq enfants	115,5	117,7	119	119,4
1959				
Zone 0 p. 100:				
Célibataire	129,5	130,7	136,8	138,6
Père de deux enfants	124,6	126,4	130,9	133,2
Père de cinq enfants	119,3	120,5	123,4	127,9
Zone 4,44 p. 100:				
Célibataire	127,3	130,1	135,4	136,7
Père de deux enfants	122,3	124,9	128,6	130,6
Père de cinq enfants	118,3	119,9	122,3	126,8
1960				
Zone 0 p. 100:				
Célibataire	139,5	143,4	»	»
Père de deux enfants	133,8	136,7	»	»
Père de cinq enfants	128,4	130,3	»	»
Zone 4,44 p. 100:				
Célibataire	138	141,8	»	»
Père de deux enfants	131,6	134,4	»	»
Père de cinq enfants	127,4	129,2	»	»

Source: Ministère du travail.

E. — Salaires agricoles.

1. Nombre de salariés

a) Répartition des permanents par catégories professionnelles (enquête par sondage de l'I. N. S. E. E.).

DÉSIGNATION	ENQUÊTE de 1953.	ENQUÊTE de 1954.	ENQUÊTE de 1955.	ENQUÊTE de 1956.	ENQUÊTE de 1957.
Personnel de direction	2,7	2,5	1,7	1,3 (2)	»
Ouvriers qualifiés (1)	29	28,5	30,5	28,5	30,1
Domestiques, ouvriers agricoles	47,1	47,1	49	51,5	48,9
Servantes de ferme	11,1	11,1	10,1	10,3	11,3
Ouvriers à capacité réduite et jeunes gens	10,1	10,8	8,7	9	8,2
	100	100	100	100	100

(1) Maîtres, valets, fermiers, ouvriers et ouvrières spécialisés.

(2) Nombres absolus pour 1956 (1.000)

	1956	1957
Personnel de direction	7	8
Ouvriers qualifiés	187	175
Domestiques, ouvriers agricoles	341	285
Servantes de ferme	67	66
Ouvriers à capacité réduite et jeunes gens	58	47
Total	660	581

Source: I. N. S. E. E.

2. Revenu global des salariés agricoles

1. 1954-1955 (Salaire moyen.) (Enquête 1956.)

CATÉGORIE PROFESSIONNELLE	LOGÉ et nourri.	LOGÉ seulement.	NOURRI seulement.	NI NOURRI ni logé.
Personnel de direction	(*) 20.140	(*) 34.820	»	(*) 53.650
Maîtres valets et ouvriers spécialisés	16.650	22.790	(*) 17.360	25.500
Domestiques, ouvriers agricoles	12.360	19.480	14.450	21.660
Servantes de ferme et ouvrières spécialisées	9.860	15.570	(*) 13.080	(*) 23.450
Jeunes gens et ouvriers à capacité réduite	5.940	(*) 12.630	(*) 8.050	(*) 13.950
Ensemble	11.720	20.970	14.450	24.030

(*) Les salaires moyens marqués d'un astérisque, se rapportant à des effectifs faibles (inférieurs à une centaine dans l'échantillon), peuvent être entachés d'une forte erreur aléatoire et ne sont donnés qu'à titre indicatif.

Source: I. N. S. E. E.

2. 1955-1956. (Enquête de mars 1957.)

CATÉGORIE PROFESSIONNELLE	MODE DE RÉMUNÉRATION			
	Logé et nourri.	Logé seulement.	Nourri seulement.	Ni nourri ni logé.
Personnel de direction:				
Salaire moyen	(*) 19.430	(*) 35.800	»	(*) 47.670
Effectif	1	4	»	2
Maîtres, valets et ouvriers spécialisés:				
Salaire moyen	19.190	25.590	(*) 20.030	29.040
Effectif	32	69	13	49
Domestiques et ouvriers agricoles:				
Salaire moyen	14.100	22.000	16.410	25.100
Effectif	114	53	33	26
Servantes de ferme et ouvrières:				
Salaire moyen	11.350	(*) 16.210	(*) 16.310	(*) 24.410
Effectif	34	13	3	8
Jeunes gens et ouvriers à capacité réduite:				
Salaire moyen	6.640	13.560	8.970	15.350
Effectif	34	4	5	3
Ensemble:				
Salaire moyen	13.360	23.410	16.750	27.440
Effectif	215	143	54	88

(*) Les salaires moyens marqués d'un astérisque, se rapportant à des effectifs faibles (inférieurs à une centaine dans l'échantillon), peuvent être entachés d'une forte erreur aléatoire, et ne sont donnés qu'à titre indicatif.

3. Enquête avril 1958.

Salaires bruts mensuels moyens en espèces des salariés membres et non membres de la famille de l'exploitant selon le mode de rémunération et la catégorie professionnelle.

CATÉGORIE PROFESSIONNELLE	MODE DE RÉMUNÉRATION			
	Logés et nourris.	Logés seulement.	Nourris seulement.	Ni logés ni nourris.
Personnel de direction	(*) 29.100	(*) 41.360	»	»
Maîtres valets, ouvriers qualifiés et ouvriers spécialisés	22.480	32.690	23.310	32.540
Domestiques de ferme et ouvriers agricoles non spécialisés	16.740	26.450	20.450	28.595
Servantes de ferme, ouvrières spécialisées et non spécialisées	13.450	(*) 21.310	(*) 18.780	(*) 23.570
Jeunes gens de quatorze à dix-sept ans et ouvriers à capacité professionnelle réduite	7.990	(*) 15.350	(*) 10.410	(*) 16.060
Ensemble	15.780	29.630	20.630	30.120

(*) Les salaires moyens marqués d'un astérisque se rapportant à des effectifs faibles peuvent être entachés d'une forte erreur aléatoire et ne sont donnés qu'à titre indicatif.

Source : I. N. S. E. E.

II. — REVENUS DE L'AGRICULTURE

1. Evolution globale

a) *Estimation grossière.*

(En ordre de grandeur de la production nette au coût des facteurs.) (En milliards de francs.)

DÉSIGNATION	1937-1939	1948-1949	1949-1950	1950-1951	1951-1952	1952-1953	1953-1954	1954-1955	1955-1956	1956-1957	1957-1958	1958-1959
Recettes	87	1.405	1.575	1.730	2.030	2.205	2.250	2.305	2.450	2.555	3.070	3.155
Dépenses	18,5	355	400	460	580	605	625	670	745	845	985	1.040
Revenu net	68,3	1.050	1.175	1.270	1.450	1.600	1.625	1.635	1.705	1.710	2.085	3.115

DÉFINITIONS

Recettes = valeur des ventes de l'agriculture aux autres secteurs économiques + valeur des produits récoltés et consommés à la ferme.
Dépenses = valeur des achats de matières, services et biens d'équipement par l'agriculture aux autres secteurs de l'économie.
Revenu net ou balance de trésorerie = recettes — dépenses.

N. B. — Autoconsommation :

1937-1939	18,5	1951-1952	385	1955-1956	440
1948-1949	315	1952-1953	415	1956-1957	465
1949-1950	325	1953-1954	405	1957-1958	530
1950-1951	335	1954-1955	400	1958-1959	520

b) *Répartition du revenu net*

(En ordre de grandeur, avec une marge d'erreur importante.)

DÉSIGNATION	1937-1939	1948-1949	1949-1950	1950-1951	1951-1952	1952-1953	1953-1954	1954-1955	1955-1956	1956-1957	1957-1958	1958-1959
Propriétaires	7	110	110	120	155	(1) 160	(2) 150	(3) 130	(5) 125	140	130	145
Salariés	10,5	150	160	175	205	215	225	240	245	235	285	300
Exploitants	44,5	790	905	975	1.090	1.225	1.250	1.270	(4) 1.335	1.315	1.670	1.670

(1) Impôt foncier : 20 milliards.
(2) Impôt foncier : 22 milliards.
(3) Impôt foncier : 23 milliards.
(4) Compte non tenu de la sécurité sociale.
(5) Impôt foncier : 25 milliards.

Source : I. N. S. E. E.

c) *Evolution des ressources agricoles et des revenus non agricoles.*

	1949	1950	1951	1952	1953	1954	1955	1956	1957	1958
Comptes de l'agriculture.										
Recettes (en milliards de francs courants)	1.525	1.650	1.880	2.120	2.230	2.275	2.375	2.500	2.810	3.110
Recettes moins dépenses (en milliards de francs courants)	1.140	1.225	1.360	1.525	1.610	1.630	1.670	1.710	1.900	2.100
Revenus (1) (en milliards de francs 1949)	1.140	1.155	1.070	1.055	1.120	1.125	1.140	1.125	1.210	1.185
Indice du revenu (base 100 en 1949)	100	101	94	92	99	99	101	99	107	104
Indice du revenu par personne active	100	103	97	97	106	107	113	113	125	124
Comptes nationaux.										
Indice du produit net, en francs constants (base 100 en 1949)	100	108	110	113	119	125	132	140	149	152
Indice du produit par habitant	100	107	108	109	115	120	126	132	139	141
Indice du produit par « non agriculteur »	100	108	111	122	117	123	129	137	142	146

(1) Recettes — dépenses + investissements nets. Les revenus des salariés et des propriétaires sont compris dans ce total.

Source: I. N. S. E. E.

2. Recettes de l'agriculture

(En milliards de francs.)

a) *Evolution du montant des recettes de l'agriculture.*

PRODUITS	1952-1953	1953-1954	1954-1955	1955-1956	1956-1957	1957-1958
Produits végétaux.						
Blé	230	255	280	250	200	235
Betteraves industrielles	50	60	53	52	44	64
Pommes de terre	80	58	36	57	59	95
Légumes frais	160	155	165	210	180	220
Légumes secs	10	10	10	10	12	12
Fruits	75	70	75	70	85	95
Vin	165	200	185	200	220	335
Autres produits végétaux	105	90	90	100	135	100
Total produits végétaux	875	900	895	950	935	1.155
Produits animaux.						
Viande	615	625	700	740	810	1.000
Produits laitiers	440	460	430	455	500	560
Volailles et lapins	150	145	150	165	185	200
Œufs	115	110	120	130	115	140
Autres produits animaux	10	10	10	10	10	15
Total produits animaux	1.330	1.350	1.410	1.500	1.620	1.945
Total général	2.205	2.250	2.305	2.450	2.555	3.070
			2.200 à 2.700			

Source: I. N. S. E. E.

b) *Part des principales productions dans les recettes de l'agriculture.*

PRODUITS	MOYENNE DE:					
	1937-1938 et 1938-1939	1953-1954	1954-1955	1955-1956	1956-1957	1957-1958
Viande	22,5	22	30,5	30	31,5	32,5
Blé	17	11,5	12	10	8	7,5
Lait	13,5	20,5	18,5	18,5	19,5	18
Vin	11,5	9	8	8	8,5	11
Volailles et œufs	11,5	11,5	11,5	12	11,5	11
Légumes	9,5	7,5	7,5	9	7,5	7,5
Pommes de terre	4	2,5	1,5	2,5	2,5	3
Fruits	3,5	3,5	3,5	3,5	3,5	3
Betteraves industrielles	2,5	2,5	2,5	2,5	1,5	2

Source: I. N. S. E. E.

3. Dépenses de l'agriculture

a) *Analyse détaillée des dépenses de* 1937-1938 *à* 1952-1953. (En milliards de francs.)

N. B. — Erreur possible en plus ou en moins de l'ordre d'au moins 20 p. 100 (évaluations).

DÉSIGNATION	1937-1938	1938-1939	MOYENNE 1937-1938 et 1938-1939	1948-1949	1949-1950	1950-1951	1951-1952	1952-1953	1953-1954	1954-1955	1955-1956
1° *Matières.*											
Semences	0,35	0,35	0,35	9	8	9	13	15	15	»	20
Alimentation du bétail	4,0	3,8	3,9	40	55	60	80	82	70	»	90
Engrais	2,7	3,15	2,9	55	60	70	90	90	110	125	(145)
Antiparasitaires	0,5	0,45	0,5	5	8	10	18	16	18	17	45 à 50
Carburants	0,35	0,45	0,4	19	30	28	30	30	35	»	»
Electricité	0,15	0,15	0,15	5	6	7	10	15	15	»	»
Ficelle-lieuse	0,15	0,15	0,15	6	6	7	11	11	5	»	»
Divers	0,3	0,3	0,3	5	7	8	10	10	10	»	»
Total (environ)	8,5	8,8	8,65	145	180	200	260	270	280	»	320
2° *Travaux et services.*											
Battages	0,5	0,85	0,7	10	11	13	15	17	19	»	(20)
Entretien	3,8	4,25	4,0	70	70	85	100	105	105	»	(30)
Assurances	0,8	0,9	0,9	12	18	20	25	25	27	»	(35)
Echanges bétail	0,7	0,7	0,7	20	15	20	25	30	25	»	»
Vétérinaires	0,3	0,3	0,3	6	8	10	13	15	15	»	»
Frais généraux et divers	0,4	0,4	0,4	6	8	10	10	10	10	»	»
Total (environ)	6,5	7,4	7,0	125	130	160	190	200	200	»	230
3° *Renouvellement* (1).											
Bâtiments et capital d'exploitation (1)	3,5	3,1	3,3	85	80	90	120	120	130	140	175
Total général (environ)	18,5	19,3	18,9	355	390	450	570	590	610	650	725

(1) Les dépenses relatives aux bâtiments, véhicules, etc., ont été grossièrement réparties avec l'entretien et le renouvellement.

Source: I. N. S. E. E.

b) *Répartition des dépenses.*

1° Répartition des dépenses (en pourcentage).

DÉSIGNATION	1937-1938	1938-1939	MOYENNE avant guerre	1948-1949	1949-1950	1950-1951	1951-1952	1952-1953	1953-1954	1954-1955	1955-1956
Matières	46	46	46	41	46	44	46	46	46	»	44
Travaux et services	35	38	37	35	33	36	33	34	33	»	32
Renouvellement (bâtiments et capital d'exploitation)	19	16	17	24	21	20	21	20	19	21	24

On ne note pas de changement important par rapport à l'avant-guerre dans la répartition des dépenses de l'agriculture, abstraction faite des campagnes 1945-1946 à 1947-1948, période de pénurie des produits industriels nécessaires à l'agriculture.

Source: I. N. S. E. E.

2° Proportions des principaux postes dans le total des dépenses (en pourcentage).

DÉSIGNATION	1937-1938	1938-1939	MOYENNE avant guerre	1948-1949	1949-1950	1950-1951	1951-1952	1952-1953	1953-1954	1954-1955	1955-1956
Alimentation du bétail	22	20	21	11	14	13	14	14	11,5	»	12,5
Engrais	15	16	15	16	15	16	16	15	18	19	20
Carburants	2	2	2	5	8	6	5	5	5,5	»	»
Machines agricoles et tracteurs	10	8	9	17	14	13	14	14	14,5	14,5	»

Source: I. N. S. E. E.

VI. — COMPTABILITE NATIONALE

1. Produit national.

(En milliards de francs courants.)

DÉSIGNATION	1938	1949	1950	1951	1952	1953	1954	1955	1956	1957	1958 (1)
Production nationale	»	7.710	8.810	10.810	12.800	13.300	14.030	15.180	16.490	18.430	20.990
Services rendus par les salariés des ménages et aministrations privées	»	120	120	160	190	200	220	230	260	290	320
Services rendus par les salariés des administrations	»	730	900	1.110	1.320	1.390	1.480	1.550	1.770	1.960	2.210
Autres éléments du produit national	»	40	40	30	30	40	60	60	70	60	50
= Produit national brut au prix du marché	444	8.600	9.850	12.110	14.340	14.930	15.790	17.020	18.590	20.740	23.570
— Amortissements	— 47	— 880	— 950	— 1.240	— 1.470	— 1.480	— 1.510	— 1.540	— 1.650	— 1.800	— 2.020
= Produit national net au prix du marché	397	7.720	8.900	10.870	12.870	13.450	14.280	15.480	16.940	18.940	21.550
— Impôts indirects nets de subventions	— 41	— 1.090	— 1.380	— 1.800	— 2.170	— 2.260	— 2.430	— 2.510	— 2.710	— 3.100	— 3.640
= Produit national net au coût des facteurs ou revenu national	356	6.630	7.520	9.070	10.700	11.190	11.850	12.970	14.230	15.840	17.910

(1) Chiffres provisoires.

Source: Commission des comptes de la nation.

2. Produit national.

(En francs constants.)

DÉSIGNATION	AUX PRIX DE 1954									
	1949	1950	1951	1952	1953	1954	1955	1956	1957 (1)	1958 (1)
Production nationale	11.170	12.070	12.510	12.770	13.320	14.030	14.970	15.620	16.600	19.660
Services rendus par les salariés des ménages et des administrations	210	210	210	210	220	230	230	230	260	260
Services rendus par les salariés des administrations	1.330	1.310	1.380	1.460	1.450	1.480	1.470	1.660	1.770	1.830
Autres éléments du produit national	30	20	30	30	40	60	70	80	60	60
= Produit national brut aux prix du marché	12.740	13.670	14.130	14.470	15.030	15.790	16.740	17.610	16.690	19.110

(1) Chiffres provisoires.

Source: Commission des comptes de la nation.

3. Revenu national et revenu disponible.

(En milliards de francs constants.)

DÉSIGNATION	1938	1949	1950	1951	1952	1953	1954	1955	1956	1957	1958
Rémunération des salariés	184	3.580	4.010	5.090	6.110	6.080	6.930	7.510	8.440	9.420	10.690
Revenus nets de la propriété et de l'entreprise allant aux ménages	(2) 170	2.710	3.130	3.550	4.080	4.160	4.300	4.070	5.020	5.430	6.130
Revenus nets de la propriété et de l'entreprise allant aux sociétés	(2) 14	360	410	460	550	670	650	810	810	1.110	1.230
Revenus nets de la propriété et de l'entreprise allant aux administrations	(3) 12	— 40	— 50	— 40	— 80	— 50	— 70	— 70	— 100	— 180	— 200
Transferts divers	»	20	20	30	30	30	40	50	60	60	60
Revenu national net	356	6.630	7.520	9.070	10.700	11.190	11.850	12.970	14.230	15.840	17.910
Impôts directs	»	— 410	— 540	— 600	— 670	— 810	— 790	— 810	— 990	— 1.190	— 1.550
Revenu national net disponible après impôts	»	= 6.220	= 6.980	= 8.470	= 10.030	= 10.380	= 11.060	= 12.160	= 13.240	= 14.650	= 16.360
+ Impôts allant aux administrations	»	+ 1.500	+ 1.920	+ 2.400	+ 2.840	+ 3.070	+ 3.220	+ 3.320	+ 3.700	4.290	5.490
± Solde de transferts et prêts du reste du monde	»	+ 150	+ 40	+ 180	+ 230	+ 90	— 20	— 90	+ 390	420	220
Disponibilités nationales nettes ou dépense nationale brute	»	= 7.870	= 8.940	= 11.050	= 13.100	= 13.540	= 14.260	= 15.390	= 17.330	19.360	21.770
+ Amortissements	»	+ 880	+ 950	+ 1.240	+ 1.470	+ 1.480	+ 1.510	+ 1.540	+ 1.650	1.800	2.020
Disponibilités nationales brutes ou dépense nationale brute	»	= 8.750	= 9.890	= 12.290	= 14.570	= 15.020	= 15.770	= 16.930	= 18.980	21.160	23.790

(1) Chiffres provisoires. — (2) Après payement des impôts directs sur les entreprises. — (3) Y compris les impôts directs versés par les entreprises.

Source: Commission des comptes de la nation.

4. Dépense nationale.

(En milliards.)

DÉSIGNATION	1938	1949	1950	1951	1952	1953	1954	1955	1956	1957	1958 (1)
a) *En francs courants.*											
Consommation des ménages	328	5.960	6.760	8.390	9.730	10.180	11.700	11.460	12.690	13.990	15.730
+ Consommation des administrations publiques	58	1.110	1.340	1.720	2.240	2.350	2.370	2.370	2.730	3.040	3.290
+ Formation brute de capital	59	1.680	1.790	2.180	2.600	2.490	2.700	3.100	3.560	4.130	4.770
= Dépense nationale brute	445	8.750	8.890	12.290	14.570	15.020	15.770	16.930	18.980	21.160	23.790
± Cessions nettes des biens et services au reste du monde	— 1	— 150	— 40	— 180	— 230	— 90	+ 20	+ 90	— 390	— 420	— 220
= Produit national brut aux prix du marché	= 445	= 8.600	= 9.850	= 12.110	= 14.340	= 14.930	= 15.790	= 17.020	= 18.590	= 20.740	= 23.570
b) *En francs constants.*											
Au prix de 1954.											
Consommation des ménages	8.320	8.560	9.140	9.510	9.770	10.300	10.700	11.320	12.040	12.080	12.660
± Consommation des administrations publiques	1.370	1.930	2.030	2.100	2.380	2.400	2.370	2.300	2.690	2.760	2.740
+ Formation brute de capital	1.470	2.570	2.580	2.560	2.570	2.480	2.700	3.060	3.360	3.630	3.900
= Dépense nationale brute	11.160	13.060	13.750	14.170	14.720	15.180	15.770	16.680	17.990	19.070	19.300

(1) Chiffres provisoires.

Source: Commission des comptes de la nation.

5. Evolution du revenu national de 1901 à 1953.

M. A. Sauvy a présenté, dans son rapport au Conseil économique de mars 1954, une évaluation en francs constants 1938 des chiffres du revenu national estimés par les années 1901 à 1913.

« Pour les années 1938 et 1948 à 1952, ont été utilisés les chiffres du produit national net malgré les critiques que soulèvent ces chiffres. Pour les années 1921 à 1947, les chiffres calculés par le commissariat au plan, il s'agit cette fois de la production nette au coût des facteurs, il aurait mieux valu suivre la même série qu'après 1949, les éléments n'en ont pas été retrouvés. Les chiffres ont été raccordés en tout cas de façon à assurer une bonne comparabilité. Mais il est possible que de 1921 à 1938, une légère distorsion ait résulté de la non-identité des définitions.

« Enfin pour 1901 à 1913, il s'agit de calculs personnels correspondant à la notion de production brute. Le raccord a été fait d'après les données directes de 1913 à 1938.

« Telle qu'elle est, la série n'est donc pas absolument homogène. Elle donne cependant une idée du développement de la richesse française depuis le début du siècle. »

Evolution du revenu national de 1901 à 1953.

ANNÉES	EN milliards de francs 1936.	BASE 100 en 1913.	BASE 100 en 1929.	BASE 100 en 1938.	REVENU par tête (en milliers de francs 1938).	ANNÉES	EN milliards de francs 1936.	BASE 100 en 1913.	BASE 100 en 1929.	BASE 100 en 1938.	REVENU par tête (en milliers de francs 1938).
1901	242	73	»	»	5,5	1931	428	130,5	91,5	»	10.2
1902	240	73,1	»	»	5,8	1932	398	121,3	87,8	»	9,5
1903	247	75,3	»	»	6	1933	400	121,9	88,2	»	9,5
1904	267	81,4	»	»	6,5	1934	392	119,5	86,5	»	9,3
1905	264	80,5	»	»	6,4	1935	375	114,3	82,7	»	8,9
1906	270	82,3	»	»	6,5	1936	371	113,1	81,8	»	8,8
1907	277	84,5	»	»	6,7	1937	384	117	85	»	9,1
1908	279	85,1	»	»	6,7	1938	380	115,8	83,9	100	9
1909	288	87,8	»	»	6,9	1939	407	124,1	89,8	107	9,7
1910	288	87,8	»	»	6,9	1940	336	102,4	74,2	88,4	8,2
1911	300	91,5	»	»	7,2	1941	266	81	58,7	70	6,7
1912	328	100	»	»	7,8	1942	238	72,6	52,5	62,6	6
1913	328	100	»	»	7,8	1943	226	68,9	49,9	59,5	5,8
1920	270	82,3	»	»	6,9	1944	191	58,2	42,1	50,3	4,9
1921	250	76,2	»	»	6,3	1945	207	63,1	45,7	54,4	5,2
1922	304	92,7	»	»	7,7	1946	315	96	69,5	82,9	7,8
1923	329	100,3	»	»	8,2	1947	341	104	75,2	89,7	8,4
1924	381	116,1	»	»	9,4	1948	366	111,6	80,7	96,2	8,8
1925	384	117,1	»	»	9,5	1949	414	126,2	91,4	109	9,9
1926	401	122,2	»	»	9,8	1950	447	136,2	98,7	117,6	10,6
1927	387	118	»	»	9,4	1951	462	140,8	102	121,6	10,9
1928	410	125	»	»	9,9	1952	470	143,3	103,8	123,7	11
1929	453	138,1	100	»	10,9	1953	475	144,8	104,8	125	11,1
1930	447	136,3	98,7	»	10,7						

Source: C. E., rapport M. A. Sauvy, mars 1953.

VII. — CONSOMMATION

1. Evolution de la consommation en 1956 et 1957.

DÉSIGNATION	1956	1957		1958	1959	
	Milliards de francs courants.	Milliards de francs courants.	Milliards de francs prix 1956.	Milliards de francs courants.	Milliards de francs courants.	Milliards de francs prix 1958.
0. Produits agricoles	1.281	1.301	1.309	»	»	»
1. Produits des industries alimentaires	3.676	3.914	3.803	»	»	»
2. Energie	562	611	563	»	»	»
3. Produits des industries des métaux	796	899	869	»	»	»
4. Produits des industries chimiques	455	502	505	»	»	»
5. Textiles et cuirs	1.764	1.972	1.889	»	»	»
6. Produits des industries diverses	975	1.122	1.073	»	»	»
7. Bâtiment et travaux publics	107	128	116	»	»	»
8. Transports et télécommunications	324	356	346	»	»	»
9. Services	2.211	2.443	2.345	»	»	»
Totaux	12.151	13.248	12.818	15.128	16.036	15.206

Source : Projet de loi de finances pour 1958 (rapport économique).

2. Consommation des administrations.

(En milliards de francs.)

DÉSIGNATION	DÉPENSES MILITAIRES			DÉPENSES CIVILES		
	1955	1956	1957	1955	1956	1957
Bâtiments et travaux publics	35	45	46	143	152	198
Produits des industries des métaux	309	404	(1) 478	22	26	26
Autres produits	105	132	161	155	173	161
Totaux (2)	449	581	685	320	351	385

(1) Sur les 74 milliards d'augmentation de ce poste de 1956 à 1957, 43 apparaissent dans les mouvements divergents du solde du compte des fabrications d'armement (créditeur de 13 en 1956, débiteur de 30 en 1957).

(2) Total en 1958 : 1.051 milliards de francs courants. — Total en 1959 : 2.222 milliards de francs courants ; 1.141 milliards de francs, prix 1958.

Source : Projet de loi de finances pour 1958 (rapport économique).

3. Consommation territoriale, aux prix de 1954.
(En milliards de francs.)

DESIGNATION	1950	1951	1952	1953	1954	1955	1956	1957	1958
1. Alimentation et boissons:									
11. Produits à base de céréales	479	511	507	529	538	537	559	570	565
12. Légumes	504	495	480	493	496	518	514	518	532
13. Fruits	274	289	313	319	300	330	292	327	352
14. Viandes, volailles, œufs, poissons	1.206	1.236	1.333	1.438	1.511	1.593	1.655	1.688	1.691
15. Lait, fromages	361	379	369	379	400	413	418	430	448
16. Corps gras	364	384	375	415	437	449	471	491	497
17. Produits à base de sucre et de cacao	171	183	187	209	225	233	263	280	276
18. Produits alimentaires divers	44	45	47	50	50	51	56	55	56
19. Boissons	750	816	835	848	855	883	914	941	888
Total Alimentation et boissons	4.153	4.338	4.436	4.680	4.812	5.007	5.142	5.300	5.325
2. Habillement	1.212	1.325	1.334	1.386	1.426	1.526	1.643	1.770	1.712
3. Habitation	1.328	1.424	1.454	1.490	1.574	1.707	1.851	2.005	1.988
4. Hygiène et soins	500	540	586	642	683	721	814	887	917
5. Transports et communications	539	624	678	687	746	824	881	903	944
6. Culture, loisirs, distractions	606	641	645	671	688	745	811	883	906
7. Hôtels, cafés, restaurants	312	350	370	383	384	403	412	423	421
8. Consommations diverses	188	201	212	222	230	245	264	279	262
Total Consommations non alimentaires	4.685	5.105	5.279	5.481	5.731	6.171	6.676	7.150	7.150
Consommation territoriale totale	8.838	9.443	9.725	10.161	10.543	11.178	11.878	12.450	12.475

Source: C. R. E. D. O. C.

4. Consommation territoriale, aux prix de 1954.
(Répartition en pourcentage.)

DESIGNATION	1950	1951	1952	1953	1954	1955	1956	1957	1958
1. Alimentation et boissons:									
11. Produits à base de céréales	5,4	5,4	5,2	5,2	5,1	4,8	4,7	4,6	4,5
12. Légumes	5,7	5,2	4,9	4,9	4,7	4,6	4,4	4,2	4,4
13. Fruits	3,1	3,1	3,2	3,1	2,9	3	2,5	2,6	2,8
14. Viandes, volailles, œufs, poissons	13,7	13,1	13,7	14,2	14,3	14,2	14	13,6	13,6
15. Lait, fromages	4,1	4	3,8	3,7	3,8	3,7	3,5	3,5	3,6
16. Corps gras	4,1	4,1	3,9	4,1	4,1	4	4	3,9	4
17. Produits à base de sucre et de cacao	1,9	1,9	1,9	2	2,1	2,1	2,2	2,2	2,2
18. Produits alimentaires divers	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,4	0,5
19. Boissons	8,5	8,6	8,6	8,4	8,1	7,9	7,7	7,6	7,1
Total Alimentation et boissons	47	45,9	45,7	46,1	45,6	44,8	43,5	42,6	42,7
2. Habillement	13,7	14,1	13,7	13,6	13,5	13,6	13,9	14,2	13,7
3. Habitation	15	15,1	15	14,7	14,9	15,3	15,7	16,6	15,9
4. Hygiène et soins	5,7	5,7	6	6,3	6,5	6,5	6,9	7,1	7,3
5. Transports et communications	6,1	6,6	7	6,7	7,1	7,4	7,5	7,3	7,6
6. Culture, loisirs, distractions	6,9	6,8	6,6	6,6	6,5	6,6	6,9	7,1	7,3
7. Hôtels, cafés, restaurants	3,5	3,7	3,8	3,8	3,7	3,6	3,5	3,4	3,4
8. Consommations diverses	2,1	2,1	2,2	2,2	2,2	2,2	2,2	2,2	2,1
Total Consommations non alimentaires	53	54,1	54,3	53,9	54,4	55,2	56,5	57,4	57,3
Consommation territoriale totale	100	100	100	100	100	100	100	100	100

Source: C. R. E. D. O. C.

B. — DONNEES ETRANGERES COMPARATIVES

CADRE DE PRESENTATION

N. B. — Les chiffres entre parenthèses ont un caractère provisoire.

Pages.

1° *Population:*

a) Taux de natalité et de mortalité dans quelques pays. 624
b) Estimation de la population totale pour quelques pays ... 624

2° *Production:*

a) Résultats agricoles ... 625
b) Production industrielle ... 629

3° *Activité de la main-d'œuvre:*

a) Indice de l'emploi ... 634
b) Durée hebdomadaire du travail ... 634
c) Chômage ... 635

4° *Commerce extérieur:*

a) Indices du quantum ... 635
b) Indices de valeur unitaire ... 635
c) Pourcentage de couverture des importations par les exportations ... 636
d) Balance des paiements ... 636

5° *Transports:*

a) Transports ferroviaires ... 637
b) Flotte marchande mondiale ... 637
c) Tonnage marchand en construction dans le monde au 1er juillet 1959 ... 637
d) Flotte pétrolière mondiale aux 1er juillet 1958 et 1er janvier 1959 ... 637
e) Transports aériens ... 637
f) Parc automobile ... 638

6° *Prix et coût de la vie:*

a) Indices des prix de gros ... 638
b) Indices du coût de la vie ... 638
c) Prix agricoles et prix généraux ... 638
d) Indices des matières premières ... 639
e) Rapport prix reçus/prix payés par les agriculteurs ... 639

Pages.

7° *Salaires et revenus:*

Gains dans les industries manufacturières ... 639

8° *Consommation:*

a) Répartition des dépenses de consommation privée dans quelques pays ... 640
b) Laine (consommation mondiale) ... 641
c) Coton (consommation mondiale) ... 641
d) Acier (consommation apparente) ... 641
e) Consommation d'énergie par habitant ... 641
f) Consommation de produits pétroliers ... 641
g) Sucre centrifugé, consommation par habitant, par région 1957-1958 et éléments de comparaison ... 641

9° *Commerce intérieur* ... 642

10° *Données monétaires et financières:*

a) Cours des changes ... 642
b) Réserves or-devises ... 643
c) Cours des actions industrielles ... 643
d) Comptes budgétaires et dette publique dans quelques pays ... 644

11° *Revenu national:*

a) Estimation du revenu national de 1948 à 1958 ... 644
b) Répartition du revenu national ... 645
c) Origine par branche d'activité du produit intérieur brut ... 646
d) Dépense imputée au produit intérieur brut ... 647

12° *Logement et construction:*

a) Evolution de la construction de logements dans quelques pays ... 649
b) Indices des prix de gros des matériaux de construction ... 649

1° POPULATION

a) Taux de natalité et de mortalité dans quelques pays. (P. 1.000.)

PAYS	1938		1954		1958		1959	
	N	M	N	M	N	M	N	M
Allemagne occidentale	19,7	11,4	16,1	10,6	17	10,8	17,6	10,8
Australie	17,5	9,6	22,5	9,1	22,6	8,5	22,6	8,9
Autriche	13,9	14	14,9	12,1	17,1	12,2	17,6	12,5
Belgique	16	13,2	16,8	11,9	17,1	11,7	17,3	11,9
Canada	20,7	9,7	28,5	8,2	27,6	7,9	27,9	8,1
Espagne	20,1	19,3	20	9,1	21,9	8,7	21,8	9
France	14,9	15,8	19,8	12,1	18,1	11,2	»	»
Italie	(1) 23,8	14,1	18,2	9,2	17,9	9,4	18,4	9,3
Pays-Bas	20,5	8,5	21,6	7,5	21,1	7,5	21,3	7,1
Royaume-Uni	15,5	11,8	15,6	11,4	16,8	11,7	16,9	11,6
Suède	14,9	11,5	14,6	9,6	14,2	9,6	14,1	9,5
U. S. A.	17,6	10,6	24,9	9,2	24,3	9,5	24,1	9,4

(1) Territoire d'avant guerre.

Source: O. N. U.

b) Estimation de la population totale pour quelques pays.

(En millions.)

PAYS	ANNÉES				
	1938	1946	1949	1958	1959
Allemagne occidentale	(1)	43,93	47,1	52,1	52,8
Allemagne orientale	(1)	16,89	17,68	16,2	»
Argentine	13,72	15,65	16,74	20,25	20,61
Australie	6,90	7,46	7,90	9,85	10,1
Autriche	6,76	7	6,94	7,02	»
Belgique	8,37	8,36	8,61	9,05	»
Brésil	39,48	47,31	50,77	62,72	64,22
Bulgarie	6,25	7	7,21	7,73	7,79
Canada	11,45	12,62	13,45	17,05	17,4
Chili	4,91	5,64	5,96	7,3	7,5
Chine	(2)	»	(2) 536,4	669	»
Egypte	16,29	18,79	19,88	24,8	»
Espagne	25,28	27,01	27,65	29,7	29,9
Grèce	7,12	»	7,48	8,2	»
France	41,10	40,28	41,40	44,6	45
Hongrie	9,17	9,04	9,25	9,86	9,92
Inde	307,69	340,80	353,83	397,5	402,5
Indonésie	68,41	»	74,80	86,9	89,6
Iran	»	17,41	18,46	19,68	20,2
Italie	42,98	45,29	46,31	48,73	49,5
Japon	70,53	75,80	81,3	91,76	92,74
Mexique	19,07	23,18	25,13	32,35	33,30
Pakistan	(6)	»	74,25	85,63	86,82
Pays-Bas	8,68	9,42	9,96	11,2	11,3
Pologne	»	23,96	24,41	28,8	»
Portugal	7,50	8,12	8,33	9	9,05
Roumanie	15,75	15,8	16,05	18,06	»
Suède	6,30	6,72	6,95	7,41	7,45
Suisse	4,19	4,41	4,64	5,18	5,23
Thaïlande	14,75	17,04	18,14	21,47	21,9
Turquie	(3) 17,02	19,20	20,48	26,2	26,9
Royaume-Uni	47,49	49,22	50,36	51,68	52
U. R. S. S.	(4)	»	»	»	208,8
U. S. A.	129,97	141,39	149,18	174,8	177,7
Yougoslavie	15,38	»	16,13	18,2	18,4
Monde	2.560	2.603	2.647	(5) 2.852	»

N. B. — On a retenu les principaux pays dont la population était dans l'ensemble égale à au moins 5 millions d'habitants.

(1) Population totale de l'ensemble de l'Allemagne en 1939: 59.657 millions d'habitants.
(2) Population de la Chine en 1937: 452,5 millions d'habitants, et en 1948: 456,8.
(3) Estimation au 1er octobre 1937-1938: non compris le Habay (environ 204.000 habitants au moment du transfert).
(4) Population de l'U. R. S. S. en 1939: 170,5 millions d'habitants.
(5) Estimations pour les années précédentes non ajustées aux informations plus récentes.

Source: O. N. U.

2° PRODUCTION

a) Résultats agricoles.

1. INDICES DE LA PRODUCTION AGRICOLE PAR RÉGION

a) *Production alimentaire.* (1952-1953, 1956-1957 = 100.)

RÉGIONS	AVANT GUERRE	1948-1949 1952-1953	1955-1956	1957-1958	1958-1959 (1)
Europe occidentale	83	87	102	107	108
Amérique du Nord	66	91	101	104	110
Amérique latine	70	89	101	110	112
Extrême-Orient (Chine exclue)	85	87	103	105	107
Proche-Orient	72	84	101	111	110
Afrique	72	88	101	101	104
Océanie	83	93	104	96	111
Ensemble des régions	»	88	102	108	113

(1) Chiffres préliminaires.

b) *Production agricole totale.* (1952-1953, 1956-1957 = 100.)

RÉGIONS	AVANT GUERRE	1948-1949 1952-1953	1955-1956	1957-1958	1958-1959 (1)
Europe occidentale	83	87	102	107	108
Amérique du Nord	68	92	101	101	107
Amérique latine	73	89	103	111	114
Extrême-Orient (Chine exclue)	86	87	103	105	108
Proche-Orient	72	84	101	110	112
Afrique	70	87	101	103	106
Océanie	78	90	104	100	110
Ensemble des régions	»	88	103	107	112

(1) Chiffres préliminaires.

c) *Production alimentaire par personne.* (1952-1953, 1956-1957 = 100.)

RÉGIONS	AVANT GUERRE	1948-1949 1952-1953	1955-1956	1957-1958	1958-1959 (1)
Europe occidentale	93	89	101	104	105
Amérique du Nord	85	98	99	99	102
Amérique latine	104	97	99	103	102
Extrême-Orient (Chine exclue)	108	92	102	100	101
Proche-Orient	94	89	99	104	102
Afrique	95	96	99	96	97
Océanie	110	102	102	90	102
Ensemble des régions	»	94	101	103	106

(1) Chiffres préliminaires.

d) *Production agricole totale par personne.* (1952-1953, 1956-1957 = 100.)

RÉGIONS	AVANT GUERRE	1948-1949 1952-1953	1955-1956	1957-1958	1958-1959 (1)
Europe occidentale	93	89	102	104	105
Amérique du Nord	87	99	99	96	99
Amérique latine	109	98	100	103	103
Extrême-Orient (Chine exclue)	111	92	102	100	101
Proche-Orient	94	90	99	104	104
Afrique	92	94	99	98	99
Océanie	104	99	102	94	101
Ensemble des régions	»	94	101	102	105

(1) Chiffres préliminaires.

2. Indices de la production agricole pour quelques pays

(1952-1953, 1956-1957 = 100.)

PAYS	1952-1953	1955-1956	1957-1958	1958-1959
Allemagne occidentale	95	100	105	(109)
Australie	98	104	95	(120)
Autriche	91	103	110	(121)
Belgique-Luxembourg	94	107	106	(112)
Canada	111	99	91	(96)
Danemark	99	97	110	(110)
Espagne	101	98	109	(110)
France	91	104	103	(105)
Italie	91	105	102	(114)
Pays-Bas	99	103	105	(110)
Royaume-Uni	96	99	108	(105)
Suède	104	91	100	(94)
Suisse	100	99	101	113
U. S. A.	98	101	103	112

Source: O. N. U.

3. Céréales

a) *Blé.*

(1.000 tonnes.)

PAYS	1934-1938	1949	1954	1957	1958	1959
Allemagne occidentale	2.505	2.471	2.983	3.843	3.693	4.495
Australie	4.200	5.939	4.589	2.656	5.854	4.627
Autriche	417	350	452	574	549	588
Belgique	450	596	589	766	797	793
Canada	7.170	9.999	8.407	10.492	10.117	11.254
Espagne	(1) 4.364	2.580	4.798	4.911	4.550	4.840
France	8.143	8.082	10.566	11.082	9.601	11.551
Italie	7.254	7.020	7.283	8.478	9.845	8.466
Pays-Bas	430	425	397	393	402	504
Royaume-Uni	1.743	2.239	2.828	2.726	2.755	2.831
Suède	696	698	1.021	711	598	872
U. S. A.	19.476	31.262	26.778	25.873	39.782	30.704
U. R. S. S.	38.090	»	»	58.100	76.600	»
Europe	42.300	»	45.980	53.940	50.960	55.410
Monde (U. R. S. S. exclue)	128.600	139.200	152.200	163.100	180.000	»

Source: O. N. U. (F. A. O.).

b) *Avoine.*

Production (1.000 tonnes).

PAYS	1948-1952	1954	1957	1958	1959
Allemagne occidentale	2.500	2.473	2.228	2.149	2.020
Australie	560	596	570	1.308	794
Autriche	275	334	340	333	311
Belgique	483	452	454	443	426
Canada	6.328	4.731	5.870	6.183	6.445
Espagne	519	526	535	519	569
France	3.393	3.574	2.579	2.637	2.825
Italie	495	546	582	569	541
Pays-Bas	419	465	505	446	347
Royaume-Uni	2.852	2.479	2.179	2.172	2.222
Suède	804	863	847	894	954
U. S. A.	18.970	20.460	18.883	20.643	15.609
U. R. S. S.	»	»	»	»	»
Europe	19.970	19.440	18.560	18.160	18.000
Monde (U. R. S. S. exclue)	49.100	50.100	47.800	53.330	47.700

Source: O. N. U. (F. A. O.).

c) *Orge.*

Production (1.000 tonnes).

PAYS	1948-1952	1954	1957	1958	1959
Allemagne occidentale	1.397	1.920	2.504	2.414	2.834
Australie	531	667	691	1.349	726
Autriche	210	312	392	335	405
Belgique	244	247	296	318	399
Canada	4.282	3.821	4.703	5.329	4.911
Espagne	1.909	2.205	1.881	1.778	2.050
France	1.534	2.525	3.626	3.892	4.922
Italie	258	278	296	296	279
Pays-Bas	202	207	292	315	281
Royaume-Uni	2.060	2.280	3.004	3.224	4.103
Suède	231	361	557	659	703
U. S. A.	5.843	8.257	9.518	10.243	8.893
U. R. S. S.	»	»	»	»	»
Europe	15.050	18.030	22.860	22.540	25.200
Monde (U. R. S. S. exclue)	52.500	67.200	69.100	75.100	77.000

Source: O. N. U. (F. A. O.).

d) *Maïs.*

(En millions de tonnes.)

PAYS	1934-1938 (moyenne)	1949	1954	1957	1958	1959
Argentine	7,9	8,4	2,5	4,8	4,9	»
Brésil	5,68	6,16	6,7	7,4	7,7	»
France	0,54	0,19	0,9	1,4	1,7	1,8
Italie	3	2,21	2,96	3,5	3,7	3,8
Roumanie	4,03	»	»	6,3	3,6	»
U. R. S. S.	4,65	»	»	7	16,7	»
U. S. A.	53,7	85,8	77,6	86,9	96,5	111,8
Yougoslavie	4,71	3,72	3	5,7	3,9	6,8
Europe	17,4	15,4	15,8	24	19,1	»
Monde (U. R. S. S. exclue)	110,4	137,8	149,3	173,7	188,7	»

Source: O. N. U. (F. A. O.).

e) *Riz.*

(En millions de tonnes.)

PAYS	1934-1938 (moyenne)	1949	1954	1957	1958	1959
Afrique	2,18	3,3	3,8	4,7	4	»
Chine (22 provinces)	(1) 50,06	44,5	70,8	86,7	»	»
Inde	34,2	34,7	37,3	37,9	45,3	46,3
Indochine	6,5	4,6	»	»	»	»
Japon	11,5	(3) 12,22	11,4	14,3	15	15,6
Pakistan	(2) 11,1	12,4	12,8	12,9	12	»
U. S. A.	0,95	1,85	2,9	1,9	2	2,4
Europe	1,14	1,08	1,7	1,6	1,6	1,6
Monde (U. R. S. S. exclue)	151,2	151,2	189,4	211,7	253,7	»

(1) Moyenne 1931-1937.
(2) Moyenne 1936-1938.
(3) Iles Ryu-Kyû exclues.

Source: O. N. U. (F. A. O.).

4. Pommes de terre

(En millions de tonnes.)

PAYS	1934-1938 (moyenne)	1949	1954	1957	1958	1959
Allemagne occidentale	19,6	20,87	26,8	26,3	22,7	22,7
Australie	0,34	0,48	0,47	0,59	0,51	»
Autriche	2,84	2,01	2,8	4	3,5	3
Belgique	3,17	2,05	2,6	2,04	1,9	1,6
Canada (1)	1,91	2,43	1,4	2	1,8	1,6
Espagne	(3) 4,87	2,56	4	3,9	4,3	»
France (2)	17,16	10,98	17	15,11	13,7	»
Italie	2,63	2,61	3,2	3,1	3,7	3,9
Pays-Bas	2,72	4,60	4,1	3,7	3,6	3
Royaume-Uni	5,01	9,18	7,4	5,8	5,6	»
Suède	1,85	1,72	1,42	1,5	1,4	1,7
U. S. A.	10,02	11,20	9,9	10,9	12	11
U. R. S. S.	74	»	»	»	»	»
Europe	135	116	143,3	143	131,5	»
Monde (U. R. S. S. exclue)	159	146	173	193,6	185,2	»

(1) Terre-Neuve exclue. — (2) Production des jardins incluse. — (3) Moyenne 1931-1935.

Source: O. N. U. (F. A. O.).

5. Production mondiale de matières grasses utilisables pour l'alimentation, par catégorie

(En milliers de tonnes.)

PRODUITS	MOYENNE 1934-1938	MOYENNE 1948-1952	1954	1957	1958 (1)
Beurre et ghee (teneur en matière grasse)	3.704	3.334	3.762	4.063	4.266
Saindoux	3.030	3.311	3.636	4.025	4.116
Total des huiles végétales comestibles liquides (soja, arachide, colza, coton, olive, sésanne, tournesol, maïs)	7.075	8.930	10.508	12.118	12.290
Total des huiles à l'acide laurique (coco, palmiste, babassou)	1.851	2.102	2.443	2.587	2.396
Total des autres matières grasses comestibles et saponifiables (suif et graisses, huile de palme, huile de baleine) (2)	2.698	3.560	4.259	4.715	4.649
Huiles de poisson et de phoque (3)	274	243	358	327	280
Total mondial (compris U. R. S. S.)	18.732	21.480	24.996	27.835	27.997

(1) Prévisions.
(2) Non compris l'huile de spermaceti.
(3) Non compris l'huile de foie de poisson.

Arachides.

(En millions de tonnes.)

PAYS	1934-38 (moyenne)	1949	1954	1957	1958	1959
A. O. F.	(1) 0,71	0,85	0,79	1,4	1,2	»
Chine	(2) 2,74	2,98	2,83	2,6	2,8	2,3
Inde	(3) 3,19	3,43	3,88	4,51	4,89	4,72
U. S. A.	0,54	0,85	0,46	0,65	0,83	0,73
Monde (U. R. S. S. exclue)	8,9	10,3	10,6	13,6	14	13,2

(1) 1937.
(2) Moyenne 1931-1937.
(3) Moyenne 1936-1938.

Source: O. N. U. (F. A. O.).

6. Produits laitiers

(Moyennes mensuelles.)

a) *Lait* (lait de vache) (millions de tonnes).

PAYS	1938	1949	1954	1957	1958
Allemagne occidentale	»	0,9	1,42	1,44	1,49
Australie	0,45	0,46	0,46	0,50	0,50
Autriche (1)	0,2	0,14	0,2	0,22	0,22
Canada	0,6	0,62	0,64	0,65	0,68
France	11,5	11	(2) 1,55	»	»
Pays-Bas (3)	»	0,36	0,48	0,43	0,45
Royaume-Uni (3)	0,49	0,66	0,91	0,86	0,83
Suède (3)	0,25	0,3	0,3	0,29	0,28
U. S. A.	4	4,3	4,6	4,8	4,7

(1) 1934-1938.
(2) 180 millions d'hectolitres environ.
(3) Lait livré par les fermiers.

Source: O. N. U. (F. A. O.).

b) *Beurre* (laitier) (1.000 tonnes). (Moyennes mensuelles.)

PAYS	1938	1949	1954	1957	1958
Allemagne occidentale.	»	19,7	25,3	26	30
Australie	(1) 14	13,6	15,0	16,1	14,6
Autriche	(2) 2,2	2,08	1,9	2,6	2,6
Canada	9,3	10,6	11,8	11,5	12,8
Danemark	15,3	13	15	14,6	13,1
Nouvelle-Zélande	(1) 15	14	15,7	17	18,5
Pays-Bas	8,4	7	6,8	6,4	7,6
Royaume-Uni	1,6	0,9	1,9	2,8	2,5
Suède	6,1	8,17	7,7	7,3	7,2
U. S. A.	61,4	53,4	54,8	53,4	52,5

(1) Moyenne pour une période de 12 mois finissant le 30 juin.
(2) 1934-1938.
Source: O. N. U. (F. A. O.).

c) *Fromages* (1.000 tonnes). (Moyennes mensuelles).

PAYS	1938	1949	1954	1957	1958
Allemagne occidentale.	»	12,5	24,4	12,9	12
Australie (1)	(1) 1,7	3,65	5	3,8	3
Canada	4,9	4,3	4,2	3,7	3,4
Danemark	(1) 2,6	5,3	8,1	8,2	8,9
Nouvelle-Zélande	(1) 7,7	8,4	10,5	8	8,2
Pay-Bas	10,4	11,7	16,4	13,7	11,7
Royaume-Uni	3,2	2,8	8,5	9,6	8,1
Suède	3	5,5	5,5	4,4	4,3
Suisse	4,4	4,5	5,4	5	4,8
U. S. A.	24,5	45,3	62,7	53,1	53,2

(1) Moyenne pour une période de 12 mois finissant le 30 juin.
Source: O. N. U. (F. A. O.).

7. Indications sur le cheptel mondial

Effectifs.

(Millions de têtes.)

PAYS	1939 (1)				1956-1957				1957-1958				1958-1959			
	Bovins.	Porcs.	Ovins.	Chevaux	Bovins.	Porcs.	Ovins.	Chevaux	Bovins.	Porcs.	Ovins.	Chevaux	Bovins.	Porcs.	Ovins.	Chevaux
Allemagne occidentale.	12,2	5,7	1,8	2,4	11,8	14,4	1,15	1	12	15,4	1,13	1	12,1	14,6	1,11	»
Australie (2)	12,8	1,15	111	1,7	17,2	1,3	149,8	0,7	16,9	1,4	149,3	0,7	16,2	1,3	152,7	»
Argentine	33	4	44	8,3	44,2	3,5	(3) 45,9	5,5	40,7	3,1	47	»	»	»	»	»
Brésil	40,7	21,7	10,7	6,6	66,7	41,4	18,9	7,9	69,5	44,2	20,2	8,1	71,4	45,3	19,9	»
Canada (fermes)	8,2	4,8	2,7	2,8	10,4	4,6	1,1	0,7	10,3	5,2	1,1	0,7	10,1	7	1,1	»
France	15,6	7,1	9,9	2,7	17,7	7,7	8,4	1,21	18	8,1	8,6	2	18,5	8,5	8,7	»
Inde	138	2,7	»	1,8	»	(3)	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Nouvelle-Zélande	4,5	»	32	»	5,8	0,6	42,4	0,1	5,9	0,6	46,3	»	»	»	46,9	»
Royaume-Uni	8,9	4,7	20,8	1,1	11	6	24,8	0,2	11	6,6	26	0,2	11,3	6	27,5	»
Turquie	9,3	»	25,2	0,96	11,5	»	28	1,2	12,1	»	29,2	1,3	12,5	»	30,8	»
Uruguay	8,3	»	17,9	0,6	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
U. R. S. S.	163	30	57	17,5	61,4	40,8	108,2	13	66,8	44,3	120,2	»	70,8	48,5	»	»
U. S. A. (fermes)	66	50	52	10,6	94,5	51,7	30,8	2,5	93,3	51	31,3	2,3	96,8	57,2	32,6	»
Monde (U. R. S. S. exclue)	626	262	660	74	814,5	343,4	810	58	800,9	»	819	»	816,7	349,7	»	»
Europe (U. R. S. S. exclue)	102	79	126	»	107,8	98,5	131	14,4	108,3	100	130	14,2	110,8	101,6	135	»
Amérique du Nord et centrale	95	64	60	»	137,5	71,6	39	8,1	137,2	72	40	»	140,7	»	»	»
Amérique du Sud	106	30	97	»	152,7	53,2	119	17,8	151,4	55,4	121	»	153,2	»	»	»
Asie	227	85	130	»	275	113,5	194	13,8	275	115,9	197	»	284,4	»	»	»
Afrique	78	3	107	«	104,5	4,2	135	3	105,5	4,2	135	»	107,5	4,3	136	»
Océanie	48	2	143	»	23,5	2,3	192	1	23,3	2,4	195	1	23	»	199	»

(1) Dernières estimations avant le 31 décembre 1939. — (2) Quelques Etats seulement. — (3) Juin.
Source: O. N. U. (F. A. O.).

8. Production totale de viande

(Milliers de tonnes (Moyennes mensuelles.)

PAYS	1948-1952	1954	1957	1958
Argentine	96,2	97,8	126,9	118,4
Australie	85,3	101,3	110	120
Canada	51,4	57,6	66,2	69,1
Danemark	39,7	57,8	67,9	69,6
Allemagne occidentale	(1) 95,3	144,2	174,9	182,3
Italie	38,2	45,6	52,4	53,7
Royaume-Uni	85,6	138,2	141,3	144,4
Etats-Unis	764,3	899,8	965,4	922

(1) Moyenne de quatre années.
Source: O. N. U. (F. A. O.).

9. Café

Productions et exportations mondiales.

(En millions de sacs de 132,3 livres.)

PAYS	1956/57	1957/58	(*) 1958-59	1959/60 Modification par rapport à 1957/58.
				Pourcentage.
Brésil	979,3	1.409,3	1.680	+ 19,2
Autres pays de l'Amérique latine	882,1	962,4	917,2	— 4,7
Total Amérique latine	1.861,4	2.371,7	2.597,2	+ 9,5
Afrique	500,8	514,8	553,1	+ 7,4
Asie et Océanie	127,4	137,8	553,1	+ 4,3
Total montial	2.482,6	3.024,3	3.294	+ 8,9

(*) Chiffres provisoires.

10. Moyens de production

Tracteurs agricoles (répartition par groupes continentaux) (1.000).

PAYS	1952	1953	1954	1955	1956
Amérique du Nord et Amérique centrale	4.550	4.710	4.898	5.421	5.257
Europe	1.265	1.430	1.733	2.009	2.341
Océanie	200	230	250	273	295
Afrique	125	140	154	169	182
Amérique du Sud	115	137	150	170	189
Asie (1)	50	65	73	83	96
Monde (2)	6.300	7.951	8.596	9.274	9.937

(1) Non compris la Chine continentale.
(2) Non compris l'U. R. S. S.
Source: F. A. O.

b) **Production industrielle.**

1. Indices de la production industrielle pour quelques pays (1)
(1953 = 100.)

PAYS	1948	1954	1958	1959
Allemagne occidentale	40	112	151	162
Autriche	54	114	150	»
Belgique	87	106	115	119
Canada	79	100	118	127
Espagne (2)	72	104	132	»
France	79	110	150	159
Italie	62	109	142	158
Japon	38	108	168	208
Pays-Bas	70	110	126	138
Royaume-Uni	83	107	114	120
U. S. A.	78	93	102	115
U. R. S. S.	45	113	172	191
Europe	68	110	»	»
Monde (U. R. S. S. incluse)	73	100	117	»

(1) Bâtiment exclu, sauf pour le Royaume-Uni.
(2) Mines, électricité seulement.
Source: O. N. U.

2. Production mondiale de matières premières et électricité (1)
(En volume.)

PRODUITS	UNITÉS	MONDE (U. S. A. compris.) (Moyennes trimestrielles.)				
		1938	1954	1957	1958	1959
Houille et lignite (2)	Millions de tonnes	287	322	360	329	337
Pétrole brut	—	61	158	196	198	211
Electricité (8)	10^9 kWh.	106	306	390	401	418
Fonte (2) (3)	Millions de tonnes	17	32	42	37	40
Acier (2) (4)	—	23	45	59	52	58
Cuivre (5)	Milliers de tonnes	476	620	755	715	773
Plomb (5)	—	393	425	478	470	444
Zinc (5)	—	373	538	633	590	607
Etain (6)	—	41	47	43	32	29
Caoutchouc (7)	—	231	458	480	471	524
Ciment (2)	Millions de tonnes	20	42	53	54	59

(1) Chacune des séries figurant au tableau exclut l'U. R. S. S. dont les données ne sont pas disponibles.
(2) Non compris la Chine. Y compris l'équivalent en houille du charbon brun et du lignite.
(3) Y compris les ferro-alliages.
(4) Lingots et moulages bruts.
(5) Production de fonderies.
(6) Contenu en métal du minerai d'étain ou des concentrés d'étain.
(7) Caoutchouc naturel.
(8) Non compris la Chine. Electricité hydraulique et thermique produite par les stations publiques et par les établissements produisant l'énergie pour leur propre usage.
Sources: O. N. U., I. N. S. E. E.

3. Charbon (houille)

(Moyennes mensuelles.) (Millions de tonnes.)

PAYS	1938	1949	1954	1958	1959
Allemagne occidentale	11,4	8,6	10,67	11,05	10,5
Belgique	2,46	2,32	2,44	2,25	2
Canada	1	1,3	0,97	0,71	0,65
Espagne	0,47	0,89	1,03	1,20	»
France	3,87	4,3	4,53	4,81	4,80
Italie	(1) 0,12	0,92	0,89	0,60	0,62
Japon	4,05	3,2	3,56	4,44	3,9
Pays-Bas	1,12	0,97	1	1	1
Royaume-Uni (2)	19,2	18,2	19	18,3	17,4
Suède	0,006	0,026	0,022	0,27	0,22
U. S. A. (3)	29,8	36,3	31,6	32,4	32,3
U. R. S. S.	11,1	»	20,31	29,4	(3) 42,2

(1) Vénétie julienne incluse.
(2) Irlande du Nord exclue.
(3) Lignite incluse.
Source: O. N. U.

4. ELECTRICITÉ (1)

(Moyennes mensuelles.) (Millions de kilowatts-heure.)

PAYS	1938	1949	1954	1958	1959
Allemagne occidentale.	»	»	5.710	7.939	8.460
Autriche	158	350	643	904	»
Belgique	440	680	862	1.120	»
Canada	2.180	3.889	5.761	8.062	8.654
Espagne	229	469	873	1.362	»
France	1.548	2.380	3.798	5.133	5.331
Italie	1.295	1.732	2.964	3.791	3.967
Japon (3)	2.723	3.006	5.006	7.119	»
Pays-Bas (3)	307	390	882	1.154	1.248
Royaume-Uni (2)	2.031	4.050	6.075	8.208	8.764
Suède (3)	680	1.337	1.996	2.530	2.688
U. S. A.	9.484	24.258	45.387	60.363	66.209
U. R. S. S.	3.300	»	12.558	19.417	22.000

(1) Centrales et autres productions en général.
(2) Irlande du Nord exclue.
(3) Importation plus production.
Source: O. N. U.

5. PÉTROLE

1° *Production de pétrole brut.*

(Moyennes mensuelles.) (1.000 tonnes.)

PAYS	1938	1949	1954	1958	1959
Allemagne occidentale.	46	70	222	369	428
Arabie séoudite	6	1.995	3.871	4.178	4.503
Bahreïn	94	125	125	169	188
Canada	73	228	1.082	1.875	2.081
Colombie	248	349	461	541	617
France	6	4,8	42,4	115,6	135,2
Indonésie	616	494	898	1.342	»
Irak	358	339	2.552	2.972	3.463
Iran	863	2.270	292	3.354	3.721
Koweït	»	1.032	3.977	5.851	5.795
Mexique	459	652	997	1.129	»
Pérou	175	165	190	208	»
Qatar	»	8	398	685	666
U. S. A.	13.676	»	26.070	27.578	28.994
U. R. S. S.	2.520	»	4.940	9.434	10.800
Venezuela	2.292	5.751	8.432	11.589	12.349

Source: O. N. U.

2° *Production nette des raffineries.*

(En milliers de tonnes.) (Tous produits pétroliers.)

PAYS	1948	1954	1958	1959
Royaume-Uni	4.701	25.910	30.240	35.880
France	7.580	21.847	27.360	27.920
Italie	2.170	15.041	22.520	24.680
Pays-Bas	1.557	10.422	14.480	15.000
République fédérale	646	7.857	13.880	19.840
Belgique	170	3.530	6.240	»
Suède	505	1.803	2.160	2.560
Autriche	338	1.293	1.760	1.800
Portugal	284	697	1.120	1.160
Canada	»	21.000	29.400	»
U. S. A.	»	330.500	363.000	»

Source: O. E. C. E.

6. ACIER BRUT

(Moyennes mensuelles.) (1.000 tonnes.)

PAYS	1938	1949	1954	1957	1958	1959
Allemagne occidentale.	1.492	763	1.453	2.042	1.809	2.452
Belgique	190	321	414	523	504	»
Canada	98	241	241	383	390	448
France	518	763	886	1.175	1.047	1.268
Italie	194	171	351	566	523	563
Japon	539	259	646	1.048	1.010	1.386
Luxembourg	120	189	236	294	282	305
Royaume-Uni	880	1.317	1.568	1.837	(1) 1.657	1.709
Suède	82	114	155	204	203	237
U. S. A.	2.400	5.895	6.676	8.521	6.445	7.064
U. R. S. S.	1.500	1.942	3.453	4.253	4.573	5.000
Monde (U. R. S. S. et Chine exclues)	7.625	11.300	21.564	28.236	24.876	»

(1) Année de 53 semaines.
Source: O. N. U.

7. ALUMINIUM (1)

(Moyennes mensuelles.) (1.000 tonnes.)

PAYS	1938	1949	1954
Allemagne occidentale (1re fusion)..	6,72	2,42	10,77
Autriche	(2) 0,37	1,23	4
Canada	5,4	28	42,2
France (1re fusion).....	3,78	4,51	10,02
Italie	2,15	2,14	4,79
Japon (1re fusion).....	1,20	1,77	4,43
Norvège	2,42	2,98	5,11
Royaume-Uni (1re fusion).....	1,95	2,57	2,67
Suisse	2,2	1,8	2,2
U. S. A. (1re fusion).....	10,8	45,6	110,4
Monde (U. R. S. S. et Chine exclues).	45	96	2.740

PAYS	1957	1958	1959
Allemagne occidentale (1re fusion)..	12,82	11,40	12,60
Autriche	4,70	4,74	»
Canada	42,1	45,4	»
France (1re fusion).....	13,35	14,09	14,42
Italie	5,52	5,34	6,25
Japon (1re fusion).....	5,83	7,05	8,3
Norvège	7,97	10,13	12,07
Royaume-Uni (1re fusion).....	2,49	2,23	2,07
Suisse	2,6	2,6	2,9
U. S. A. (1re fusion).....	124,6	118,4	147,6
Monde (U. R. S. S. et Chine exclues).	2.850	2.890	»

(1) Aluminium (production des fonderies).
(2) 1937.

Source: O. N. U.

8. CUIVRE (1)

(Moyennes mensuelles.) (1.000 tonnes.)

PAYS	1938	1949	1954	1958	1959
Allemagne occidentale (2) 1re fusion....	11,48	8,59	13,74	16,2	17,6
Belgique	»	»	12,8	12,9	15,5
Canada (2).....	17,2	17,3	19,1	24,9	27,6
Chili	28,1	29,3	28,2	36,6	»
Congo belge.....	10,33	11,78	18,77	0,41	0,41
France (3) 2e fusion..	0,52	0,41	0,80	8,6	12,9
Japon (2).....	»	3,21	5,74	5,7	»
Mexique	3,49	4,77	4,57	31,7	44,9
Rhodésie du Nord (4)..	18	21,9	32,1	8,3	8,1
Royaume-Uni (2).....	»	»	11,6	80,8	63,6
U. S. A.....	43,8	58,4	71,5	»	»
U. R. S. S.....	9,6	»	»	»	»
Monde (U. R. S. S. et Chine exclues)....	160	173	2.480	2.930	»

(1) Cuivre neuf (production de fonderie). — (2) Cuivre raffiné, 1re fusion. — (3) Récupération. — (4) Cuivre raffiné inclus.

Source: O. N. U.

9. CAOUTCHOUC NATUREL

(Moyennes mensuelles.) (1.000 tonnes.)

PAYS	1938	1949	1954	1958	1959
Canada (1).....	»	3,95	7,33	11,43	8,52
Ceylan	4	8	8	8,5	7,8
Indochine (1) (3).....	5,10	3,64	6,61	8,77	»
Indonésie	27	36,6	63	56,5	61,1
Malaisie	30,4	57	49,7	56,2	»
Thaïlande (2).....	3,52	7,98	9,68	11,64	14,42
U. S. A. (1).....	»	33,3	52,7	89,3	116,8
Monde (caoutchouc naturel)	77	126	1.840	1.986,90	»

(1) Synthétique. — (2) Exportation nette. — (3) Cambodge et Viet-Nam.

Source: O. N. U.

10. LAINE

a) *Production totale de filés de laine.*

(Moyennes mensuelles.) (1.000 tonnes.)

PAYS	1938	1949	1954	1958	1959
Allemagne occidentale.	3,94	5,42	8,77	8,86	9,39
Belgique	2,15	2,97	3,23	3,17	3,87
France (1).....	9,8	10,2	10,7	11,2	11,4
Japon (1)	4,48	1,37	6,38	7,73	9,66
Royaume-Uni (1) (2)...	21,4	20	20,4	18,7	20,5
U. S. A. (1).....	21,8	26	23,2	(3) 24,5	29,1

(1) Purs ou mélangés. — (2) 1937. — (3) A partir de 1958, fibranne de rayonne seulement.

Source: O. N. U.

11. Coton

a) *Situation mondiale.*

(Millions de tonnes.)

	1956-1957	1957-1958 (1)	± POURCENTAGE 1957-1958 - 1956-1957.
Production:			
Etats-Unis	13,0	11,7	— 10
Reste du monde libre	15,9	16,7	+ 3
Autres pays	9,3	8,6	— 7
Total	38,2	36,7	— 4
Absorption	39,6	39,2	— 1
Variation des stocks	— 1,4	— 2,5	
Stocks de fin de campagne	22,2	19,7	— 11

(1) Provisoire.
Source: Revue « Coton », novembre 1957; I. N. S. E. E.

b) *Production de fités de coton.*

(Moyennes mensuelles.) (1.000 tonnes.)

PAYS	1938	1949	1954	1958	1959
Allemagne occidentale	22,18	19	30,77	32,7	33,2
Argentine	2,03	5,83	7,05	»	»
Belgique (1)	»	»	9,38	7,19	8,13
Canada	4,51	6,75	5,18	5	5,20
Espagne	»	4,96	4,44	6,33	»
France (1)	20,8	19	24,6	25,7	23,5
Inde	(2) 49,3	50,3	59	63,7	65
Italie	11,6	15,2	14,1	13,5	14,6
Japon	46,2	13,1	38,7	36,6	39,7
Pays-Bas (1)	4,3	4,67	5,72	5,73	5,88
Royaume-Uni	39,7	»	31,8	(4) 23,9	»
U. S. A.	(3) 119	»	»	»	»
U. R. S. S.	»	»	0,81	»	»

(1) Purs ou mélangés. — (2) Inde britannique et Etats indiens. — (3) 1939. — (4) A partir de 1953 production de l'Etat seulement: environ 70 p. 100 de la production totale en 1951-1952.
Source: O. N. U.

12. Ciment

(Moyennes mensuelles.) (1.000 tonnes.)

PAYS	1938	1949	1954	1958	1959
Allemagne ocidentale (1)	711	705	1.301	1.616	1.904
Argentine	103	121	140	206	»
Autriche	54	91,5	135,4	180	201
Belgique	250	244	365	338	370
Brésil	51,5	107	206,4	»	»
Canada	73	211	299	477	475
Espagne	»	155	277	401	»
France	343	556	796	1.136	1.182
Inde	(2) 119	221	372	514	580
Italie (3)	384	336	731	1.050	1.173
Japon	494	273	890	1.249	1.439
Royaume-Uni	653	780	1.013	988	»
U. S. A.	1.497	2.952	3.869	4.569	»
U. R. S. S. (1)	487	(4) 849	1.583	2.776	3.200
Monde (Chine et U. R. S. S. exclues)	6.683	9.000	2.040	2.628	»

(1) 1936.
(2) Inde britannique et Etats indiens.
(3) Depuis 1950, les chiffres représentent 97,98 p. 100 de la production totale.
(4) 1950.
Source: O. N. U.

13. AUTOMOBILES

1° *Production de véhicules automobiles* (1). (En milliers d'unités.)

a) Voitures de tourisme.

PAYS	1938	1948	1954	1958	1959
Etats-Unis	2.001	3.909,3	5.558,4	4.257,6	5.590,8
Canada	123,8	166,8	284	297	301,8
Royaume-Uni	341	328,5	(4) 769,2	(4) 961,2	1.190,4
Allemagne occidentale	(2) 274,9	29,9	518,2	1.180,8	1.356
France	182,4	100,1	437	924	1.084,8
Italie	59	43,1	180,7	369,4	470,6
U. R. S. S.	»	(3)	94,7	122,2	124,8
Monde	2.987,7	4.582,1	9.432	10.128	»

(1) Non compris l'U. R. S. S., l'Europe orientale et la Chine continentale.
(2) Allemagne d'avant guerre.
(3) 1950 = 64,6.
(4) Année de 53 semaines.

b) Véhicules utilitaires.

PAYS	1938	1948	1954	1958	1959
Etats-Unis	488,1	1.376,3	1.041,6	877,2	1.137,6
Canada	42,3	96,9	68,2	64,4	67,2
Royaume-Uni	104	170	268,8	(3) 313,2	370,8
Allemagne occidentale	(1) 63,5	29,6	162,1	314,4	362,4
France	45	98,3	163	204	198
Italie	11,8	16,3	36,2	34,8	30,2
U. R. S. S.	»	(2)	353,7	490,7	370,8
Monde	783,4	1.819,1	2.268	2.508	»

(1) Allemagne d'avant guerre.
(2) 1950 = 294,4.
(3) Année de 53 semaines.

Source: O. N. U.

14. C. E. C. A.

a) *Fonte et acier.*

DÉSIGNATION	ALLEMAGNE (République fédérale) sans la Sarre.	SARRE	BELGIQUE	FRANCE	ITALIE	PAYS-BAS	COMMUNAUTÉ (5) (6)
a) Extraction brute du minerai de fer (1.000 tonnes):							
1952	15.408	»	132	41.184	1.320	»	65.292
1957	18.320	»	138	58.525	2.610	»	87.435
1958	17.984	»	124	60.186	2.145	»	87.075
1959	»	»	142	»	»	»	»
b) Fonte brute (1) (1.000 tonnes):							
1952	12.877	2.550	4.781	9.772	1.143	539	34.738
1957	18.358	3.125	5.579	11.884	2.138	701	45.114
1958	16.659	3.083	5.524	11.951	2.407	917	43.516
1959	(18.392)	(3.211)	(5.969)	(12.434)	(2.120)	(1.140)	(46.777)
c) Acier brut (1.000 tonnes):							
1952	15.806	2.823	5.170	10.867	3.535	693	41.896
1955	21.336	3.166	5.894	12.631	5.395	979	52.627
1957	24.507	3.466	6.267	14.100	6.787	1.185	59.805
1958	22.785	3.485	6.007	14.633	6.271	1.437	57.997
1959	(22.824)	(3.613)	(6.427)	(15.194)	(6.753)	(1.671)	(63.145)
d) Nombre d'ouvriers dans l'industrie sidérurgique (2) (1.000) (fin de période):							
1955 (3)	152.518	26.131	49.401	122.355	54.002	6.984	428.888
1957 (4)	175.682	27.541	52.538	127.963	54.929	7.587	465.027
1958	166.647	27.739	51.341	126.360	51.083	7.964	449.989

(1) Y compris ferro-manganèse carburé, la production de fonte, de spiegel et de ferro-manganèse des fours électriques à fonte et pour l'Allemagne (République fédérale), ferro-silicium au haut fourneau.
(2) Au sens du traité.
(3) En décembre.
(4) Dont Luxembourg: 1955 = 7.204; 1956 = 7.594.

Source: C. E. C. A.

b) *Houille.*

DÉSIGNATION	ALLEMAGNE (République fédérale) sans la Sarre.	SARRE	BELGIQUE	FRANCE	ITALIE	PAYS-BAS LUXEMBOURG	COMMUNAUTÉ
a) Production de la houille (1.000 tonnes):							
1952	123.278	16.235	30.384	55.365	1.089	12.532	238.883
1955	130.728	17.329	29.978	55.335	1.136	11.895	246.401
1957	133.156	16.455	29.086	56.795	1.019	11.376	247.888
1958	132.582	16.423	27.062	57.721	721	11.880	246.390
1959	(125.586)	(16.247)	(22.752)	(57.601)	(737)	(11.978)	(234.902)
b) Ouvriers inscrits au fond dans les mines de houille (1.000) (fin de mois):							
1952	322,1	38,4	119,4	165,9	7,9	29,6	683,5
1955	328,8	37,2	101,9	144,5	5,7	30,6	648,7
1957	340,7	37,2	102,8	142,1	4,9	30,7	658,5
1958	336,6	38,2	103,4	141,5	4	31,4	655,3
1959	(308,2)	(37,7)	(91)	(138,6)	(2,9)	(30,2)	(608,5)
c) Stocks totaux de houille (en fin de période) (1.000 tonnes):							
1952	465	462	1.673	4.213	53	237	7.103
1955	572	228	371	5.983	65	292	7.511
1957 (1)	735	181	1.413	4.583	50	312	7.273
1958	8.565	898	6.928	7.380	21	746	24.538
1959	(10.330)	(1.436)	(7.499)	(11.028)	(111)	(864)	(31.269)

(1) Stocks totaux de houille aux mines de la Communauté, non compris les stocks de houille des cokeries minières et fabriqués d'agglomérés miniers.

Source: C. E. C. A.

3° ACTIVITE DE LA MAIN-D'ŒUVRE

a) **Indice de l'emploi** (agriculture exclue).
(1953 = 100.)

PAYS	1948	1954	1958	1959
Allemagne occidentale.	82	105	124	»
Australie (1)	92	104	111	113
Autriche	98	104	119	»
Canada	85	100	114	118
France (2)	96	101	107	105
Japon	83	103	135	»
Royaume-Uni (3)	96	102	104	»
U. S. A. (4)	92	98	105	108

(1) Sylviculture et pêche comprises.
(2) Certains semis exclus.
(3) Irlande du Nord exclue. Employeurs et personnes travaillant pour leur propre compte compris.
(4) Compris employeurs, sylviculteurs, pêche, piégeage. Basé sur des enquêtes sur la main-d'œuvre et y compris les employeurs, les personnes travaillant pour leur propre compte et les travailleurs de famille non rétribués.

b) **Durée hebdomadaire du travail** (industries manufacturières).
(Heures.)

PAYS	1938	1949	1954	1958	1959
Allemagne occidentale.	49,6	46,5	48,6	45,5	»
Canada	»	42,3	40,6	40,2	40,7
France	38,8	43,8	44,6	45,1	44,8
Japon	»	(1) 47,9	48,5	50,2	»
Royaume-Uni	46,3	45	46,3	45,3	46,1
Suisse	46,3	47,4	47,7	46,8	46,6
U. S. A.	35,6	39,2	39,7	39,2	40,3

(1) 1950.

Source: O. N. U.

c) Chômage.

Nombre de chômeurs enregistrés, secourus ou assurés (1).

Moyennes mensuelles (1.000).

PAYS	1938	1949	1954	1958	1959
Allemagne occidentale	»	1.230	1.221	683	476
Belgique (2)	»	174	224,8	180,9	200,2
Espagne	»	160	122,6	81	79,9
France (chômeurs secourus)	373,6	39,7	62,6	18,7	36,2
Italie	810	1.673	1.959	1.757	1.759
Pays-Bas	324 (1937)	42	60,2	81,5	63
Suède	67	26	25,4	31,7	26,5
Suisse	52,6	8,1	4,3	3,4	2,4
Royaume-Uni	1.786,5	338	317,8	500,9	512,1
U. S. A.	10.390	3.395	3.578	4.681	3.812

(1) Tableau valable pour suivre l'évolution d'un même pays.
(2) Moyennes journalières, y compris les chômeurs partiels.
Source: O. N. U.

4° COMMERCE EXTERIEUR

a) Indices du quantum.

Ces indices reflètent les variations dans le volume des marchandises importées et exportées après élimination de l'effet des variations des prix (commerce spécial).

(1953 = 100.)

PAYS	1948		1950		1954		1958		1959	
	I	E	I	E	I	E	I	E	I	E
Allemagne occidentale (1)	»	»	75	55	123	122	205	195	247	222
Australie	97	82	135	91	136	98	146	121	147	137
Belgique-Luxembourg	86	69	92	83	110	109	137	136	154	154
Canada (2)	66	88	72	83	93	97	111	115	»	119
France	84	48	89	95	108	116	149	138	146	164
Italie	57	66	73	92	104	107	127	163	139	201
Pays-Bas	64	34	92	69	125	114	152	149	170	168
Royaume-Uni (2)	»	»	90	106	101	104	116	116	124	121
Suède	85	69	92	99	115	110	148	139	156	150
Suisse	92	66	101	77	115	105	147	135	168	151
U. S. A.	78	81	92	73	93	97	119	106	142	104

(1) Or inclus.
(2) Importations spéciales, exportations nationales.
Source: O. N. U.

b) Indices de valeur unitaire.

Ces indices reflètent les variations des prix moyens des marchandises importées et exportées, compte tenu des variations de volume des importations et des exportations.

(Commerce spécial.) (1953 = 100.)

PAYS	1948		1950		1954		1958		1959	
	I	E	I	E	I	E	I	E	I	E
Allemagne occidentale	»	»	95	81	98	98	95	103	91	100
Australie (1)	68	59	78	79	98	98	106	79	106	70
Belgique-Luxembourg	84	95	87	89	96	94	85	99	93	95
Canada (2)	91	85	101	92	100	97	106	102	»	104
France	59	68	87	85	99	94	117	116	»	»
Italie	98	103	88	94	98	99	99	101	92	95
Pays-Bas	85	96	93	95	98	98	101	102	98	101
Royaume-Uni (2)	»	»	84	84	99	99	98	109	97	108
Suède	72	76	82	75	99	98	101	101	99	99
Suisse	112	101	91	93	99	99	100	99	96	96
U. S. A. (3)	85	98	88	88	103	99	100	106	98	107

(1) Commerce général.
(2) Importations générales, exportations nationales.
(3) Importations spéciales, exportations nationales.

N. B. — En principe, évaluation C. I. F. des importations et F. O. B. des exportations.

Source: O. N. U.

c) **Pourcentage de couverture des importations (C. I. F.) par les exportations (F. O. B.).**

PAYS	1952	1957	1958	1959 (P)
Allemagne occidentale	105	114	119	117
Belgique-Luxembourg	100	94	(3) 97,3	(3) 95,8
Canada (1)	108	78	93,1	86,9
Danemark	89	85	93	86
France (2)	68	71	79	99
Italie	59	71	80	85,5
Japon	63	67	»	»
Pays-Bas	95	76	89	92
Royaume-Uni	82	81	85	83
Suède	91	89	88	92
Suisse	91	79	91	88
U. S. A. (1)	142	160	138	115

(1) Importation F. O. B.
(2) Commerce avec l'étranger (or inclus).
(3) Belgique seulement.
Source: I. N. S. E. E.

d) **Balance des paiements.**

Balance des règlements courants (en millions d'unités monétaires nationales, sauf indications contraires).

DESIGNATION	U. S. A. (1)	ROYAUME-UNI	FRANCE	ALLEMAGNE	ITALIE
			(Milliards de francs.)		
Exportations de marchandises:					
1954	12.814	2.820	890,6	22.459	986,6
1956	17.390	3.414	1.147,5	31.530	1.309
1957	19.327	3.515	3.327	37.319	1.544
1958	16.227	3.429	3.239	38.440	(2) 761
Importations de marchandises:					
1954	— 10.354	— 3.006	— 953,4	— 18.462	— 1.387,2
1956	— 12.791	— 3.475	— 1.430,5	— 26.658	— 1.750
1957	— 13.291	— 3.578	— 4.276	— 29.516	— 2.004
1958	— 12.946	— 3.309	— 3.534	— 29.763	(2) 910
Soldes des règlements commerciaux:					
1954	+ 2.460	— 186	— 62,8	+ 3.997	— 397,6
1956	+ 4.530	— 61	— 283	+ 5.872	— 441
1957	+ 6.099	(2) — 63	— 949	+ 7.803	— 460
1958	+ 3.281	+ 120	— 295	+ 8.677	— 149
Services (net):					
1954	— 739	+ 421	+ 150,5	— 15	+ 262
1956	— 956	+ 398	+ 12,7	— 373	+ 286,2
1957	— 448	+ 397	— 143	— 102	+ 364
1958	— 1.215	+ 208	— 41	+ 194	+ 100,5
Solde des règlements courants de marchandises et services:					
1954	+ 1.721	+ 235	+ 67,7	+ 3.982	— 135,6
1956	+ 3.574	+ 301	— 270,3	+ 5.499	— 154,8
1957	+ 5.651	(2) + 334	— 1.192	+ 7.701	— 96
1958	+ 2.066	+ 328	— 336	+ 8.871	(2) — 48,5

(1) Aide étrangère exclue de la statistique pour biens et services. Dépenses militaires comprises dans les services, à l'exclusion de l'aide étrangère. Le chiffre des règlements commerciaux comprend l'or non monétaire.
(2) Premier semestre 1958.
N. B. — Les présentations ne sont pas exactement comparables, surtout pour les postes invisibles et l'or « non monétaire ».
Source: International Financial Statistics.

5° TRANSPORTS

a) Transports ferroviaires.

INDICES DU TONNAGE KILOMÉTRIQUE POUR QUELQUES PAYS

(Moyenne mensuelle: 1938 = 100.)

PAYS	1949	1954	1958	1959
Allemagne occidentale (1)	»	113	123	»
Autriche	162	171	191	»
Belgique	110	110	112	»
Canada	209	217	247	»
Danemark	135	153	172	»
France	155	157	200	»
Italie	»	115	117	»
Pays-Bas	»	164	152	»
Suède	191	242	252	»
U. S. A.	176	179	178	»

(1) 1936 = 100.

Sources: O. N. U., I. N. S. E. E.

b) Flotte marchande mondiale.

(D'après l'American Bureau of Shipping au 23 février 1960.)

Evolution de la flotte marchande mondiale.

(En milliers de tonneaux de jauge brute.)

ANNÉE	NOMBRE	TONNAGE
1914	30.758	49.074
1920	31.484	57.281
1925	33.905	64.638
1929	32.482	68.074
1935	30.979	64.886
1938	30.990	67.847
1947	60.633	84.356
1949	31.253	83.346
1954	33.210	98.046
1957	33.804	110.246
1958	35.202	118.034
1959	36.221	124.935

Source: Lloyd's Register.

c) Tonnage marchand en construction dans le monde au 1er juillet 1959.

Navires de plus de 100 tonneaux de jauge brute.

PAVILLON	TONNAGE	(*)	POURCENTAGE du tonnage mondial.
Britannique	2.093.745	(— 115.107)	20,88
Japonais	1.169.764	(— 10.678)	12,01
Allemand	990.454	(— 71.561)	10,17
Italien	902.422	(+ 63.933)	9,27
Hollandais	790.877	(+ 26.386)	8,12
Suédois	768.968	(+ 37.156)	7,90
Américain	648.806	(— 94.967)	6,66
Français	548.990	(+ 4.924)	5,64
Norvégien	313.497	(— 12.209)	3,22
Espagnol	269.317	(— 12.555)	2,76
Danois	250.095	(— 36.765)	2,57
Polonais	233.784	(+ 3.332)	2,40
Belge	203.079	(+ 6.773)	2,08
Yougoslave	199.518	(+ 5.761)	2,05
Finlandais	101.086	(— 14.223)	1,04
Autres pavillons	304.634		
Total mondial	9,739.036		

(*) Les nombres entre parenthèses représentent la différence par rapport au trimestre précédent.

Source: Lloyd's Register of Shipping.

d) Flotte pétrolière mondiale aux 1er juillet 1958 et 1er janvier 1959.

Navires de 2.000 tdw et au-dessus.

(En tonnes de port en lourd.)

PAVILLON	AU 1er JANVIER 1959			AU 1er JUILLET 1958	
	Nombre.	Tonnage.	Pourcentage.	Tonnage.	Pourcentage.
Libéria	407	10.531.300	18,90	9.712.000	18,47
Grande-Bretagne	564	8.725.700	15,66	8.353.500	15,89
Etats-Unis	501	8.376.500	15,03	8.088.700	15,38
Norvège	467	8.262.100	14,83	7.881.800	14,99
Panama	189	3.690.800	6,62	3.593.100	6,83
France	140	2.602.300	4,67	2.454.400	4,67
Italie	138	2.299.300	4,13	2.180.600	4,14
Suède	101	1.858.800	3,34	1.603.000	3,05
Pays-Bas	115	1.707.400	3,06	1.688.100	3,21
Japon	85	1.552.700	2,79	1.382.400	2,63
Danemark	59	1.083.300	1,94	1.057.950	2,01
U. R. S. S.	84	792.000	1,42	768.200	1,46
Allemagne	43	685.400	1,23	590.100	1,12
Autres pays	338	3.548.400	6,38	3.224.650	6,15
Total	3.231	55.716.000	100	52.578.500	100

Source: Norwegian Shipping News.

e) Transports aériens.

Trafic de l'aviation civile.

Moyennes mensuelles (en millions).

PAYS	VOYAGEURS-KILOMETRE				
	1938	1954	1957	1958	1959
Australie	5,8	129,8	172,01	182	»
Belgique	1,5	40,7	77,4	99,8	88,7
Canada	1,5	135,4	230,2	269,3	»
France	6,1	226	319,4	345,3	»
Pays-Bas	5	113,5	164,5	165,5	»
Suède	1,15	31,6	61,8	70,8	»
Suisse	1,13	37,3	72,8	84,5	80,5
Royaume-Uni	7,1	203,2	324,8	344,8	413,4
U. S. A.	72	2.764,05	4.192,3	4.224,3	4.877,6

PAYS	FRET TONNES-KILOMETRE				
	1938	1954	1957	1958	1959
Australie	»	6,5	6,8	6,5	»
Belgique	0,07	1,9	2,8	2,8	3
Canada	0,18	2,6	4,1	4,1	«
France (Air France)	0,2	7,6	9,1	9,6	»
Pays-Bas	0,25	4,4	6,4	6,7	»
Suède	0,065	0,93	1,1	1,6	»
Suisse	0,022	0,75	1,8	2,3	2,5
Royaume-Uni	1,3	6,7	9,8	10,1	11,6
U. S. A.	»	61,4	92,9	94,4	109,2

Source: O. N. U.

f) Parc automobile.

1. Voitures de tourisme

(8 passagers maximum.)

(1.000)

PAYS	1938	1953	1955	1957
Etats-Unis	25.250	46.460	52.136	55.906
Royaume-Uni	1.979	2 800	3.550	4.205
Canada	1.160	2.514	2.935	3.375
France (2)	1.818	2.020	3.016	3.972
Allemagne occidentale.	(1) 1.272	1.251	1.813	2.637
Australie (3)	535	1.108	1.347	1.565

(1) Allemagne entière.
(2) Véhicules du Gouvernement et des diplomates non compris à partir de 1949 les véhicules destinés au transport mixte des personnes et marchandises sont compris avec les voitures tourisme.
(3) Y compris véhicules de la police ou d'autres services gouvernementaux d'ordre public, ambulances, avant 1954: non compris le territoire du Nord.

Source: O. N. U.

2. Véhicules utilitaires

(Camions, autobus, cars, tracteurs, remorques et semi-remorques.)

(1.000)

PAYS	1938	1953	1955	1957
Etats-Unis	4.563	9.820	10.558	11.229
Royaume-Uni	544	1.070	1.182	(2) 1.296
Canada	223	877	977	1.015
France	448	1.037	1.191	1.371
Allemagne occidentale.	(1) 422	634	1.635	669
Australie (3)	242	579	650	707

(1) Allemagne entière.
(2) Y compris arroseuses et balayeuses automobiles et les voitures pylone.
(3) Y compris véhicules de la police ou d'autres services gouvernementaux d'ordre public, ambulances, avant 1954: non compris le territoire du Nord.

Source: O. N. U.

6° PRIX ET COUT DE LA VIE

a) Indices des prix de gros.

Indice général (1953 = 100).

PAYS	1948	1950	1954	1958	1959
Allemagne occidentale.	(1) 90	85	98	106	105
Belgique	94	93	99	102	101
Canada	88	96	98	103	104
France	65	78	98	121	126
Espagne	57	72	100	146	149
Grèce	»	71	112	127	130
Italie	104	93	99	101	98
Japon	36	70	99	98	99
Pas-Bas	75	87	101	105	106
Royaume-Uni (2)	67	80	100	111	112
Suède	72	76	99	107	108
Suisse	102	95	101	102	100
U. S. A.	95	94	100	108	108

(1) Juillet-décembre.
(2) Produits finis.

N. B. — Ces notices ne sont pas exactement comparables: leur évolution doit donc être observée en ordre de grandeur.

Source: O. N. U.

b) Indices du coût de la vie.

(Indices des prix de biens et services achetés en général par les familles des travailleurs résidant dans les agglomérations urbaines.)

(1953 = 100.)

PAYS	1948	1950	1954	1958	1959
Allemagne occidentale.	93	93	100	110	112
Autriche (Vienne)	50	70	103	114	101
Belgique (1)	95	91	101	108	110
Canada	84	89	101	108	110
Espagne	79	92	101	140	150
France (Paris)	60	77	100	121	129
Grèce	63	78	115	131	134
Italie	86	86	103	113	113
Japon	62	77	106	108	110
Pays-Bas	77	91	104	117	119
Royaume-Uni	77	81	102	119	120
Suède	77	79	101	119	120
Suisse (2)	96	94	101	107	106
U. S. A.	90	90	100	108	109

(1) Loyer exclu.
(2) Avant 1956, non compris articles divers.

Source: O. N. U.

c) Prix agricoles et prix généraux: évolution comparée.

(1953 = 100.)

PAYS	1948	1951	1952	1954	1957	1958
I. — Nombres indices des prix des produits agricoles						
A. — *Grands exportateurs de produits agricoles.*						
Canada	105	121	113	96	95	98
Etats-Unis	111	117	110	99	94	98
B. — *Pays importateurs.*						
Belgique	106	105	103	98	99	96
Finlande	81	93	101	100	122	127
Norvège	71	98	103	108	»	»
Pays-Bas (1949=100)	81	99	105	101	101	98
Suisse	»	»	»	»	»	»

PAYS	1948	1951	1952	1954	1957	1958
C. — Autres pays.						
Italie	93	101	100	99	»	»
Suède	71	89	98	98	109	108
France	80	96	105	99	108	130
II. — Prix de gros						
A. — Grands exportateurs de produits agricoles.						
Canada	88	109	102	98	103	103
Etats-Unis	95	104	101	100	107	108
B. — Pays importateurs.						
Belgique	94	113	107	99	106	102
Finlande	63	105	104	100	113	122
Norvège	66	94	101	102	113	111
Suisse	75	107	104	101	»	»
C. — Autres pays.						
Italie	104	106	100	99	103	101
Suède	72	100	106	99	110	107
France	65	100	105	98	108	121

Sources: F. A. O., Bulletin mensuel: *Economie et statistiques agricoles.*

d) Indices des matières premières.

1. U. S. A.

Indice « Moody's » des prix de gros à New York.

Cet indice, publié quotidiennement par Moody's, société privée spécialisée dans les études financières, est une moyenne pondérée des prix des quinze principales marchandises pour lesquelles il y a un commerce actif et qui présentent un intérêt spéculatif.

Les marchandises prises en considération ont les coefficients de pondération suivants:

Blé	13	Laine	7	Maïs	4
Coton	13	Cuirs	5	Soie	4
Porcs	13	Cuivre	5	Argent	3
Ferraille	10	Café	4	Plomb	3
Sucre	10	Caoutchouc	4	Cacao	2

31 décembre 1931 = 100. (Moyennes mensuelles.)

	TRIMESTRES I	II	III	IV	ANNÉE
1950	355	380,3	455,6	481,1	418
1952	445,5	434	434	410	431
1953	411	417	419	400	412
1954	423	437	421	408	422
1955	407	404	404	403	405
1956	400,5	418,4	421	428,5	418,5
1957	421	414	420	389	411
1958	396	397	397	392	395
1959	386	389	383	379	384
1960	376	»	»	»	»

Source: I. N. S. E. E.

2. Grande-Bretagne

Indice « Reuter » des prix de gros à l'importation en Grande-Bretagne.

Cet indice, publié quotidiennement par l'agence d'information Reuter, est basé sur la moyenne géométrique pondérée des prix de vingt et un articles, avec les coefficients de pondération suivants:

Blé	17	Laine	5	Cacao	2
Coton	14	Etain	5	Coprah	2
Sucre	9	Argent	4	Plomb	2
Or	8	Graines de lin	4	Zinc	1
Cuivre	6	Arachides	3	Poivre	1
Riz	6	Jute	2	Chanvre	1
Maïs	5	Graine de soja	2	Shellac	1

La pondération a été établie en fonction de l'importance des diverses marchandises intervenant dans le commerce mondial. La base de l'indice est le 18 septembre 1931 = 100, dernier jour ouvrable avant que le Royaume-Uni ait abandonné l'étalon or.

(Moyennes mensuelles.)

	TRIMESTRES I	II	III	IV	ANNÉE
1950	471	488	530,5	563	513
1952	579	544,5	541	518	546
1953	511	498	489	480	494,5
1954	487	489	488	493	488
1955	505	497	486	486	493
1956	485	486	479	490	485
1957	491	473	449	426	460
1958	416	413	413	416	414
1959	409	415	416	432	418
1960	433	»	»	»	»

Source: I. N. S. E. E.

e) Rapport prix reçus/prix payés par les agriculteurs.

(Avant guerre = 100.)

PAYS	1952	1953	1954	1957	1958
Norvège (1938-1939 = 100)	119	96	103	93	97
Canada (1935-1939 = 100)	119	111	106	98	100
Etats-Unis (1935-1939 = 100)	117	107	104	96	100
Allemagne occidentale (1950-1951 = 100)	99	97	100	107	»
Belgique (1951-1952 = 100)	97	93	91	80	(1) 76
Autriche (1937 = 100)	88	86	87	79	79

(1) Chiffre provisoire.

Source: O. N. U. (F. A. O.).

7° SALAIRES ET REVENUS

Gains dans les industries manufacturières.

Taux horaires.

PAYS	1952	1953	1954	1958	1959
Allemagne occidentale (marks) (1)	1,56	1,63	1,67	2,23	»
Canada (cents) (2)	130	136	141	166	172
France (francs) (3)	120,7	124,2	131,5	183,8	»
Italie (lires)	165	169	175	216	»
Suède (couronnes) (4)	3,63	3,79	3,94	»	»
Royaume-Uni (pence) (5)	39,6	41,7	44,3	57	59,2
U. S. A. (cents) (6)	167	177	181	213	2,22

(1) Construction, carrières et al. fam. A partir de 1957 y compris aussi les services publics.
(2) Non compris paiement en nature.
(3) A partir de 1956, série revisée.
(4) Y compris les mines (Irlande avant 1953).
(5) Données annuelles (octobre).
(6) Non compris paiements en nature et certains paiements en espèces.

Source: O. N. U.

8° CONSOMMATION

a) Répartition des dépenses de consommation privée dans quelques pays.

PAYS ET UNITÉ MONÉTAIRE	ANNÉES	TOTAL Valeur.	ALIMENTS	TABACS Boissons.	HABILLEMENT	LOYER, EAU	CHAUFFAGE, éclairage.	MÉNAGE	SANTÉ	TRANSPORTS, communications.	RÉCRÉATIONS, loisirs.	AUTRES
Australie (millions de livres)...	1950 (1)..	(3) 2.060	(2) 25	(2) 10	16	7	2	12	(4)	(3) 3	(4)	25
	1953 (1)..	(3) 2.840	(2) 26	(2) 11	14	7	2	11	(4)	(3) 3	(4)	26
	1954 (1)..	3.057	(2) 26	(2) 11	14	8	2	11	(4)	(3) 3	(4)	25
	1955.....	(3) 3.560	(2) 26	(2) 11	13	8	2	11	(4)	(3) 2	(4)	27
	1956 (1)..	(3) 3.820	25	(2) 11	12	8	2	11	(4)	(3) 3	»	28
Belgique (1.000 millions de francs).	1950.....	274,4	29	7	13	12	5	12	5	6	4	11
	1953.....	308,1	29	7	10	13	5	12	6	7	5	11
	1954.....	305	32	9	10	14	5	11	5	7	5	3
	1956.....	356,6	28	6	11	13	5	13	6	7	»	11
	1957.....	377,1	28	6	11	13	5	13	6	7	»	11
Canada (millions de dollars)...	1950.....	12.031	25	9	12	12	3	10	6	13	5	10
	1953.....	15.592	24	8	11	13	3	11	6	13	4	11
	1954.....	15.814	23	9	11	13	4	11	6	14	4	5
	1955.....	16.880	22	8	10	14	4	12	6	14	4	6
	1956.....	18.692	23	8	10	14	4	11	6	13	»	11
	1957.....	19.764	23	8	10	15	4	10	6	13	»	11
France (1.000 millions de francs).	1950.....	6.760	42	11	15	3	3	8	5	6	»	7
	1951.....	8.130	39	8	16	3	4	9	6	7	7	1
	1953.....	10.180	39	9	14	4	3	9	6	7	»	9
	1956.....	12.690	37	9	14	4	4	10	6	7	»	9
	1957.....	13.920	35	9	14	4	3	11	7	8	»	7
Japon (1.000 millions de yen)...	1950 (5)..	2.397	62		9	(6) 6	4	(6)	»	»	»	(9) 19
	1953 (5)..	4.217	56		9	(6) 7	4	(6)	»	»	»	(9) 24
	1954.....	4.716	56		8	(6) 8	4	(6)	»	»	»	24
	1955.....	5.040	55		8	(6) 8	4	(6)	»	»	»	25
	1956.....	5.345	52		8	(6) 9	4	(6)	»	»	»	(9) 27
	1957.....	5.781	51		8	(6) 9	4	(6)	»	»	»	(9) 28
Pays-Bas (millions de fuilders)..	1950.....	12.792	33	6	21	6	4	12	4	4	»	10
	1953.....	14.646	35	7	17	6	5	12	5	4	»	9
	1954.....	15.460	38	»	16	7	»	8	»	»	»	31
	1955.....	16.700	38	»	17	7	»	8	»	»	»	30
	1956.....	19.720	33	7	17	6	5	13	5	5	»	9
	1957.....	20.740	33	7	16	7	5	14	5	4	»	9
Suisse	1950.....	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
	1953.....	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
	1954.....	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
	1955.....	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Royaume-Uni (millions de livres).	1950.....	9.355	28	17	13	9	4	11	2	7	6	9
	1953.....	11.212	31	16	11	9	4	11	2	8	5	8
	1954.....	11.970	31	16	11	9	4	11	2	8	5	3
	1955.....	12.757	31	15	12	8	4	11	2	9	5	3
	1956.....	13.490	31	16	12	8	4	11	2	8	4	8
	1957.....	14.142	31	15	11	9	4	11	2	9	»	8
Etats-Unis (millions de dollars)..	1950.....	193.049	(7) 24	(2) (7) 6	11	11	3	13	6	14	5	(8) 12
	1953.....	229.535	(7) 25	(2) (7) 6	10	12	3	12	6	14	5	(8) 12
	1954.....	233.552	(7) 27	(2) (7) 6	9	13	3	11	6	13	5	(8) 7
	1955.....	250.601	(7) 27	(2) (7) 6	9	12	3	11	6	14	5	(8) 7
	1956.....	265.036	(7) 23	5	10	12	4	12	7	14	»	13
	1957.....	279.693	(7) 24	5	9	13	4	11	7	14	»	13

(1) Exercice commençant le 1er juillet.
(2) Les boissons non alcooliques entrent dans les aliments.
(3) Prix des billets de chemin de fer, de tramways, d'autobus, de ferry-boats et d'avions seulement.
(4) Compris sous la rubrique « Autres ».
(5) Exercice commençant le 1er avril.
(6) Les meubles et articles de ménage sont compris dans le loyer.
(7) Les aliments et boissons achetés aux restaurants, clubs, etc. figurent au prix coûtant non au prix de détail.
(8) Y compris les impôts personnels sur la propriété personnelle.
(9) Résidu de la répartition.

Source: Bulletin mensuel de statistiques des Nations-Unies.

b) **Laine (consommation mondiale).**

Estimation de la consommation mondiale.
(En millions de lbs, base lavée.)

PRINCIPAUX consommateurs.	1934-1938	1950	1954	1957
Allemagne occidentale (1)	81,5	57,9	68,8	82,3
Australie	16	26,5	25,4	31,2
Belgique	27	36,5	28,7	36,2
Canada	9	14,5	9,1	9
France	105	115	116,3	135,5
Italie	26	57,2	53,8	73
Japon	49	19,2	49,9	85,4
Pays-Bas	5,6	16,8	11,3	11,8
Suède	5	10,2	5,4	5,1
Royaume-Uni	197,5	235	209,4	218,3
U. S. A.	140,5	264	160,5	154
Total mondial	919	1.197	1.169	1.340

(1) Allemagne totale.
Source: O. N. U.

c) **Coton.**

Consommation mondiale.
(En millions de balles.)

RÉGIONS	1934-1935 1938-1939	1954-1955	1957-1958
U. S. A.	1.436,7	1.936,1	1.758,5
U. R. S. S.	654,9	1.116,6	1.214,2
Chine continentale	780,5	1.160	1.452,7
Total mondial	6.500	8.670	9.260

Source: O. N. U.

d) **Acier.**

Consommation apparente exprimée en équivalent d'acier brut.
(1.000 tonnes.)

PAYS	MOYENNE 1936-1938	MOYENNE 1950-1952	MOYENNE 1953-1955	1957
Australie	1.221	2.287	2.616	3.125
Allemagne occidentale	»	11.933	17.507	21.097
Belgique-Luxembourg	1.555	2.290	2.506	2.929
Canada	1.702	4.808	4.778	6.689
Chine (1)	1.504	1.242	2.823	5.544
France	5.457	8.426	9.478	13.570
Espagne	377	887	1.214	1.614
Italie	2.280	3.427	4.865	6.733
Japon	5.590	4.837	6.808	12.627
Pays-Bas	1.167	1.768	2.259	2.876
Royaume-Uni	10.921	14.661	17.139	19.116
Suède	1.367	2.282	2.591	3.096
Suisse	436	838	900	1.321
U. S. A.	40.999	87.211	93.260	97.178
U. R. S. S.	17.523	»	»	52.749

(1) Chine continentale.
Source: O. N. U.

e) **Consommation d'énergie par habitant.**

Consommation totale, en tonnes d'équivalence, houille.

PAYS	1937	1949	1955	1956
Autriche	1,04	1,47	2,20	2,43
Belgique-Luxembourg	4,02	3,45	4,10	4,34
France	2,12	2,11	2,44	2,68
Allemagne	(1) 3,02	2,35	3,35	3,60
Italie	0,66	0,58	1,05	1,12
Pays-Bas	1,79	1,83	2,22	2,45
Norvège	3,44	3,97	5,34	5,66
Espagne	0,40 (1935)	0,56	0,80	0,88
Suède	2,5	2,82	4,15	4,59
Suisse	1,81	1,89	2,87	3,18
Royaume-Uni	4,28	4,30	4,98	5,03
Europe (U. R. S. S. exclue)	2,16	»	2,53	2,68
Afrique	0,15	0,20	0,26	»
Canada (2)	4,91	6,4	7,57	8,52
U. S. A.	5,89	6,92	8,25	8,58
Amérique du Sud	0,25	0,33	0,55	0,59
Asie	0,18	0,16	0,21	0,23
Monde	0,94	»	1,27	1,35

(1) Allemagne entière y compris Sarre.
(2) Y compris Terre-Neuve.
Source: O. N. U.

f) **Consommation de produits pétroliers.**

(1.000 tonnes) (*).

PAYS	TOUS PRODUITS					
	1947	1954	1955	1957	1958	1959
Royaume-Uni	11.972	19.440	21.520	23.040	29.000	33.960
France et Sarre	5.019	14.208	15.932	17.812	19.816	(1)20.880
Italie	2.877	8.320	9.320	11.720	13.280	15.120
Allemagne (République fédérale)	1.623	8.160	11.400	14.440	18.440	22.800
Suède	3.228	6.480	8.080	8.840	9.760	10.600
Pays-Bas	2.049	3.640	4.400	5.560	6.400	7.320
Belgique-Luxembourg	1.258	3.412	3.892	4.896	5.620	»
Danemark	1.065	2.200	2.760	3.480	4.080	4.400
Norvège	751	1.960	2.440	2.400	2.880	3.080
Suisse	884	1.760	2.040	2.800	3.200	3.320
Autriche	350	1.320	1.640	1.920	2.240	2.520
Grèce	507	1.160	1.200	1.400	1.560	1.680
Turquie	310	1.120	1.200	1.400	1.720	1.400
Portugal	603	840	920	1.080	1.120	1.200
Irlande	435	800	960	960	1.040	»
Ensemble des pays	33.031	77.800	91.120	106.680	125.520	(140.800)

(*) Sans la consommation des raffineries et le fuel-oil.
(1) Sans la Sarre.
Source: O. E. C. E.

g) **Sucre centrifugé.**

Consommation par habitant, par région, 1957/58 *et éléments de comparaison.*

RÉGIONS	AVANT-GUERRE	MOYENNE 1949-1953	1957	1958
Europe occidentale	25,2	25,6	32,4	32,3
Amérique du Nord	46,5	46,0	46,1	47,0
Amérique centrale	16,6	24,9	28,3	28,7
Amérique du Sud	16,8	25,9	29,1	31,8
Proche-Orient	4,9	8,0	12,4	13,1
Extrême-Orient (Chine continentale exceptée)	4,7	4,1	6,6	6,8
Afrique	5,0	8,2	10,0	10,6
Océanie	43,3	46,2	45,4	45,8
Moyenne (U. R. S. S., Europe orientale et Chine continentale exceptées)	14,3	15,5	18,4	18,8

Source: F. A. O., septembre 1959.

9° COMMERCE INTERIEUR

(Indices de la valeur.)

(1953 = 100.)

DÉSIGNATION	1948	1954	1958	1959
1. *Gros.*				
Allemagne occidentale (1)	»	107	157	172
Australie	50	114	156	160
Belgique (2)	89	107	139	146
Canada	78	97	126	»
Pays-Bas (2)	56	112	156	169
Royaume-Uni (3)	88	100	103	105
Etats-Unis	85	99	113	125

DÉSIGNATION	1948	1954	1958	1959
2. *Détail.*				
Allemagne occidentale (1)	»	100	135	143
Australie	42	110	143	150
Belgique	71	106	139	144
Canada	65	100	124	132
France (2)	77	111	204	»
Norvège	66	107	108	115
Pays-Bas (2)	80	110	143	148
Suisse	88	105	131	138
Royaume-Uni (4)	»	106	103	107
Etats-Unis	»	100	118	127

(1) Alimentation. — (2) Grandes épiceries. — (3) Textiles. — (4) Non compris l'Irlande du Nord.
Source: O. N. U.

10° DONNEES MONETAIRES ET FINANCIERES

a) Cours des changes.

Bourse de Zurich.

(Moyenne achats et ventes en fin de mois ou d'année.)

(Valeur en francs suisses pour 100 unités nationales.)

PAYS	1949	1951	1954	1957	1958	1959 (juin).
Allemagne occidentale (deutschmark)	73,50	85,50	99	100,5	103	103,5
Belgique (franc belge)	8,59	8	8,50	8,45	8,60	8,55
Canada (dollar canadien)	375	428	4,42	4,34	4,46	4,53
Etats-Unis (dollar)	429	436	4,29	4,29	4,31	4,33
France (franc français)	1,10	1	1,14	0,89	0,85	0,87
Pays-Bas (florin)	101	105,5	112	113,25	114	114,50
Italie (lire)	0,66	0,64	0,67	0,69	0,69	0,71
Royaume-Uni (livre)	1.000	1.040	11,45	11,60	12,05	12,12

Sources: *New Zürcher Zeitung*, I. N. S. E. E.

b) **Réserves or-devises** (officielles).

(Millions de dollars fin de période.)

PAYS	1929	1938	1949	1958	1959
1. Etats-Unis	3.900	(1) 1.459	24.560	(3) 20.582	(3) 19.507
2. Allemagne occidentale	»	»	200	6.321	5.014
3. Royaume-Uni	(2) 710	(2) 2.875	1.690	(3) 3.069	(3) 2.736
4. Canada (5)	(3) 78	220	1.120	1.948	1.877
5. Inde (6)	(3) 217	485	1.980	644	695
6. France	(3) 1.633	2.790	(4) 800	1.050	1.720
7. Italie	»	»	»	2.321	»
8. Belgique	(3) 169	736	900	1.484	1.211
9. Pays-Bas	(2) 180	1.005	385	1.492	1.355

(1) A partir de 1938, réserves en or du Trésor et de la partie active du fonds de stabilisation.
(2) Réserves or de la banque d'Angleterre (et du fonds d'égalisation en 1938) or et dollars en 1949, 1954...
(3) Or.
(4) Cotisations du fonds monétaire international.
(5) Devises presque entièrement en dollars des Etats-Unis.
(6) Devises presque entièrement en livres sterling, y compris quelques titres à long terme.

Sources: Fonds monétaire international, O. N. U.

c) **Cours des actions industrielles.**

(1953 = 100.)

PAYS	1948	1954	1958	1959
Canada (1)	67	114	155	170
Etats-Unis (2)	64	122	198	247
France (6)	68	140	245	324
Pays-Bas (3)	173	125	148	214
Royaume-Uni (4)	98	130	111	207
Suisse (5)	90	111	136	162

(1) Moyenne des cotations du jeudi.
(2) Moyenne des cotations du mercredi.
(3) Moyenne des cotations journalières.
(4) Cotations du dernier jeudi du mois.
(5) Moyenne des cotations du vendredi.
(6) Dernier vendredi du mois.

Sources: Fonds monétaire international, O. N. U.

d) **Comptes budgétaires et dette publique dans quelques pays.**

(En millions d'unités.)

	ALLEMAGNE occidentale (1)	BELGIQUE (4)	CANADA (2)	FRANCE (4)	INDES (2-3)	ITALIE (1)	JAPON (2)	PAYS-BAS (4)	ROYAUME-UNI (2)	U. S. A. (1)
1955										
Recettes	23.692	82.065	4.000	3.114	»	2.330,2	1.007	6.810	4.929	60.390
Dépenses	21.123	95.272	4.151,8	3.241	»	2.744	1.052	6.885	4.997	64.570
Solde	+ 2.569	— 13.207	— 151,8	— 127	»	— 413,8	— 45	— 75	— 68	— 4.180
Dette intérieure	10.699	287.300	17.551,7	4.529,2	27.384	4.257,4	441	17.571	25.103,4	274.418
Dette extérieure	9.432	24.298	399,8	1.119,7	1.189	»	96	2.013	2.130,4	»
1957										
Recettes	28.198	94.672	4.966,5	3.653	7.658	2.859	1.188	7.559	5.373	71.029
Dépenses	27.855	110.507	4.709	4.141	11.678	3.025,9	1.099	7.453	5.704	69.433
Solde	+ 343	— 15.835	+ 257,5	— 488	— 4.020	— 166,9	+ 89	+ 106	— 331	+ 1.596
Dette intérieure	10.275	296.511	17.947,3	5.416	33.099	4.835,8	409	»	25.203,3	270.634
Dette extérieure	9.430	27.210	351,8	954	1.403	»	84	»	2.065,3	»
1958										
Recettes	29.274	98.269	4.894,2	4.136	9.624	2.879,9	1.229	7.357	5.604	69.083
Dépenses	32.126	105.915	4.933,6	4.781	16.309	3.089,1	1.236	8.190	5.816	71.897
Solde	— 2.852	— 7.646	— 39,4	— 645	— 6.685	— 209,2	— 7	— 833	— 212	— 2.814
Dette intérieure	12.195	»	18.016,5	6.043	38.519	5.047,2	406	»	(5) 4.848,3	276.444
Dette extérieure	9.241	»	351,8	997	1.897	»	81	»	2.163,1	»
1959										
Recettes	31.898	»	4.490	4.782	9.656	»	1.278	7.478	5.762	67.000
Dépenses	36.351	»	5.016,9	4.853	17.440	»	1.307	8.626	5.998	79.223
Solde	— 4.453	»	— 526,9	— 71	— 7.784	»	— 29	— 1.148	— 236	— 12.223
Dette intérieure	»	»	»	»	43.082	»	»	»	»	283.000
Dette extérieure	»	»	»	»	4.679	»	»	»	»	»

(1) Année finissant le 30 juin. — (2) Année finissant le 31 mars. — (3) Gouvernement central. — (4) Année civile — (5) A court terme seul.

Source: O. N. U.

11° REVENU NATIONAL

a) **Estimation du revenu national de 1948 à 1958.**

(= Somme des revenus échéant pendant l'année aux facteurs de production fournis par les résidents, avant déduction des impôts indirects; = rémunération du travail + revenu des entreprises individuelles + loyers, intérêts et dividendes + épargne et impôts directs des sociétés + revenu de l'Etat et des collectivités locales.)

Le classement par ordre décroissant est approximatif.

(N = Monnaie nationale.)

PAYS	REVENU GLOBAL (en millions)					
	1948	1952	1954	1955	1957	1958
1. Etats-Unis (dollar)	223,5	292,2	301,8	330,2	366,5	366,2
2. Royaume-Uni (livre)	9.507	12.689	14.521	15.346	17.578	18.145
3. France (franc)	»	10.700	11.850	12.970	15.840	17.910
4. Allemagne occidentale (deutschmark)	»	101,4	117	134,3	160,3	168,9
5. Canada (livre canadienne)	12.003	18.623	19.002	20.690	23.799	24.648
6. Italie (lire)	6.051	8.368	9.881	10.789	12.319	13.126
7. Australie (2)	1.928	3.561	4.061	4.356	4.653	4.931
8. Suède (couronne) (1)	23.673	36.113	38.719	41.548	48.612	50.169
9. Belgique (franc belge) (1)	257,8	320,5	347,2	368,1	412,3	404
10. Pays-Bas (guilder)	12.166	17.739	21.606	24.618	29.170	30.180
11. Suisse (franc suisse)	17.340	20.320	22.600	23.130	27.400	28.590
12. Danemark (kroner) (1)	»	20.928	23.939	23.617	27.135	28.250

(1) Produit national brut au coût des facteurs. Estimations officielles ajustées conformément aux définitions des Nations Unies.
(2) Année commençant le 1er juillet.

Source: O. N. U.

b) **Répartition du revenu national.**

PAYS	REVENUS des ménages et rémunération des travailleurs.	ENTREPRISES individuelles.	LOYERS et intérêts.	DIVIDENDES	ÉPARGNE sociétés.	IMPOTS directs sociétés.	REVENU NET ÉTAT Collectivités locales.	REVENU NET ÉTAT Moins intérêts de la dette publique et de la dette des consommateurs.
	P. 100.	P. 100.	P. 100.	P. 100.	P. 100.	P. 100.	P. 100.	P. 100.
Australie :								
1938	59	20	16	4	5	2	5	(— 8) (1)
1949	53	31	8	3	5	4	1	(— 5)
1952	59	28	5	2	3	5	1	(— 3)
1954	60	23	6	3	5	4	2	(— 3)
1956	60	23	7	3	3	5	2	(— 3)
1957	63	20	7	3	3	5	2	(— 3)
Belgique :								
1938	»	»	»	»	»	»	»	»
1949	55	30	10	3	2	2	1	(— 3)
1952	55	30	9	5	2	3	1	(— 2)
1954	54	30	11	3	2	2	»	(— 3)
1956	55	29	11	3	3	2	»	(— 3)
1957	56	28	11	3	2	2	»	(— 2)
Canada :								
1938	62	20	»	»	2	2	3	(— 4)
1949	60	22	»	»	4	6	3	(— 4)
1952	62	19	6	2	4	7	3	(— 3)
1954	68	14	8	1	4	6	3	(— 4)
1956	65	15	9	1	5	6	3	(— 4)
1957	68	12	9	1	4	6	3	(— 3)
France :								
1938	51	33	»	1,5	4	1	1	(— 5)
1949	53	»	»	»	6	6	»	»
1952	57	33	2	3	3	2	1	(— 1)
1954	58	31	2	3	3	3	1	(— 1)
1956	59	30	3	3	3	3	1	(— 2)
1957	59	30	2	3	4	3	1	(— 2)
Japon :								
1938	39	31	16	5	3	4	2	»
1949	42	49	2	1	1	3	2	»
1952	45	14	2	1	3	5	1	(— 1)
1954	50	38	4	1	3	4	1	(— 1)
1956	49	36	4	2	5	4	1	(— 1)
1957	49	34	5	2	5	5	1	(— 1)
Pays-Bas :								
1938	51		44		4	1	4	(— 3)
1949	54		42		(2)	5	2	(— 2)
1952	54		35		5	7	3	(— 4)
1954	54		36		7	4	2	(— 3)
1956	55		36		5	5	2	(— 2)
1957	55		36		5	5	2	(— 3)
Suisse :								
1938	49	21	17	6	5	2	(2)	»
1949	60	21	10	2	3	2	(2)	»
1952	61	19	8	5	5	2	(2)	»
1954	60	19	8	5	5	3	(2)	»
1956	61	18	8	4	6	3	(2)	»
1957	»	»	»	»	»	»	»	»
Royaume-Uni :								
1938	63	»		22	»	2	»	(— 6)
1949	63	12		11	»	6	1	(— 5)
1952	72	11		10	3	8	1	(— 5)
1954	72	10		10	6	6	1	(— 4)
1956	74	9		10	6	5	1	(— 5)
1957	74	9		10	6	5	1	(— 5)
Etats-Unis :								
1938	67	17	12	5	»	2	»	(— 3)
1949	65	16	8	3	5	5	»	(— 2)
1952	67	14	8	3	3	7	»	(— 2)
1954	69	14	9	3	2	6	»	(— 3)
1956	70	12	9	3	2	7	»	(— 3)
1957	71	12	9	3	2	7	»	(— 3)

(1) Ensemble : loyers et intérêts, dividendes, épargne des sociétés, impôts directs des sociétés, revenu Etat et collectivités locales = 20.

(2) Revenu des entreprises publiques inclus dans les « loyers et intérêts » et « dividendes ».

Source : O. N. U.

c) **Origine par branche d'activité du produit intérieur brut.**

PAYS	PRODUIT intérieur net. (*)	ORIGINE							
		Agricult., Sylvicult., Pêche.	Ind. extr.	Ind. manuf.	Constr.	Transp. et communications.	Com. gros, détail.	Admin. publique et Défense (1).	Autres services (2).
		P. 100.	P. 100.	P. 100.	P. 100.	P. 100.	P. 100.	P. 100.	P. 100.
France (1.000 millions de francs):									
1952	12.040	16	3	3	6	9	13	11	12
Canada (millions de dollars) (3):									
1938	4.259	13	6	24	4	11	13	10	19
1952	20.825	13	4	29	6	11	13	6	13
1954	21.818	10	4	28	6	12	13	7	20
1956	26.959	10	5	28	6	12	13	6	20
1957	28.018	7	5	28	6	12	14	7	21
Allemagne occidentale (millions de deutschmark):									
1952	92.024	12	49		6	8	9	8	6
1954	132.124	9	43		6	10	12	9	11
1956	166.132	9	6	37	6	10	13	9	12
1957	180.919	9	6	37	6	8	13	9	12
Italie (milliards de lires):									
1952	9.258	25	1	24	4	7	11	10	4
1954	10.943	24	1	32	6	9	9	10	9
1956	12.746	21	1	32	6	10	9	11	10
1957	13.618	20	1	32	7	10	9	11	18
Royaume-Uni (millions de livres sterling) (4):									
1952	13.785	5	4	36	6	10	12	7	20
1954	15.671	5	4	38	5	10	12	7	19
1956	18.065	4	4	38	6	11	12	7	18
1957	19.152	4	4	38	6	11	12	7	18
Etats-Unis (milliards de dollars) (5):									
1938	67,2	9	2	22	3	10	18	13	23
1952	288	6	2	31	5	9	17	12	18
1954	297,1	6	2	30	5	8	17	12	20
1956	347,3	5	2	32	5	8	16	12	20
1957	361,7	5	2	31	5	8	17	12	20

(*) Produit intérieur brut au prix de marché.
(1) Administration, défense, justice, police (les entreprises publiques et autres services sont classés avec les industries correspondantes).
(2) Banques, assurances, affaires immobilières, services médicaux et domestiques, instruction...
(3) Produits intérieurs bruts aux prix de marché.
(4) Produit intérieur brut au coût des facteurs.
(5) Bénéfice des entreprises de l'Etat exclu.
Source: O. N. U.

d) **Dépense imputée au produit intérieur brut.**

	1950	1955	1956	1957
Canada. (Millions de dollars.)				
Dépenses de consommation:				
Privée	12.031	15.592	18.692	19.764
De l'Etat	1.798	3.677	4.146	4.308
Formation brute de capital fixe:				
Entreprises privées (1)	2.921	4.351	5.826	6.183
Entreprises de l'Etat	987	1.401	2.040	2.488
Augmentation des stocks	531	559	813	126
Exportations de biens et services	4.077	5.213	6.176	6.200
Moins importations de biens et services	3.997	5.359	7.058	7.024
P. I. B. au prix du marché	18.348	25.434	30.635	32.045
Revenu de facteur net reçu de l'étranger (2)	438	293	458	545
P. M. B. au prix du marché	17.910	25.141	30.177	31.500
Allemagne occidentale. (Millions de D. M.)				
Dépenses de consommation:				
Privée	61.255	85.277	113.480	121.950
De l'Etat	14.940	22.170	26.450	29.050
Formation brute de capital fixe:				
Entreprises privées / Entreprises de l'Etat	18.455	28.665	44.300	46.100
Augmentation des stocks	3.721	2.129	2.590	4.200
Exportations de biens et services	11.751	25.849	43.944	52.274
Moins importations de biens et services	12.971	20.484	36.738	43.396
P. I. B. au prix du marché (estimation au 31 décembre)	97.151	143.606	194.026	210.178
Revenu de facteur net reçu de l'étranger	49	144	— 626	— 578
P. M. B. au prix du marché	97.200	143.750	193.400	209.600
Italie.				
Dépenses de consommation:				
Privée	6.231	8.393	9.925	10.449
De l'Etat	859	1.355	1.808	1.903
Formation brute de capital fixe:				
Entreprises privées (3)	1.352	1.902	2.713	3.017
Entreprises de l'Etat (3)	175	352	333	364
Augmentation des stocks	123	30	105	75
Exportations de biens et services	941	1.289	1.850	2.249
Moins importations de biens et services	1.023	1.658	2.128	2.470
P. I. B. au prix du marché	8.658	11.663	14.606	15.587
Revenu de facteur net reçu de l'étranger	12	29	28	40
P. M. B. au prix du marché	8.670	11.691	14.634	15.627

(1) La formation brute de capital fixe des entreprises publiques est comprise sous la rubrique de l'Etat.
(2) Ne comprend que les dividendes et les intérêts.
(3) « Formation brute de capital fixe des entreprises de l'Etat » est compris sous « entreprises privées ».

	1950	1953	1956	1957
Royaume Uni				
Dépenses de consommation:				
Privée	9.355	11.212	13.490	14.142
De l'Etat	2.407	3.470	3.577	3.684
Formation brute de capital fixe:				
Entreprises privées	1.697	2.297	3.087	3.333
Entreprises de l'Etat	— 210	125	275	450
Augmentation des stocks	2.785	3.397	4.386	4.532
Exportations de biens et services	2.810	3.444	4.286	4.446
Moins importations de biens et services	12.924	16.757	20.529	21.695
P. I. B. aux prix du marché	337	163	203	226
Revenu de facteurs nets reçus de l'étranger	13.261	16.920	20.732	21.921
P. N. B. aux prix du marché				
Dépenses de consommation:				
Privée	193,1	229,5	265	279,7
De l'Etat	35	74,5	72,6	79,1
Formation brute de capital fixe:				
Entreprises privées	43,1	49,9	62,7	64,3
Entreprises de l'Etat (1)	6,6	8,7	1,3	12,7
Augmentation des stocks (1)	6,4	4,4	5,1	0,2
Exportations de biens et services	12,3	15,1	20.8	23,6
Moins importations de biens et services	11,7	16,1	19,3	20,2
P. I. B. aux prix du marché	284,8	365,9	418,3	439,4
Revenu de facteurs nets reçus de l'étranger	1,2	1,3	2	2,3
P. N. B. aux prix du marché	286	367,2	420,3	441,7
France.				
Dépenses de consommation:				
Privée	6.760	10.180	12.690	13.920
De l'Etat	1.340	2.350	2.750	2.990
Formation brute de capital fixe:				
Entreprises privées (2)	1.420	2.120	2.970	3.460
Entreprises de l'Etat (2)	140	260	390	410
Augmentation des stocks	230	110	200	180
Exportations de biens et services	1.450	2.000	2.340	2.610
Moins importations de biens et services	1.470	2.050	2.680	2.960
P. I. B. aux prix du marché	9.870	14.970	18.660	20.610
P. N. B. aux prix du marché	9.850	14.930	18.590	20.520
Revenu de facteurs nets reçus de l'étranger	— 20	— 40	— 70	— 90

(1) Les dépenses de l'Etat en équipement et l'augmentation des stocks de quelques organismes de l'Etat sont inclus dans les dépenses de consommation de l'Etat et des collectivités locales.

(2) « Formation brute de capital fixe des entreprises de l'Etat » est compris sous « entreprises privées ».

12° LOGEMENT ET CONSTRUCTION

a) Evolution de la construction de logements dans quelques pays.

(Moyenne mensuelle.)

PAYS	1950	1952	1958	1959
Allemagne occidentale (1)	25.164	36.900	40.500	»
Belgique (2)	2.984	2.232	2.803	2.862
Canada	7.418	6.091	12.224	12.139
France (3)	7.660	10.700	28.800	»
Italie (4)	6.119	9.677	22.406	23.899
Japon (5)	29.907	22.733	28.166	31.715
Pays-Bas (6)	3.942	4.550	4.550	6.969
Suisse (7)	1.111	1.190	1.035	1.197
Royaume-Uni	17.119	20.693	23.219	23.464
U. S. A. (8)	116,3	93,9	100,8	114,8

(1) Construction achevée y compris reconstruction et restauration.
(2) Construction achevée y compris reconstruction, transformation et extension.
(3) Autorisations de bâtir délivrées.
(4) Construction achevée. A partir de 1954, y compris les logements dans les bâtiments à usage autre que l'habitation.
(5) Construction commencée.
(6) Construction achevée y compris les habitations reconstruites.
(7) Construction achevée dans quarante-deux villes.
(8) Logements commencés (non compris les fermes). Depuis 1954, basé sur un échantillon revisé.
(9) 270.000 au total.

Source: O. N. U.

b) Indices des prix de gros des matériaux de construction.

(1953 = 100.)

PAYS	1948	1954	1958	1959
Suisse	91	101	122	118
U. S. A.	87	100	109	112
Italie	85	101	102	99
Canada (1)	77	98	104	106
Belgique	81	104	115	115
Royaume-Uni	77	101	116	115
France	58	100	119	127

(1) Construction non résidentielle.
Source: O. N. U.

Paris. — Imprimerie des Journaux officiels, 26, rue Desaix.